INSTITUT
DE LA STATISTIQUE
DU QUÉBEC

www.stat.gouv.qc.ca

RÉGIONS

Panorama des régions du Québec

Édition 2016

Québec

Pour tout renseignement concernant l'ISQ
et les données statistiques dont il dispose
s'adresser à :

Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy
Québec, (Québec)
G1R 5T4
Téléphone : 418 691-2401

ou

Téléphone : 1 800 463-4090
(sans frais d'appel au Canada et aux États-Unis)

Site Web : www.stat.gouv.qc.ca

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
2e trimestre 2016
ISBN 978-2-550-76006-1 (PDF)

© Gouvernement du Québec, Institut de la statistique du Québec

Toute reproduction autre qu'à des fins de consultation personnelle est interdite
sans l'autorisation du gouvernement du Québec.
www.stat.gouv.qc.ca/droits_auteur.htm

Juin 2016

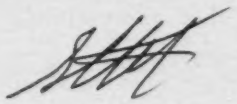
Avant-propos

Le *Panorama des régions du Québec, édition 2016* dresse un portrait socioéconomique des 17 régions administratives du Québec. Onze thématiques variées sont analysées d'après les plus récentes statistiques : démographie, conditions de vie, santé, éducation, marché du travail, comptes économiques, investissement et permis de bâtir, mines, tourisme, culture et communications ainsi que transport.

Par ailleurs, le *Panorama* compte une section spéciale consacrée aux statistiques par municipalités régionales de comté (MRC), dans laquelle nous analysons l'évolution de trois indicateurs clés, à savoir la population, le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs. Enfin, un portrait statistique de chaque région administrative est disponible en un coup d'œil à la fin de ce document. Il est à noter que l'Institut publiera bientôt le *Bulletin statistique régional* pour chacune des régions administratives et également pour les MRC, permettant d'obtenir des analyses encore plus détaillées. La prochaine parution de ces bulletins est prévue pour septembre et octobre 2016.

Avec cette huitième édition du *Panorama des régions du Québec*, l'Institut désire continuer à offrir un ouvrage de référence en matière d'analyses statistiques régionales au Québec et un outil d'aide à la prise de décision pour les différents acteurs régionaux.

Le directeur général,



Stéphane Mercier

Cette publication a été réalisée sous la coordination de : Marie-Hélène Provençal et Stéphane Ladouceur

Direction générale adjointe aux statistiques et à l'analyse économiques : Pierre Cauchon, directeur général adjoint

Rédaction :

Jean-Pierre Barrette
Marianne Bernier
Anne Binette Charbonneau
Sophie Brehain
Geneviève Caron
Stéphane Crespo
Gaétane Dubé
Olivier Dominic Galarneau
Marc-André Gauthier
Stéphane Ladouceur
Louis Madore
Guillaume Marchand
Sylvain Prévost-Dallaire
Marie-Hélène Provençal
Julie Rabemananjara
Christine Routhier

Avec l'assistance technique de : Virginie Lachance, Danny Sanfaçon

Cartographie : Maxime Keith

Révision linguistique : Esther Frève

Pour tout renseignement sur le contenu de cette publication :

Marie-Hélène Provençal
Direction des statistiques sectorielles et du développement durable
Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy, 3e étage
Québec, (Québec) G1R 5T4
Téléphone : 418 691-2411, poste 3171
Courriel : marie-helene provencal@stat.gouv.qc.ca

Le *Panorama des régions du Québec, édition 2016* présente les statistiques les plus récentes au moment de sa publication. Pour des données actualisées, veuillez consulter le site Web de l'Institut à www.stat.gouv.qc.ca.

Notes : L'usage du masculin a pour seul but d'alléger le texte.
En raison de l'arrondissement de certaines données, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

Crédits de la page frontispice :
© iStockphoto.com/RonTech2000/devdogg/hidesy photographes

Abréviations et symboles

%	Pour cent ou pourcentage
dm^3	Décimètre cube
pi^3	Pied cube
Var.	Variation
km^2	Kilomètre carré
ha	Hectare
hab.	Habitant
pe	Perspective
MRC	Municipalité régionale de comté
RA	Région administrative
RMR	Région métropolitaine de recensement
TE	Territoire équivalent
TAAM	Taux d'accroissement annuel moyen
TCAM	Taux de croissance annuel moyen
PIB	Produit intérieur brut

Signes conventionnels

..	Donnée non disponible
...	N'ayant pas lieu de figurer
–	Néant ou zéro
—	Donnée infime
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée
e	Donnée estimée
F	Donnée peu fiable
x	Donnée confidentielle
g	Gramme
kg	Kilogramme
t	Tonne métrique
hl	Hectolitre
n	Nombre
$	En dollars
k	En milliers
M	En millions
G	En milliards
ETC	Équivalent temps complet

Régions administratives du Québec

01	BSL	Bas-Saint-Laurent
02	SLSJ	Saguenay–Lac-Saint-Jean
03	CNAT	Capitale-Nationale
04	MAU	Mauricie
05	ESTR	Estrie
06	MTL	Montréal
07	OUT	Outaouais
08	A-T	Abitibi-Témiscamingue
09	CNO	Côte-Nord
10	NQC	Nord-du-Québec
11	GIM	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine
12	C-A	Chaudière-Appalaches
13	LVL	Laval
14	LND	Lanaudière
15	LAUR	Laurentides
16	MTRG	Montérégie
17	CQC	Centre-du-Québec

Table des matières

Introduction 15

1. Démographie 19

2. Conditions de vie 27

2.1 Taux de faible revenu des familles 27
2.2 Revenu médian des familles 30

3. Santé 33

3.1 Activité physique de loisir 34
3.2 Inscription auprès d'un médecin de famille 38
3.3 Personnel de la santé 40

4. Éducation 51

4.1 Niveau de scolarité 51
4.2 Nombre de diplômés au baccalauréat 57

5. Marché du travail 65

6. Comptes économiques 73

6.1 Produit intérieur brut 73
6.2 Revenu disponible par habitant 81

7. Investissements et permis de bâtir 91

7.1 Investissements 91
7.2 Permis de bâtir 98

8. Mines 105

9. Tourisme 117

10. Culture et communications 127

11. Transport - Véhicules électriques 135

12. Statistiques par MRC 139

12.1 Démographie 139
12.2 Revenu disponible par habitant 145
12.3 Taux de travailleurs 152

Concepts et définitions 165

Coup d'œil sur les régions 169

Liste des tableaux

1. Démographie

1.1 Population totale, taux d'accroissement annuel moyen et part de la population totale, régions administratives et ensemble du Québec, 2001-2015 24
1.2 Population par grand groupe d'âge, âge médian et âge moyen, régions administratives et ensemble du Québec, 2001 et 2015 25
1.3 Population selon le sexe par grand groupe d'âge et rapport de féminité, régions administratives et ensemble du Québec, 2015 26

2. Conditions de vie

2.1 Taux de faible revenu des familles

2.1.1 Taux de faible revenu de l'ensemble des familles et selon le type de famille, régions administratives et ensemble du Québec, 2009-2013 29

2.2 Revenu médian des familles

2.1.2 Revenu médian après impôt, familles comptant un couple et familles monoparentales, régions administratives et ensemble du Québec, 2009-2013 31

3. Santé

3.1 Activité physique de loisir

3.1.1 Répartition de la population de 12 ans et plus selon le niveau d'activité physique de loisir, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2013-2014 35
3.1.2 Proportion de la population physiquement active de 12 ans et plus, selon le sexe et l'âge, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2011-2012 et 2013-2014 36

3.3 Personnel de la santé

3.3.1 Nombre de médecins, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2010 et 2014 46
3.3.2 Personnel infirmier du réseau de la santé et des services sociaux, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2010-2011 et 2014-2015 48
3.3.3 Effectif du réseau de la santé et des services sociaux selon certaines catégories du personnel infirmier, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2014-2015 49

4. Éducation

4.1 Niveau de scolarité

4.1.1 Proportion de la population de 25 à 64 ans n'ayant aucun diplôme selon le sexe, régions administratives et ensemble du Québec, 2015 55
4.1.2 Proportion de la population de 25 à 64 ans détenant un diplôme professionnel à titre de plus haut niveau de scolarité atteint selon le sexe, régions administratives et ensemble du Québec, 2015 55
4.1.3 Proportion de la population de 25 à 64 ans détenant un certificat, diplôme ou grade universitaire à titre de plus haut niveau de scolarité atteint selon le sexe, régions administratives et ensemble du Québec, 2015 56
4.1.4 Proportion de la population de 25 à 64 ans titulaire d'un diplôme de baccalauréat à titre de plus haut niveau de scolarité atteint selon le sexe, régions administratives et ensemble du Québec, 2015 56

4.2 Nombre de diplômés au baccalauréat

4.2.1 Nombre de diplômés au baccalauréat selon la région administrative de résidence en formation générale des jeunes (FGJ), régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2013 60

4.2.2 Nombre de diplômés au baccalauréat selon la région administrative de résidence en formation générale des jeunes (FGJ) et selon le sexe, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2013 61

4.2.3 Nombre de diplômés au baccalauréat selon la région administrative de résidence en formation générale des jeunes (FGJ) et le domaine d'études, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2013 62

4.2.4 Proportion de diplômés au baccalauréat selon la région administrative de résidence[1] en formation générale des jeunes (FGJ), le sexe et le domaine d'études[2], régions administratives et ensemble du Québec, 2013 63

5. Marché du travail

5.1 Emploi selon le régime de travail, régions administratives et ensemble du Québec, 2005-2015 69

5.2 Emploi selon le sexe, régions administratives et ensemble du Québec, 2005-2015 70

5.3 Emploi selon le groupe d'âge, régions administratives et ensemble du Québec, 2005-2015 71

5.4 Emploi selon le secteur d'activité, régions administratives et ensemble du Québec, 2005-2015 72

6. Comptes économiques

6.1 Produit intérieur brut

6.1.1 PIB aux prix de base, régions administratives et ensemble du Québec, 2007-2014 77

6.1.2 PIB aux prix de base par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2007-2014 77

6.1.3 Croissance annuelle du PIB aux prix de base selon l'industrie, régions administratives, 2014 78

6.1.4 Croissance annuelle du PIB aux prix de base selon l'industrie, ensemble du Québec, 2013 et 2014 80

6.2 Revenu disponible par habitant

6.2.1 Revenu disponible et ses composantes par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2010-2014 85

7. Investissements et permis de bâtir

7.1 Investissements

7.1.1 Dépenses totales en immobilisation, régions administratives et ensemble du Québec, 2011-2015 95

7.1.2 Dépenses en immobilisation par industrie, secteur et actif, régions administratives et ensemble du Québec, perspectives 2015 96

7.2 Permis de bâtir

7.2.1 Valeur des permis de bâtir selon le type de construction, régions administratives et ensemble du Québec, 2011-2015 101

7.2.2 Unités de logement, régions administratives et ensemble du Québec, 2011-2015 104

8. Mines

8.1 Mines en exploitation et en construction, Nord-du-Québec, 2015 106

8.2 Mines en exploitation, en exploitation sporadique et fermée, Abitibi-Témiscamingue, 2015 107

8.3 Mines en exploitation et fermée, Côte-Nord, 2015 108

8.4 Usines de traitement de minéraux en opération, Montérégie, 2015 109

8.5 Distribution de l'investissement minier, régions administratives, 2015 111

8.6 Volume et valeur des livraisons minérales par substance, régions administratives et ensemble du Québec, 2014-2016 112

8.7 Personne-année, salaire et heures payées par substance, régions administratives et ensemble du Québec, 2014-2015 114

9. Tourisme

9.1 Répartition des résidences de tourisme et des établissements hôteliers, régions touristiques et ensemble du Québec, 2014-2015 121
9.2 Unités d'hébergement disponibles et louées, régions touristiques et ensemble du Québec, 2011-2015 122
9.3 Taux d'occupation des établissements d'hébergement, régions touristiques et ensemble du Québec, 2011-2015 123
9.4 Revenus de location, régions touristiques et ensemble du Québec, 2011-2015 124
9.5 Prix moyen de location, régions touristiques et ensemble du Québec, 2011-2015 125

10. Culture et communications

10.1 Fréquentation des institutions muséales, régions administratives et ensemble du Québec, 2011 à 2015 131
10.2 Fréquentation des institutions muséales par la clientèle scolaire, régions administratives et ensemble du Québec, 2011-2015 132
10.3 Fréquentation estivale des institutions muséales, régions administratives et ensemble du Québec, 2011 à 2015 133

11. Transport - Véhicules électriques

11.1 Nombre de véhicules électriques immatriculés, régions administratives et ensemble du Québec, 2014 à 2016 135

12. Statistiques par MRC

12.1 Démographie

12.1.1 Population totale et taux d'accroissement annuel moyen, MRC, régions administratives et ensemble du Québec, 2001-2015 142

12.2 Revenu disponible par habitant

12.2.1 Les MRC présentant les revenus disponibles par habitant les plus élevés et les plus faibles, 2014 146
12.2.2 Revenu disponible par habitant, MRC, régions administratives et ensemble du Québec, 2010-2014 149

12.3 Taux de travailleurs

13.3.1 Les MRC ayant les plus hauts et les plus bas taux de travailleurs de 25-64 ans, 2014 153
13.3.2 Taux de travailleurs de 25-64 ans, selon le sexe, MRC et ensemble du Québec, 2010-2014 157

Liste des figures

1. Démographie

1.1 Taux d'accroissement annuel moyen, régions administratives et ensemble du Québec, 2001-2015 20
1.2 Répartition de la population par grand groupe d'âge, régions administratives et ensemble du Québec, 2015 21
1.3 Âge moyen, régions administratives et ensemble du Québec, 2001 et 2015 22

3. Santé

3.2 Inscription auprès d'un médecin de famille

3.2.1 Proportion de la population inscrite auprès d'un médecin de famille, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2012 et 2016 39
3.2.2 Proportion de la population inscrite auprès d'un médecin de famille, selon le sexe, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2016 39

3.3 Personnel de la santé

3.3.1 Nombre de médecins pour 1 000 habitants, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2010 et 2014 40
3.3.2 Nombre de médecins pour 1 000 habitants selon la catégorie, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2014 41
3.3.3 Répartition du nombre de médecins pour 1 000 habitants selon la catégorie, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2010 et 2014 42
3.3.4 Effectif du réseau de la santé et des services sociaux selon certaines catégories du personnel infirmier, ensemble du Québec, de 2010-2011 à 2014-2015 43
3.3.5 Variation dans l'effectif de certaines catégories du personnel infirmier, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, de 2010-2011 à 2014-2015 44

4. Éducation

4.1 Niveau de scolarité

4.1.1 Répartition de la population de 25 à 64 ans selon le plus haut niveau de scolarité atteint, régions administratives et ensemble du Québec, 2015 52

4.2 Nombre de diplômés au baccalauréat

4.2.1 Proportion de diplômés au baccalauréat selon la région administrative de résidence en formation générale des jeunes (FGJ) et le domaine d'études, régions administratives et ensemble du Québec, 2013 59

5. Marché du travail

5.1 Taux de chômage, régions administratives et ensemble du Québec, 2015 67
5.2 Taux d'emploi, régions administratives et ensemble du Québec, 2015 68

6. Comptes économiques

6.1 Produit intérieur brut

6.1.1 Produit intérieur brut aux prix de base et croissance annuelle, ensemble du Québec, 2007 à 2014 73
6.1.2 Croissance annuelle du PIB aux prix de base, régions administratives et ensemble du Québec, 2012, 2013 et 2014 74
6.1.3 PIB aux prix de base par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2014 75
6.1.4 Croissance annuelle du PIB aux prix de base selon le secteur d'activités, régions administratives et ensemble du Québec, 2014 75

6.2 Revenu disponible par habitant

6.2.1 Taux de croissance du revenu disponible par habitant, en dollars courants, régions administratives et ensemble du Québec, 2013/2012 et 2014/2013 82
6.2.2 Revenu disponible par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2014 83
6.2.3 Transferts gouvernementaux par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2014 84

7. Investissements et permis de bâtir

7.1 Investissements

7.1.1 Variation annuelle des dépenses en immobilisation selon l'actif, régions administratives et ensemble du Québec, perspectives 2015 92
7.1.2 Variation annuelle des dépenses en immobilisation selon l'industrie, régions administratives et ensemble du Québec, perspectives 2015 93
7.1.3 Variation annuelle des dépenses en immobilisation selon le secteur, régions administratives et ensemble du Québec, perspectives 2015 94

7.2 Permis de bâtir

7.2.1 Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, ensemble du Québec, 1999 à 2015 98
7.2.2 Valeur des permis de bâtir non résidentiels selon le type de construction, ensemble du Québec, 1999 à 2015 98
7.2.3 Unités de logement, ensemble du Québec, 1999 à 2015 99

8. Mines

8.1 Répartition de l'investissement minier, régions administratives, 2015 111
8.2 Répartition des livraisons minérales, régions administratives, 2015 111

9. Tourisme

9.1 Taux d'occupation selon le mois, ensemble du Québec, 2015 119

10. Culture et communications

10.1 Taux de croissance annuel moyen de la fréquentation des institutions muséales, régions administratives, 2011-2015 128
10.2 Fréquentation des institutions muséales par la clientèle scolaire, Montréal, Capitale-Nationale et autres régions, 2011-2015 129
10.3 Répartition régionale de la fréquentation muséale selon la période de l'année, ensemble du Québec, 2011-2015 130
10.4 Poids de la saison estivale dans la fréquentation annuelle des institutions muséales, régions administratives, 2011-2015 130

11. Transport - Véhicules électriques

11.1 Nombre de véhicules électriques par 10 000 habitants de 15 ans et plus, régions administratives et ensemble du Québec, 2014-2015 136
11.2 Nombre de véhicules électriques par 10 000 véhicules légers, régions administratives et ensemble du Québec, 2014-2015 137

12. Statistiques par MRC

12.2 Revenu disponible par habitant

12.2.1 Écarts entre les MRC affichant le revenu disponible par habitant le plus élevé et le plus faible pour chacune des régions administratives, 2014 147

12.3 Taux de travailleurs

12.3.1 Écarts entre les MRC affichant le plus haut et le plus bas taux de travailleurs de 25 à 64 ans pour chacune des régions administratives, 2014 154
12.3.2 Écarts entre les taux de travailleurs de 25-64 ans masculins et féminins pour certaines MRC, 2014 155

Liste des cartes

Introduction

0.1 Régions administratives du Québec 17

3. Santé

3.1 Régions sociosanitaires du Québec 33

9. Tourisme

9.1 Taux d'occupation des établissements d'hébergement, régions touristiques du Québec, 2015 118

11. Transport - Véhicules électriques

11.1 Répartition du nombre de véhicules électriques, selon le type de véhicule électrique, régions administratives d'immatriculation, 31 mars 2016 138

12. Statistiques par MRC

12.1 Démographie

12.1.1 Taux d'accroissement annuel moyen de la population, MRC du Québec, 2011-2015 141

12.2 Revenu disponible par habitant

12.2.1 Revenu disponible par habitant selon les limites de l'écoumène, MRC du Québec, 2014 148

12.3 Taux de travailleurs

12.3.1 Taux de travailleurs de 25-64 ans selon les limites de l'écoumène, MRC du Québec, 2014 156

Introduction

par Marie-Hélène Provençal, Direction des statistiques sectorielles et du développement durable

Comme chaque année, l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) publie le *Panorama des régions du Québec* afin de présenter les dernières données statistiques analysées dans une perspective régionale. Cette édition du *Panorama* propose des analyses qui s'appuient sur un éventail d'indicateurs exposés dans les tableaux et les figures qui accompagnent chacun des chapitres. Les statistiques régionales constituent toujours des sujets d'actualité et fournissent la matière qui alimente les chercheurs, décideurs, utilisateurs et quiconque ayant à cœur la situation de sa région. Ce *Panorama* pro re aux utilisateurs de statistiques officielles une vue d'ensemble des innombrables informations disponibles sur le site de l'ISQ, organisée à la manière d'un recueil destiné au grand public, tout en offrant les données les plus détaillées et les plus récentes.

L'organisation et le contenu du *Panorama*

Le *Panorama* comprend onze chapitres qui traitent d'une thématique en présentant les données statistiques régionales et en faisant ressortir les régions qui se démarquent par leur positionnement selon les différents indicateurs. Un douzième chapitre se concentre sur les statistiques à l'échelle des municipalités régionales de comté (MRC) en focalisant sur trois thèmes clés : la démographie, le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs.

Les onze premiers chapitres du *Panorama* sont organisés selon un plan général construit autour de trois grands axes. Le premier axe réunit les chapitres consacrés aux caractéristiques démographiques et à la société. Ce sont quatre chapitres qui examinent les principaux indicateurs de la démographie, des conditions de vie, de la santé et de l'éducation. Le deuxième axe porte sur le marché du travail et les comptes économiques en dressant un portrait de l'évolution de la situation économique des régions. Le troisième axe examine les statistiques de cinq secteurs d'activités : les investissements et les permis de bâtir, le secteur minier, le tourisme, la culture et les communications et, enfin, le transport, une nouveauté cette année. Ce chapitre sur le transport par véhicule électrique annonce une ouverture vers des développements du sujet dans les prochaines éditions du *Panorama*. En effet, même si le transport par véhicule électrique est encore marginal au Québec – à peine 0,1 % du parc de véhicules légers en 2015 –, les données indiquent qu'une croissance remarquable s'amorce. Entre 2014 et 2015, le nombre de véhicules électriques immatriculés au Québec a pratiquement doublé et on en retrouve dans toutes les régions. Les régions qui sont situées en périphérie de Montréal de même que celle de la Capitale-Nationale enregistrent les plus hauts ratios de véhicules électriques par 10 000 habitants de 15 ans et plus.

Enfin, deux sections complètent le *Panorama des régions*. D'abord, la section Concepts et définitions donne les explications sur la signification des concepts utilisés dans les différents chapitres. Cette section est suivie par celle du Coup d'œil sur les régions qui dresse un récapitulatif sous forme de fiche synthèse propre à chacune des régions administratives.

Le découpage territorial

Comme les éditions précédentes, cette publication couvre les 17 régions administratives dont les limites territoriales ont été fixées en 1987, à l'exception de la Mauricie et du Centre-du-Québec qui, jusqu'en 1997, formaient une seule région. Il faut noter que le découpage géographique des régions analysées diffère quelque peu selon les thèmes. Le chapitre 3, sur la santé, présente des données selon les 18 régions sociosanitaires, conformément au découpage géographique et à la définition du ministère de la Santé et des Services sociaux. Le chapitre 9, sur le tourisme, porte sur les 22 régions touristiques définies par le ministère du Tourisme. Sauf Montréal et Laval, chaque région administrative est subdivisée en municipalités régionales de comté (MRC). Au Québec, on dénombre 104 MRC géographiques[1]. Les 104 MRC font l'objet du chapitre 12, Statistiques par MRC, et de tableaux présentés à la fin de la publication, à la section Coup d'œil sur les régions.

1. La version géographique des MRC comprend les MRC au sens juridique et les territoires équivalents (TE) à une MRC, de même que les communautés amérindiennes et les villages nordiques situés dans le périmètre des MRC ou qui constituent des TE.

Pour une analyse plus détaillée sur une région en particulier, le lecteur est invité à consulter le Bulletin statistique régional publié par l'ISQ pour chacune des régions administratives. Les différents thèmes sont traités dans 17 bulletins en mettant en relief les données spécifiques à chaque région. La publication de l'édition 2016 de ces bulletins est prévue pour septembre ou octobre selon la région.

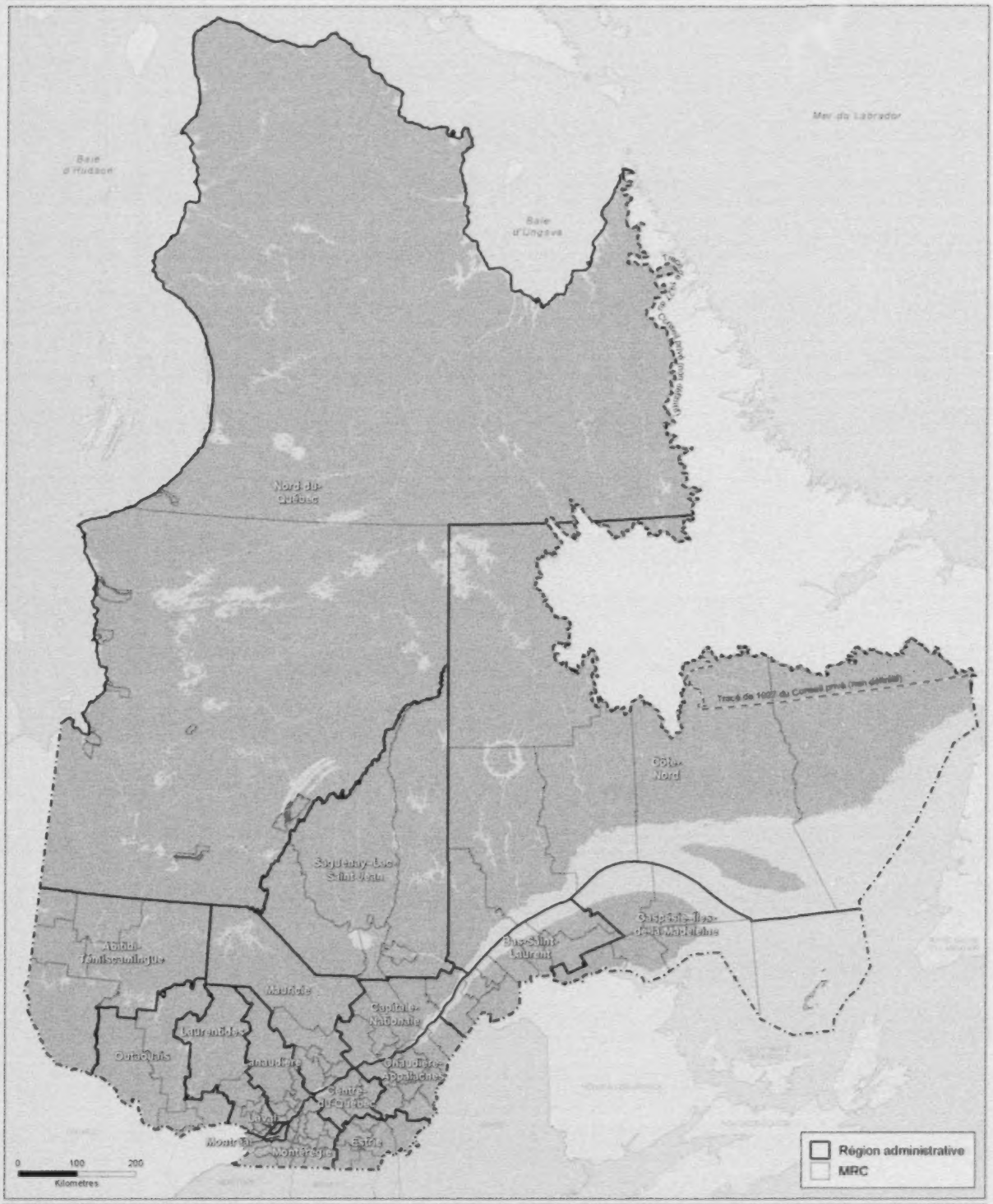
Les données sur le site de l'ISQ

Le *Panorama des régions du Québec* est une publication qui fournit aux utilisateurs de statistiques officielles des analyses réalisées à partir des nombreuses statistiques disponibles sur le site Web de l'Institut de la statistique du Québec[2]. Le volet « Coup d'œil sur les régions et les MRC » du site de l'ISQ regroupe les statistiques sous forme de tableaux et de publications, le tout organisé selon les grands thèmes, dont ceux qui composent cette publication. À la fin de la plupart des chapitres du *Panorama*, une série d'hyperliens offrent un accès direct à une panoplie de tableaux et aux publications en lien avec les analyses.

2. Il est à noter que les statistiques sur le transport ne sont pas diffusées sur le site de l'ISQ.

Carte 0.1

Régions administratives du Québec



Source : Données sur l'hydrographie et les limites administratives : ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, Système sur les découpages administratifs (SDA), janvier 2016.

1. Démographie

par Anne Binette Charbonneau, Direction des statistiques sociodémographiques

La dynamique démographique varie grandement d'une région à l'autre. Dans chacune d'entre elles, fécondité, mortalité et mouvements migratoires s'amalgament différemment, déterminant l'intensité de leur croissance ou, dans certains cas, de leur déclin. Le présent chapitre compare l'évolution de la population des 17 régions administratives du Québec au cours des dernières années. La structure par âge et par sexe est également présentée, en mettant notamment l'accent sur le rythme variable du vieillissement des populations régionales.

Évolution de la population

La population du Québec est estimée à 8 263 600 habitants au 1er juillet 2015. Selon les données provisoires, la population s'est accrue de 256 000 personnes depuis 2011. En termes relatifs, cette hausse équivaut à un taux d'accroissement annuel moyen de 7,9 pour mille pour les quatre années de la période 2011-2015 (tableau 1.1). La croissance démographique du Québec a ralenti par rapport à la période 2006-2011 (9,6 pour mille), mais demeure plus élevée que celle de 2001-2006 (6,3 pour mille). Après avoir connu une accélération à partir de la fin des années 1990, la croissance démographique du Québec enregistre un certain essoufflement au cours de la période récente.

Le cycle de production des estimations démographiques : prudence avec les données provisoires

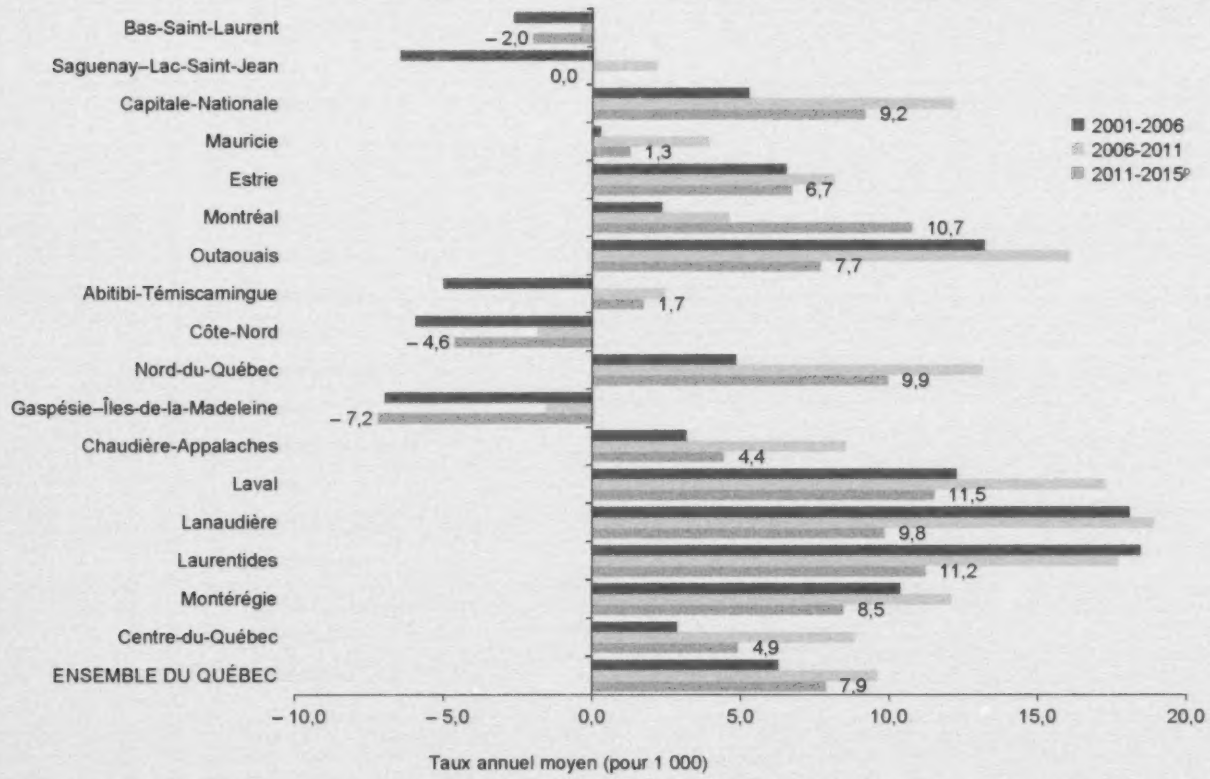
Les estimations de population ont comme point d'ancrage les comptes du recensement le plus récent[1], rajustés pour le sous-dénombrement net et les réserves indiennes partiellement sous-dénombrées. Entre deux recensements, les données disponibles sur les différentes composantes du bilan démographique (naissances, décès et mouvements migratoires) sont ajoutées pour produire les estimations de population annuelles. Les estimations produites par cette méthode dite des composantes font l'objet d'une révision importante tous les cinq ans pour s'arrimer aux comptes de population du nouveau recensement corrigés du sous-dénombrement net.

Actuellement, les données antérieures à 2011 peuvent être considérées comme finales[2]. Les estimations de 2011 à 2015 sont quant à elles basées sur les comptes du Recensement de mai 2011 et ne sont pas définitives : elles feront l'objet d'une révision lorsque les données du Recensement de mai 2016 seront disponibles. Par conséquent, une certaine prudence est de mise dans l'analyse de l'évolution récente de la population. De fait, la révision des données entraîne parfois des changements non négligeables pour certains territoires. Par exemple, les données provisoires de la période 2006-2011 (avant la révision qui a suivi le Recensement de 2011) avaient grandement surestimé la croissance démographique de Montréal. Pour plus d'information sur la révision des données de 2006 à 2011, veuillez consulter l'édition 2014 du Panorama des régions du Québec (p. 15-16).

À l'échelle des régions, le bilan démographique connaît des évolutions contrastées. Selon les données provisoires, les régions de Laval, des Laurentides et de Montréal, sont celles qui ont connu la plus forte croissance de leur population entre 2011 et 2015 (figure 1.1). Ces régions présentent toutes un taux d'accroissement annuel moyen d'un peu plus de 10 pour mille (ou 1 %) durant cette période. Les régions du Nord-du-Québec et de Lanaudière suivent de près avec une croissance qui frôle le 10 pour mille. Si la croissance est légèrement moins rapide dans la Capitale-Nationale, elle demeure supérieure à celle de l'ensemble du Québec, avec un taux de 9 pour mille. À l'exception de Montréal, toutes les régions précédemment mentionnées ont vu leur croissance ralentir comparativement aux années 2006-2011.

1. Le recensement de la population est réalisé tous les cinq ans par Statistique Canada.
2. Les révisions ultérieures que pourrait faire Statistique Canada ne devraient avoir que des répercussions mineures sur les données de cette période.

Figure 1.1
Taux d'accroissement annuel moyen, régions administratives et ensemble du Québec, 2001-2015



Source : Tableau 1.1.

La Montérégie et l'Outaouais affichent un taux d'accroissement annuel moyen semblable au taux québécois entre 2011 et 2015, soit autour de 8 pour mille. La croissance a été plus modérée en Estrie, dans le Centre-du-Québec et dans Chaudière-Appalaches, entre 4 et 7 pour mille. L'Abitibi-Témiscamingue et la Mauricie figurent aussi du côté des régions en croissance, mais la hausse des effectifs y est modeste, environ 1,5 pour mille. La région du Saguenay–Lac-Saint-Jean affiche, quant à elle, une stabilité de sa population au cours de la période 2011-2015. Le maintien de taux nuls ou légèrement positifs peut toutefois être vu comme un bilan favorable pour ces trois dernières régions qui ont connu des épisodes de déclin dans les années 1990 ou 2000.

Enfin, trois régions continuent de voir leur population diminuer. Il s'agit du Bas-Saint-Laurent, de la Côte-Nord et de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine. Cette dernière région affiche les pertes les plus importantes entre 2011 et 2015, son taux d'accroissement annuel moyen étant de – 7,2 pour mille, selon les données provisoires.

Structure par âge et par sexe

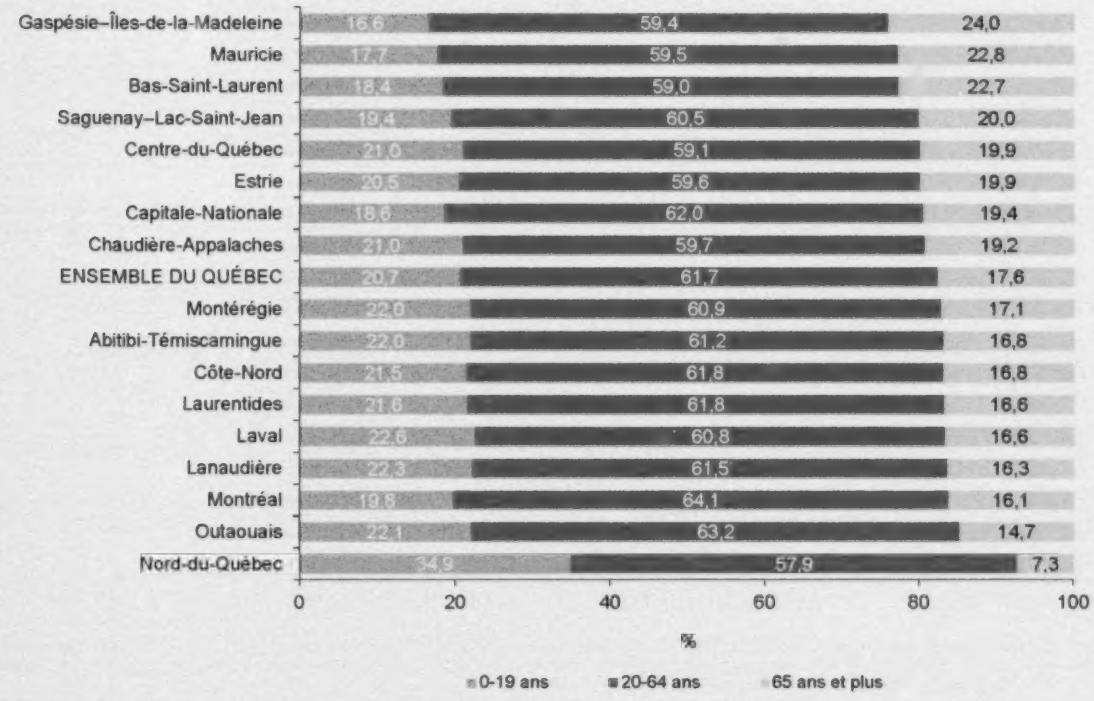
Un vieillissement de la population caractérise l'évolution de la structure par âge au Québec depuis le début des années 1970. La baisse de la fécondité qui a suivi le *baby-boom* des années 1946-1966, de même que l'élévation de l'espérance de vie contribuent à ce phénomène (Institut de la statistique du Québec, 2015). La hausse de l'âge moyen illustre bien le vieillissement démographique : entre 1971 et 2015, il a augmenté d'environ 12 années, passant de 29,9 ans à 41,7 ans. Durant cette période,

la part des personnes âgées de 65 ans et plus s'est élevée de 7 % à près de 18 %. Elle continuera d'augmenter au cours des prochaines années, avec l'arrivée progressive des générations nombreuses du *baby-boom* dans ce groupe d'âge. Si la tendance se maintient, elle pourrait atteindre 28 % en 2061 (Institut de la statistique du Québec, 2014b).

Des écarts quant à l'intensité de la fécondité, de la mortalité et de la migration, de même que le profil par âge des migrants ont façonné différemment la structure par âge des régions au fil des années, ce qui explique que le vieillissement soit plus avancé dans certaines d'entre elles. C'est notamment le cas en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine. En 2015, presque un résident sur quatre est âgé de 65 ans et plus (24,0 %), correspondant, comme le montre la figure 1.2, à une part plus importante de personnes âgées que de jeunes de moins de 20 ans (16,6 %). Dans cette région, la population a en moyenne 47,2 ans, soit l'âge moyen le plus élevé du Québec (figure 1.3). La Mauricie et le Bas-Saint-Laurent figurent aussi parmi les régions les plus âgées du Québec. À l'instar de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, ces deux régions comptent davantage de personnes âgées de 65 ans et plus que de jeunes de moins de 20 ans. En 2015, la moyenne d'âge de leur population est identique, soit de 45,5 ans. Dans ces trois régions, le maintien d'une fécondité assez faible pendant plusieurs années et un profil migratoire caractérisé par des pertes chez les jeunes adultes et des gains chez les personnes en âge de prendre leur retraite ont contribué à un vieillissement plus rapide qu'ailleurs au Québec.

Figure 1.2

Répartition de la population par grand groupe d'âge, régions administratives et ensemble du Québec, 2015

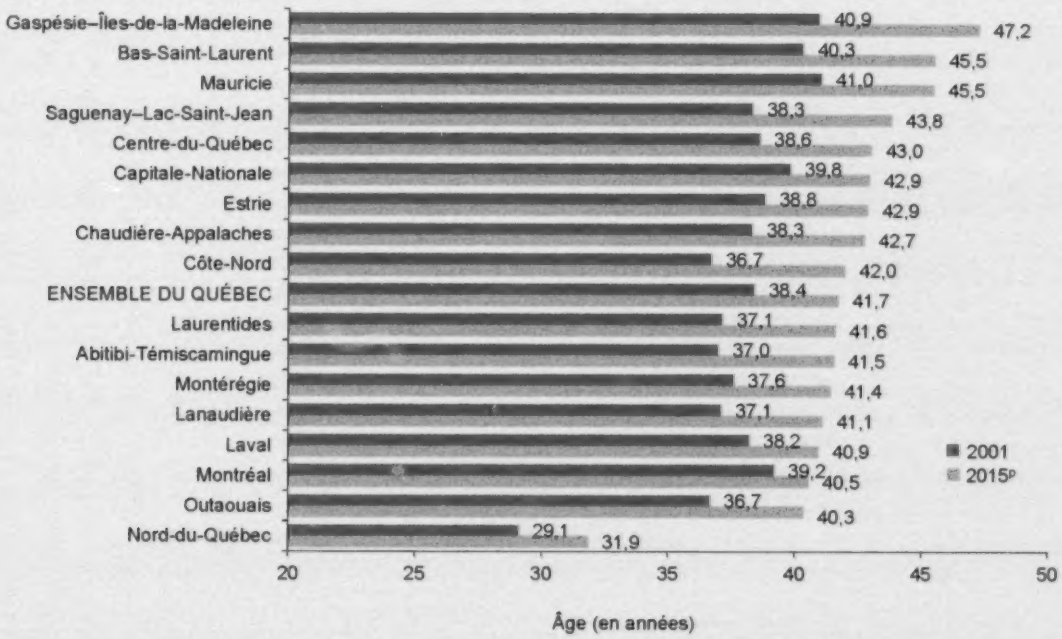


Note : Données provisoires.
Source : Tableau 1.2.

Les régions du Saguenay–Lac-Saint-Jean, du Centre-du-Québec, de l'Estrie, de la Capitale-Nationale et de Chaudière-Appalaches apparaissent aussi plus âgées que l'ensemble du Québec, avec une proportion de personnes de 65 ans et plus qui varie entre 19 % et 20 % en 2015. La proportion des moins de 20 ans est comparable à celle de l'ensemble du Québec, sauf dans la Capitale-Nationale et au Saguenay–Lac-Saint-Jean, où elle est parmi les plus faibles, soit autour de 19 %. Soulignons que selon les données provisoires, ces deux dernières régions compteraient maintenant un peu plus de personnes âgées de 65 ans et plus que de jeunes de moins de 20 ans. L'âge moyen des cinq régions de ce groupe varie entre 42 et 44 ans.

Figure 1.3

Âge moyen, régions administratives et ensemble du Québec, 2001 et 2015



Source : Tableau 1.2.

À l'autre bout du spectre, le Nord-du-Québec se distingue comme étant, de loin, la plus jeune région du Québec. Plus d'une personne sur trois (34,9 %) y a moins de 20 ans en 2015, tandis que les personnes âgées de 65 ans et plus représentent 7 % de la population. Cette structure relativement jeune – l'âge moyen y est de 31,9 ans – s'explique par une fécondité plus élevée que dans l'ensemble du Québec et une espérance de vie plus faible.

L'Outaouais est aussi relativement jeune en comparaison de la plupart des autres régions. Les jeunes de moins de 20 ans (22,1 %) sont proportionnellement plus nombreux que dans l'ensemble du Québec, alors que la part des personnes âgées (14,7 %) est la seconde plus faible. L'Outaouais se distingue en outre par une proportion de 20-64 ans (63,2 %) parmi les plus élevées du Québec. En 2015, l'âge moyen y est de 40,3 ans.

Avec un âge moyen de 40,5 ans, Montréal est également plus jeune que la plupart des autres régions. Son profil par âge est unique : la part des moins de 20 ans y est parmi les plus faibles (19,8 %), mais elle compte sur la plus importante proportion d'individus dits d'âge actif, les 20-64 ans représentant 64 % de sa population. Les données détaillées, non illustrées ici, montrent par ailleurs que sa population d'âge actif est concentrée chez les 20 à 44 ans. Le maintien d'un bassin de jeunes adultes y est assuré par l'accueil d'immigrants internationaux, majoritairement âgés dans la vingtaine et la trentaine lors de leur établissement au Québec, de même que par l'arrivée de jeunes issus des autres régions du Québec. Quant aux 65 ans et plus, ils représentent environ 16 % des Montréalais. Cette part a très peu changé depuis 2001, tandis qu'elle s'est accrue

de quelques points de pourcentage dans toutes les autres régions (tableau 1.2). L'âge moyen a également peu bougé en comparaison de ce qui s'observe ailleurs au Québec, ayant augmenté d'une année depuis 2001. Montréal est la région dont la structure par âge est la plus stable depuis le début des années 2000, ce qui lui permet de demeurer relativement jeune par rapport à la plupart des autres régions.

Dans les six autres régions, la part des moins de 20 ans est un peu plus élevée que celle de l'ensemble du Québec, tandis que la part des 65 ans et plus est légèrement inférieure. De manière générale, on compte autour de 22 % de jeunes, alors que les personnes plus âgées représentent environ 17 % de la population. Dans ces régions, l'âge moyen est de 41 ans à 42 ans.

En fait de répartition par sexe de la population québécoise, les femmes sont un peu plus nombreuses que les hommes. Selon les données provisoires, on compte 4 158 000 femmes et 4 106 000 hommes en 2015 (tableau 1.3). Cette légère surreprésentation féminine correspond à un rapport de féminité de 101 femmes pour 100 hommes. Ce niveau varie peu d'une région à l'autre; il est le plus élevé à Laval, où l'on compte 104 femmes pour 100 hommes, alors que le Nord-du-Québec affiche le rapport de féminité le plus faible, soit 95. En plus du Nord-du-Québec, cinq régions ont légèrement moins de femmes que d'hommes au sein de leur population, soit la Côte-Nord, l'Abitibi-Témiscamingue, Chaudière-Appalaches, le Saguenay–Lac-Saint-Jean et le Centre-du-Québec.

Bien qu'il naisse généralement plus de garçons que de filles, le rapport entre les sexes tend à s'inverser avec l'âge, principalement en raison de la surmortalité masculine. En 2015, le rapport de féminité du Québec est de 96 chez les moins de 20 ans et de 98 chez les 20-64 ans, alors que chez les 65 ans et plus, on compte plus de femmes que d'hommes, avec un rapport de 123. Ce dernier groupe d'âge est le seul pour lequel on constate des différences notables entre les régions. Montréal affiche le rapport de féminité le plus élevé parmi les 65 ans et plus, avec 138 femmes pour 100 hommes. Suivent les régions de la Capitale-Nationale et de Laval, dont le rapport de féminité respectif est de 130 et 128. La Mauricie (123 femmes pour 100 hommes) affiche quant à elle une valeur similaire à celle de l'ensemble du Québec. À l'opposé, le Nord-du-Québec est la seule région où l'on compte moins de femmes que d'hommes parmi les 65 ans et plus, avec 95 femmes pour 100 hommes. Rappelons toutefois que le nombre de personnes âgées y est faible (1 600 femmes et 1 700 hommes). La Côte-Nord affiche pour sa part un rapport de féminité de 107, alors qu'il varie entre 112 et 120 dans les autres régions.

Références

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2015). *Le Bilan démographique du Québec. Édition 2015*, Québec, 167 p.

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2014a). *Panorama des régions du Québec. Édition 2014*, Québec, 175 p.

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2014b). *Perspectives démographiques du Québec et des régions, 2011-2061. Édition 2014*, 123 p.

Informations statistiques complémentaires

Des données détaillées sur la structure par âge et sexe de la population du Québec et des régions administratives sont disponibles sur le site Web de l'Institut. D'autres données sont également disponibles sur le site, notamment des données concernant les composantes démographiques qui façonnent la taille et la structure de la population (naissances, décès et mouvements migratoires), ainsi que des projections démographiques.

Tableau 1.1

Population totale, taux d'accroissement annuel moyen et part de la population totale, régions administratives et ensemble du Québec, 2001-2015

Région administrative	Population au 1er juillet				Taux d'accroissement annuel moyen[1]			Part	
	2001	2006	2011	2015p	2001-2006	2006-2011	2011-2015p	2001	2015p
	n				pour 1 000			%	
Bas-Saint-Laurent	204 296	201 600	201 184	199 577	– 2,7	– 0,4	– 2,0	2,8	2,4
Saguenay–Lac-Saint-Jean	283 304	274 286	277 249	277 209	– 6,5	2,1	0,0	3,8	3,4
Capitale-Nationale	651 583	668 948	710 861	737 455	5,3	12,2	9,2	8,8	8,9
Mauricie	260 048	260 407	265 557	266 907	0,3	3,9	1,3	3,5	3,2
Estrie	291 389	301 058	313 582	322 099	6,5	8,2	6,7	3,9	3,9
Montréal	1 850 357	1 872 136	1 915 617	1 999 795	2,3	4,6	10,7	25,0	24,2
Outaouais	322 967	345 027	373 905	385 579	13,2	16,1	7,7	4,4	4,7
Abitibi-Témiscamingue	148 564	144 887	146 683	147 700	– 5,0	2,5	1,7	2,0	1,8
Côte-Nord	99 484	96 569	95 688	93 932	– 5,9	– 1,8	– 4,6	1,3	1,1
Nord-du-Québec	39 327	40 291	43 023	44 769	4,8	13,1	9,9	0,5	0,5
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	98 589	95 206	94 473	91 786	– 7,0	– 1,5	– 7,2	1,3	1,1
Chaudière-Appalaches	390 856	397 133	414 427	421 832	3,2	8,5	4,4	5,3	5,1
Laval	350 332	372 495	406 098	425 225	12,3	17,3	11,5	4,7	5,1
Lanaudière	396 378	433 901	476 937	496 086	18,1	18,9	9,8	5,4	6,0
Laurentides	472 932	518 664	566 683	592 683	18,4	17,7	11,2	6,4	7,2
Montérégie	1 313 263	1 383 294	1 469 505	1 520 094	10,4	12,1	8,5	17,8	18,4
Centre-du-Québec	222 746	225 971	236 184	240 872	2,9	8,8	4,9	3,0	2,9
Ensemble du Québec	**7 396 415**	**7 631 873**	**8 007 656**	**8 263 600**	**6,3**	**9,6**	**7,9**	**100,0**	**100,0**

1. Le taux d'accroissement est calculé par rapport à la population moyenne de la période.

Notes : Les taux de la période 2011-2015 couvrent une période de quatre ans, alors que l'amplitude des deux périodes précédentes est de cinq ans. Les taux d'accroissement sont toutefois annualisés, ce qui permet la comparaison du rythme de la croissance d'une période à l'autre.

Les périodes sont définies en fonction des années de recensement qui balisent les estimations de population utilisées.

Les estimations actuellement disponibles pour les années 2011 à 2015 ne sont pas définitives. Elles feront l'objet d'une révision à la suite du Recensement de 2016. Une certaine prudence est de mise dans l'analyse de l'évolution de la population des régions au cours de cette période.

Source : Statistique Canada, *Estimations démographiques* (série de février 2016), adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 1.2

Population par grand groupe d'âge, âge médian et âge moyen, régions administratives et ensemble du Québec, 2001 et 2015

Région administrative	Groupe d'âge								Âge	Âge
	0-19	20-64	65 et plus	Total	0-19	20-64	65 et plus	Total	médian	moyen
	n				%					
2001	**1 773 496**	**4 661 273**	**961 646**	**7 396 415**	**24,0**	**63,0**	**13,0**	**100,0**	**38,5**	**38,4**
Bas-Saint-Laurent	47 357	125 514	31 425	204 296	23,2	61,4	15,4	100,0	41,1	40,3
Saguenay–Lac-Saint-Jean	70 563	177 438	35 303	283 304	24,9	62,6	12,5	100,0	39,2	38,3
Capitale-Nationale	138 319	422 379	90 885	651 583	21,2	64,8	13,9	100,0	40,1	39,8
Mauricie	56 999	160 907	42 142	260 048	21,9	61,9	16,2	100,0	41,9	41,0
Estrie	71 348	179 570	40 471	291 389	24,5	61,6	13,9	100,0	38,9	38,8
Montréal	393 188	1 180 897	276 272	1 850 357	21,2	63,8	14,9	100,0	38,0	39,2
Outaouais	84 027	206 225	32 715	322 967	26,0	63,9	10,1	100,0	37,2	36,7
Abitibi-Témiscamingue	40 303	91 446	16 815	148 564	27,1	61,6	11,3	100,0	37,6	37,0
Côte-Nord	25 995	63 895	9 594	99 484	26,1	64,2	9,6	100,0	37,5	36,7
Nord-du-Québec	15 001	22 612	1 714	39 327	38,1	57,5	4,4	100,0	27,3	29,1
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	22 326	61 031	15 232	98 589	22,6	61,9	15,4	100,0	41,9	40,9
Chaudière-Appalaches	97 638	243 180	50 038	390 856	25,0	62,2	12,8	100,0	38,6	38,3
Laval	85 861	218 915	45 556	350 332	24,5	62,5	13,0	100,0	38,4	38,2
Lanaudière	106 568	247 765	42 045	396 378	26,9	62,5	10,6	100,0	38,1	37,1
Laurentides	124 400	297 179	51 353	472 932	26,3	62,8	10,9	100,0	37,9	37,1
Montérégie	337 786	825 766	149 711	1 313 263	25,7	62,9	11,4	100,0	38,2	37,6
Centre-du-Québec	55 817	136 554	30 375	222 746	25,1	61,3	13,6	100,0	38,8	38,6
2015[p]	**1 713 859**	**5 097 226**	**1 452 515**	**8 263 600**	**20,7**	**61,7**	**17,6**	**100,0**	**41,9**	**41,7**
Bas-Saint-Laurent	36 697	117 667	45 213	199 577	18,4	59,0	22,7	100,0	49,0	45,5
Saguenay–Lac-Saint-Jean	53 907	167 752	55 550	277 209	19,4	60,5	20,0	100,0	46,0	43,8
Capitale-Nationale	137 301	456 964	143 190	737 455	18,6	62,0	19,4	100,0	43,0	42,9
Mauricie	47 321	158 851	60 735	266 907	17,7	59,5	22,8	100,0	48,5	45,5
Estrie	66 126	192 027	63 946	322 099	20,5	59,6	19,9	100,0	43,8	42,9
Montréal	395 850	1 281 838	322 107	1 999 795	19,8	64,1	16,1	100,0	38,8	40,5
Outaouais	85 269	243 675	56 635	385 579	22,1	63,2	14,7	100,0	40,9	40,3
Abitibi-Témiscamingue	32 479	90 395	24 826	147 700	22,0	61,2	16,8	100,0	42,7	41,5
Côte-Nord	20 158	58 009	15 765	93 932	21,5	61,8	16,8	100,0	43,8	42,0
Nord-du-Québec	15 610	25 905	3 254	44 769	34,9	57,9	7,3	100,0	29,3	31,9
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	15 221	54 504	22 061	91 786	16,6	59,4	24,0	100,0	51,3	47,2
Chaudière-Appalaches	88 763	251 897	81 172	421 832	21,0	59,7	19,2	100,0	44,0	42,7
Laval	96 063	258 684	70 478	425 225	22,6	60,8	16,6	100,0	41,3	40,9
Lanaudière	110 418	304 917	80 751	496 086	22,3	61,5	16,3	100,0	42,1	41,1
Laurentides	127 985	366 081	98 617	592 683	21,6	61,8	16,6	100,0	43,0	41,6
Montérégie	334 109	925 674	260 311	1 520 094	22,0	60,9	17,1	100,0	42,1	41,4
Centre-du-Québec	50 582	142 386	47 904	240 872	21,0	59,1	19,9	100,0	44,2	43,0

Source : Statistique Canada, *Estimations démographiques* (série de février 2016), adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 1.3

Population selon le sexe par grand groupe d'âge et rapport de féminité, régions administratives et ensemble du Québec, 2015

Région administrative	Groupe d'âge							
	0-19		20-64		65 et plus		Total	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
	n							
Bas-Saint-Laurent	18 946	17 751	59 883	57 784	20 891	24 322	99 720	99 857
Saguenay–Lac-Saint-Jean	27 435	26 472	86 627	81 125	25 497	30 053	139 559	137 650
Capitale-Nationale	70 048	67 253	232 211	224 753	62 316	80 874	364 575	372 880
Mauricie	24 364	22 957	80 767	78 084	27 226	33 509	132 357	134 550
Estrie	34 256	31 870	97 435	94 592	29 367	34 579	161 058	161 041
Montréal	201 533	194 317	645 891	635 947	135 499	186 608	982 923	1 016 872
Outaouais	43 530	41 739	121 757	121 918	26 053	30 582	191 340	194 239
Abitibi-Témiscamingue	16 653	15 826	46 847	43 548	11 665	13 161	75 165	72 535
Côte-Nord	10 226	9 932	29 981	28 028	7 619	8 146	47 826	46 106
Nord-du-Québec	8 022	7 588	13 233	12 672	1 671	1 583	22 926	21 843
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	7 760	7 461	27 288	27 216	10 358	11 703	45 406	46 380
Chaudière-Appalaches	45 418	43 345	129 569	122 328	37 710	43 462	212 697	209 135
Laval	49 059	47 004	128 718	129 966	30 961	39 517	208 738	216 487
Lanaudière	56 559	53 859	154 014	150 903	37 834	42 917	248 407	247 679
Laurentides	65 332	62 653	184 911	181 170	46 432	52 185	296 675	296 008
Montérégie	170 652	163 457	465 788	459 886	118 473	141 838	754 913	765 181
Centre-du-Québec	25 965	24 617	73 226	69 160	22 044	25 860	121 235	119 637
Ensemble du Québec	**875 758**	**838 101**	**2 578 146**	**2 519 080**	**651 616**	**800 899**	**4 105 520**	**4 158 080**

	Rapport de féminité (nombre de femmes pour 100 hommes)			
Bas-Saint-Laurent	94	96	116	100
Saguenay–Lac-Saint-Jean	96	94	118	99
Capitale-Nationale	96	97	130	102
Mauricie	94	97	123	102
Estrie	93	97	118	100
Montréal	96	96	138	103
Outaouais	96	100	117	102
Abitibi-Témiscamingue	95	93	113	97
Côte-Nord	97	93	107	96
Nord-du-Québec	95	96	95	95
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	96	100	113	102
Chaudière-Appalaches	95	94	115	98
Laval	96	101	128	104
Lanaudière	95	98	113	100
Laurentides	96	98	112	100
Montérégie	96	99	120	101
Centre-du-Québec	95	94	117	99
Ensemble du Québec	**96**	**98**	**123**	**101**

Note : Données provisoires.
Source : Statistique Canada, *Estimations démographiques* (série de février 2016), adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

2. Conditions de vie

par Stéphane Crespo, Direction des statistiques sociodémographiques

Cette section se divise en deux parties. Dans la première, on décrit, en fonction des régions administratives, les taux de faible revenu de 2013, ainsi que l'évolution de ces taux, soit à court terme entre 2012 et 2013, et à plus long terme entre 2009 et 2013. Ces descriptions sont ensuite ventilées selon le type de famille. Dans la seconde partie, on examine, toujours en fonction des régions administratives, le revenu médian après impôt des couples et des familles monoparentales en 2013, ainsi que l'évolution de ce revenu, toujours à court terme et à plus long terme.

Données et méthodes

La présente section a été préparée à partir de tableaux sur les familles de recensement, dont la source est le Fichier des familles T1 (FFT1). Il s'agit de données fiscales, extraites des déclarations de revenus des particuliers (Agence du revenu du Canada). Plus particulièrement, le faible revenu est ici calculé d'après la Mesure du faible revenu (MFR) après impôt. Une famille est à faible revenu lors d'une année si son revenu ajusté après impôt est inférieur au seuil correspondant à la moitié du revenu médian ajusté après impôt de l'ensemble des familles et des personnes hors famille du Québec durant la même année. Les données sur le revenu médian des familles sont extraites du même fichier.

2.1 Taux de faible revenu des familles

En 2013, la distribution du taux de faible revenu après impôt des familles selon les régions administratives révèle certaines disparités (tableau 2.1.1, volet 1). D'un côté, les régions du Nord-du-Québec et de Montréal affichent de loin les taux les plus élevés, soit 15,2 % et 14,7 % respectivement. Les troisième et quatrième régions où ce taux est le plus élevé sont la Mauricie (8,0 %) et l'Outaouais (7,9 %). D'un autre côté, c'est en Chaudière-Appalaches (3,8 %), dans la Capitale-Nationale (4,8 %), le Saguenay–Lac-Saint-Jean et le Bas-Saint-Laurent (5,1 %), l'Abitibi-Témiscamingue (5,8 %) et dans les régions périphériques de Montréal, soit les Laurentides (6,4 %), Lanaudière (6,7 %) et la Montérégie (6,8 %) qu'on trouve, en pourcentage, le moins de familles à faible revenu. La région de Laval affiche un taux de 7,5 %.

Entre 2012 et 2013, le taux de faible revenu varie à peine, et ce, dans la plupart des régions. Ainsi, à l'exception de la région du Nord-du-Québec où ce taux augmente de 0,7 point, aucune augmentation n'est supérieure à 0,2 point (Mauricie). De même, aucune diminution n'est supérieure à 0,3 point (Montréal et Estrie). En particulier, dans sept régions, le faible revenu est stationnaire entre ces deux années (Outaouais, Lanaudière, Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, Centre-du-Québec, Côte-Nord, Abitibi-Témiscamingue, Montérégie).

Si l'on considère l'évolution à plus long terme, soit entre 2009 et 2013, on voit que le taux de faible revenu diminue dans toutes les régions; cette diminution s'élève à au moins 2 points de pourcentage dans les régions suivantes : Montréal, Côte-Nord, Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, Abitibi-Témiscamingue (– 2,2 points) et Estrie (– 2,0 points). Dans toutes les autres régions, la diminution se situe entre 1,1 et 1,9 point, à l'exception de Laval, de l'Outaouais (– 0,9 point), et du Nord-du-Québec (– 0,8 point) où elle est inférieure à 1 point.

Taux de faible revenu selon le type de famille

La comparaison des taux régionaux de 2013 par type de famille (tableau 2.1.1, volets 2, 3 et 4) révèle que les familles monoparentales sont à faible revenu dans une proportion beaucoup plus élevée que les couples avec ou sans enfants, quelle que soit la région. Les taux des couples sans enfants et avec enfants sont relativement comparables.

Entre 2012 et 2013, dans presque toutes les régions, la diminution du faible revenu parmi les couples sans enfants, tout comme son augmentation, n'est jamais supérieure à 0,2 point. Dans six régions en particulier (Capitale-Nationale, Centre-du-Québec, Chaudière-Appalaches, Laurentides, Montréal et Lanaudière), aucune variation n'est enregistrée entre ces deux années. La région du Nord-du-Québec fait quelque peu exception à cette tendance, avec une augmentation de 0,7 point.

La conclusion est sensiblement du même ordre pour les couples avec enfants. Ainsi, à l'exception du Nord-du-Québec et de Montréal, aucune diminution ou augmentation ne dépasse 0,2 point, tandis que dans six régions le taux de faible revenu ne varie pas entre 2012 et 2013 (Abitibi-Témiscamingue, Outaouais, Centre-du-Québec, Montérégie, Saguenay–Lac-Saint-Jean et Lanaudière). Par léger contraste, dans le Nord-du-Québec, le faible revenu augmente de 0,8 point, tandis qu'à Montréal, il diminue de 0,4 point.

Pour ce qui est des familles monoparentales, la variation du taux entre ces deux années est légèrement plus marquée pour un certain nombre de régions. Ainsi, seulement quatre régions affichent des variations à la hausse ou à la baisse inférieures ou égales à 0,2 point (Capitale-Nationale, Bas-Saint-Laurent, Laval, Outaouais). Par contraste, dans sept régions, l'augmentation du taux s'échelonne entre 0,3 point (Centre-du-Québec et Lanaudière) et 0,8 point (Abitibi-Témiscamingue), tandis que dans six autres, sa diminution s'étend de 0,4 point (Côte-Nord, Chaudière-Appalaches et Laurentides) à 0,9 point (Estrie).

Au cours de la période plus longue comprise entre 2009 et 2013, le taux de faible revenu chez les couples sans enfants est en diminution dans toutes les régions, avec une intensité maximale de 2,2 points (Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine) et minimale de 0,4 point (Laval). Parmi les couples avec enfants, on assiste aussi à une diminution du faible revenu dans toutes les régions; la diminution la moins prononcée revient au Nord-du-Québec (– 0,1 point) et la plus prononcée à Montréal (– 2,1 points). Enfin, le même scénario caractérise les familles monoparentales, quoique l'intensité des diminutions, en points de pourcentage, tend à être un peu plus élevée; cette fois-ci, en effet, elles s'échelonnent entre 2,1 points (Outaouais) et 5,9 points (Côte-Nord).

Tableau 2.1.1

Taux de faible revenu de l'ensemble des familles[1] et selon le type de famille, régions administratives et ensemble du Québec, 2009-2013

Région administrative	VOLET 1 : ensemble des familles							VOLET 2 : couples sans enfants						
	2009	2010	2011	2012	2013	Écart 2013 -2012	Écart 2013 -2009	2009	2010	2011	2012	2013	Écart 2013 -2012	Écart 2013 -2009
	%					points de %		%					points de %	
Bas-Saint-Laurent	6,9	6,1	5,6	5,3	5,1	– 0,2	– 1,8	5,5	4,7	4,2	3,9	3,7	– 0,2	– 1,8
Saguenay–Lac-Saint-Jean	6,7	6,0	5,5	5,0	5,1	0,1	– 1,6	4,7	4,0	3,6	3,3	3,4	0,1	– 1,3
Capitale-Nationale	5,9	5,5	5,1	4,9	4,8	– 0,1	– 1,1	4,4	4,0	3,6	3,7	3,6	0,0	– 0,8
Mauricie	9,6	8,9	8,3	7,8	8,0	0,2	– 1,6	5,9	5,3	4,5	4,1	4,2	0,1	– 1,7
Estrie	9,1	8,7	8,0	7,5	7,2	– 0,3	– 2,0	6,2	5,7	5,0	4,6	4,5	– 0,2	– 1,7
Montréal	17,0	16,6	15,8	15,1	14,7	– 0,3	– 2,2	11,8	11,3	10,6	10,3	10,3	0,0	– 1,5
Outaouais	8,9	8,4	8,1	7,9	7,9	0,0	– 0,9	5,3	4,9	4,5	4,3	4,3	0,1	– 0,9
Abitibi-Témiscamingue	8,0	7,1	6,4	5,8	5,8	0,0	– 2,2	5,1	4,3	3,8	3,5	3,3	– 0,2	– 1,8
Côte-Nord	9,7	8,5	8,1	7,5	7,5	0,0	– 2,2	3,5	3,0	2,7	2,4	2,5	0,2	– 0,9
Nord-du-Québec	16,0	15,4	15,2	14,5	15,2	0,7	– 0,8	6,0	4,8	4,6	4,2	4,9	0,7	– 1,1
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	9,7	8,8	8,2	7,5	7,5	0,0	– 2,2	6,9	5,9	5,4	4,9	4,7	– 0,2	– 2,2
Chaudière-Appalaches	5,4	4,8	4,4	3,9	3,8	– 0,1	– 1,6	4,2	3,7	3,3	2,8	2,8	0,0	– 1,3
Laval	8,4	8,1	7,8	7,5	7,5	– 0,1	– 0,9	6,0	5,7	5,6	5,5	5,6	0,1	– 0,4
Lanaudière	8,1	7,5	7,0	6,7	6,7	0,0	– 1,4	5,7	5,1	4,8	4,5	4,5	0,0	– 1,2
Laurentides	7,9	7,3	7,0	6,5	6,4	– 0,1	– 1,6	5,6	4,8	4,6	4,3	4,3	0,0	– 1,3
Montérégie	8,0	7,5	7,2	6,8	6,8	0,0	– 1,2	6,0	5,4	5,2	5,0	5,1	0,2	– 0,8
Centre-du-Québec	8,6	7,8	7,2	6,7	6,6	0,0	– 1,9	6,2	5,2	4,7	4,4	4,4	0,0	– 1,9
Ensemble du Québec	**9,8**	**9,3**	**8,8**	**8,3**	**8,2**	**– 0,1**	**– 1,6**	**6,8**	**6,2**	**5,8**	**5,5**	**5,5**	**0,0**	**– 1,3**

Région administrative	VOLET 3 : couples avec enfants							VOLET 4 : familles monoparentales						
	2009	2010	2011	2012	2013	Écart 2013 -2012	Écart 2013 -2009	2009	2010	2011	2012	2013	Écart 2013 -2012	Écart 2013 -2009
	%					points de %		%					points de %	
Bas-Saint-Laurent	3,7	3,4	3,1	2,9	2,8	– 0,1	– 0,9	22,8	20,9	19,7	19,2	19,0	– 0,2	– 3,8
Saguenay–Lac-Saint-Jean	3,3	2,9	2,6	2,4	2,4	0,0	– 0,9	26,9	25,2	23,3	21,3	22,0	0,7	– 4,8
Capitale-Nationale	3,3	3,0	2,9	2,9	2,8	– 0,1	– 0,5	18,7	18,2	17,2	15,8	15,6	– 0,2	– 3,1
Mauricie	5,7	5,2	5,2	5,0	5,2	0,2	– 0,5	30,5	29,5	28,3	26,6	27,2	0,6	– 3,3
Estrie	6,0	5,8	5,4	5,1	4,9	– 0,2	– 1,2	28,0	27,0	25,8	24,4	23,5	– 0,9	– 4,5
Montréal	15,4	15,1	14,4	13,8	13,3	– 0,4	– 2,1	33,2	33,1	32,0	30,1	29,6	– 0,5	– 3,5
Outaouais	5,6	5,4	5,3	5,3	5,3	0,0	– 0,3	26,3	25,3	25,1	24,2	24,2	0,0	– 2,1
Abitibi-Témiscamingue	4,3	3,8	3,3	3,0	3,0	0,0	– 1,3	27,8	25,7	24,1	21,8	22,6	0,8	– 5,2
Côte-Nord	5,3	4,3	4,1	3,8	3,7	– 0,1	– 1,6	35,7	32,1	31,6	30,1	29,8	– 0,4	– 5,9
Nord-du-Québec	7,8	7,2	7,3	6,9	7,7	0,8	– 0,1	39,6	38,9	37,7	35,6	36,2	0,6	– 3,4
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	5,1	4,8	4,5	4,2	4,3	0,1	– 0,8	27,6	26,0	24,1	22,5	23,3	0,7	– 4,3
Chaudière-Appalaches	2,7	2,4	2,1	2,0	1,9	– 0,1	– 0,9	19,8	18,5	17,1	15,4	15,0	– 0,4	– 4,8
Laval	6,5	6,2	6,0	5,8	5,7	– 0,2	– 0,8	22,0	21,7	21,5	19,8	19,6	– 0,2	– 2,3
Lanaudière	4,8	4,4	4,1	4,0	4,0	0,0	– 0,8	25,8	24,7	23,8	22,2	22,4	0,3	– 3,4
Laurentides	4,7	4,3	4,1	3,8	3,8	– 0,1	– 0,9	25,0	23,7	23,0	21,5	21,0	– 0,4	– 3,9
Montérégie	4,9	4,5	4,3	4,1	4,1	0,0	– 0,8	24,7	23,7	22,6	21,5	21,1	– 0,5	– 3,6
Centre-du-Québec	4,9	4,5	4,0	3,9	3,9	0,0	– 1,1	27,9	26,7	25,8	23,3	23,6	0,3	– 4,3
Ensemble du Québec	**7,0**	**6,6**	**6,3**	**6,1**	**6,0**	**– 0,1**	**– 1,0**	**27,0**	**26,2**	**25,2**	**23,6**	**23,4**	**– 0,2**	**– 3,6**

1. Selon le concept de la famille de recensement.
Source : Statistique Canada, fichier sur les familles T1, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

2.2 Revenu médian des familles

Le revenu des familles comptant un couple est plus élevé que celui des familles monoparentales. Bien sûr, les premières sont plus susceptibles que les secondes de bénéficier de la présence d'un pourvoyeur additionnel de revenu, en l'occurrence le conjoint ou la conjointe. L'indicateur utilisé dans cette section est le revenu médian après impôt; il confirme toujours cette réalité en 2013 (tableau 2.2.1).

Attirons plutôt l'attention, pour commencer, sur le fait qu'entre les familles comptant un couple et les familles monoparentales, ce ne sont pas les mêmes régions qui détiennent le revenu médian après impôt le plus élevé comme le plus faible. Parmi les familles comptant un couple, la région du Nord-du-Québec présente, en 2013, le revenu médian le plus élevé (77 350 $). Les régions de la Côte-Nord et de l'Outaouais suivent, avec des revenus respectifs de 77 150 $ et de 74 250 $. À l'inverse, la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine se caractérise en 2013 par le revenu des couples le moins élevé de toutes les régions (58 920 $). Les positions du Centre-du-Québec et de la Mauricie se classent également parmi les moins avantageuses, le revenu médian des couples y étant respectivement de 60 530 $ et de 60 660 $. Cela dit, et pour quantifier la plus grande différence de revenu médian entre deux régions, mentionnons que celui de la région la moins avantagée (Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine) représente environ les trois quarts (76,2 %) de celui de la région la plus avantagée (Nord-du-Québec).

Si l'on se tourne du côté des familles monoparentales, on voit que c'est dans la Capitale-Nationale (46 040 $) que le revenu médian de 2013 est le plus élevé, suivie de Chaudière-Appalaches (44 450 $) et de Laval (44 220 $). À l'opposé, le Nord-du-Québec (35 000 $), la Mauricie (37 430 $) et Montréal (37 460 $) constituent les régions où ce revenu est le plus faible.

Il ressort principalement de ces faits que la situation relative des couples et des familles monoparentales diffère radicalement dans la région du Nord-du-Québec. En effet, il s'agit de la première région où le revenu médian des couples est le plus élevé, mais aussi de la première où celui des familles monoparentales est le plus faible.

Un indicateur complémentaire illustre cette différence radicale : il s'agit du revenu médian après impôt des familles monoparentales, tel qu'exprimé en pourcentage de celui des familles comptant un couple. Ainsi, dans la région du Nord-du-Québec, le revenu médian des familles monoparentales ne représente pas la moitié de celui des familles comptant un couple (45,2 % = 35 000 $ ÷ 77 350 $). Il s'agit du pourcentage le plus faible de toutes les régions. Toutes les autres régions, à l'exception de la Côte-Nord (49,8 % = 38 450 $ ÷ 77 150 $), montrent des pourcentages supérieurs à la moitié.

Considérons maintenant l'évolution du revenu médian entre 2012 et 2013 dans ces deux types de familles. On constate que dans le cas des familles comptant un couple, toutes les régions affichent une augmentation de ce revenu en termes réels[1]. L'augmentation la plus élevée concerne les régions de la Capitale-Nationale, de l'Estrie et de Montréal (+ 2,3 %) et la plus faible celle du Nord-du-Québec (+ 0,6 %). Dans le cas des familles monoparentales, une augmentation du revenu médian réel, entre 2012 et 2013, touche 16 régions sur 17. Ainsi, le Nord-du-Québec voit le revenu médian de ces familles diminuer de 2,8 %. Dans toutes les autres régions, on assiste à une croissance du revenu médian réel, dont l'ampleur varie entre 0,7 % (Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine) et 2,8 % (Estrie et Laurentides).

À plus long terme, soit entre 2009 et 2013, les conclusions sont les mêmes quant à la généralisation de la croissance du revenu médian réel. Ainsi, qu'il s'agisse des couples ou des familles monoparentales, toutes les régions voient ce revenu augmenter durant la période. Parmi les couples, la croissance la plus prononcée revient à l'Abitibi-Témiscamingue (9,1 %) et la plus faible à l'Outaouais (0,4 %). Enfin, parmi les familles monoparentales, la Côte-Nord se démarque avec la croissance à plus long terme la plus élevée (12,4 %), tandis que l'Outaouais et Laval enregistrent la croissance la moins élevée (3,0 %).

1. L'indice des prix à la consommation (IPC) de l'ensemble du Québec a été utilisé; le revenu médian est présenté en dollars constants de 2013.

Tableau 2.2.1

Revenu médian après impôt, familles comptant un couple et familles monoparentales[1], régions administratives et ensemble du Québec, 2009-2013

Région administrative	VOLET 1 : familles comptant un couple						
	2009	2010	2011	2012	2013	Variation 2013/2012	Variation 2013/2009
	$ constants de 2013					%	
Bas-Saint-Laurent	59 455	60 034	59 770	60 528	61 600	1,8	3,6
Saguenay–Lac-Saint-Jean	63 973	64 571	64 883	65 182	66 120	1,4	3,4
Capitale-Nationale	71 024	70 910	70 891	71 368	73 030	2,3	2,8
Mauricie	59 573	59 535	59 348	59 913	60 660	1,2	1,8
Estrie	60 002	60 574	60 562	61 273	62 680	2,3	4,5
Montréal	59 315	59 133	59 009	59 661	61 010	2,3	2,9
Outaouais	73 932	73 720	73 792	73 060	74 250	1,6	0,4
Abitibi-Témiscamingue	66 173	67 974	69 080	70 652	72 190	2,2	9,1
Côte-Nord	71 893	74 176	74 512	76 214	77 150	1,2	7,3
Nord-du-Québec	73 879	74 631	75 263	76 889	77 350	0,6	4,7
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	56 149	56 737	57 332	58 160	58 920	1,3	4,9
Chaudière-Appalaches	65 561	65 970	65 685	66 633	67 990	2,0	3,7
Laval	68 695	68 546	68 319	68 577	69 870	1,9	1,7
Lanaudière	66 259	66 585	66 230	66 673	67 920	1,9	2,5
Laurentides	66 731	66 924	66 632	67 106	68 180	1,6	2,2
Montérégie	69 232	69 384	69 152	69 595	70 670	1,5	2,1
Centre-du-Québec	58 478	58 825	58 731	59 409	60 530	1,9	3,5
Ensemble du Québec	**65 314**	**65 504**	**65 397**	**65 938**	**67 140**	**1,8**	**2,8**

Région administrative	VOLET 2 : familles monoparentales						
	2009	2010	2011	2012	2013	Variation 2013/2012	Variation 2013/2009
	$ constants de 2013					%	
Bas-Saint-Laurent	38 012	38 365	38 393	39 553	40 430	2,2	6,4
Saguenay–Lac-Saint-Jean	37 562	38 026	38 341	39 784	40 810	2,6	8,6
Capitale-Nationale	43 400	43 560	43 464	45 003	46 040	2,3	6,1
Mauricie	35 287	35 153	35 543	36 953	37 430	1,3	6,1
Estrie	36 510	36 828	36 994	38 303	39 360	2,8	7,8
Montréal	35 490	35 323	35 080	36 581	37 460	2,4	5,5
Outaouais	41 339	41 927	41 191	41 991	42 600	1,5	3,0
Abitibi-Témiscamingue	37 175	38 090	38 897	40 479	41 030	1,4	10,4
Côte-Nord	34 203	35 407	36 109	37 669	38 450	2,1	12,4
Nord-du-Québec	33 194	33 711	33 938	36 006	35 000	-2,8	5,4
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	34 042	35 280	35 687	37 407	37 650	0,7	10,6
Chaudière-Appalaches	41 103	41 747	41 551	43 310	44 450	2,6	8,1
Laval	42 938	42 574	41 952	43 099	44 220	2,6	3,0
Lanaudière	39 418	39 553	39 257	40 782	41 390	1,5	5,0
Laurentides	39 172	39 393	39 205	40 540	41 690	2,8	6,4
Montérégie	40 459	40 750	40 522	41 819	42 910	2,6	6,1
Centre-du-Québec	36 295	36 658	36 500	38 182	38 850	1,7	7,0
Ensemble du Québec	**38 689**	**38 885**	**38 763**	**40 147**	**41 050**	**2,2**	**6,1**

1. Selon le concept de la famille de recensement.
Source : Statistique Canada, fichier sur les familles T1, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

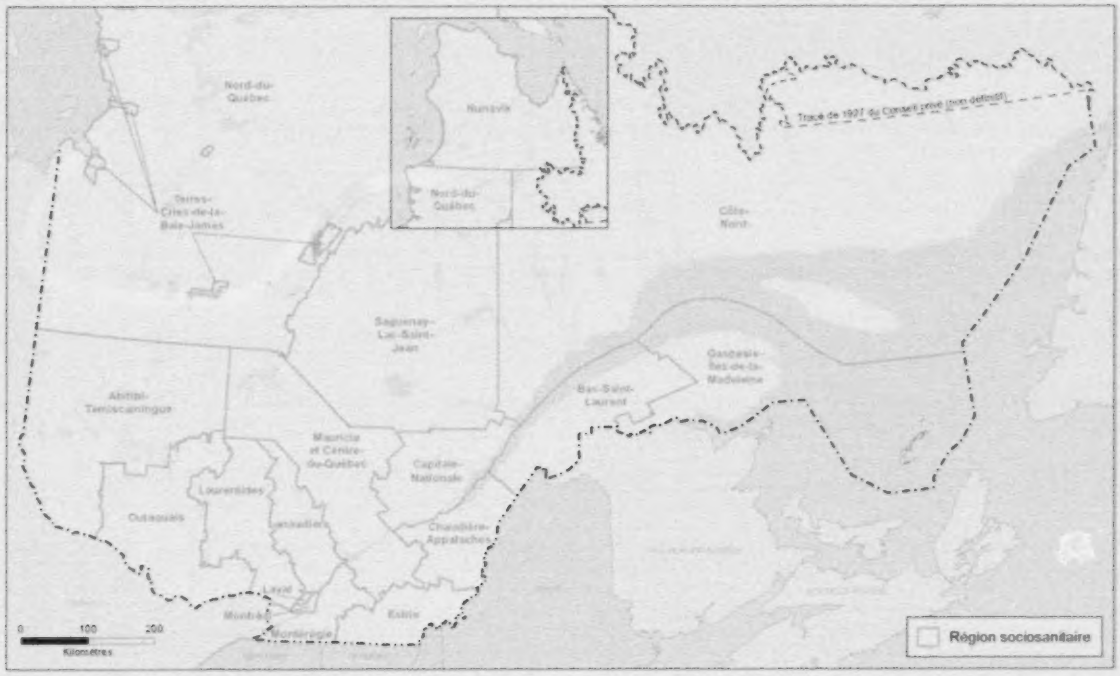
3. Santé

par Marie-Hélène Provençal, Direction des statistiques sectorielles et du développement durable

Le découpage géographique utilisé dans la présente section est celui des régions sociosanitaires telles qu'elles ont été délimitées officiellement par le ministère de la Santé et des Services sociaux, au printemps 2005. Deux différences sont à considérer entre ce découpage et celui des régions administratives : dans les régions sociosanitaires 1) la Mauricie et le Centre-du-Québec ne forment qu'une seule région; 2) le Nord-du-Québec est divisé en trois régions, soit le Nord-du-Québec, le Nunavik et les Terres-Cries-de-la-Baie-James.

Carte 3.1

Régions sociosanitaires du Québec



Sources :
Découpage de la santé : ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, Système sur les découpages administratifs (SDA) Socio 2015, actualisé par l'Institut de la statistique du Québec avec la codification du ministère de la Santé et des Services sociaux de juin 2015.
Données sur l'hydrographie : ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles.

Cette section examine d'abord la pratique de l'activité physique de loisir à partir de données provenant de l'*Enquête sur la santé des collectivités canadiennes* et montre l'évolution de cet indicateur de la santé dans les régions sociosanitaires du Québec. Par la suite, des statistiques sur la proportion de la population inscrite auprès d'un médecin de famille sont analysées selon les régions. Enfin, un portrait statistique de l'offre de services dans le système de santé québécois est dressé, en focalisant sur le personnel de la santé et sur sa répartition selon les grandes catégories professionnelles dans chaque région sociosanitaire.

3.1 Activité physique de loisir[1]

Cette section donne un bref aperçu de l'activité physique de loisir (APL) pratiquée par les Québécois selon les régions sociosanitaires. Les données proviennent de l'*Enquête sur la santé des collectivités canadiennes* (ESCC, 2011-2012 et 2013-2014), de Statistique Canada. Cette enquête par échantillon, réalisée dans toutes les provinces et territoires canadiens, vise la population âgée de 12 ans et plus[2]. L'échantillon québécois compte environ 24 000 répondants.

Les données sont basées sur des déclarations concernant l'activité physique de loisir, c'est-à-dire des activités pratiquées lors des temps libres[3]. Les autres formes d'activité physique, comme les activités de transport (marche ou bicyclette), pratiquées en dehors du temps consacré aux loisirs, ainsi que les activités liées à une activité professionnelle ou à des tâches ménagères ne sont pas présentées ici.

Un indice[4] est calculé de manière à mesurer la dépense énergétique moyenne en tenant compte des trois facteurs faisant l'objet des questions. La fréquence, la durée, l'intensité de pratique et le type d'activité sont des critères utilisés dans la mesure de l'APL. La classification retenue est basée, au départ, sur le niveau d'activité physique recommandé selon l'âge.

Dans l'ensemble du Québec, selon les résultats de l'indice d'APL 2013-2014, environ 40 % de la population de 12 ans et plus pratique des activités physiques de loisir à un niveau qui répond au seuil recommandé pour produire un effet bénéfique sur la santé. Ce sont donc près de six Québécois sur dix qui ne sont pas suffisamment actifs, incluant ceux qui sont classés comme sédentaires et qui représentent près du quart de la population. Le tableau 3.1.1 permet de voir les disparités entre les régions sociosanitaires en ce qui a trait à la pratique d'activités physiques de loisir. On constate que les régions qui affichent les plus hauts taux de personnes physiquement actives sont celles qui bénéficient d'une grande accessibilité aux infrastructures de sport et aux équipements d'entraînement physique. D'ailleurs, le taux de personnes actives est plus élevé à Montréal que dans les autres régions alors qu'il est plus bas dans Lanaudière. Pour ce qui est des personnes moyennement ou un peu actives, ce groupe forme un peu plus du tiers de la population québécoise et révèle globalement peu de différences régionales, si ce n'est qu'à Montréal, la proportion de personnes un peu actives est plus faible et dans Lanaudière elle est, au contraire, plus élevée que dans le reste du Québec.

En plus des différences régionales, on remarque que le niveau d'activité physique de loisir tend à varier selon le sexe (tableau 3.1.2). Ainsi, dans l'ensemble du Québec, les hommes sont proportionnellement plus nombreux que les femmes à être actifs en 2013-2014 (41,5 % h; 39,3 % f). Cette tendance est observée dans la majorité des régions sociosanitaires et particulièrement dans Lanaudière, où la proportion d'hommes actifs est significativement plus élevée que celle de femmes actives (40,1 % h; 32,0 % f). Il est à noter que la proportion d'hommes sédentaires a significativement diminué par rapport à 2011-2012 dans les régions de Laval et de la Côte-Nord (données non représentées). Parallèlement, le nombre de femmes actives est en hausse dans l'Estrie et l'Outaouais.

1. L'auteure tient à remercier Monique Bordeleau et Katrina Joubert pour leur collaboration.
2. Les personnes vivant dans des réserves et autres peuplements autochtones, les membres à temps plein des Forces armées canadiennes ainsi que la population vivant en institution ne sont pas incluses dans l'enquête. Les régions sociosanitaires 17 (Nunavik) et 18 (Terres-Cries-de-la-Baie-James sont également exclues.
3. Lors de l'enquête, chaque répondant doit répondre à la question suivante : *Au cours des trois derniers mois, avez-vous fait les activités suivantes...* (choix d'une vingtaine d'activités)? Pour chacune des activités pratiquées, il doit ensuite répondre à une seconde question : *Combien de fois avez-vous pratiqué l'activité x au cours des trois derniers mois?* Finalement, il doit préciser la durée de la pratique de l'activité en répondant à cette troisième question : *À peu près combien de temps en avez-vous fait à chaque fois?* (4 choix de réponse : de 1 à 15 minutes; de 16 à 30 minutes; de 31 minutes à 60 minutes; plus d'une heure).
4. L'indice utilisé au Québec pour décrire le niveau d'activité physique de loisir a été conçu par B. Nolin (2006), de l'Institut national de santé publique du Québec, et diffère de celui utilisé par Statistique Canada.

Des variations sont aussi constatées en fonction de l'âge. Le groupe des 18 à 24 ans est le plus actif et, à partir de 25 ans, la proportion de personnes actives tend à diminuer avec l'âge. Entre 2011-2012 et 2013-2014, cependant, les données indiquent que la proportion de personnes actives de 65 ans et plus a significativement augmenté dans la région de Laval, tout comme chez les 45 à 64 ans de l'Abitibi-Témiscamingue et les 25 à 44 ans du Bas-Saint-Laurent. À l'inverse, dans la Mauricie et Centre-du-Québec, la proportion des 45 à 64 ans actifs a diminué de façon marquée.

Référence

NOLIN, Bertrand (2004). Activité physique de loisir : codification et critères d'analyse, système québécois de surveillance des déterminants de la santé, Québec, Institut national de santé publique du Québec, 10 p.

Tableau 3.1.1

Répartition de la population de 12 ans et plus selon le niveau d'activité physique de loisir, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2013-2014

Région sociosanitaire	Actif	Moyennement actif	Un peu actif	Sédentaire
		%		
Bas-Saint-Laurent	38,9	20,8	17,2	23,1
Saguenay–Lac-Saint-Jean	38,0	18,5	19,0	24,5
Capitale-Nationale	42,0	21,4	15,5	21,1
Mauricie et Centre-du-Québec	36,7	20,2	18,1	25,0
Estrie	42,3	19,2	18,0	20,5
Montréal	44,8↑	18,6	14,8↓	21,7
Outaouais	43,8	19,5	16,4	20,4
Abitibi-Témiscamingue	35,6	19,9*	19,4*	25,0
Côte-Nord	41,0	18,7*	18,8*	21,4*
Nord-du-Québec[1]	41,7	18,0	17,7	22,6
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	35,2	20,7*	19,0*	25,1*
Chaudière-Appalaches	36,0	21,7	16,8	25,5
Laval	37,8	23,7	15,3	23,1
Lanaudière	36,0↓	18,7	19,7↑	25,5
Laurentides	37,2	19,9	19,1	23,9
Montérégie	39,7	19,4	16,6	24,3
Ensemble du Québec	**40,4**	**19,8**	**16,7**	**23,1**

1. Ne comprenant que la région sociosanitaire du Nord-du-Québec, l'ESCC ne couvrant pas le Nunavik ni les Terres-Cries-de-la-Baie-James.
* Coefficient de variation entre 15 % et 25 %; interpréter avec prudence.
↓ ou ↑ : La proportion estimée est significativement plus faible ou plus élevée que celle du reste du Québec au seuil de 5%.
Source : Statistique Canada, *Enquête sur la santé des collectivités canadiennes*, 2013-2014, fichier de microdonnées à grande diffusion, à l'exception du Nord-du-Québec pour lequel les données proviennent du fichier de partage, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 3.1.2

Proportion de la population physiquement active[1] de 12 ans et plus, selon le sexe et l'âge, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2011-2012 et 2013-2014

Région sociosanitaire	Sexe		Groupe d'âge				
	Hommes	Femmes	12-17 ans	18-24 ans	25-44 ans	45-64 ans	65 ans et plus
	%						
Bas-Saint-Laurent							
2011-2012	37,8	32,1	35,5*	61,3	33,4	30,7	33,3
2013-2014	41,9	35,9	54,3 *	48,0 *	46,1 †	34,6	29,8
Saguenay–Lac-Saint-Jean							
2011-2012	40,0	39,1	49,1 *	50,2	37,1	39,2	34,0
2013-2014	41,8	34,4	46,1 *	43,3 *	39,4	34,2	37,8
Capitale-Nationale							
2011-2012	39,7	38,9	34,5 *	46,8	43,6	35,4	37,5
2013-2014	40,9	43,0	47,9 *	54,3	45,5	37,2	35,7
Mauricie et Centre-du-Québec							
2011-2012	40,2	40,2	42,3 *	62,2	40,6	41,1	27,9
2013-2014	40,2	33,2	29,6 *	61,4	38,7	31,9 †	35,2
Estrie							
2011-2012	36,6	33,9	31,4 *	44,2 *	37,5	32,1	34,5*
2013-2014	38,6	45,9†	49,0 *	53,2	38,2	42,7	37,7
Montréal							
2011-2012	43,1	39,7	38,8	56,4	39,8	41,8	34,3
2013-2014	46,8	42,9	43,7	58,5	45,0	41,9	39,8
Outaouais							
2011-2012	42,9	34,6	46,5 *	50,9	42,4	32,9	31,1 *
2013-2014	44,1	43,5†	47,2 *	64,0	44,7	39,5	34,6 *
Abitibi-Témiscamingue							
2011-2012	30,8	35,0	45,5 *	52,7 *	36,3	24,2	29,5 *
2013-2014	31,9	39,5	37,2 *	42,4 *	40,0	33,9 †	27,9 *
Côte-Nord							
2011-2012	39,6	35,9	38,4 *	59,6	35,3	34,2	38,7
2013-2014	44,7	37,3	49,9 *	61,8	45,3	33,7	38,3
Nord-du-Québec[1]							
2011-2012	50,2	42,6	46,8 *	68,3	48,4	38,8	25,1 *
2013-2014	41,3	42,1	34,1 *	70,5	48,7	30,5	25,7 *
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine							
2011-2012	39,8	36,9	51,0 *	56,6	41,2	35,2	30,1 *
2013-2014	38,5	32,1	56,2 *	59,7	33,5	31,4	30,8
Chaudière-Appalaches							
2011-2012	35,4	36,9	44,1 *	62,1	29,9	35,8	32,1
2013-2014	33,5	38,4	44,9 *	60,5	35,5	37,0	21,8 *
Laval							
2011-2012	35,7	31,5	51,5 *	54,3	33,8	29,0	19,8 *
2013-2014	40,9	35,0	33,0 *	65,8	42,3	26,6	36,0†
Lanaudière							
2011-2012	36,6	37,0	48,9	42,7 *	39,9	33,8	27,5 *
2013-2014	40,1	32,0	42,1 *	44,3 *	42,8	30,6	28,2 *

Tableau 3.1.2 (suite)

Proportion de la population physiquement active[1] de 12 ans et plus, selon le sexe et l'âge, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2011-2012 et 2013-2014

Région sociosanitaire	Sexe		Groupe d'âge				
	Hommes	Femmes	12-17 ans	18-24 ans	25-44 ans	45-64 ans	65 ans et plus
				%			
Laurentides							
2011-2012	40,8	36,4	44,5	47,4	38,4	37,6	32,2
2013-2014	40,2	34,3	38,1 *	48,7	39,1	34,0	33,7
Montérégie							
2011-2012	39,8	37,0	35,7	57,2	41,1	34,4	33,0
2013-2014	39,6	39,7	47,2	54,4	38,2	36,1	36,8
Ensemble du Québec							
2011-2012	**39,9**	**37,4**	**40,9**	**53,8**	**39,3**	**36,2**	**32,3**
2013-2014	**41,5**	**39,3**	**43,5**	**55,7**	**41,8**	**36,4**	**35,2**

1. Ne comprenant que la région sociosanitaire du Nord-du-Québec, l'ESCC ne couvrant pas le Nunavik ni les Terres-Cries-de-la-Baie-James.
* Coefficient de variation entre 15 % et 25 %; interpréter avec prudence.
†: La différence entre 2013-2014 et 2011-2012 est significative au seuil de 5 %.
Source : Statistique Canada, *Enquête sur la santé des collectivités canadiennes*, 2011-2012 et 2013-2014, fichier de microdonnées à grande diffusion, à l'exception du Nord-du-Québec pour lequel les données proviennent du fichier de partage, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

3.2 Inscription auprès d'un médecin de famille[5]

L'inscription auprès d'un médecin de famille est volontaire et il n'est pas nécessaire d'être inscrit pour recevoir des services médicaux. Une personne peut consulter un médecin de famille sans être inscrite auprès d'un médecin de famille. Elle peut aussi recevoir des services médicaux de médecins pour lesquels l'inscription de clientèle ne s'applique pas (par exemple, un médecin spécialiste ou un omnipraticien non participant au régime d'assurance maladie). Les personnes qui se trouvent dans cette situation sont exclues des données présentées dans ce chapitre, mais elles font tout de même partie du dénominateur.

Il est important de souligner que, même s'il peut témoigner de l'accès à un médecin de famille, le taux d'inscription n'équivaut pas à la proportion de personnes ayant accès à des services médicaux. De plus, le taux de non-inscription obtenu par la différence inclut celles qui ne souhaitent pas être inscrites auprès d'un médecin de famille, ceux qui n'en ressentent pas le besoin ou encore ceux qui ont accès à des services médicaux sans être inscrits. Précisons que les ratios sont calculés à partir du nombre total de personnes inscrites selon le territoire de résidence, divisé par la population totale admissible à la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) de ce territoire, en date du 1er janvier.

À l'échelle du Québec, le taux d'inscription auprès d'un médecin de famille se chiffre à 70 % au 1er janvier 2016, soit 19 % de plus qu'en 2012 (figure 3.2.1). À l'échelle des régions sociosanitaires, on note des différences tant dans les proportions de personnes inscrites auprès d'un médecin de famille que dans la croissance de ces proportions au cours des quatre dernières années. Les régions de Chaudière-Appalaches et de Saguenay–Lac-Saint-Jean arrivent ainsi en tête pour ce qui est des inscriptions en 2016, avec des taux voisinant 85 %. Suivent celles du Bas-Saint-Laurent, de la Mauricie et Centre-du-Québec, les régions regroupées du Nord-du-Québec, la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et la Capitale-Nationale, où plus des trois quarts de la population sont inscrits auprès d'un médecin de famille. À l'inverse, c'est la région de Montréal qui ressort avec le plus faible taux d'inscription, soit 57 %, position qu'elle maintient depuis que ces données sont compilées. Il faut cependant souligner que la croissance que connaît Montréal est l'une des plus fortes au Québec (gain de 14,2 points de pourcentage par rapport à 2012). Les autres régions qui comptent les plus faibles taux d'inscription sont situées en périphérie de Montréal, soit Laval, la Montérégie et les Laurentides. Dans ces régions, ainsi que dans l'Outaouais qui suit aussi cette tendance, les proportions de personnes inscrites auprès d'un médecin de famille sont en deçà du taux québécois.

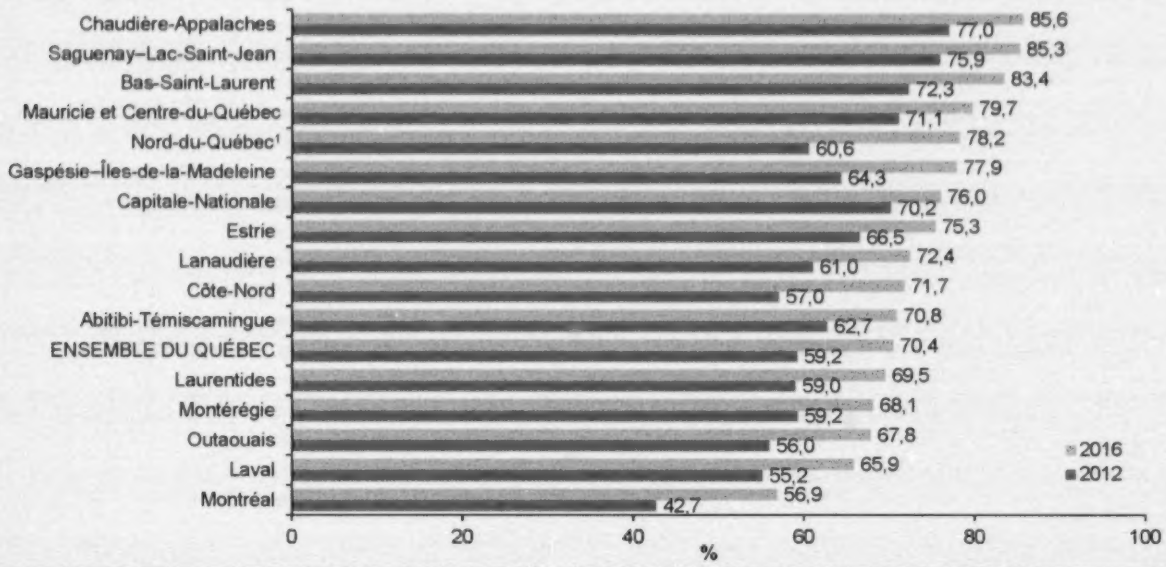
Outre Montréal, toutes les régions sociosanitaires enregistrent une hausse de leur taux d'inscription à un médecin de famille. Dans les régions regroupées du Nord-du-Québec, ce taux s'est accru de 17,6 points de pourcentage en quatre ans, ce qui représente la plus forte augmentation au Québec. La Côte-Nord et Montréal suivent avec des hausses de près de 15 points chacune.

Dans l'ensemble du Québec, les femmes sont proportionnellement plus nombreuses que les hommes à être inscrites auprès d'un médecin de famille, soit 76 % contre 65 % respectivement. Dans toutes les régions sociosanitaires, la proportion de femmes inscrites est supérieure à celle des hommes, mais l'écart varie selon les régions (figure 3.2.2). Celles qui présentent le plus de différences selon le sexe sont l'Abitibi-Témiscamingue, les Laurentides, Montréal, la Montérégie, l'Estrie et la Capitale-Nationale. À l'inverse, les écarts les plus faibles sont relevés dans l'Outaouais, la Mauricie et Centre-du-Québec, Chaudière-Appalaches, le Saguenay–Lac-Saint-Jean et le Bas-Saint-Laurent.

5. Pour la définition d'un médecin de famille, voir la section Concepts et définitions, à la fin de ce document.

Figure 3.2.1

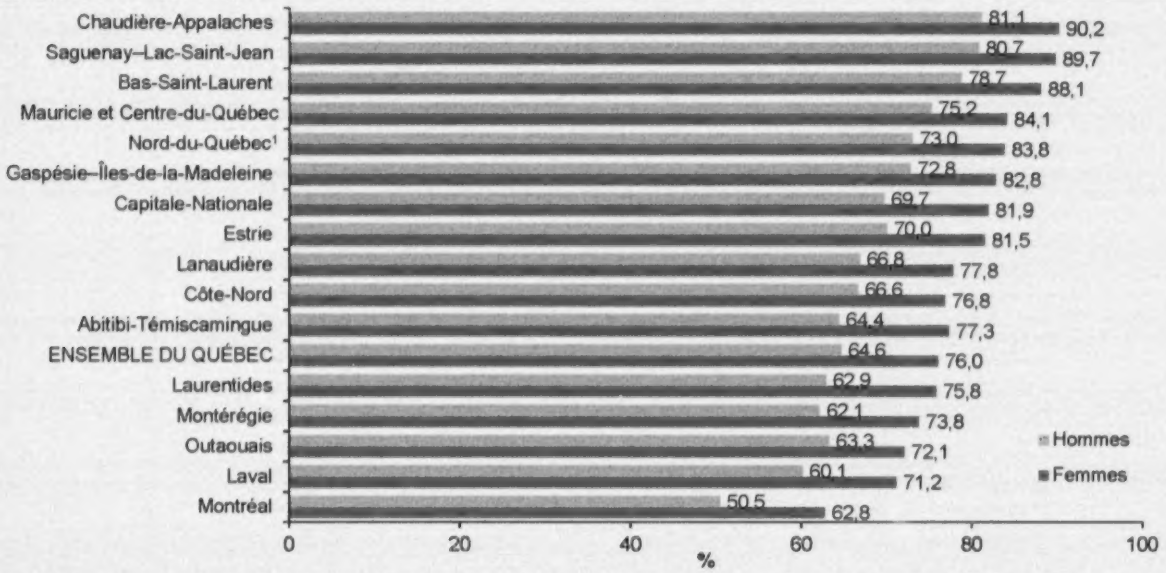
Proportion de la population inscrite auprès d'un médecin de famille, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2012 et 2016



1. Comprenant les trois régions sociosanitaires : Nord-du-Québec, Nunavik et Terres-Cries-de-la-Baie-James.
Note : Le ratio correspond au nombre de personnes inscrites auprès d'un médecin de famille au 1er janvier de l'année divisé par la population totale du territoire.
Source : Régie de l'assurance maladie du Québec; compilation par le ministère de la Santé et des Services sociaux, 2016.

Figure 3.2.2

Proportion de la population inscrite auprès d'un médecin de famille, selon le sexe, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2016



1. Comprenant les trois régions sociosanitaires : Nord-du-Québec, Nunavik et Terres-Cries-de-la-Baie-James.
Note : Le ratio correspond au nombre de personnes inscrites auprès d'un médecin de famille divisé par la population totale du territoire.
Source : Régie de l'assurance maladie du Québec; compilation par le ministère de la Santé et des Services sociaux, 2016.

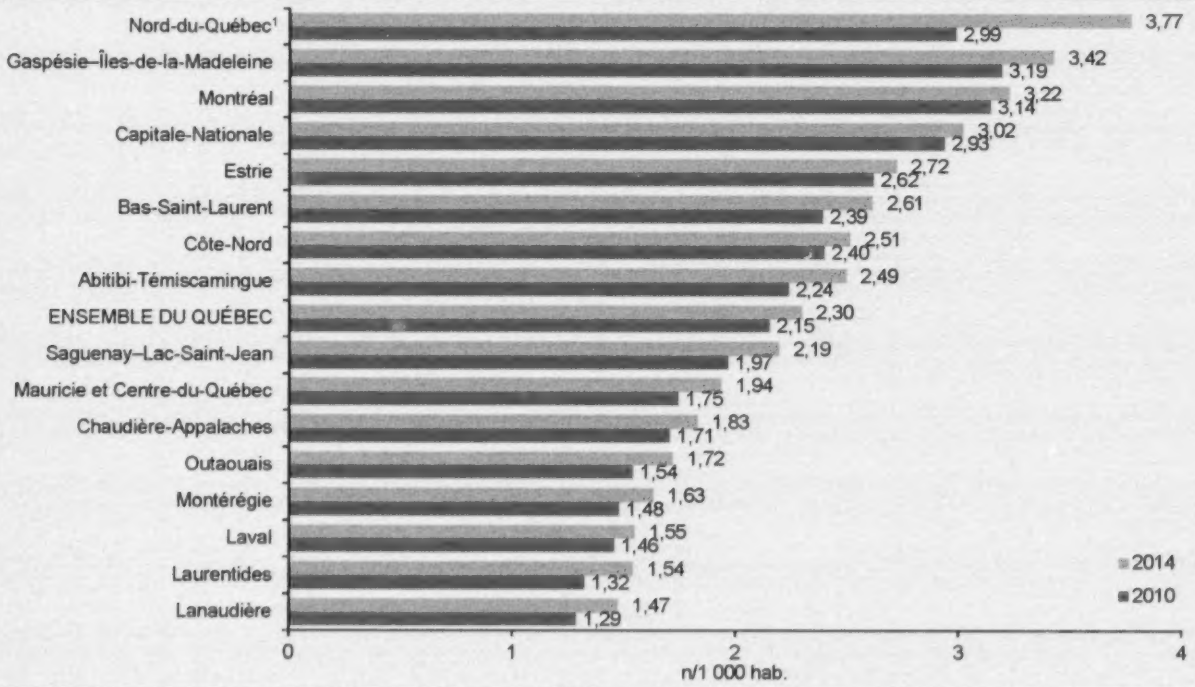
3.3 Personnel de la santé

Médecins omnipraticiens et spécialistes

Au Québec, en 2014, on compte 18 857 médecins, dont 8 906 omnipraticiens et 9 951 médecins spécialistes. Cela représente un ratio de 2,30 médecins pour 1 000 habitants, soit 1,08 omnipraticien et 1,21 spécialiste[6]. Les deux régions qui détiennent le nombre le plus élevé de médecins pour 1 000 habitants se caractérisent par leur population peu nombreuse, soit le regroupement des régions du Nord-du-Québec et la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine. Néanmoins, dans les régions les plus urbaines, soit Montréal et la Capitale-Nationale, le ratio compte également parmi les plus élevés (figure 3.3.1). À l'autre bout du spectre, on retrouve les quatre régions des couronnes nord et sud de Montréal. Lanaudière, les Laurentides, Laval et la Montérégie affichent ainsi des ratios respectifs de moins de 1,70 médecin pour 1 000 habitants. La faible concentration de médecins dans ces régions peut s'expliquer par la proximité de Montréal, où la disponibilité des ressources et des équipements en santé est plus grande.

Figure 3.3.1

Nombre de médecins pour 1 000 habitants, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2010 et 2014



1. Comprenant les trois régions sociosanitaires : Nord-du-Québec, Nunavik et Terres-Cries-de-la-Baie-James.
Note : Le ratio correspond au nombre de médecins inscrit à la RAMQ, divisé par la population totale du territoire au 1er juillet.
Source : Institut de la statistique du Québec et Régie de l'assurance maladie du Québec, 2016.

Par rapport à 2010, le nombre de médecins s'est accru de 10,5 % au Québec et cette hausse résulte davantage d'une augmentation du nombre de spécialistes (tableau 3.3.1). Dans la majorité des régions sociosanitaires, le nombre de ces derniers a crû plus rapidement que celui des omnipraticiens entre 2010 et 2014. Une région fait cependant exception : la Côte-Nord, où ce sont les omnipraticiens qui ont le plus augmenté leur effectif. Pour ce qui est des spécialistes, on note la plus forte croissance dans le regroupement des régions du Nord-du-Québec et dans les Laurentides.

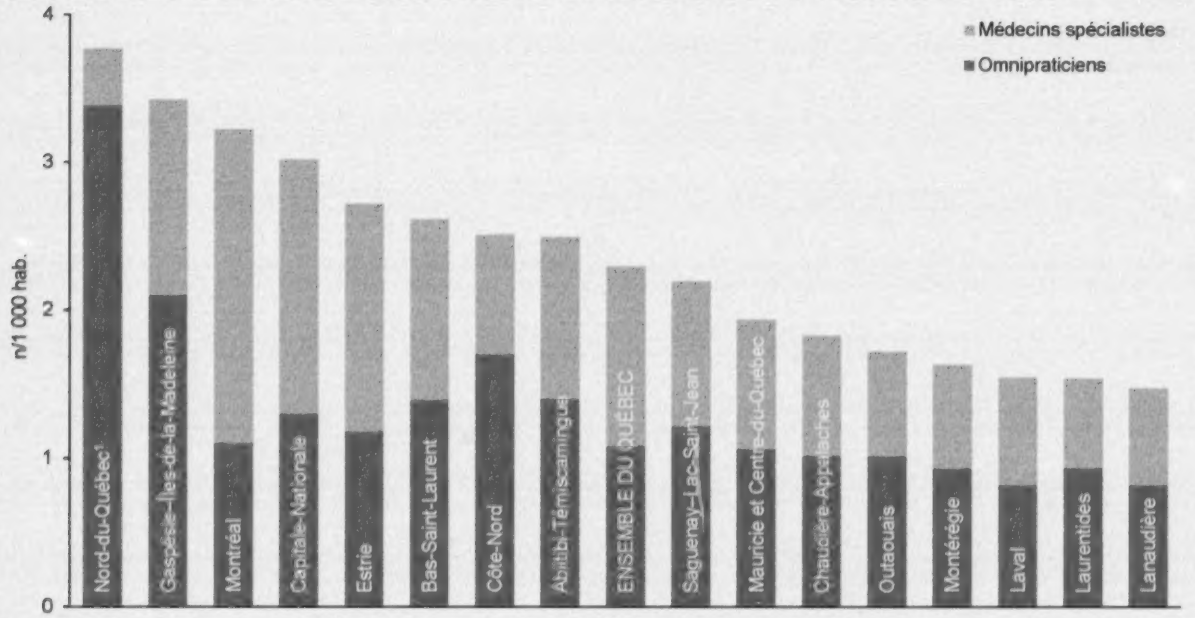
6. Pour plusieurs raisons, les ratios médecins/population par région ne doivent pas être interprétés comme des indicateurs d'accès aux services médicaux de la région analysée. Parmi ces raisons, la principale tient au fait que les populations de plusieurs régions reçoivent une partie importante des services qui leur sont fournis de médecins d'une région autre que celle dans laquelle elles résident. C'est le cas, notamment, des populations des régions situées en périphérie des grands centres de Montréal et de Québec.

Toujours entre 2010 et 2014, le ratio de médecins pour 1 000 habitants a connu une hausse dans toutes les régions sociosanitaires du Québec. Les régions regroupées du Nord-du-Québec présentent un accroissement du ratio particulièrement élevé, le nombre de médecins y étant passé de 127 à 167, soit une hausse de plus de 30 %, alors que la population connaissait une croissance de 4,2 % durant la même période. Les plus fortes augmentations du ratio touchent également des régions périphériques de Montréal, telles que Lanaudière et les Laurentides, et des régions éloignées des grands centres urbains, comme la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, le Bas-Saint-Laurent, le Saguenay–Lac-Saint-Jean et l'Abitibi-Témiscamingue (tableau 3.3.1).

La répartition de l'effectif selon la catégorie de médecins révèle de fortes disparités régionales. Dans le regroupement des régions du Nord-du-Québec, le ratio d'omnipraticiens est largement supérieur à celui de l'ensemble du Québec, soit 3,38 pour 1 000 habitants, comparativement à 1,08 pour 1 000 habitants à l'échelle québécoise (figure 3.3.2). En contrepartie, cette région enregistre le plus faible ratio de médecins spécialistes de toutes les régions du Québec (0,38 pour 1 000 habitants). Par contraste, la région de Montréal est celle qui présente le plus grand ratio de médecins spécialistes. En fait, elle est la seule à compter plus de deux médecins spécialistes pour 1 000 habitants. Cette densité de médecins spécialistes s'explique par la présence, dans la métropole, d'hôpitaux universitaires qui disposent d'une forte concentration d'équipements hautement spécialisés et d'infrastructures de pointe. À l'instar de Montréal, mais dans une moindre mesure, la Capitale-Nationale et l'Estrie comptent plus de médecins spécialistes que d'omnipraticiens. Ces deux régions bénéficient également de la présence de facultés de médecine sur leur territoire. Dans les régions périphériques de Montréal, les spécialistes sont légèrement moins nombreux que les médecins omnipraticiens. En revanche, ces derniers prédominent nettement dans les régions éloignées des grands centres, telles que la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et la Côte-Nord, tout comme dans les régions regroupées du Nord-du-Québec.

Figure 3.3.2

Nombre de médecins pour 1 000 habitants selon la catégorie, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2014

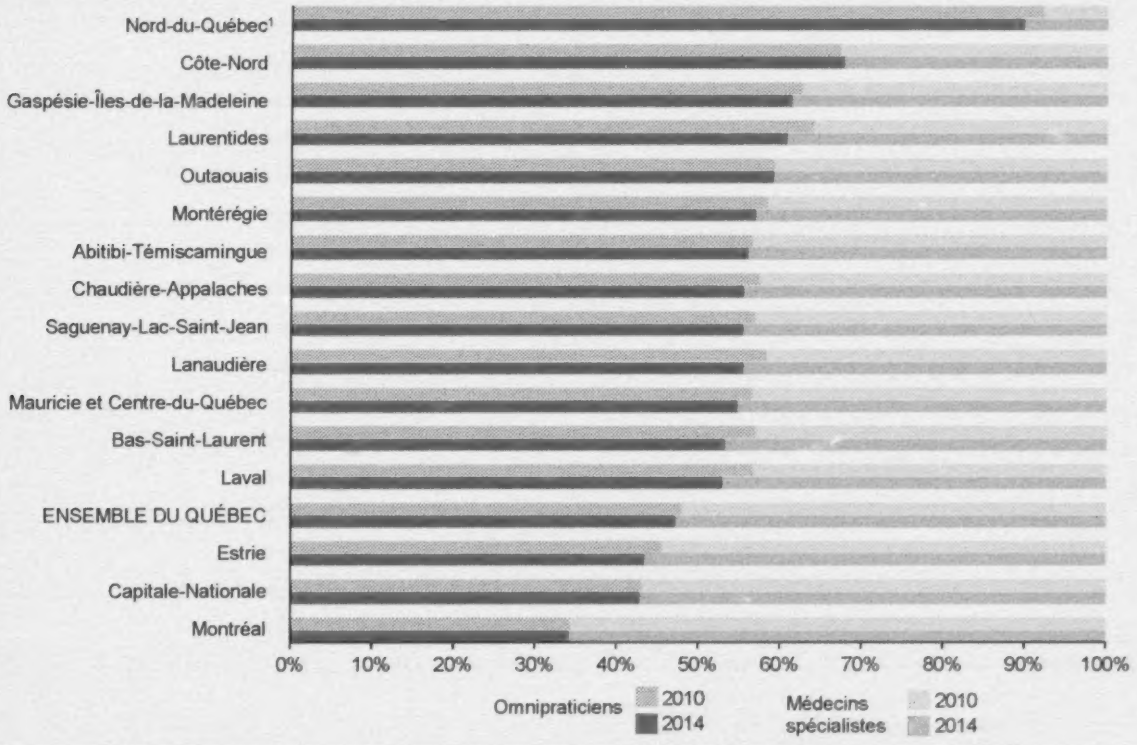


1. Comprenant les trois régions sociosanitaires : Nord-du-Québec, Nunavik et Terres-Cries-de-la-Baie-James.
Note : Le ratio correspond au nombre de médecins inscrits à la RAMQ divisé par la population totale du territoire au 1er juillet.
Source : Institut de la statistique du Québec et Régie de l'assurance maladie du Québec, 2016.

Entre 2010 et 2014, à l'échelle du Québec, le nombre de médecins spécialistes pour 1 000 habitants s'est accru un peu plus rapidement que celui des omnipraticiens. Cette tendance est observée dans presque toutes les régions sociosanitaires, notamment dans les Laurentides, Lanaudière, Laval et le Bas-Saint-Laurent (figure 3.3.3). Seule la Côte-Nord a enregistré une croissance du nombre d'omnipraticiens plus forte que celle des médecins spécialistes.

Figure 3.3.3

Répartition du nombre de médecins pour 1 000 habitants selon la catégorie, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2010 et 2014



1. Comprenant les trois régions sociosanitaires : Nord-du-Québec, Nunavik et Terres-Cries-de-la-Baie-James.
Note : Le ratio correspond au nombre de médecins inscrits à la RAMQ divisé par la population totale du territoire au 1er juillet.
Source : Institut de la statistique du Québec et Régie de l'assurance maladie du Québec, 2016.

Personnel infirmier

Au Québec, le personnel infirmier du réseau de la santé et des services sociaux compte, en 2014-2015, 113 342 personnes, comprenant des infirmières, des infirmières cliniciennes et praticiennes, des infirmières auxiliaires et des préposées aux bénéficiaires[7], soit près de 14 intervenants pour 1 000 habitants (tableau 3.3.2). En examinant les données pondérées par la démographie des régions sociosanitaires, on remarque que les effectifs les plus nombreux se trouvent dans quatre de ces régions, dont deux éloignées des grands centres urbains et deux centrales. Le regroupement des régions du Nord-du-Québec arrive en tête, suivi de Montréal, de la Capitale-Nationale et de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine. Ces quatre régions disposent en 2014-2015 de plus de 17 travailleurs pour 1 000 habitants. Les régions adjacentes à la région montréalaise, comme Laval, Lanaudière et la Montérégie, ressortent comme celles où le personnel infirmier est le moins nombreux, soit moins de 10 travailleurs pour 1 000 habitants.

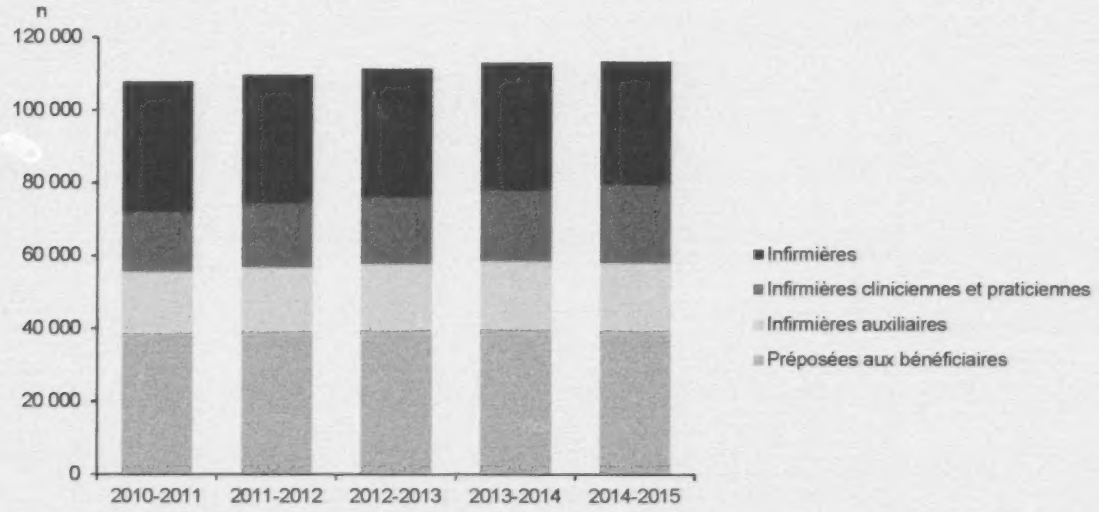
7. Pour les définitions des catégories de personnel, voir la section Concepts et définitions, à la fin de ce document.

Entre 2010-2011 et 2014-2015, à l'échelle du Québec, le personnel du réseau de la santé et des services sociaux a connu une augmentation de 5,2 % ou, sur la base du nombre de l'effectif pour 1 000 habitants, de 0,21 point pour 1 000. Des disparités sont constatées entre les régions sociosanitaires. La plus forte croissance touche les Laurentides en plus de l'Outaouais et d'une autre région voisine de Montréal, soit la Montérégie. Les régions de l'Estrie, de la Mauricie et Centre-du-Québec ainsi que le regroupement du Nord-du-Québec affichent également des taux de variation relativement élevés. Aucune région n'a toutefois subi une réduction de son personnel infirmier. Par contre, en considérant le nombre de travailleurs pour 1 000 habitants, l'écart entre 2014-2015 et 2010-2011 est négatif dans les régions de Laval, Chaudière-Appalaches et la Capitale-Nationale, trois régions où la croissance démographique a été plus rapide que celle du personnel infirmier.

Les quatre catégories du personnel infirmer se répartissent ainsi : les infirmières, qui représentent 30 % de l'effectif total pour le Québec, les infirmières cliniciennes et praticiennes (18,9 %) et les infirmières auxiliaires (16,4 %) et, enfin, les préposées aux bénéficiaires, les plus nombreuses avec 34,8 %. La figure 3.3.4 montre les variations dans la croissance du personnel infirmier selon les catégories entre 2010-2011 et 2014-2015. Le groupe des infirmières cliniciennes et des infirmières praticiennes est la catégorie qui a connu la plus grande croissance (+ 30 %). Les infirmières auxiliaires ont vu, elles aussi, mais dans une moindre mesure, une augmentation de leur effectif (+ 10 %). Par contre, le nombre d'infirmières a diminué de 5 %, passant de 35 670 à 33 805. Quant aux préposées aux bénéficiaires, leur nombre a augmenté un peu moins rapidement que l'ensemble du personnel infirmier (+ 2 %).

Figure 3.3.4

Effectif du réseau de la santé et des services sociaux selon certaines catégories du personnel infirmier, ensemble du Québec, de 2010-2011 à 2014-2015[1]



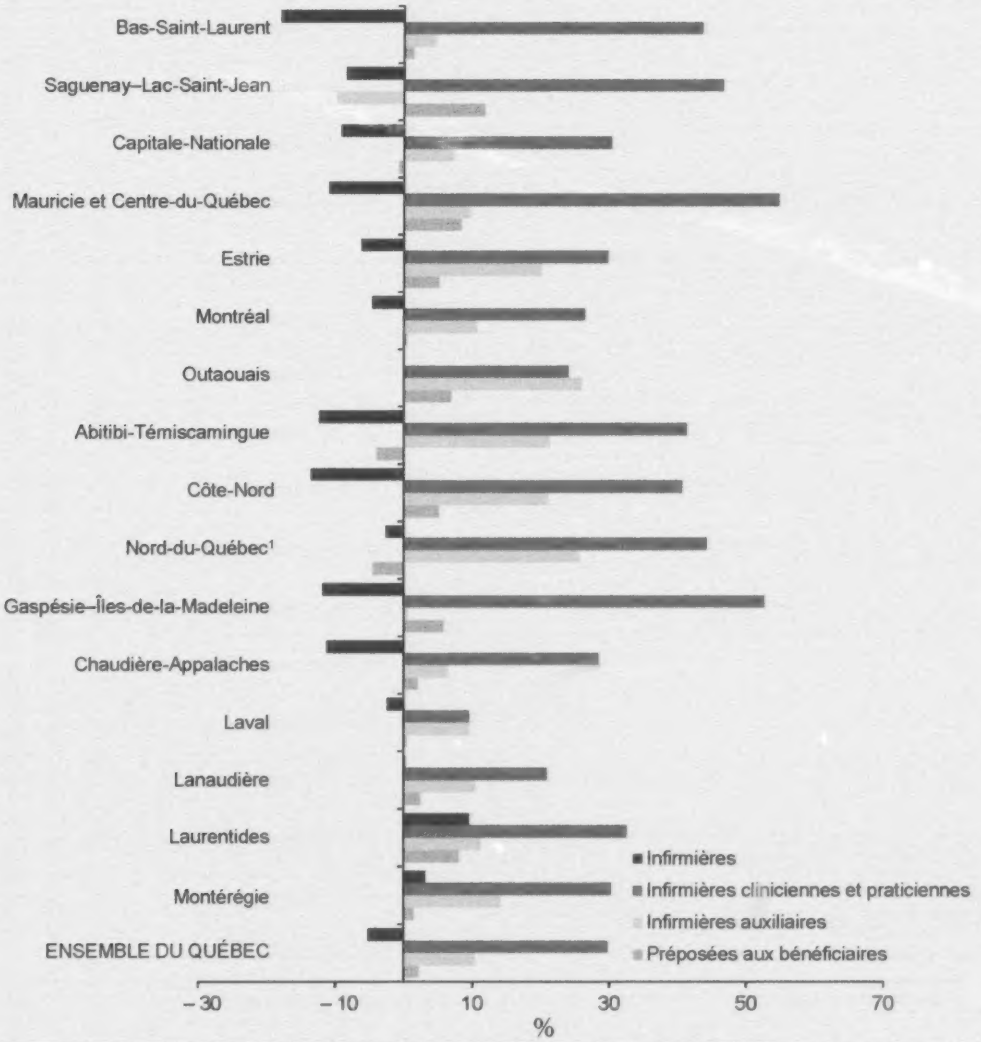
Note : Bien que regroupant une grande majorité de femmes, les données sur les infirmières, les infirmières cliniciennes et praticiennes, les infirmières auxiliaires et les préposées aux bénéficiaires incluent également les hommes.
1. Les données sont présentées sur la base des années financières (du 1er avril au 31 mars).
Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, 2016.

Les variations dans la composition du personnel infirmier ont suivi des tendances différentes d'une région à l'autre. Si, dans la plupart des régions, le personnel infirmier s'est accru entre 2010-2011 et 2014-2015, cette croissance est particulièrement prononcée chez les infirmières cliniciennes et praticiennes. Celles-ci affichent en effet des taux de croissance plus élevés que les autres catégories du personnel infirmier, et ce, dans presque toutes les régions (figure 3.3.5). Seule la région de l'Outaouais se démarque par une augmentation du nombre d'infirmières auxiliaires qui dépasse légèrement celle des cliniciennes et praticiennes. Dans certaines régions, la diminution du nombre d'infirmières – laquelle est également enregistrée de façon

générale à travers l'ensemble du Québec – se manifeste plus fortement. C'est notamment le cas du Bas-Saint-Laurent, de la Côte-Nord, de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et de Chaudière-Appalaches. En ce qui a trait aux préposées aux bénéficiaires, leur nombre a augmenté de façon modérée dans la majorité des régions sociosanitaires, mais plus nettement dans celles du Saguenay–Lac-Saint-Jean, de la Mauricie et Centre-du-Québec ainsi que des Laurentides. À l'inverse, les régions de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Capitale-Nationale et le regroupement des régions du Nord-du-Québec accusent un recul de cette catégorie de personnel.

Figure 3.3.5

Variation dans l'effectif de certaines catégories du personnel infirmier, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, de 2010-2011 à 2014-2015



1. Comprenant les trois régions sociosanitaires : Nord-du-Québec, Nunavik et Terres-Cries-de-la-Baie-James.
Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, 2016.

Références

BANQUE DE DONNÉES DES STATISTIQUES OFFICIELLES SUR LE QUÉBEC (2016). **Les indicateurs de l'occupation et de la vitalité des territoires**. Proportion de la population inscrite auprès d'un médecin de famille.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX (2016). Professionnels rémunérés par la Régie de l'assurance maladie du Québec (médecins, pharmaciens, etc.) – 1998 à 2013.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX (2016). Salariés (infirmières, etc.) et cadres des établissements publics et privés conventionnés et des ASSS du réseau de la santé et des services sociaux : dénombrement et rémunération – 2014-2015.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX (2016). L'effectif du réseau de la santé et des services sociaux.

Informations statistiques complémentaires

Des données régionales détaillées sur le nombre de médecins et l'effectif du réseau de la santé et des services sociaux selon certaines catégories du personnel infirmier sont disponibles sur le site Web de l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 3.3.1

Nombre de médecins, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2010 et 2014

	Nombre de médecins[1]			Nombre pour 1 000 habitants[2]		
	2010	2014	Variation[3] 2014/2010	2010	2014	Écart 2014-2010
	n		%	n pour 1 000 habitants		points pour 1 000
Bas-Saint-Laurent	**481**	**523**	**8,7**	**2,39**	**2,61**	**0,22**
Omnipraticiens	274	279	1,8	1,36	1,39	0,03
Spécialistes	207	244	17,9	1,03	1,22	0,19
Saguenay–Lac-Saint-Jean	**543**	**609**	**12,2**	**1,97**	**2,19**	**0,23**
Omnipraticiens	309	338	9,4	1,12	1,22	0,10
Spécialistes	234	271	15,8	0,85	0,98	0,13
Capitale-Nationale	**2 059**	**2 211**	**7,4**	**2,93**	**3,02**	**0,08**
Omnipraticiens	888	949	6,9	1,27	1,30	0,03
Spécialistes	1 171	1 262	7,8	1,67	1,72	0,05
Mauricie et Centre-du-Québec	**871**	**980**	**12,5**	**1,75**	**1,94**	**0,19**
Omnipraticiens	493	537	8,9	0,99	1,06	0,07
Spécialistes	378	443	17,2	0,76	0,87	0,12
Estrie	**813**	**872**	**7,3**	**2,62**	**2,72**	**0,10**
Omnipraticiens	370	379	2,4	1,19	1,18	– 0,01
Spécialistes	443	493	11,3	1,43	1,54	0,11
Montréal	**5 972**	**6 400**	**7,2**	**3,14**	**3,22**	**0,08**
Omnipraticiens	2 051	2 192	6,9	1,08	1,10	0,03
Spécialistes	3 921	4 208	7,3	2,06	2,12	0,06
Outaouais	**567**	**659**	**16,2**	**1,54**	**1,72**	**0,18**
Omnipraticiens	336	390	16,1	0,91	1,02	0,10
Spécialistes	231	269	16,5	0,63	0,70	0,07
Abitibi-Témiscamingue	**327**	**369**	**12,8**	**2,24**	**2,49**	**0,26**
Omnipraticiens	185	207	11,9	1,27	1,40	0,13
Spécialistes	142	162	14,1	0,97	1,10	0,12
Côte-Nord	**229**	**239**	**4,4**	**2,40**	**2,51**	**0,11**
Omnipraticiens	154	162	5,2	1,61	1,70	0,09
Spécialistes	75	77	2,7	0,79	0,81	0,02
Nord-du-Québec[3]	**127**	**167**	**31,5**	**2,99**	**3,77**	**0,78**
Omnipraticiens	117	150	28,2	2,75	3,38	0,63
Spécialistes	10	17	70,0	0,24	0,38	0,15
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	**302**	**316**	**4,6**	**3,19**	**3,42**	**0,23**
Omnipraticiens	189	194	2,6	2,00	2,10	**0,10**
Spécialistes	113	122	8,0	1,19	1,32	**0,13**
Chaudière-Appalaches	**701**	**768**	**9,6**	**1,71**	**1,83**	**0,12**
Omnipraticiens	403	427	6,0	0,98	1,02	0,04
Spécialistes	298	341	14,4	0,73	0,81	0,09
Laval	**582**	**653**	**12,2**	**1,46**	**1,55**	**0,09**
Omnipraticiens	330	346	4,8	0,83	0,82	– 0,01
Spécialistes	252	307	21,8	0,63	0,73	0,10

Tableau 3.3.1 (suite)

Nombre de médecins, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2010 et 2014

	Nombre de médecins[1]			Nombre pour 1 000 habitants[2]		
	2010	2014	Variation[3] 2014/2010	2010	2014	Écart 2014-2010
	n		%	n pour 1 000 habitants		points pour 1 000
Lanaudière	**605**	**726**	**20,0**	**1,29**	**1,47**	**0,19**
Omnipraticiens	353	403	14,2	0,75	0,82	0,07
Spécialistes	252	323	28,2	0,54	0,66	0,12
Laurentides	**739**	**903**	**22,2**	**1,32**	**1,54**	**0,22**
Omnipraticiens	473	549	16,1	0,85	0,94	0,09
Spécialistes	266	354	33,1	0,48	0,60	0,12
Montérégie	**2 149**	**2 462**	**14,6**	**1,48**	**1,63**	**0,15**
Omnipraticiens	1255	1404	11,9	0,86	0,93	0,07
Spécialistes	894	1058	18,3	0,62	0,70	0,08
Ensemble du Québec	**17 067**	**18 857**	**10,5**	**2,15**	**2,30**	**0,14**
Omnipraticiens	**8 180**	**8 906**	**8,9**	**1,03**	**1,08**	**0,05**
Spécialistes	**8 887**	**9 951**	**12,0**	**1,12**	**1,21**	**0,09**

1. Dans les statistiques, seuls les médecins ayant reçu de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) au moins un paiement pour des services médicaux rendus durant l'année visée sont pris en compte.
2. Calculé pour l'ensemble du personnel concerné par rapport à la population au 1er juillet de chaque année financière.
3. Comprenant les trois régions sociosanitaires : Nord-du-Québec, Nunavik et Terres-Cries-de-la-Baie-James.

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, 2016.

Tableau 3.3.2

Personnel infirmier du réseau de la santé et des services sociaux, régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2010-2011 et 2014-2015[1]

	Personnel infirmier[2]			Nombre pour 1 000 habitants[3]		
	2010-2011	2014-2015	Variation 2014-15/2010-11	2010-2011	2014-2015	Écart 2014-13/2010-11
	n		%	n pour 1 000 habitants		points pour 1 000
Bas-Saint-Laurent	2 992	2 999	0,2	14,86	14,98	0,12
Saguenay–Lac-Saint-Jean	3 959	4 074	2,9	14,33	14,67	0,34
Capitale-Nationale	12 846	13 192	2,7	18,30	18,00	– 0,30
Mauricie et Centre-du-Québec	6 722	7 119	5,9	13,47	14,06	0,59
Estrie	4 945	5 305	7,3	15,92	16,55	0,62
Montréal	34 930	36 669	5,0	18,36	18,47	0,10
Outaouais	3 642	4 034	10,8	9,90	10,52	0,62
Abitibi-Témiscamingue	2 161	2 210	2,3	14,78	14,94	0,16
Côte-Nord	1 255	1 289	2,7	13,14	13,55	0,41
Nord-du-Québec[4]	866	916	5,8	20,36	20,67	0,31
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	1 621	1 635	0,9	17,12	17,71	0,58
Chaudière-Appalaches	4 807	4 884	1,6	11,70	11,64	– 0,07
Laval	3 648	3 749	2,8	9,13	8,89	– 0,24
Lanaudière	4 373	4 621	5,7	9,31	9,39	0,08
Laurentides	5 310	5 953	12,1	9,51	10,16	0,65
Montérégie	13 621	14 693	7,9	9,37	9,74	0,36
Ensemble du Québec	**107 698**	**113 342**	**5,2**	**13,58**	**13,80**	**0,21**

Note: Bien que regroupant une grande majorité de femmes, les données sur les infirmières, les infirmières cliniciennes et praticiennes, les infirmières auxiliaires et les préposées aux bénéficiaires incluent également les hommes.

1. Les données sont présentées sur la base des années financières (du 1er avril au 31 mars). L'effectif du réseau de la santé et des services sociaux comprend uniquement certaines catégories du personnel infirmier: les infirmières, les infirmières cliniciennes et praticiennes, les infirmières auxiliaires et les préposées aux bénéficiaires.
2. Le nombre de personnes à l'emploi du réseau au 31 mars de l'année. Les personnes occupant plus d'un emploi au 31 mars sont comptabilisées une seule fois, en priorisant selon le statut (d'abord temps complet régulier, puis temps partiel régulier et ensuite temps partiel occasionnel), et, pour un même statut, selon l'équivalent temps complet (ETC) (MSSS, 2012).
3. Calculé pour l'ensemble du personnel infirmier par rapport à la population prise au 1er juillet de chaque année financière.
4. Comprenant les trois régions sociosanitaires : Nord-du-Québec, Nunavik et Terres-Cries-de-la-Baie-James.

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, 2016.

Tableau 3.3.3

Effectif[1] du réseau de la santé et des services sociaux selon certaines catégories du personnel infirmier[2], régions sociosanitaires et ensemble du Québec, 2014-2015

	Infirmières	Infirmières cliniciennes et praticiciennes	Infirmières auxiliaires	Préposées aux bénéficiaires	Total	Personnel infirmier
			n			n pour 1 000 habitants[3]
Bas-Saint-Laurent	951	586	579	883	2 999	14,98
Saguenay–Lac-Saint-Jean	1 542	711	753	1 068	4 074	14,67
Capitale-Nationale	4 355	2 991	1 790	4 056	13 192	18,00
Mauricie et Centre-du-Québec	2 327	1 082	1 285	2 425	7 119	14,06
Estrie	1 601	954	952	1 798	5 305	16,55
Montréal	10 045	7 862	5 415	13 347	36 669	18,47
Outaouais	1 062	722	758	1 492	4 034	10,52
Abitibi-Témiscamingue	689	366	399	756	2 210	14,94
Côte-Nord	499	180	242	368	1 289	13,55
Nord-du-Québec[4]	339	202	59	316	916	20,67
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	617	200	342	476	1 635	17,71
Chaudière-Appalaches	1 507	813	950	1 614	4 884	11,64
Laval	960	778	583	1 428	3 749	8,89
Lanaudière	1 346	751	787	1 737	4 621	9,39
Laurentides	1 700	846	1 218	2 189	5 953	10,16
Montérégie	4 265	2 387	2 504	5 537	14 693	9,74
Ensemble du Québec	**33 805**	**21 431**	**18 616**	**39 490**	**113 342**	**13,80**

Note: Bien que regroupant une grande majorité de femmes, les données sur les infirmières, les infirmières cliniciennes et praticiennes, les infirmières auxiliaires et les préposées aux bénéficiaires incluent également les hommes.

1. Les données sont présentées sur la base des années financières (du 1er avril au 31 mars). L'effectif du réseau de la santé et des services sociaux comprend uniquement certaines catégories du personnel infirmier: les infirmières, les infirmières cliniciennes et praticiennes, les infirmières auxiliaires et les préposées aux bénéficiaires.
2. Le nombre de personnes à l'emploi du réseau au 31 mars de l'année. Les personnes occupant plus d'un emploi au 31 mars sont comptabilisées une seule fois, en priorisant selon le statut (d'abord temps complet régulier, puis temps partiel régulier et ensuite temps partiel occasionnel), et, pour un même statut, selon l'équivalent temps complet (ETC) (MSSS, 2012).
3. Calculé pour l'ensemble du personnel infirmier par rapport à la population au 1er juillet de chaque année financière.
4. Comprenant les trois régions sociosanitaires : Nord-du-Québec, Nunavik et Terres-Cries-de-la-Baie-James.

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, 2016.

4. Éducation

par Marc-André Gauthier, Direction des statistiques sociodémographiques

4.1 Niveau de scolarité

Cette section dresse un bilan du niveau de scolarité de la population québécoise en 2015 à partir des données de l'*Enquête sur la population active* (EPA) de Statistique Canada. La population analysée est âgée de 25 à 64 ans, soit celle regroupant les personnes qui ont généralement obtenu leur formation initiale et qui forment le principal contingent de la population active. Cette tranche d'âge présente aussi l'avantage d'atténuer partiellement les effets de structure par âge lorsque l'on procède aux comparaisons interrégionales.

Le plus haut niveau de scolarité est défini à partir du plus haut certificat obtenu par la personne. Ce concept renvoie à une hiérarchie des attestations d'études. Toutefois, Statistique Canada précise à ce sujet que « dans un certain nombre de cas, les niveaux ne sont pas entièrement hiérarchiques si l'on compare les programmes de différents types d'établissement[1] ». De plus, notons que la notion de hiérarchie peut s'avérer problématique chez les diplômés d'une école de métiers. En effet, un diplôme professionnel peut être obtenu soit dans le cadre d'un programme d'études secondaires, soit après l'obtention d'un diplôme d'études secondaires.

La première catégorie, « aucun diplôme », ne regroupe que les personnes qui n'ont pas complété minimalement le diplôme d'études secondaires. La catégorie « certificat, diplôme ou grade universitaire » inclut le « certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat », le « baccalauréat » et la catégorie « diplôme universitaire supérieur au baccalauréat ». À noter que cette dernière expression comprend le diplôme de maîtrise, de doctorat ainsi que les baccalauréats professionnels tels que le diplôme en médecine. Il importe aussi de soulever la possibilité d'erreur non due à l'échantillonnage résultant du fait que l'EPA soit une enquête basée sur l'autodéclaration des répondants. Ainsi, il est possible que certains répondants aient déclaré le diplôme le plus récent comme étant celui le plus élevé.

Les différences statistiquement significatives ont été évaluées à partir de la méthode des intervalles de confiance calculés à un niveau de 95 %. Des tests ont été menés lorsqu'il y avait un chevauchement partiel entre les intervalles. En raison d'une révision des données de l'enquête et d'un reclassement de personnes entre les deux niveaux de scolarité inférieurs, la série historique révisée est maintenant disponible sur le site Web de l'Institut de la statistique du Québec sous la section « Éducation, formation et milieux de garde – Niveau de scolarité ».

Portrait du profil scolaire des régions administratives du Québec

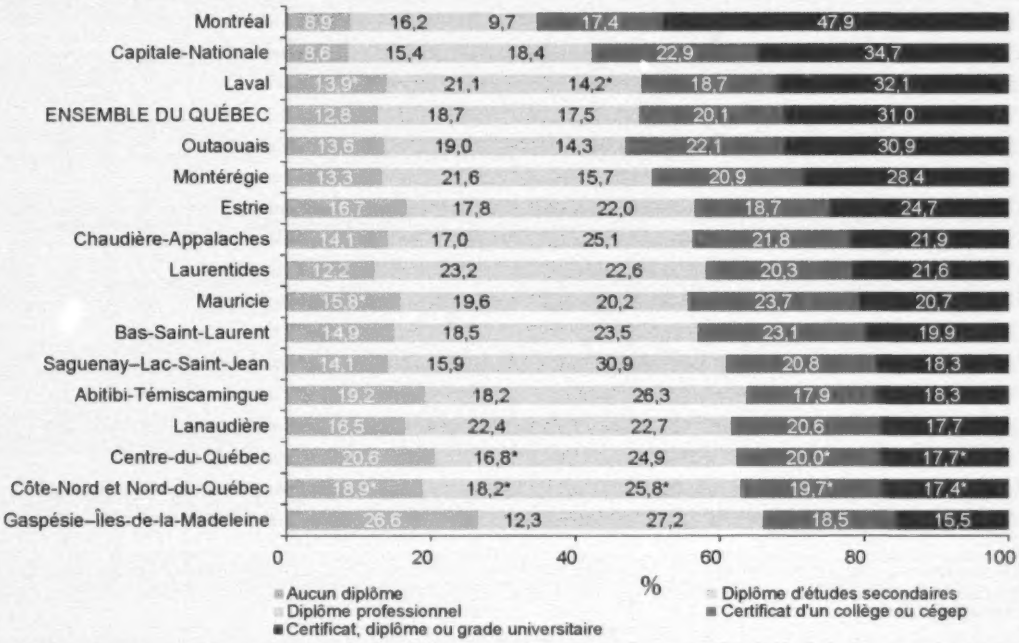
Un bref coup d'œil sur le niveau de scolarité au Québec en 2015 permet de relever des disparités entre les régions administratives (figure 4.1.1), surtout au chapitre de la scolarisation universitaire et de la population n'ayant aucun diplôme. D'un côté, les régions abritant les principaux centres urbains affichent de fortes proportions de leur population ayant obtenu un certificat, diplôme ou grade universitaire à titre de plus haut niveau de scolarité atteint. Montréal présente un profil tout à fait distinct avec près de 50 % de sa population titulaire d'un certificat ou diplôme universitaire. L'importance du poids démographique des diplômés universitaires habitant sur l'île a notamment pour effet d'augmenter sensiblement la proportion de la population du Québec ayant atteint ce niveau de scolarité[2]. Après Montréal, les régions de la Capitale-Nationale (34,7 %), de Laval (32,1 %) et de l'Outaouais (30,9 %) présentent les plus grandes proportions de diplômés universitaires. Fait intéressant, c'est à Montréal et dans la Capitale-Nationale que l'on observe les plus faibles pourcentages de gens n'ayant pas obtenu au moins le diplôme d'études secondaires (autour de 9 %), soit une proportion se situant sous la barre de ce qui est estimé pour l'ensemble du

1. Statistique Canada (2011), « Classification du plus haut niveau de scolarité atteint ».
2. Lorsque l'on exclut Montréal du calcul pour le Québec, on constate que la proportion de la population ayant atteint le niveau universitaire passe de 31 % à 25 % en 2015.

Québec (12,8 %). Ces régions se retrouvent aussi avec des proportions de diplômés de niveau professionnel inférieures à celles de la majorité des autres régions, ce qui tend à démontrer que la Capitale-Nationale et Montréal présentent une configuration semblable de la scolarité de leur population.

Figure 4.1.1

Répartition de la population de 25 à 64 ans selon le plus haut niveau de scolarité atteint, régions administratives et ensemble du Québec, 2015



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, compilation spéciale, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.
* Coefficient de variation entre 15 % et 25 %; interpréter avec prudence.

Pour l'essentiel, le statut de métropole peut expliquer la forte proportion de diplômés universitaires à Montréal. À cet effet, on peut affirmer que Montréal profite de la présence de nombreuses institutions universitaires sur son territoire et d'un fort afflux d'immigrants internationaux présentant un profil fortement scolarisé (ISQ, 2014 : 124; Gauthier, 2014a et 2014b). Les caractéristiques économiques de Montréal méritent également d'être considérées lorsque vient le temps d'interpréter le portrait de cette région.

Par rapport à Montréal, Laval, la Capitale-Nationale et l'Outaouais, les populations des autres régions québécoises présentent des profils moins scolarisés. Les chiffres sur la diplomation universitaire et la non-diplomation tendent à valider cette observation. Ainsi, les valeurs les plus proches relatives à la proportion de la population ayant obtenu une formation universitaire se retrouvent sous les 30 %, soit notamment en Montérégie (28,4 %), en Estrie (24,7 %), en Chaudière-Appalaches (21,9 %), aux Laurentides (21,6 %) et en Mauricie (20,7 %). C'est sous la limite des 20 % que se retrouvent les autres régions.

Comparativement aux grands centres, les autres régions présentent une plus grande part de leur population qui est « sous-scolarisée ». Avec au moins un individu sur cinq n'étant pas titulaire du diplôme d'études secondaires, la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (26,6 %) et le Centre-du-Québec (20,6 %) présentent les plus fortes proportions d'individus n'ayant aucun diplôme. Au-delà

de ces chiffres, il est important de considérer que ces régions se caractérisent par des populations relativement plus âgées[3] et moins scolarisées. Encore une fois, cette situation n'est pas étrangère au fait que plusieurs jeunes quittent leurs régions afin de poursuivre leurs études, sans nécessairement opérer de retour une fois leur formation obtenue (voir Leblanc et autres, 2003).

D'une région à l'autre, les pourcentages d'individus détenant un diplôme d'études secondaires ou un diplôme d'études collégiales se retrouvent plutôt près de ce qui est observé pour l'ensemble du Québec (entre 19 % et 20 %)[4]. Toutefois, une telle proximité statistique ne s'applique pas du côté des diplômés professionnels. À cet égard, on remarque que six régions affichent des proportions particulièrement élevées de leur population ayant atteint le niveau professionnel : le Saguenay–Lac-Saint-Jean (30,9 %), la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (27,2 %), l'Abitibi-Témiscamingue (26,3 %), la Côte-Nord et Nord-du-Québec (25,8 %*), la région de Chaudière-Appalaches (25,1 %) et le Centre-du-Québec (24,9 %). Cette situation contraste plutôt fortement avec ce qui est observé à Montréal (9,7 %). Ces fortes proportions reflètent sans doute le fait que ces régions reposent sur des secteurs d'activité nécessitant une main-d'œuvre de niveau professionnel.

Le niveau de scolarité selon le sexe

Au Québec, les hommes se retrouvent plus souvent que les femmes parmi la population non diplômée (14,2 % h; 11,3 % f), une situation qui tend à prévaloir pour la plupart des régions en 2015 (tableau 4.1.1)[5]. Les régions où ces différences entre hommes et femmes peu scolarisés sont significatives sont la Capitale-Nationale (11,4 % h; 5,9 %* f) et l'Outaouais (16,3 % h; 10,9 % f)[6]. Par ailleurs, Montréal affiche un écart très faible entre les sexes.

Du côté des diplômés issus du niveau professionnel, les différences entre les sexes apparaissent plus clairement (tableau 4.1.2). Toutes régions confondues, les hommes tendent plus souvent que les femmes à avoir atteint ce niveau de scolarité. Certaines régions présentent des contrastes importants, soit l'Abitibi-Témiscamingue (33,1 % h; 18,8 %* f), la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (33,1 % h; 21,3 %* f), le Saguenay–Lac-Saint-Jean (35,6 % h; 25,9 % f) et le Bas-Saint-Laurent (28,7* % h; 18,8 %* f). Fait intéressant, c'est dans les régions présentant les plus faibles proportions de diplômés professionnels au Québec que l'on observe les plus minces différences entre les sexes, notamment à Montréal (10,5 % h; 8,8 % f) ou en Outaouais (16,0 % h; 12,7 % f).

Le portrait s'inverse chez la population détenant un certificat, diplôme ou grade universitaire (tableau 4.1.3). En effet, les femmes tendent à être proportionnellement plus nombreuses que les hommes à détenir un diplôme de ce niveau dans l'ensemble du Québec (34,5 % f; 27,7 % h). Les différences entre les proportions sont significatives en Abitibi-Témiscamingue (25,3 % f; 12,1 %* h), dans les Laurentides (26,3 % f; 16,9 %* h), en Outaouais (35,3 % f; 26,6 % h) et en Montérégie (33,1 % f; 23,7 % h).

On sait que la grande majorité de la population ayant obtenu une formation universitaire a obtenu le premier grade, soit le baccalauréat. Les femmes sont généralement plus nombreuses que les hommes à être titulaires de ce type de formation (tableau 4.1.4). Dans l'ensemble, environ une personne sur cinq au Québec déclare avoir atteint ce niveau de scolarité en 2015, soit 16,6 % des hommes et 20,3 % des femmes. Montréal (28,4 %), Laval (21,7 %) et la Capitale-Nationale (20,5 %) se retrouvent en haut de l'échelle à ce chapitre. On constate d'ailleurs que la proportion de femmes bachelières de ces régions tend également à être plus élevée par rapport à celles de l'ensemble des régions administratives.

3. Par exemple, parmi la population de 25 à 64 ans, la proportion des personnes âgées de 45 à 64 ans se situe autour de 60 % en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, au Bas-Saint-Laurent, en Mauricie et au Saguenay–Lac-Saint-Jean, alors que celle-ci est de 45 % à Montréal et de 52 % respectivement pour la Capitale-Nationale et Laval (ISQ, Estimation de la population du Québec par groupe d'âge et sexe, au 1er juillet, 1996 à 2015, tableau disponible à l'adresse : [En ligne]. [www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/population-demographie/structure/index.html].
4. Chez les détenteurs d'un diplôme d'études secondaires, un écart un peu plus important est mesuré dans la Capitale-Nationale, au Saguenay–Lac-Saint-Jean et en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, ces régions affichant une proportion inférieure à la province.
5. Cette proportion plus élevée d'hommes n'ayant aucun diplôme concorde d'ailleurs avec le taux de décrochage scolaire plus élevé des garçons (MELS, 2013).
6. La variabilité due à l'échantillonnage peut expliquer pourquoi l'on retrouve exceptionnellement des proportions de femmes sous-scolarisées supérieures à celles des hommes dans certaines régions et pourquoi seuls la Capitale-Nationale et l'Outaouais affichent des différences statistiquement significatives.

Bibliographie

GAUTHIER, Marc-André (2014a). « Regard sur deux décennies d'évolution du niveau de scolarité au Québec à partir de l'Enquête sur la population active », **Gouvernement du Québec, Institut de la statistique du Québec**, 7 p.

GAUTHIER, Marc-André (2014b). « Portrait de la scolarité des immigrants du Québec à partir de l'Enquête nationale auprès des ménages », **Gouvernement du Québec, Institut de la statistique du Québec**, 7 p.

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2014). Le Bilan démographique du Québec, Édition 2014, **Québec**, 163 p.

LEBLANC, Patrice, Camil GIRARD, Serge CÔTÉ et Dominique POTVIN (2003). « La migration des jeunes et le développement régional dans le croissant péri-nordique du Québec », **Recherches sociographiques, vol. 44, n° 1**, p. 35-55.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT, MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, DE LA RECHERCHE, DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNOLOGIE (2013). Indicateurs de l'éducation – Édition 2013, **Québec**, 150 p.

ST-AMOUR, Martine (2015). « La migration interrégionale au Québec en 2013-2014 : nouvelle baisse de la mobilité », **Gouvernement du Québec, Institut de la statistique du Québec**, 15 p.

Tableau 4.1.1

Proportion de la population de 25 à 64 ans n'ayant aucun diplôme selon le sexe, régions administratives et ensemble du Québec, 2015

	Hommes	Femmes	Les deux sexes
	%		
Bas-Saint-Laurent	16,9*	12,9*	14,9
Saguenay–Lac-Saint-Jean	15,2	13,1*	14,1
Capitale-Nationale†	11,4	5,9*	8,6
Mauricie	14,8**	16,9*	15,8*
Estrie	19,4	14,1	16,7
Montréal	9,6	8,1	8,9
Outaouais†	16,3	10,9	13,6
Abitibi-Témiscamingue	20,0	18,5*	19,2
Côte-Nord et Nord-du-Québec	18,0**	19,8**	18,9*
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	27,8	24,9*	26,6
Chaudière-Appalaches	16,7	11,4*	14,1
Laval	13,2**	14,6*	13,9*
Lanaudière	17,9*	15,1*	16,5
Laurentides	14,1*	10,4*	12,2
Montérégie	15,0	11,6	13,3
Centre-du-Québec	22,6*	18,4**	20,6
Ensemble du Québec†	**14,2**	**11,3**	**12,8**

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 %; interpréter avec prudence.
** Coefficient de variation entre 25 % et 33 %; estimation imprécise, fournie à titre indicatif seulement.
† Différence statistiquement significative entre les hommes et les femmes.
Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, compilation spéciale, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 4.1.2

Proportion de la population de 25 à 64 ans détenant un diplôme professionnel à titre de plus haut niveau de scolarité atteint selon le sexe, régions administratives et ensemble du Québec, 2015

	Hommes	Femmes	Les deux sexes
	%		
Bas-Saint-Laurent†	28,7*	18,8*	23,5
Saguenay–Lac-Saint-Jean†	35,6	25,9	30,9
Capitale-Nationale	20,1	16,6	18,4
Mauricie	24,8*	15,1**	20,2
Estrie	24,5	19,6	22,0
Montréal	10,5	8,8	9,7
Outaouais	16,0	12,7	14,3
Abitibi-Témiscamingue†	33,1	18,8*	26,3
Côte-Nord et Nord-du-Québec	33,0*	18,1**	25,8*
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine†	33,1	21,3*	27,2
Chaudière-Appalaches†	30,4	19,7	25,1
Laval	17,8*	10,5**	14,2*
Lanaudière	24,4*	21,0*	22,7
Laurentides	25,1	20,2*	22,6
Montérégie†	19,3	12,1	15,7
Centre-du-Québec	31,5*	17,7**	24,9
Ensemble du Québec†	**20,3**	**14,6**	**17,5**

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 %; interpréter avec prudence.
** Coefficient de variation entre 25 % et 33 %; estimation imprécise, fournie à titre indicatif seulement.
† : Différence statistiquement significative entre les hommes et les femmes.
Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, compilation spéciale, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 4.1.3

Proportion de la population de 25 à 64 ans détenant un certificat, diplôme ou grade universitaire à titre de plus haut niveau de scolarité atteint selon le sexe, régions administratives et ensemble du Québec, 2015

	Hommes	Femmes	Les deux sexes
	%		
Bas-Saint-Laurent	16,7*	22,9*	19,9
Saguenay–Lac-Saint-Jean	16,5	20,3	18,3
Capitale-Nationale†	30,5	38,9	34,7
Mauricie	17,7*	23,8*	20,7
Estrie	22,6	26,6	24,7
Montréal	46,5	49,3	47,9
Outaouais†	26,6	35,3	30,9
Abitibi-Témiscamingue†	12,1*	25,3	18,3
Côte-Nord et Nord-du-Québec	F	23,5**	17,4*
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	11,8*	19,0*	15,5
Chaudière-Appalaches	18,7	25,2	21,9
Laval	26,5*	37,7*	32,1
Lanaudière	15,0*	20,5*	17,7
Laurentides†	16,9*	26,3	21,6
Montérégie†	23,7	33,1	28,4
Centre-du-Québec	12,3**	23,7*	17,7*
Ensemble du Québec†	**27,7**	**34,5**	**31,0**

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 %; interpréter avec prudence.
** Coefficient de variation entre 25 % et 33 %; estimation imprécise, fournie à titre indicatif seulement.
† : Différence statistiquement significative entre les hommes et les femmes.
Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, compilation spéciale, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 4.1.4

Proportion de la population de 25 à 64 ans titulaire d'un diplôme de baccalauréat à titre de plus haut niveau de scolarité atteint selon le sexe, régions administratives et ensemble du Québec, 2015

	Hommes	Femmes	Les deux sexes
	%		
Bas-Saint-Laurent	9,6**	13,3*	11,5*
Saguenay–Lac-Saint-Jean	9,6*	12,5*	11,0
Capitale-Nationale	17,5	23,5	20,5
Mauricie	10,8**	14,4**	12,6*
Estrie	12,5*	14,7	13,6
Montréal	28,2	28,6	28,4
Outaouais†	15,6	20,8	18,2
Abitibi-Témiscamingue	8,3*	14,6*	11,3
Côte-Nord et Nord-du-Québec	F	F	10,9*
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	6,9**	11,9*	9,5*
Chaudière-Appalaches	12,1*	15,4*	13,7
Laval	19,4*	24,0*	21,7
Lanaudière	9,9*	12,6*	11,2
Laurentides	10,6*	16,4*	13,5
Montérégie†	12,7	18,6	15,6
Centre-du-Québec	F	14,7**	11,4*
Ensemble du Québec†	**16,6**	**20,3**	**18,4**

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 %; interpréter avec prudence.
** Coefficient de variation entre 25 % et 33 %; estimation imprécise, fournie à titre indicatif seulement.
† : Différence statistiquement significative entre les hommes et les femmes.
Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, compilation spéciale, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

4.2 Nombre de diplômés au baccalauréat

Les données sur le nombre de diplômés au baccalauréat au Québec proviennent des fichiers administratifs du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur. Les bacheliers correspondent aux nouveaux titulaires d'un diplôme d'études universitaires de baccalauréat ayant obtenu leur diplôme au cours de l'année mentionnée. Les bacheliers du baccalauréat professionnel (médecine, art dentaire, etc.) sont inclus dans cet univers. Au moment de rédiger l'étude, la plus récente année disponible est 2013.

Les bacheliers sont classés selon la région administrative de résidence déclarée au moment de leur dernière inscription en formation générale des jeunes (FGJ), c'est-à-dire par l'identification de leur code permanent unique attribué lors de leurs études secondaires. Cette approche est essentielle puisque l'information sur la région de résidence des étudiants inscrits aux études supérieures n'est pas disponible. Pour certains diplômés, on ne peut obtenir d'information sur la région de résidence en FGJ ou sur le lieu d'obtention du diplôme d'études secondaires (dans le cas des étudiants étrangers, par exemple). Par conséquent, ces personnes ont été exclues des statistiques produites pour les régions administratives, ce qui représente au total l'exclusion de 8 101 diplômés au baccalauréat en 2013. Ainsi, parmi les 37 218 personnes ayant obtenu le baccalauréat en 2013, 29 117 bacheliers sont identifiés par leur région de résidence, soit près de 80 %. Par ailleurs, même si l'étudiant était inscrit en FGJ, il est possible que la variable région soit manquante. Les bacheliers qui se retrouvent dans cette situation ont été regroupés dans la catégorie « Région indéterminée ».

Les domaines d'études au baccalauréat se répartissent en quatre catégories : sciences de la santé, sciences pures et appliquées, sciences sociales et humaines et études plurisectorielles. Toutefois, les bacheliers qui ont obtenu deux baccalauréats dans la même année ou encore un baccalauréat acquis par le cumul de certificats sont classés dans la catégorie « Domaine d'études indéterminé ».

Enfin, certaines révisions mineures ont été apportées aux données antérieures. Par conséquent, les données historiques présentées dans cette étude prévalent sur celles diffusées dans les éditions précédentes du *Panorama des régions*.

Évolution du nombre de nouveaux bacheliers au Québec

En 2013, le nombre de nouveaux titulaires d'un diplôme au baccalauréat au Québec est de 29 117. Au cours de la période quinquennale 2008 à 2013, l'effectif des nouveaux bacheliers universitaires est en augmentation pendant les quatre premières années, avant de connaître une diminution de 2,7 % en 2012 (tableau 4.2.1). Or, on constate un rebond important de la diplomation en 2013, puisque le nombre de nouveaux titulaires formés au Québec s'accroît de près de 13 %, soit une importante augmentation de 3 265 diplômés. Il s'agit là d'un accroissement exceptionnel, puisque la variation annuelle moyenne au cours de la période n'est que + 2,4 %. Certaines universités affichent des progressions particulièrement marquées, soit l'Université du Québec à Montréal (+ 33,1 %), l'Université du Québec en Outaouais (+ 36,9 %), l'Université Laval (+ 12,5 %) et l'Université de Montréal (+ 12,3 %) (données non illustrées).

Cette importante augmentation peut être attribuée à deux phénomènes. D'un côté, la réduction d'environ 700 diplômés en 2012 coïncide avec les grèves étudiantes de cette année. Ces événements qui ont affecté le déroulement normal des cours de certaines institutions d'enseignement ont eu pour conséquence, entre autres, de retarder la diplomation de certains étudiants. Or, la hausse de 13 % du nombre de nouveaux diplômés apparaît trop importante pour n'être qu'attribuable à cet événement. En effet, celle-ci semble pour une bonne part imputable à l'accroissement significatif (12 %) du nombre d'inscriptions au baccalauréat entre 2008 et 2011 (donnée non illustrée). Plus fondamentalement, cette hausse des inscriptions peut être reliée au regain des naissances qu'a connu momentanément le Québec au début des années 1990 (Girard, 2015 : 35-36), soit précisément la génération ayant normalement l'âge d'entrée à l'université entre 2009 et 2011.

La grande majorité des nouveaux diplômés en 2013 est composée de femmes (61,4 %) (tableau 4.2.2). Cette présence marquée des femmes tend à se maintenir depuis le début des années 2000 (données non présentées). Après une croissance entre 2008 et 2011, le nombre de bachelières a connu une décroissance de 2,4 % (– 398 diplômées) en 2012. Cette variation a pour effet de ramener le nombre de ces diplômées à un niveau pratiquement équivalent à 2008 (de 15 874 à 16 026). Or, il s'est opéré un rattrapage important à ce chapitre en 2013, le nombre de bachelières augmentant de 11,6 % pour atteindre 17 890. Ce rattrapage se constate d'une manière encore plus prononcée du côté des hommes. Alors que l'on observe une variation négative en moyenne par année de – 0,3 % (de 9 934 à 9 826) au cours de la période 2008-2012, le nombre de nouveaux bacheliers bondit à 11 227 en 2013, ce qui représente un gain de 14,3 % de l'effectif par rapport à 2012.

Contrastes entre les régions de résidence des diplômés

L'augmentation significative du nombre de nouveaux bacheliers en 2013 est attribuable à la hausse des contingents provenant pratiquement de l'ensemble des régions du Québec (tableau 4.2.1). Ce phénomène ne s'est toutefois pas produit d'une manière homogène. Si les pourcentages d'augmentation des nouveaux bacheliers provenant de la Capitale-Nationale (+ 13,5 %) et de Montréal (+ 10,3 %) reflètent celui observé pour l'ensemble du Québec, ceux de l'Outaouais (+ 21,3 %), des Laurentides (+ 19,0 %), de la Montérégie (+ 18,6 %), de Chaudière-Appalaches (+ 16,9 %), de Laval (+ 16,8 %) et de Lanaudière (+ 14,9 %) s'avèrent particulièrement élevés. En contrepartie, les nouveaux bacheliers provenant des autres régions affichent des augmentations se situant dans une fourchette comprise entre 0 % et 10 %[7].

Entre 2008 et 2013, on peut constater des variations annuelles moyennes relativement importantes (de l'ordre de – 2,3 % à + 7,4 %) entre les régions. On dénote en effet une instabilité de l'effectif dans la plupart des régions. Seules les régions de Montréal et de Laval se démarquent au cours de la période par un accroissement continu de leur nombre de nouveaux titulaires d'un baccalauréat. Dans trois régions le nombre de diplômés tend à diminuer entre 2008 à 2013 : le Nord-du-Québec (en moyenne – 2,3 % par année), l'Abitibi-Témiscamingue (– 1,0 %) et la Mauricie (– 0,7 %). Notons que les hommes sont particulièrement touchés au Nord-du-Québec (– 5,0 %[8]) et en Mauricie (– 2,2 %) (tableau 4.2.2). À l'autre bout du spectre, les régions de Laval (+ 7,4 %) et des Laurentides (+ 6,7 %) montrent les croissances annuelles moyennes les plus robustes, une croissance qui se mesure tant du côté des hommes que celui des femmes. Pour sa part, la région de Montréal, qui fournit la plus grande part des diplômés, enregistre une croissance plus modérée (+ 3,0 %).

En 2013, on note que les femmes représentent la majorité des nouveaux titulaires d'un baccalauréat (61,4 % f; 38,6 % h). À l'exception de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (72,8 % f; 27,2 % h), de la Mauricie (66,7 % f; 33,3 % h) et des Laurentides (66,1 % f; 33,9 % h) qui présentent des proportions de femmes diplômées tendant à s'écarter sensiblement de celle de l'ensemble du Québec, les autres régions se retrouvent relativement près de la valeur provinciale.

Les domaines d'études au baccalauréat

Pour l'ensemble du Québec en 2013, près des deux tiers des bacheliers, ou plus précisément 66,0 %, graduent avec un diplôme du domaine des sciences sociales et humaines (figure 4.2.1). Depuis le début de la période étudiée, ce champ d'études est demeuré au premier rang parmi les diplômés. Les diplômés provenant de l'Outaouais et du Nord-du-Québec sont plus nombreux en proportion à avoir reçu une formation à l'intérieur de ce champ d'études, environ 71 % d'entre eux en sont issus. La région de Laval se distingue toutefois avec le plus fort accroissement de nouveaux diplômés dans ce domaine, soit une augmentation de 9,2 % en moyenne annuellement entre 2008 et 2013 (tableau 4.2.3).

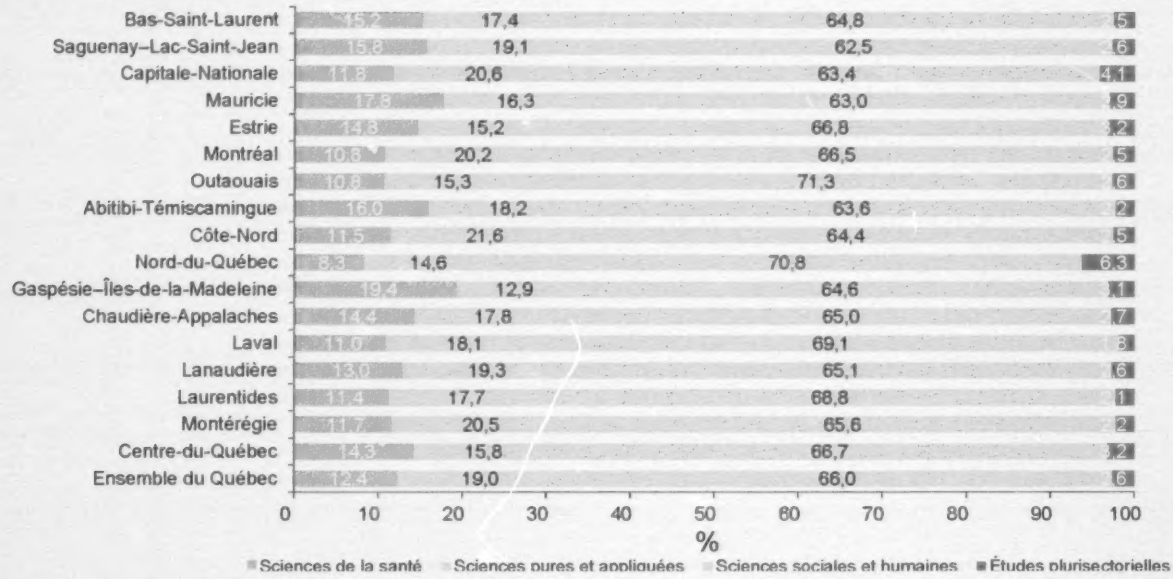
Les diplômés des sciences pures et appliquées constituent le second groupe en importance, représentant 19,0 % de l'ensemble des diplômés. Le poids relatif de ce groupe a connu une augmentation annuelle moyenne de 0,5 % depuis 2008. On remarque peu de disparités entre les profils des diplômés selon leur provenance régionale. Ce domaine d'études semble toutefois relativement moins privilégié par les diplômés de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (12,9 %), du Nord-du-Québec (14,6 %), de

7. À l'exception du Nord-du-Québec qui connaît une diminution marginale de l'effectif (– 2,0 %).
8. Notons que le faible effectif du Nord-du-Québec se traduit par une plus grande volatilité dans les fluctuations annuelles.

l'Estrie (15,2 %), de l'Outaouais (15,3 %) et du Centre-du-Québec (15,8 %). D'autre part, dans le cas des Laurentides, notons que la popularité relative de ce domaine d'études a connu une des plus fortes croissances annuelles moyennes de diplômés au Québec depuis 2008 (+ 5,4 %).

Figure 4.2.1

Proportion de diplômés au baccalauréat selon la région administrative de résidence[1] en formation générale des jeunes (FGJ) et le domaine d'études[2], régions administratives et ensemble du Québec, 2013



1. Pour plus d'information concernant la détermination de la région de résidence, voir l'encadré.
2. Les pourcentages ont été calculés en excluant les diplômes indéterminés.
Source : Ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Les titulaires d'un baccalauréat du domaine des sciences de la santé se retrouvent au troisième rang, 12,4 % des bacheliers du Québec étant issus de ce champ d'études. Par rapport à 2008, ce domaine a gagné en popularité (+ 4,5 points de pourcentage de croissance annuelle moyenne). C'est la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (19,4 %) et la Mauricie (17,8 %) qui affichent les plus forts pourcentages en 2013, alors que les plus faibles pourcentages sont enregistrés au Nord-du-Québec (8,3 %), à Montréal (10,8 %) et en Outaouais (10,8 %). Au cours de la période 2008-2013, les taux d'accroissement annuels moyens les plus forts se constatent en revanche du côté des Laurentides (+ 11,2 %), de Laval (8,3 %) et de l'Estrie (7,8 %).

À l'échelle du Québec, les femmes diplômées sont plus présentes que les hommes dans le domaine des sciences sociales et humaines (70,2 % f; 59,2 % h) ainsi que dans celui de la santé (16,1 % f; 6,5 % h), alors que le champ des sciences pures et appliquées est plus souvent sélectionné par les hommes (10,8 % f; 32,2 % h) (tableau 4.2.4).

Référence

GIRARD, Chantal (2015). « Naissances et fécondité », dans Le bilan démographique du Québec, Institut de la statistique du Québec, 2015, pp. 35-52.

Tableau 4.2.1

Nombre de diplômés au baccalauréat selon la région administrative de résidence[1] en formation générale des jeunes (FGJ), régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2013

Région administrative	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Variation 2013 /2012	TCAM 2013 /2008	Part dans le Québec en 2013
			n					%	
Bas-Saint-Laurent	715	707	740	769	740	768	3,8	1,4	2,6
Saguenay–Lac-Saint-Jean	1 167	1 133	1 193	1 160	1 139	1169	2,6	0,0	4,0
Capitale-Nationale	2 654	2 570	2 422	2 440	2 393	2717	13,5	0,5	9,3
Mauricie	913	904	860	903	875	883	0,9	– 0,7	3,0
Estrie	963	1 013	968	970	963	1057	9,8	1,9	3,6
Montréal	6 403	6 440	6 589	6 698	6 746	7439	10,3	3,0	25,5
Outaouais	746	752	785	764	764	927	21,3	4,4	3,2
Abitibi-Témiscamingue	532	564	557	511	459	506	10,2	– 1,0	1,7
Côte-Nord	268	313	274	286	258	278	7,8	0,7	1,0
Nord-du-Québec	54	65	62	54	49	48	– 2,0	– 2,3	0,2
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	284	267	268	278	278	294	5,8	0,7	1,0
Chaudière-Appalaches	1 594	1 540	1 539	1 489	1 396	1632	16,9	0,5	5,6
Laval	1 242	1 363	1 388	1 503	1 521	1777	16,8	7,4	6,1
Lanaudière	1 195	1 309	1 270	1 329	1 258	1446	14,9	3,9	5,0
Laurentides	1 282	1 362	1 486	1 519	1 492	1775	19,0	6,7	6,1
Montérégie	5 008	4 844	4 970	5 144	4 743	5623	18,6	2,3	19,3
Centre-du-Québec	730	730	703	702	747	747	0,0	0,5	2,6
Région indéterminée	58	51	49	39	31	31	0,0	– 11,8	0,1
Ensemble du Québec	**25 808**	**25 927**	**26 123**	**26 558**	**25 852**	**29 117**	**12,6**	**2,4**	**100**

1. Pour plus d'information concernant la détermination de la région de résidence, voir l'encadré.
Source : Ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Tableau 4.2.2

Nombre de diplômés au baccalauréat selon la région administrative de résidence[1] en formation générale des jeunes (FGJ) et selon le sexe, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2013

Région administrative	Hommes						
	2008	2011	2012	2013	Variation 2013/2012	TCAM 2013/2008	Part des hommes diplômés dans la région en 2013
	n				%		
Bas-Saint-Laurent	244	248	245	279	13,9	2,7	36,3
Saguenay–Lac-Saint-Jean	411	433	422	452	7,1	1,9	38,7
Capitale-Nationale	1 038	938	949	1093	15,2	1,0	40,2
Mauricie	328	317	330	294	– 10,9	– 2,2	33,3
Estrie	346	362	373	419	12,3	3,9	39,6
Montréal	2 724	2 790	2735	3113	13,8	2,7	41,8
Outaouais	260	284	252	335	32,9	5,2	36,1
Abitibi-Témiscamingue	165	168	135	183	35,6	2,1	36,2
Côte-Nord	98	102	71	98	38,0	0,0	35,3
Nord-du-Québec	22	13	10	17	70,0	– 5,0	35,4
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	94	79	85	80	– 5,9	– 3,2	27,2
Chaudière-Appalaches	580	565	534	615	15,2	1,2	37,7
Laval	514	588	607	678	11,7	5,7	38,2
Lanaudière	439	460	450	533	18,4	4,0	36,9
Laurentides	449	543	546	601	10,1	6,0	33,9
Montérégie	1 927	1 995	1797	2127	18,4	2,0	37,8
Centre-du-Québec	267	233	272	297	9,2	2,2	39,8
Région indéterminée	28	16	13	13	...	...	...
Ensemble du Québec	**9 934**	**10 134**	**9 826**	**11 227**	**14,3**	**2,5**	**38,6**

Région administrative	Femmes						
	2008	2011	2012	2013	Variation 2013/2012	TCAM 2013/2008	Part des femmes diplômées dans la région en 2013
	n				%		
Bas-Saint-Laurent	471	521	495	489	– 1,2	0,8	63,7
Saguenay–Lac-Saint-Jean	756	727	717	717	0,0	– 1,1	61,3
Capitale-Nationale	1 616	1 502	1 444	1624	12,5	0,1	59,8
Mauricie	585	586	545	589	8,1	0,1	66,7
Estrie	617	608	590	638	8,1	0,7	60,4
Montréal	3 679	3 908	4 011	4326	7,9	3,3	58,2
Outaouais	486	480	512	592	15,6	4,0	63,9
Abitibi-Témiscamingue	367	343	324	323	– 0,3	– 2,5	63,8
Côte-Nord	170	184	187	180	– 3,7	1,1	64,7
Nord-du-Québec	32	41	39	31	– 20,5	– 0,6	64,6
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	190	199	193	214	10,9	2,4	72,8
Chaudière-Appalaches	1 014	924	862	1017	18,0	0,1	62,3
Laval	728	915	914	1099	20,2	8,6	61,8
Lanaudière	756	869	808	913	13,0	3,8	63,1
Laurentides	833	976	946	1174	24,1	7,1	66,1
Montérégie	3 081	3 149	2 946	3496	18,7	2,6	62,2
Centre-du-Québec	463	469	475	450	– 5,3	– 0,6	60,2
Région indéterminée	30	23	18	18	...	...	...
Ensemble du Québec	**15 874**	**16 424**	**16 026**	**17 890**	**11,6**	**2,4**	**61,4**

1. Pour plus d'information concernant la détermination de la région de résidence, voir l'encadré.
Source : Ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Tableau 4.2.3

Nombre de diplômés au baccalauréat selon la région administrative de résidence[1] en formation générale des jeunes (FGJ) et le domaine d'études, régions administratives et ensemble du Québec, 2008-2013

Région administrative	Sciences de la santé			Sciences pures et appliquées		
	2013	Variation 2013/2012	TCAM 2013/2008	2013	Variation 2013/2012	TCAM 2013/2008
	n	%		n	%	
Bas-Saint-Laurent	117	– 13,3	0,5	134	3,1	2,4
Saguenay–Lac-Saint-Jean	185	– 0,5	0,0	223	– 1,8	– 0,4
Capitale-Nationale	321	– 3,3	0,6	560	16,9	– 1,3
Mauricie	157	– 7,6	– 0,6	144	3,6	– 2,4
Estrie	156	59,2	7,8	161	– 9,0	– 3,1
Montréal	801	– 5,0	6,5	1 501	11,8	1,6
Outaouais	100	22,0	7,1	142	18,3	4,9
Abitibi-Témiscamingue	81	22,7	4,5	92	50,8	– 1,5
Côte-Nord	32	– 23,8	– 1,2	60	57,9	4,1
Nord-du-Québec	–	...	...	7	– 12,5	– 4,9
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	57	39,0	3,9	38	– 7,3	– 6,4
Chaudière-Appalaches	235	13,5	1,1	290	16,9	– 2,9
Laval	195	4,3	8,3	321	8,4	2,4
Lanaudière	187	17,6	5,7	278	21,9	4,3
Laurentides	202	21,7	11,2	313	22,3	5,4
Montérégie	656	27,6	6,4	1 149	22,9	0,0
Centre-du-Québec	107	13,8	2,0	118	– 13,2	– 3,9
Région indéterminée	–	...	...	–	...	...
Ensemble du Québec	**3 597**	**8,0**	**4,5**	**5 534**	**13,8**	**0,5**

Région administrative	Sciences sociales et humaines			Études plurisectorielles		
	2013	Variation 2013/2012	TCAM 2013/2008	2013	Variation 2013/2012	TCAM 2013/2008
	n	%		n	%	
Bas-Saint-Laurent	498	9,5	1,6	19	– 5,0	– 2,0
Saguenay–Lac-Saint-Jean	730	3,8	0,1	30	30,4	0,7
Capitale-Nationale	1 721	16,8	1,2	112	5,7	– 2,5
Mauricie	556	1,8	0,0	26	62,5	– 4,7
Estrie	706	6,2	2,6	34	70,0	– 6,3
Montréal	4 933	13,5	3,1	182	– 5,7	– 1,7
Outaouais	661	23,6	3,9	24	– 11,1	5,9
Abitibi-Témiscamingue	322	0,9	– 1,6	11	– 15,4	– 10,4
Côte-Nord	179	9,8	1,0	7	– 53,3	– 14,1
Nord-du-Québec	34	13,3	0,6	–	...	...
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	190	1,1	1,3	9	12,5	8,4
Chaudière-Appalaches	1 058	18,7	1,4	44	– 12,0	– 2,1
Laval	1 227	22,5	9,2	32	0,0	– 1,2
Lanaudière	940	13,8	3,3	38	– 13,6	5,6
Laurentides	1 220	20,2	6,7	38	– 22,4	0,0
Montérégie	3 682	16,7	2,7	124	– 0,8	– 4,4
Centre-du-Québec	498	0,2	1,5	24	26,3	– 1,6
Région indéterminée	20	...	...	–	...	...
Ensemble du Québec	**19 175**	**13,9**	**2,8**	**760**	**– 0,9**	**– 2,2**

1. Pour plus d'information concernant la détermination de la région de résidence, voir l'encadré.
Source : Ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Tableau 4.2.4

Proportion de diplômés au baccalauréat selon la région administrative de résidence[1] en formation générale des jeunes (FGJ), le sexe et le domaine d'études[2], régions administratives et ensemble du Québec, 2013

	Hommes - Domaines d'études					Femmes - Domaines d'études				
	Sciences de la santé	Sciences pures et appliquées	Sciences sociales et humaines	Études plurisecto-rielles	Total	Sciences de la santé	Sciences pures et appliquées	Sciences sociales et humaines	Études plurisecto-rielles	Total
	%									
Bas-Saint-Laurent	8,2	32,3	57,7	1,8	100,0	19,2	9,0	68,9	2,9	100,0
Saguenay–Lac-Saint-Jean	9,3	37,3	50,8	2,7	100,0	19,9	7,7	69,9	2,5	100,0
Capitale-Nationale	5,2	34,0	57,3	3,5	100,0	16,3	11,6	67,6	4,6	100,0
Mauricie	7,1	32,0	59,5	—	100,0	23,1	8,5	64,7	3,7	100,0
Estrie	8,4	26,5	62,3	2,9	100,0	19,0	7,8	69,7	3,4	100,0
Montréal	7,0	31,1	60,2	1,7	100,0	13,5	12,4	71,1	3,0	100,0
Outaouais	5,7	27,8	64,5	2,1	100,0	13,7	8,3	75,2	2,9	100,0
Abitibi-Témiscamingue	6,0	29,5	61,2	3,3	100,0	21,7	11,8	65,0	1,5	100,0
Côte-Nord	7,1	39,8	51,0	—	100,0	13,9	11,7	71,7	2,8	100,0
Nord-du-Québec	—	—	70,6	—	100,0	—	—	71,0	—	100,0
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	6,3	33,8	56,3	—	100,0	24,3	5,1	67,8	2,8	100,0
Chaudière-Appalaches	7,0	30,4	59,2	2,8	100,0	18,9	10,1	68,2	2,7	100,0
Laval	5,5	32,7	60,2	1,6	100,0	14,4	9,0	74,7	1,9	100,0
Lanaudière	5,6	33,4	58,9	2,1	100,0	17,3	11,0	68,8	3,0	100,0
Laurentides	5,5	31,3	61,4	1,8	100,0	14,4	10,7	72,6	2,3	100,0
Montérégie	5,9	33,9	58,0	1,9	100,0	15,2	12,2	70,2	2,4	100,0
Centre-du-Québec	6,4	29,6	61,6	2,4	100,0	19,6	6,7	70,0	3,8	100,0
Région indéterminée	—	—	46,2	—	100,0	—	—	77,8	—	100,0
Ensemble du Québec	**6,5**	**32,2**	**59,2**	**2,2**	**100,0**	**16,1**	**10,8**	**70,2**	**2,9**	**100,0**

1. Pour plus d'information concernant la détermination de la région de résidence, voir l'encadré.
2. Les pourcentages ont été calculés en excluant les diplômes indéterminés.
Source : Ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

5. Marché du travail

par Julie Rabemananjara[1], Direction des statistiques du travail et de la rémunération

Note méthodologique

Les données présentées dans cette section sont des estimations tirées de l'*Enquête sur la population active* (EPA), de Statistique Canada, et fondées sur un échantillon. Les estimations régionales sont sujettes à une plus grande variabilité que les tendances observées sur des territoires plus grands (provincial, national). En outre, les estimations se caractérisent également par une variabilité d'autant plus importante lorsqu'elles sont ventilées selon le sexe, l'âge, les industries, etc. Pour plus d'information, se référer à la publication *Guide de l'Enquête sur la population active* (numéro au catalogue 71-543-G, section 7 : *Qualité des données*).

Pour les données de l'emploi selon le sexe, le groupe d'âge et le secteur d'activité, des coefficients de variation (CV) approximatifs ont été produits à partir du modèle présenté par Statistique Canada dans le *Guide de l'Enquête sur la population active*. L'approche utilisée étant prudente, les CV calculés tendent à être surestimés. Pour les autres données, les CV fournis par Statistique Canada ont été utilisés. Des tests statistiques ont été réalisés avec un niveau de confiance de 95 %, afin de vérifier si les différences étaient significatives. Seules les variations statistiquement significatives sont présentées dans l'analyse.

Il est à noter que les données régionales de l'EPA portent sur le lieu de résidence des personnes en emploi et non pas sur le lieu de travail.

Depuis janvier 2016, les estimations par industrie sont basées sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) de 2012, qui remplace le SCIAN de 2007.

Cette section présente le portrait du marché du travail dans l'ensemble du Québec et dans les différentes régions administratives pour la période 2005-2015.

Emploi au Québec

En 2015, le nombre d'emplois atteint 4 097 000 au Québec, soit une hausse de 37 000 (+ 0,9 %) par rapport à 2014. Une croissance de l'emploi s'observe chez les hommes (+ 30 500) ainsi que chez les travailleurs de 30 ans et plus (+ 34 900). En ce qui concerne le régime de travail, l'emploi à temps plein (+ 45 000) augmente, alors que celui à temps partiel varie peu. En 2015, l'emploi progresse dans le secteur des services (+ 63 100), mais se replie dans le secteur des biens (– 25 800). Le taux d'emploi se fixe à 59,9 %.

De 2005 à 2015, on dénombre environ 392 000 emplois (+ 10,6 %) de plus au Québec. Cette hausse se partage entre les hommes (+ 164 200) et les femmes (+ 277 300) et touche aussi bien l'emploi à temps plein (+ 258 000) que celui à temps partiel (+ 133 500). Les gains d'emplois se concentrent surtout chez les 30 ans et plus (+ 366 300). L'emploi s'accroît dans le secteur des services (+ 480 300), mais se replie dans celui des biens (– 88 800). Au cours des dix dernières années, le taux de chômage a diminué de 0,6 point, pour se fixer à 7,6 % en 2015.

Emploi dans les régions administratives

De 2014 à 2015, les régions du Québec enregistrent une variation du nombre d'emplois se situant entre – 17 800 et + 21 700, mais ces variations ne sont pas toutes statistiquement significatives.

1. Avec la collaboration de Marc-André Demers.

Au cours de la période 2005 à 2015, l'emploi connaît une hausse statistiquement significative dans dix régions, soit celles de Chaudière-Appalaches, l'Estrie, Lanaudière, les Laurentides, l'Outaouais, Montréal, la Montérégie, Laval, la Capitale-Nationale et l'Abitibi-Témiscamingue. Par ailleurs, il a peu changé dans le Bas-Saint-Laurent, la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, le Centre-du-Québec, la Mauricie, le Saguenay–Lac-Saint-Jean ainsi que la Côte-Nord et le Nord-du-Québec.

Analyse des régions

En 2015, on dénombre environ 776 000 emplois en Montérégie. De 2005 à 2015, cette région se distingue avec une augmentation d'environ 96 000 emplois. Durant cette période, l'emploi à temps plein (+ 76 200) tout comme celui à temps partiel (+ 20 000) est en hausse. Les hommes (+ 35 000) de même que les femmes (+ 61 200) affichent une croissance de l'emploi. Les gains d'emplois se concentrent surtout chez les 30 ans et plus (+ 73 200). En outre, ils touchent exclusivement le secteur des services (+ 113 700). Le taux de chômage s'élève à 5,9 % en 2015, alors que le taux d'emploi se fixe à 62,0 %.

La région de Montréal compte 969 000 emplois en 2015. Au cours de la période 2005-2015, l'emploi y augmente d'environ 58 700. Cette hausse touche surtout l'emploi à temps partiel (+ 36 500), les hommes (+ 36 100) et les travailleurs de 30 ans et plus (+ 57 900). Le secteur des services voit l'emploi croître de près de 93 300, alors que celui des biens subit des pertes d'emplois d'environ 35 000. En 2015, le taux de chômage de Montréal s'élève à 10,5 %, tandis que son taux d'emploi atteint 58,2 %.

En 2015, le nombre d'emplois dans la région des Laurentides s'élève à près de 312 000. Sur la période de 2005 à 2015, cette région enregistre une croissance de 58 000 emplois. Les gains d'emplois se partagent entre le temps plein (+ 34 000) et le temps partiel (+ 23 900), et se répartissent entre les hommes (+ 23 300) et les femmes (+ 34 700). Les personnes de 30 ans et plus (+ 54 200) et le secteur des services (+ 55 800) bénéficient de la croissance de l'emploi. En 2015, le taux de chômage se fixe à 6,1 %, alors que le taux d'emploi s'établit à 63,3 %.

L'emploi dans la région de la Capitale-Nationale dépasse la barre de 400 000 en 2015. Au cours des dix dernières années, cette région a connu une croissance de près de 57 000 emplois. Cette progression touche l'emploi à temps plein (+ 38 800) tout comme celui à temps partiel (+ 17 700). Elle profite aussi bien aux hommes (+ 23 600) qu'aux femmes (+ 33 000). Elle se manifeste chez les travailleurs de 30 ans et plus (+ 52 700), et elle touche seulement le secteur des services (+ 56 600). Le taux de chômage et le taux d'emploi de la région se fixent respectivement à 4,7 % et à 65,0 % en 2015.

Le nombre d'emplois en Outaouais atteint la barre de 200 000 en 2015. Par rapport à 2005, il augmente d'environ 26 000. Cette hausse s'observe surtout dans l'emploi à temps plein (+ 20 700) et dans le secteur des services (+ 24 800). Elle se partage entre les hommes (+ 14 200) et les femmes (+ 11 800), et se concentre chez les travailleurs de 30 ans et plus (+ 18 700). Le taux de chômage de l'Outaouais se fixe à 7,4 % en 2015. Quant au taux d'emploi, il s'établit à 62,9 %.

La région de Lanaudière compte près de 255 000 emplois en 2015. Par rapport à 2005, la hausse de l'emploi s'élève à environ 37 000. L'emploi à temps plein (+ 26 800) tout comme celui à temps partiel (+ 10 300) augmentent. Cette croissance se concentre notamment chez les travailleurs de 30 ans et plus (+ 36 700) et chez les femmes (+ 22 200). L'emploi croît dans le secteur des services (+ 48 000), mais se replie dans celui des biens (– 10 900). Le taux d'emploi et le taux de chômage s'élèvent respectivement à 62,0 % et 8,4 % en 2015.

En 2015, il y a environ 210 000 emplois à Laval. Sur la période de 2005 à 2015, cette région présente une progression de 28 000 emplois. La croissance s'observe chez les hommes (+ 17 300), chez les personnes de 30 ans et plus (+ 27 700), chez les travailleurs à temps plein (+ 22 800) ainsi que dans le secteur des services (+ 24 900). L'emploi y a peu changé chez les femmes, chez les personnes de moins de 30 ans, chez les travailleurs à temps partiel et dans le secteur des biens. En 2015, le taux de chômage se fixe à 8,0 %, alors que le taux d'emploi s'établit à 59,5 %.

Le nombre d'emplois en Estrie s'élève à près de 154 000 en 2015. Par rapport à 2005, l'emploi augmente de 7 800. Cette hausse se concentre chez les personnes de 30 ans et plus (+ 9 800). L'emploi progresse dans le secteur des services (+ 15 200), mais recule dans celui des biens (– 7 400). Le taux de chômage de l'Estrie se fixe à 6,5 % en 2015. Quant au taux d'emploi, il est de 57,1 %.

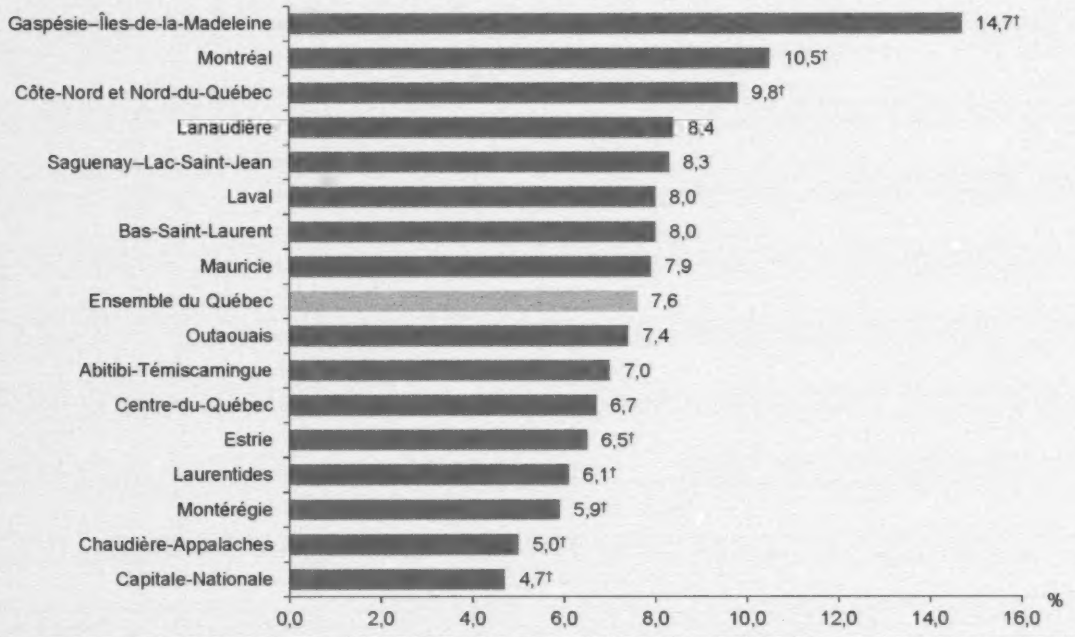
En 2015, on dénombre environ 71 000 emplois en Abitibi-Témiscamingue. Au cours des dix dernières années, l'emploi dans cette région augmente d'un peu plus de 6 000. Durant cette période, la croissance de l'emploi touche les femmes (+ 4 300), les travailleurs à temps partiel (+ 2 300), ainsi que le secteur des services (+ 5 900). Le taux de chômage s'élève à 7,0 % en 2015, alors que le taux d'emploi se fixe à 58,6 %.

En 2015, il y a près de 219 000 emplois dans la région de Chaudière-Appalaches. Sur la période de 2005 à 2015, elle présente une croissance d'un peu plus de 12 000 emplois. Les femmes (+ 13 100) et les personnes de 30 ans et plus (+ 19 400) connaissent une hausse de l'emploi. L'emploi à temps partiel augmente (+ 6 400); il en est de même pour le secteur des services (+ 19 500). En 2015, le taux de chômage est de 5,0 %, alors que le taux d'emploi s'établit à 62,6 %.

Taux de chômage dans les régions administratives

En 2015, le taux de chômage des régions du Québec varie entre 4,7 % et 14,7 %. Les régions de la Capitale-Nationale (4,7 %), Chaudière-Appalaches (5,0 %), la Montérégie (5,9 %), les Laurentides (6,1 %) et l'Estrie (6,5 %) enregistrent un taux significativement plus bas que l'ensemble du Québec (7,6 %). À l'opposé, celles de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec (9,8 %), Montréal (10,5 %) ainsi que la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (14,7 %) affichent un taux plus élevé que le Québec.

Figure 5.1
Taux de chômage, régions administratives et ensemble du Québec, 2015

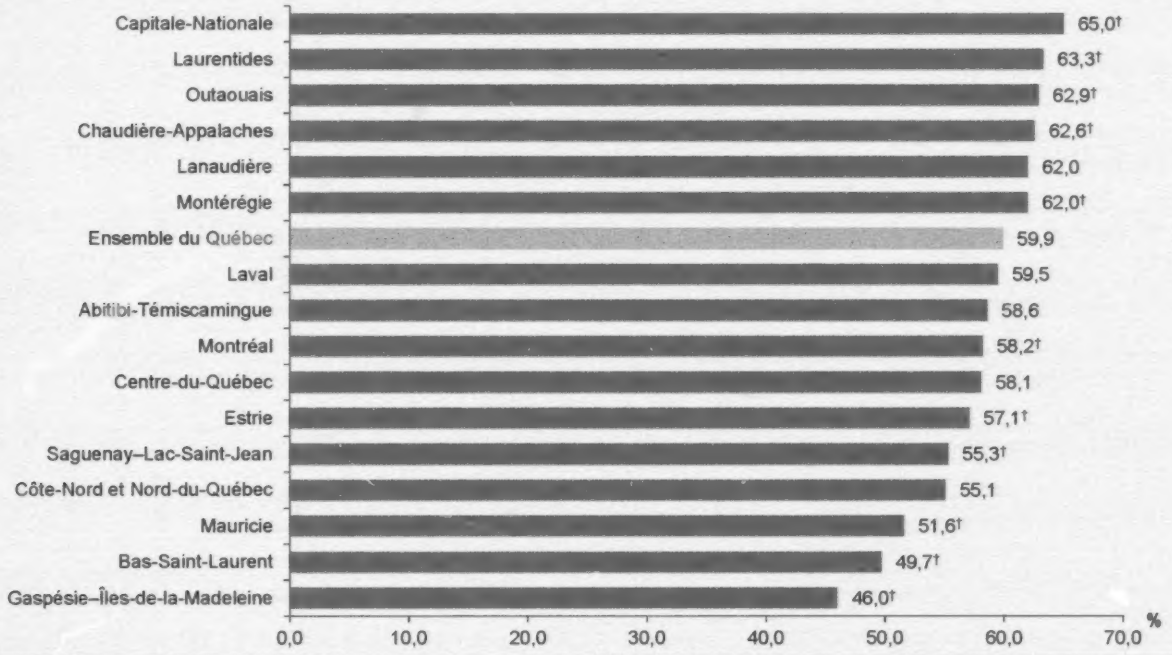


† : Différence statistiquement significative au seuil de 5 % entre la région et l'ensemble du Québec.
Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2015, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Taux d'emploi dans les régions administratives

En 2015, le taux d'emploi des régions du Québec varie entre 46,0 % et 65,0 %. Six régions présentent un taux inférieur à celui de l'ensemble du Québec (59,9 %). Il s'agit de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (46,0 %), du Bas-Saint-Laurent (49,7 %), de la Mauricie (51,6 %), du Saguenay–Lac-Saint-Jean (55,3 %), de l'Estrie (57,1 %) ainsi que de Montréal (58,2 %). À l'opposé, les cinq régions suivantes ont un taux d'emploi significativement supérieur à celui du Québec : Montérégie (62,0 %), Chaudière-Appalaches (62,6 %), Outaouais (62,9 %), Laurentides (63,3 %) et Capitale-Nationale (65,0 %).

Figure 5.2
Taux d'emploi, régions administratives et ensemble du Québec, 2015



† : Différence statistiquement significative au seuil de 5 % entre la région et l'ensemble du Québec.
Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2015, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 5.1

Emploi selon le régime de travail, régions administratives et ensemble du Québec, 2005-2015

Région administrative	2005	2013	2014	2015	Part du temps partiel en 2015	2015-2014		2015-2005	
						Écart	Variation	Écart	Variation
		k			%	k	%	k	%
Bas-Saint-Laurent	90,7	88,9	85,1	84,5		– 0,6	– 0,7	– 6,2	– 6,8
Temps plein	75,7	71,9	67,7	69,2		1,5	2,2	– 6,5	– 8,6
Temps partiel	15,0	17,0	17,4	15,3	18,1	– 2,1	– 12,1	0,3	2,0
Saguenay–Lac-Saint-Jean	120,2	128,0	127,0	128,3		1,3	1,0	8,1	6,7
Temps plein	96,2	101,6	99,4	104,2		4,8	4,8	8,0	8,3†
Temps partiel	24,0	26,4	27,6	24,2	18,8	– 3,4	– 12,3†	0,2	0,8
Capitale-Nationale	344,3	386,8	388,7	400,9		12,2	3,1	56,6	16,4†
Temps plein	280,5	315,0	310,3	319,3		9,0	2,9	38,8	13,8†
Temps partiel	63,8	71,9	78,4	81,5	20,3	3,1	4,0	17,7	27,7†
Mauricie	116,4	109,3	114,9	116,4		1,5	1,3	0,0	0,0
Temps plein	92,5	85,6	88,0	93,1		5,1	5,8	0,6	0,6
Temps partiel	23,9	23,8	26,9	23,3	20,0	– 3,6	– 13,4	– 0,6	– 2,5
Estrie	145,9	155,5	155,8	153,7		– 2,1	– 1,3	7,8	5,3†
Temps plein	115,7	122,8	120,1	121,2		1,1	0,9	5,5	4,8
Temps partiel	30,2	32,7	35,7	32,5	21,1	– 3,2	– 9,0	2,3	7,6
Montréal	910,3	963,3	947,3	969,0		21,7	2,3	58,7	6,4†
Temps plein	748,5	763,9	745,6	770,7		25,1	3,4	22,2	3,0
Temps partiel	161,8	199,4	201,7	198,3	20,5	– 3,4	– 1,7	36,5	22,6†
Outaouais	174,1	192,7	192,6	200,2		7,6	3,9	26,1	15,0†
Temps plein	145,2	159,3	160,2	165,9		5,7	3,6	20,7	14,3†
Temps partiel	28,9	33,4	32,4	34,3	17,1	1,9	5,9	5,4	18,7†
Abitibi-Témiscamingue	64,4	74,7	74,7	70,6		– 4,1	– 5,5	6,2	9,6†
Temps plein	54,4	59,4	61,5	58,3		– 3,2	– 5,2	3,9	7,2
Temps partiel	10,0	15,3	13,2	12,3	17,4	– 0,9	– 6,8	2,3	23,0†
Côte-Nord et Nord-du-Québec	54,0	53,0	48,9	50,6		1,7	3,5	– 3,4	– 6,3
Temps plein	46,2	44,3	40,6	42,0		1,4	3,4	– 4,2	– 9,1
Temps partiel	7,7	8,6	8,3	8,6	17,0	0,3	3,6	0,9	11,7
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	32,9	36,2	37,4	35,9		– 1,5	– 4,0	3,0	9,1
Temps plein	26,7	29,3	30,3	30,2		– 0,1	– 0,3	3,5	13,1†
Temps partiel	6,2	6,9	7,1	5,8	16,1	– 1,3	– 18,3†	– 0,4	– 6,5
Chaudière-Appalaches	206,2	218,8	223,4	218,7		– 4,7	– 2,1	12,5	6,1†
Temps plein	169,5	181,9	178,7	175,5		– 3,2	– 1,8	6,0	3,5
Temps partiel	36,8	36,9	44,7	43,2	19,8	– 1,5	– 3,4	6,4	17,4†
Laval	181,1	221,0	226,9	209,1		– 17,8	– 7,8†	28,0	15,5†
Temps plein	145,2	175,2	176,3	168,0		– 8,3	– 4,7	22,8	15,7†
Temps partiel	35,8	45,8	50,6	41,1	19,7	– 9,5	– 18,8†	5,3	14,8
Lanaudière	217,8	245,2	245,9	254,9		9,0	3,7	37,1	17,0†
Temps plein	176,8	205,3	200,6	203,6		3,0	1,5	26,8	15,2†
Temps partiel	41,0	39,9	45,3	51,3	20,1	6,0	13,2	10,3	25,1†
Laurentides	253,8	307,1	295,2	311,8		16,6	5,6	58,0	22,9†
Temps plein	210,8	244,8	240,7	244,8		4,1	1,7	34,0	16,1†
Temps partiel	43,0	62,3	54,5	66,9	21,5	12,4	22,8†	23,9	55,6†
Montérégie	680,0	768,7	784,8	776,1		– 8,7	– 1,1	96,1	14,1†
Temps plein	554,5	630,8	635,4	630,7		– 4,7	– 0,7	76,2	13,7†
Temps partiel	125,5	137,9	149,4	145,5	18,7	– 3,9	– 2,6	20,0	15,9†
Centre-du-Québec	113,2	111,6	111,2	116,4		5,2	4,7	3,2	2,8
Temps plein	93,9	86,8	90,0	93,8		3,8	4,2	– 0,1	– 0,1
Temps partiel	19,3	24,8	21,2	22,7	19,5	1,5	7,1	3,4	17,6
Ensemble du Québec	**3 705,5**	**4 060,8**	**4 059,7**	**4 097,0**		**37,3**	**0,9†**	**391,5**	**10,6†**
Temps plein	**3 032,3**	**3 277,8**	**3 245,3**	**3 290,3**		**45,0**	**1,4†**	**258,0**	**8,5†**
Temps partiel	**673,2**	**783,0**	**814,4**	**806,7**	**19,7**	**– 7,7**	**– 0,9**	**133,5**	**19,8†**

† : Différence statistiquement significative au seuil de 5 %.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2015, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 5.2

Emploi selon le sexe, régions administratives et ensemble du Québec, 2005-2015

Région administrative	2005	2013	2014	2015	Part des femmes en 2015	2015-2014		2015-2005	
						Écart	Variation	Écart	Variation
		k			%	k	%	k	%
Bas-Saint-Laurent	90,7	88,9	85,1	84,5		– 0,6	– 0,7	– 6,2	– 6,8
Hommes	47,7	46,2	42,4	41,9		– 0,5	– 1,2	– 5,8	– 12,2
Femmes	42,9	42,7	42,7	42,7	50,5	0,0	0,0	– 0,2	– 0,5
Saguenay–Lac-Saint-Jean	120,2	128,0	127,0	128,3		1,3	1,0	8,1	6,7†
Hommes	65,7	67,5	68,5	68,8		0,3	0,4	3,1	4,7
Femmes	54,5	60,5	58,6	59,6	46,5	1,0	1,7	5,1	9,4
Capitale-Nationale	344,3	386,8	388,7	400,9		12,2	3,1	56,6	16,4†
Hommes	176,9	201,2	196,6	200,5		3,9	2,0	23,6	13,3†
Femmes	167,4	185,7	192,1	200,4	50,0	8,3	4,3	33,0	19,7†
Mauricie	116,4	109,3	114,9	116,4		1,5	1,3	0,0	0,0
Hommes	61,8	56,7	59,9	63,0		3,1	5,2	1,2	1,9
Femmes	54,7	52,6	54,9	53,4	45,9	– 1,5	– 2,7	– 1,3	– 2,4
Estrie	145,9	155,5	155,8	153,7		– 2,1	– 1,3	7,8	5,3
Hommes	77,4	82,1	77,5	79,3		1,8	2,3	1,9	2,5
Femmes	68,6	73,4	78,3	74,4	48,4	– 3,9	– 5,0	5,8	8,5
Montréal	910,3	963,3	947,3	969,0		21,7	2,3	58,7	6,4†
Hommes	482,4	507,4	495,5	518,5		23,0	4,6	36,1	7,5†
Femmes	427,9	455,9	451,8	450,5	46,5	– 1,3	– 0,3	22,6	5,3
Outaouais	174,1	192,7	192,6	200,2		7,6	3,9	26,1	15,0†
Hommes	88,4	99,2	99,2	102,6		3,4	3,4	14,2	16,1†
Femmes	85,7	93,5	93,4	97,5	48,7	4,1	4,4	11,8	13,8†
Abitibi-Témiscamingue	64,4	74,7	74,7	70,6		– 4,1	– 5,5	6,2	9,6†
Hommes	35,5	40,3	40,3	37,4		– 2,9	– 7,2	1,9	5,4
Femmes	28,9	34,4	34,4	33,2	47,0	– 1,2	– 3,5	4,3	14,9†
Côte-Nord et Nord-du-Québec	54,0	53,0	48,9	50,6		1,7	3,5	– 3,4	– 6,3
Hommes	30,4	28,4	25,4	26,5		1,1	4,3	– 3,9	– 12,8
Femmes	23,5	24,6	23,6	24,1	47,6	0,5	2,1	0,6	2,6
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	32,9	36,2	37,4	35,9		– 1,5	– 4,0	3,0	9,1
Hommes	15,9	17,7	17,9	17,5		– 0,4	– 2,2	1,6	10,1
Femmes	17,0	18,5	19,5	18,5	51,5	– 1,0	– 5,1	1,5	8,8
Chaudière-Appalaches	206,2	218,8	223,4	218,7		– 4,7	– 2,1	12,5	6,1
Hommes	114,9	115,4	116,1	114,3		– 1,8	– 1,6	– 0,6	– 0,5
Femmes	91,3	103,4	107,2	104,4	47,7	– 2,8	– 2,6	13,1	14,3†
Laval	181,1	221,0	226,9	209,1		– 17,8	– 7,8	28,0	15,5†
Hommes	94,5	115,1	113,5	111,8		– 1,7	– 1,5	17,3	18,3†
Femmes	86,6	105,9	113,4	97,3	46,5	– 16,1	– 14,2	10,7	12,4
Lanaudière	217,8	245,2	245,9	254,9		9,0	3,7	37,1	17,0†
Hommes	118,4	129,3	129,5	133,3		3,8	2,9	14,9	12,6
Femmes	99,4	115,9	116,5	121,6	47,7	5,1	4,4	22,2	22,3†
Laurentides	253,8	307,1	295,2	311,8		16,6	5,6	58,0	22,9†
Hommes	136,2	157,2	160,3	159,5		– 0,8	– 0,5	23,3	17,1†
Femmes	117,6	149,9	134,9	152,3	48,8	17,4	12,9	34,7	29,5†
Montérégie	680,0	768,7	784,8	776,1		– 8,7	– 1,1	96,1	14,1†
Hommes	364,8	397,9	403,5	399,8		– 3,7	– 0,9	35,0	9,6†
Femmes	315,2	370,8	381,3	376,4	48,5	– 4,9	– 1,3	61,2	19,4†
Centre-du-Québec	113,2	111,6	111,2	116,4		5,2	4,7	3,2	2,8
Hommes	61,7	61,1	60,2	62,5		2,3	3,8	0,8	1,3
Femmes	51,6	50,5	51,0	54,0	46,4	3,0	5,9	2,4	4,7
Ensemble du Québec	**3 705,5**	**4 060,8**	**4 059,7**	**4 097,0**		**37,3**	**0,9†**	**391,5**	**10,6†**
Hommes	**1 972,6**	**2 122,7**	**2 106,3**	**2 136,8**		**30,5**	**1,4†**	**164,2**	**8,3†**
Femmes	**1 732,9**	**1 938,0**	**1 953,5**	**1 960,2**	**47,8**	**6,7**	**0,3**	**227,3**	**13,1†**

† : Différence statistiquement significative au seuil de 5 %.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2015, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 5.3

Emploi selon le groupe d'âge, régions administratives et ensemble du Québec, 2005-2015

Région administrative	2005	2013	2014	2015	Part des 15-29 ans en 2015	2015-2014		2015-2005	
						Écart	Variation	Écart	Variation
	k				%	k	%	k	%
Bas-Saint-Laurent	90,7	88,9	85,1	84,5					
15-29 ans	21,1	17,6	18,2	18,6	22,0	0,4	2,2	– 2,5	– 11,8
30 ans et +	69,6	71,3	66,9	65,9		– 1,0	– 1,5	– 3,7	– 5,3
Saguenay–Lac-Saint-Jean	120,2	128,0	127,0	128,3					
15-29 ans	29,8	31,7	31,8	28,0	21,8	– 3,8	– 11,9	– 1,8	– 6,0
30 ans et +	90,4	96,3	95,2	100,3		5,1	5,4	9,9	11,0†
Capitale-Nationale	344,3	386,8	388,7	400,9					
15-29 ans	96,6	95,2	102,1	100,5	25,1	– 1,6	– 1,6	3,9	4,0
30 ans et +	247,7	291,6	286,6	300,4		13,8	4,8	52,7	21,3†
Mauricie	116,4	109,3	114,9	116,4					
15-29 ans	27,7	23,8	25,8	27,8	23,9	2,0	7,8	0,1	0,4
30 ans et +	88,7	85,5	89,1	88,6		– 0,5	– 0,6	– 0,1	– 0,1
Estrie	145,9	155,5	155,8	153,7					
15-29 ans	36,5	37,8	37,2	34,5	22,4	– 2,7	– 7,3	– 2,0	– 5,5
30 ans et +	109,4	117,7	118,6	119,2		0,6	0,5	9,8	9,0†
Montréal	910,3	963,3	947,3	969,0					
15-29 ans	248,3	257,5	252,3	249,1	25,7	– 3,2	– 1,3	0,8	0,3
30 ans et +	662,0	705,8	695,0	719,9		24,9	3,6	57,9	8,7†
Outaouais	174,1	192,7	192,6	200,2					
15-29 ans	45,1	45,1	43,3	52,5	26,2	9,2	21,2†	7,4	16,4†
30 ans et +	129,0	147,6	149,3	147,7		– 1,6	– 1,1	18,7	14,5†
Abitibi-Témiscamingue	64,4	74,7	74,7	70,6					
15-29 ans	14,2	18,7	17,9	17,0	24,1	– 0,9	– 5,0	2,8	19,7
30 ans et +	50,2	56,0	56,8	53,6		– 3,2	– 5,6	3,4	6,8
Côte-Nord et Nord-du-Québec	54,0	53,0	48,9	50,6					
15-29 ans	11,6	13,1	10,8	11,7	23,1	0,9	8,3	0,1	0,9
30 ans et +	42,4	39,9	38,1	38,9		0,8	2,1	– 3,5	– 8,3
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	32,9	36,2	37,4	35,9					
15-29 ans	6,5	6,6	6,7	6,4	17,8	– 0,3	– 4,5	– 0,1	– 1,5
30 ans et +	26,4	29,6	30,7	29,5		– 1,2	– 3,9	3,1	11,7
Chaudière-Appalaches	206,2	218,8	223,4	218,7					
15-29 ans	60,4	50,1	50,1	53,5	24,5	3,4	6,8	– 6,9	– 11,4
30 ans et +	145,8	168,7	173,3	165,2		– 8,1	– 4,7	19,4	13,3†
Laval	181,1	221,0	226,9	209,1					
15-29 ans	50,2	49,2	54,8	50,5	24,2	– 4,3	– 7,8	0,3	0,6
30 ans et +	130,9	171,8	172,1	158,6		– 13,5	– 7,8	27,7	21,2†
Lanaudière	217,8	245,2	245,9	254,9					
15-29 ans	52,8	57,8	53,9	53,2	20,9	– 0,7	– 1,3	0,4	0,8
30 ans et +	165,0	187,4	192,0	201,7		9,7	5,1	36,7	22,2†
Laurentides	253,8	307,1	295,2	311,8					
15-29 ans	60,2	71,1	61,8	64,0	20,5	2,2	3,6	3,8	6,3
30 ans et +	193,6	236,0	233,4	247,8		14,4	6,2	54,2	28,0†
Montérégie	680,0	768,7	784,8	776,1					
15-29 ans	155,9	180,6	179,1	178,8	23,0	– 0,3	– 0,2	22,9	14,7†
30 ans et +	524,1	588,1	605,7	597,3		– 8,4	– 1,4	73,2	14,0†
Centre-du-Québec	113,2	111,6	111,2	116,4					
15-29 ans	31,3	28,8	25,2	27,5	23,6	2,3	9,1	– 3,8	– 12,1
30 ans et +	81,9	82,8	86,0	88,9		2,9	3,4	7,0	8,5
Ensemble du Québec	**3 705,5**	**4 060,8**	**4 059,7**	**4 097,0**					
15-29 ans	**948,3**	**985,0**	**971,1**	**973,5**	**23,8**	**2,4**	**0,2**	**25,2**	**2,7†**
30 ans et +	**2 757,2**	**3 075,8**	**3 088,6**	**3 123,5**		**34,9**	**1,1†**	**366,3**	**13,3†**

† : Différence statistiquement significative au seuil de 5 %.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2015, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 5.4

Emploi selon le secteur d'activité, régions administratives et ensemble du Québec, 2005-2015

Région administrative	2005	2013	2014	2015	Part du secteur des biens en 2015	2015-2014		2015-2005	
						Écart	Variation	Écart	Variation
	k				%	k	%	k	%
Bas-Saint-Laurent	90,7	88,9	85,1	84,5					
Secteur des biens	26,2	23,0	23,5	20,8	24,6	– 2,7	– 11,5	– 5,4	– 20,6†
Secteur des services	64,5	65,9	61,5	63,8		2,3	3,7	– 0,7	– 1,1
Saguenay–Lac-Saint-Jean	120,2	128,0	127,0	128,3					
Secteur des biens	32,9	32,4	31,3	31,2	24,3	– 0,1	– 0,3	– 1,7	– 5,2
Secteur des services	87,3	95,7	95,7	97,1		1,4	1,5	9,8	11,2†
Capitale-Nationale	344,3	386,8	388,7	400,9					
Secteur des biens	58,7	50,2	52,1	58,7	14,6	6,6	12,7	0,0	0,0
Secteur des services	285,6	336,6	336,6	342,2		5,6	1,7	56,6	19,8†
Mauricie	116,4	109,3	114,9	116,4					
Secteur des biens	32,1	24,1	26,0	30,2	25,9	4,2	16,2	– 1,9	– 5,9
Secteur des services	84,4	85,2	88,9	86,2		– 2,7	– 3,0	1,8	2,1
Estrie	145,9	155,5	155,8	153,7					
Secteur des biens	47,7	45,0	42,1	40,3	26,2	– 1,8	– 4,3	– 7,4	– 15,5†
Secteur des services	98,2	110,5	113,7	113,4		– 0,3	– 0,3	15,2	15,5†
Montréal	910,3	963,3	947,3	969,0					
Secteur des biens	174,5	148,7	132,8	139,9	14,4	7,1	5,3	– 34,6	– 19,8†
Secteur des services	735,8	814,6	814,5	829,1		14,6	1,8	93,3	12,7†
Outaouais	174,1	192,7	192,6	200,2					
Secteur des biens	27,8	29,5	29,5	28,9	14,4	– 0,6	– 2,0	1,1	4,0
Secteur des services	146,4	163,2	163,1	171,2		8,1	5,0	24,8	16,9†
Abitibi-Témiscamingue	64,4	74,7	74,7	70,6					
Secteur des biens	20,6	20,9	21,1	20,8	29,5	– 0,3	– 1,4	0,2	1,0
Secteur des services	43,9	53,8	53,6	49,8		– 3,8	– 7,1	5,9	13,4†
Côte-Nord et Nord-du-Québec	54,0	53,0	48,9	50,6					
Secteur des biens	18,3	14,8	11,2	14,2	28,1	3,0	26,8	– 4,1	– 22,4†
Secteur des services	35,7	38,2	37,7	36,4		– 1,3	– 3,4	0,7	2,0
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	32,9	36,2	37,4	35,9					
Secteur des biens	7,5	8,1	7,9	7,0	19,4	– 0,9	– 11,4	– 0,5	– 6,7
Secteur des services	25,4	28,1	29,4	29,0		– 0,4	– 1,4	3,6	14,2†
Chaudière-Appalaches	206,2	218,8	223,4	218,7					
Secteur des biens	76,9	72,3	72,8	69,9	32,0	– 2,9	– 4,0	– 7,0	– 9,1
Secteur des services	129,3	146,4	150,6	148,8		– 1,8	– 1,2	19,5	15,1†
Laval	181,1	221,0	226,9	209,1					
Secteur des biens	37,0	37,7	41,9	40,1	19,2	– 1,8	– 4,3	3,1	8,4
Secteur des services	144,1	183,3	185,0	169,0		– 16,0	– 8,6	24,9	17,3†
Lanaudière	217,8	245,2	245,9	254,9					
Secteur des biens	64,2	67,7	66,4	53,3	20,9	– 13,1	– 19,7	– 10,9	– 17,0
Secteur des services	153,6	177,5	179,6	201,6		22,0	12,2	48,0	31,3†
Laurentides	253,8	307,1	295,2	311,8					
Secteur des biens	60,4	79,9	76,8	62,6	20,1	– 14,2	– 18,5	2,2	3,6
Secteur des services	193,4	227,1	218,4	249,2		30,8	14,1	55,8	28,9†
Montérégie	680,0	768,7	784,8	776,1					
Secteur des biens	197,1	189,8	188,8	179,5	23,1	– 9,3	– 4,9	– 17,6	– 8,9
Secteur des services	482,9	578,9	596,0	596,6		0,6	0,1	113,7	23,5†
Centre-du-Québec	113,2	111,6	111,2	116,4					
Secteur des biens	44,1	41,5	38,3	39,7	34,1	1,4	3,7	– 4,4	– 10,0
Secteur des services	69,1	70,1	72,9	76,7		3,8	5,2	7,6	11,0
Ensemble du Québec	**3 705,5**	**4 060,8**	**4 059,7**	**4 097,0**					
Secteur des biens	**925,8**	**885,6**	**862,8**	**837,0**	**20,4**	**– 25,8**	**– 3,0†**	**– 88,8**	**– 9,6†**
Secteur des services	**2 779,7**	**3 175,2**	**3 196,9**	**3 260,0**		**63,1**	**2,0†**	**480,3**	**17,3†**

† : Différence statistiquement significative au seuil de 5 %.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2015, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

6. Comptes économiques

6.1 Produit intérieur brut

par Marianne Bernier, Direction des statistiques économiques

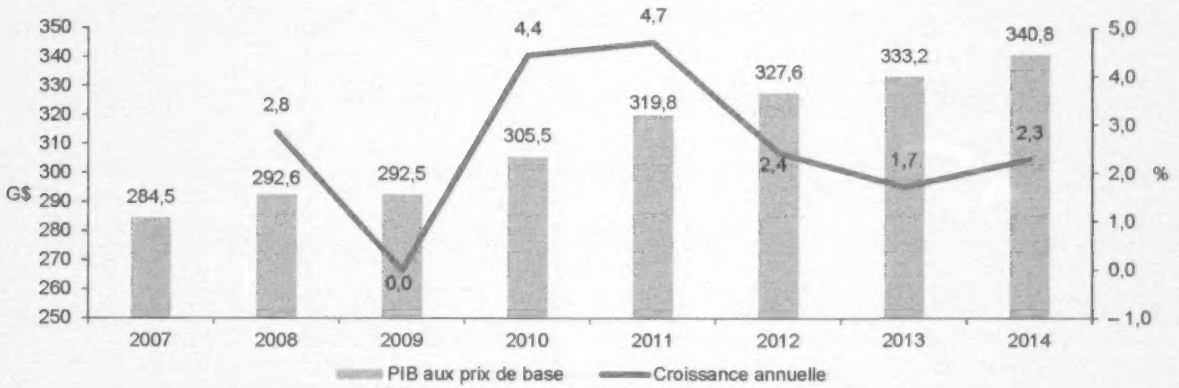
Le produit intérieur brut constitue l'un des principaux indicateurs de la situation économique d'un pays ou d'une région. Le produit intérieur brut aux prix de base en dollars courants (PIB) est la valeur sans double compte des biens et services produits dans le territoire économique d'un pays ou d'une région, au cours d'une période donnée, peu importe le lieu de résidence de ceux qui en reçoivent le revenu.

Économie du Québec : une croissance de 2,3 % en 2014

Le produit intérieur brut aux prix de base en dollars courants de l'ensemble du Québec se chiffre à 340,8 milliards de dollars en 2014, soit une hausse annuelle de 2,3 %. Il s'agit d'une accélération de la croissance relativement à 2013 (+ 1,7 %), ce qui porte le taux de croissance annuel moyen (TCAM) à 2,6 % entre 2007 et 2014.

Figure 6.1.1

Produit intérieur brut aux prix de base et croissance annuelle, ensemble du Québec[1], 2007 à 2014



1. Les totaux en milliers de dollars canadiens proviennent de Statistique Canada, Division des comptes des industries, Produit intérieur brut provincial par industrie, CANSIM, tableau 379-0030, novembre 2015.

Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

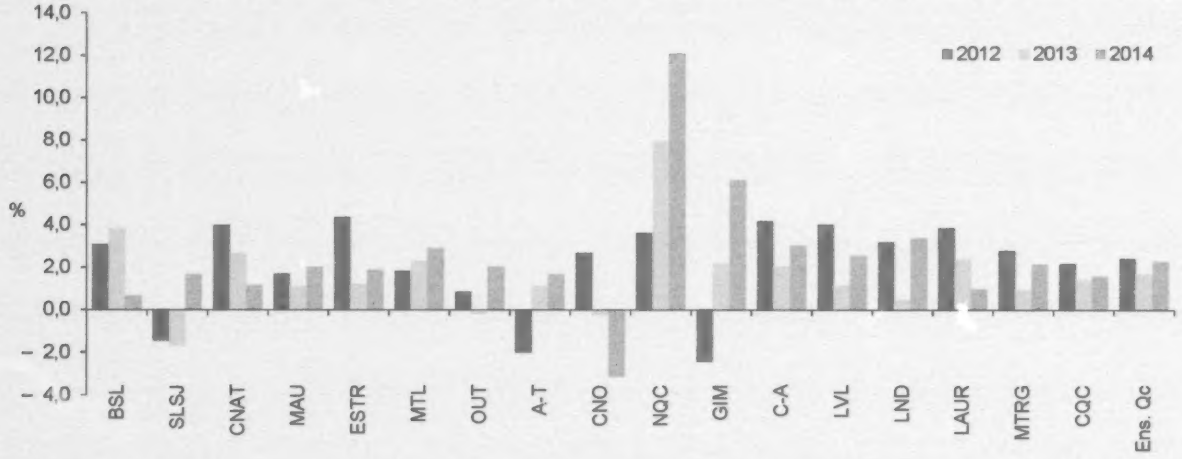
Croissance économique : le Nord-du-Québec en tête de classement

À l'exception de la Côte-Nord, qui enregistre une décroissance de 3,1 %, toutes les régions administratives connaissent une hausse de leur PIB en 2014. Le Nord-du-Québec (+ 12,1 %) et la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (+ 6,1 %) affichent de loin les plus fortes augmentations. Ces trois régions semblent particulièrement influencées par les changements observés dans le secteur des biens : ce secteur décroît en Côte-Nord (– 5,7 %) et explose dans le Nord-du-Québec (+ 16,9 %) et en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (+ 20,7 %).

L'économie de Lanaudière (+ 3,4 %), de Chaudière-Appalaches (+ 3,0 %), de Montréal (+ 2,9 %) et de Laval (+ 2,6 %) augmente également à une vitesse supérieure à celle de l'ensemble du Québec. Sous la moyenne québécoise, on trouve les régions de l'Outaouais (+ 2,1 %), de la Montérégie (+ 2,1 %), de la Mauricie (+ 2,0 %), de l'Estrie (+ 1,9 %), du Saguenay–Lac-Saint-Jean (+ 1,7 %), de l'Abitibi-Témiscamingue (+ 1,7 %), du Centre-du-Québec (+ 1,6 %), de la Capitale-Nationale (+ 1,2 %) et des Laurentides (+ 1,0 %). Enfin, le Bas-Saint-Laurent est la région qui croît le moins rapidement en 2014 (+ 0,7 %).

Figure 6.1.2

Croissance annuelle du PIB aux prix de base, régions administratives et ensemble du Québec, 2012, 2013 et 2014



Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire; Pêches et Océans Canada; Revenu Québec et Statistique Canada.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Bien qu'il s'agisse de la deuxième baisse annuelle consécutive pour la Côte-Nord, cette région enregistre le taux de croissance annuel moyen (TCAM) le plus élevé pour la période couvrant les sept dernières années (+ 5,2 %). Le Nord-du-Québec (+ 4,8 %), la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (+ 4,3 %) et l'Abitibi-Témiscamingue (+ 4,1 %) présentent également un TCAM supérieur à 4,0 %, soit un taux nettement supérieur à celui qu'on observe pour l'ensemble du Québec (+ 2,6 %).

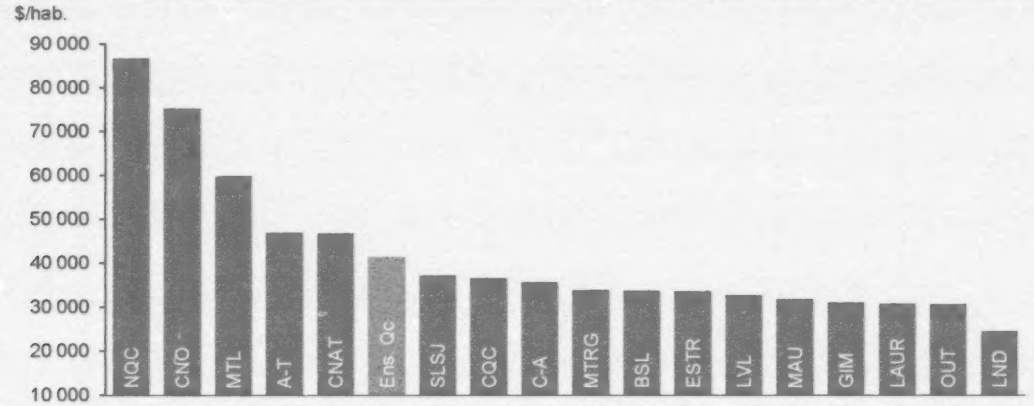
PIB par habitant : 41 482 $ dans l'ensemble du Québec

En 2014, le PIB par habitant pour l'ensemble des régions administratives du Québec s'élève à 41 482 $, une hausse de 1,5 % relativement à l'année précédente (40 855 $). En fait, l'augmentation du PIB a été moins rapide que celle de la population, ce qui explique pourquoi le PIB par habitant croît de 1,5 % malgré une hausse du PIB de 2,3 % en 2014. Le taux de croissance annuel moyen du PIB entre 2007 et 2014 (+ 2,6 %) est également supérieur à celui du PIB par habitant sur la même période (+ 1,7 %).

Comme pour le PIB aux prix de base, c'est le Nord-du-Québec qui enregistre la plus forte croissance du PIB par habitant en 2014 (+ 11,5 %). Avec un PIB par habitant de 86 619 $, la région présente également le plus gros montant au Québec, loin devant celui de la Côte-Nord (75 279 $), le deuxième plus élevé. Cette dernière (– 2,7 %) est la seule région qui voit décroître son PIB par habitant en 2014.

Figure 6.1.3

PIB aux prix de base par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2014



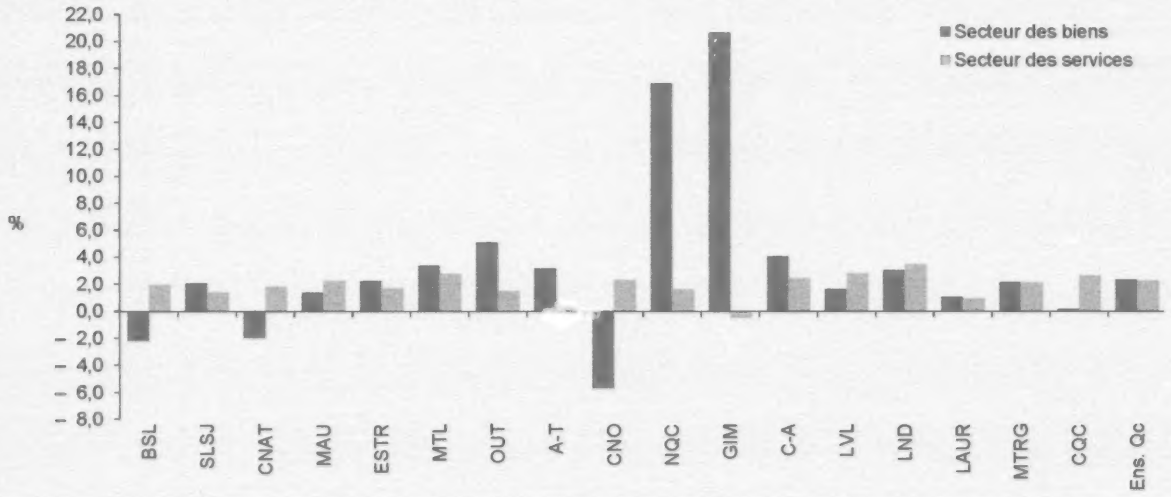
Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire; Pêches et Océans Canada; Revenu Québec et Statistique Canada.
Compilation : Institut de la statistique du Québec

Produit intérieur brut selon l'industrie : le secteur des biens évolue au même rythme que celui des services

L'analyse des données selon les industries indique que la croissance du PIB dans l'ensemble du Québec en 2014 découle à la fois du secteur producteur de biens (+ 2,3 %) et de celui des services (+ 2,3 %). Le taux de croissance annuel entre les années 2007 et 2014 du secteur des services (+ 3,1 %) dépasse toutefois celui des biens sur la même période (+ 1,5 %).

Figure 6.1.4

Croissance annuelle du PIB aux prix de base selon le secteur d'activités, régions administratives et ensemble du Québec, 2014



Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire; Pêches et Océans Canada; Revenu Québec et Statistique Canada.
Compilation : Institut de la statistique du Québec

Malgré un recul de 2,2 % des cultures agricoles et de l'élevage, le groupe de l'industrie de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche et de la chasse affiche une hausse de 1,0 % dans l'ensemble du Québec en 2014. Cette augmentation découle notamment de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine qui enregistre une croissance de sa production de 21,4 %. L'Estrie (+ 8,9 %), l'Abitibi-Témiscamingue (+ 6,3 %), Chaudière-Appalaches (+ 4,6 %) et le Bas-Saint-Laurent (+ 3,1 %), toutes des régions où l'industrie de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche et de la chasse est une base économique, connaissent également une forte augmentation de cette industrie. De son côté, l'industrie de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière et de l'extraction de pétrole et de gaz voit sa production augmenter de 2,3 %. En particulier, le Nord-du-Québec enregistre un deuxième boom de la production industrielle (+ 18,0 %), alors qu'on observe un recul dans les régions minières de la Côte-Nord (– 1,1 %) et de l'Abitibi-Témiscamingue (– 0,7 %).

Les services publics croissent de 2,0 %, tandis que la construction fléchit pour une deuxième année consécutive (– 2,0 %). On remarque souvent une relation positive entre la performance économique d'une région et la santé de l'industrie de la construction. Cette dernière affiche ainsi des résultats variables au sein des différentes régions administratives du Québec. De fait, elle chute en Côte-Nord (– 20,6 %) et dans le Bas-Saint-Laurent (– 11,1 %). À l'inverse, la construction fait un rebond de 44,6 % en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et de 23,9 % dans le Nord-du-Québec.

À la suite de deux diminutions annuelles, le groupe de la fabrication augmente de 4,7 % dans l'ensemble du Québec et le résultat varie grandement entre les différentes industries qu'il regroupe et entre les régions du Québec. Chaudière-Appalaches et le Centre du Québec sont des régions où la fabrication occupe plus du quart du PIB régional, soit une part largement supérieure à celle dans l'ensemble du Québec (14,0 % du PIB). En 2014, la fabrication augmente respectivement de 7,5 % et de 5,3 % dans ces deux régions. Par ailleurs, parmi les différentes industries au Québec, notons la croissance de la fabrication de matériel de transport (+ 12,0 %) et celle d'aliments (+ 11,8 %), deux importantes industries en termes de part dans le PIB québécois. La première est particulièrement présente en Montérégie (+ 10,8 %) et dans les Laurentides (+ 10,4 %), alors que la seconde est une importante base économique pour Chaudière-Appalaches (+ 12,3 %) et le Centre-du-Québec (+ 9,6 %).

La hausse du secteur des services (+ 2,3 %) découle notamment du groupe de la finance, des assurances et des services immobiliers (+ 3,4 %) et des soins de santé et de l'assistance sociale (+ 2,5 %), deux importantes industries au Québec. À l'exception de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (– 1,0 % pour les soins de santé et l'assistance sociale), les régions affichent toutes une hausse de la production de ces deux industries. Les services d'enseignement connaissent une dure année 2014 (– 1,1 % au Québec) dans de nombreuses régions administratives. On pense entre autres à l'Estrie (– 2,0 %), la Capitale-Nationale (– 1,5 %) et Montréal (– 1,0 %), trois régions où les services d'enseignement représentent une industrie clé. En Outaouais, les administrations publiques, dont la part dans le PIB régional se chiffre à 30,2 %, stagnent (+ 0,1 %), alors que dans la Capitale-Nationale, la production des administrations publiques augmente de 1,0 % en 2014. Enfin, le commerce de détail et de gros croît respectivement de 2,4 % et de 1,7 % dans l'ensemble du Québec. Ce dernier constitue d'ailleurs une industrie clé pour le Centre-du-Québec (+ 2,8 %), Montréal (+ 2,6 %) et Laval (+ 1,4 %).

Tableau 6.1.1

PIB aux prix de base, régions administratives et ensemble du Québec, 2007-2014

Région administrative	2007[r]	2010[r]	2011[r]	2012[r]	2013[pr]	2014[p]	TCAM 2014/2007	Variation 2014/2013
	M$						%	
Bas-Saint-Laurent	5 876	6 056	6 269	6 462	6 710	6 755	2,0	0,7
Saguenay–Lac-Saint-Jean	9 344	9 438	10 496	10 342	10 165	10 335	1,5	1,7
Capitale-Nationale	27 386	30 494	31 727	32 998	33 879	34 274	3,3	1,2
Mauricie	7 887	7 953	8 093	8 231	8 323	8 491	1,1	2,0
Estrie	9 272	9 614	10 013	10 450	10 577	10 777	2,2	1,9
Montréal	98 968	105 931	110 801	112 821	115 413	118 772	2,6	2,9
Outaouais	9 909	11 115	11 467	11 563	11 540	11 777	2,5	2,1
Abitibi-Témiscamingue	5 238	6 186	6 895	6 756	6 831	6 946	4,1	1,7
Côte-Nord	5 036	6 134	7 219	7 414	7 396	7 163	5,2	– 3,1
Nord-du-Québec	2 772	3 106	3 062	3 172	3 424	3 838	4,8	12,1
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	2 139	2 518	2 714	2 648	2 706	2 872	4,3	6,1
Chaudière-Appalaches	13 092	12 779	13 673	14 245	14 539	14 982	1,9	3,0
Laval	11 568	12 491	12 791	13 304	13 455	13 800	2,6	2,6
Lanaudière	9 780	10 826	11 251	11 611	11 667	12 062	3,0	3,4
Laurentides	14 880	16 452	16 835	17 486	17 905	18 081	2,8	1,0
Montérégie	43 554	46 458	48 191	49 536	49 993	51 068	2,3	2,1
Centre-du-Québec	7 780	7 933	8 337	8 520	8 643	8 780	1,7	1,6
Ensemble du Québec	**284 479**	**305 485**	**319 833**	**327 557**	**333 166**	**340 773**	**2,6**	**2,3**

Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire; Pêches et Océans Canada; Revenu Québec et Statistique Canada.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 6.1.2

PIB aux prix de base par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2007-2014

Région administrative	2007[r]	2010[r]	2011[r]	2012[r]	2013[pr]	2014[p]	TCAM 2014/2007	Variation 2014/2013
	$/hab.						%	
Bas-Saint-Laurent	29 153	30 083	31 162	32 141	33 435	33 745	2,1	0,9
Saguenay–Lac-Saint-Jean	34 076	34 166	37 859	37 238	36 591	37 225	1,3	1,7
Capitale-Nationale	40 548	43 451	44 632	45 919	46 646	46 773	2,1	0,3
Mauricie	30 160	30 026	30 477	30 943	31 264	31 850	0,8	1,9
Estrie	30 618	30 955	31 932	33 068	33 217	33 612	1,3	1,2
Montréal	52 927	55 693	57 841	58 135	58 731	59 821	1,8	1,9
Outaouais	28 326	30 215	30 668	30 610	30 312	30 722	1,2	1,4
Abitibi-Témiscamingue	36 106	42 311	47 004	45 855	46 241	46 958	3,8	1,6
Côte-Nord	52 456	64 225	75 441	77 551	77 369	75 279	5,3	– 2,7
Nord-du-Québec	67 777	73 032	71 168	72 891	77 705	86 619	3,6	11,5
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	22 512	26 599	28 733	28 186	29 017	31 100	4,7	7,2
Chaudière-Appalaches	32 671	31 114	32 992	34 209	34 770	35 692	1,3	2,7
Laval	30 533	31 262	31 497	32 277	32 263	32 723	1,0	1,4
Lanaudière	22 016	23 041	23 590	24 038	23 903	24 498	1,5	2,5
Laurentides	28 131	29 467	29 708	30 473	30 864	30 847	1,3	– 0,1
Montérégie	31 111	31 970	32 794	33 387	33 399	33 847	1,2	1,3
Centre-du-Québec	34 136	33 887	35 297	35 880	36 219	36 619	1,0	1,1
Ensemble du Québec	**36 980**	**38 526**	**39 941**	**40 515**	**40 855**	**41 482**	**1,7**	**1,5**

Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire; Pêches et Océans Canada; Revenu Québec et Statistique Canada.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 6.1.3

Croissance annuelle du PIB aux prix de base selon l'industrie[1], régions administratives, 2014

	Industrie	Bas-Saint-Laurent	Saguenay–Lac-Saint-Jean	Capitale-Nationale	Mauricie	Estrie	Montréal
				%			
1	Agriculture, foresterie, pêche et chasse	***3,1***	***– 1,3***	4,4	***– 6,6***	***8,9***	x
2	Cultures agricoles et élevage	***– 1,3***	***x***	1,2	***x***	***5,9***	– 0,3
3	Foresterie et exploitation forestière	***10,6***	***– 9,3***	x	***4,1***	***x***	19,8
4	Pêche, chasse et piégeage	***28,2***	x	x	x	x	20,1
5	Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie	***14,9***	***– 8,7***	15,9	***– 17,9***	***28,0***	18,2
6	Extraction minière, exploitation en carrière et extraction de pétrole et de gaz	– 4,9	***6,0***	– 8,5	– 26,3	– 27,9	x
7	Services publics	2,8	***4,7***	2,7	***– 3,4***	3,8	***2,8***
8	Construction	***– 11,1***	***2,1***	– 10,6	***4,9***	– 6,7	– 0,9
9	Fabrication	2,2	***1,4***	3,7	***3,7***	***4,7***	5,3
10	Fabrication d'aliments	3,2	8,2	7,3	16,7	13,8	***15,1***
11	Fabrication de boissons et de produits du tabac	x	– 0,6	x	– 1,4	x	***4,3***
12	Usines de textiles et de produits textiles	x	x	x	x	***x***	***10,8***
13	Fabrication de vêtements et de produits en cuir et de produits analogues	x	x	12,5	x	***x***	***7,1***
14	Fabrication de produits en bois	***12,9***	***19,4***	6,9	***2,4***	***10,8***	1,1
15	Fabrication du papier	– 1,4	***3,6***	5,3	***0,7***	***3,3***	5,8
16	Impression et activités connexes de soutien	– 5,5	x	– 0,2	– 4,5	x	***– 2,3***
17	Fabrication de produit du pétrole et du charbon	x	x	2,2	x	2,2	x
18	Fabrication de produits chimiques	7,6	x	3,7	0,5	7,6	***5,5***
19	Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc	x	– 7,5	2,8	9,5	***5,9***	4,6
20	Fabrication de produits minéraux non métalliques	***– 4,7***	***8,2***	3,5	– 2,9	***3,9***	5,6
21	Première transformation des métaux	x	***x***	x	***x***	x	1,5
22	Fabrication de produits métalliques	4,4	***– 4,8***	3,3	***10,6***	***4,0***	4,6
23	Fabrication de machines	x	***– 10,0***	3,0	***– 4,4***	***0,4***	– 2,4
24	Fabrication de produits informatiques et électroniques	– 4,3	x	– 1,4	x	x	***– 3,0***
25	Fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques	x	– 27,5	– 8,6	– 3,5	x	***– 11,6***
26	Fabrication de matériel de transport	x	x	x	12,6	x	***x***
27	Fabrication de meubles et de produits connexes	***x***	x	4,4	***– 3,9***	***1,5***	0,5
28	Activités diverses de fabrication	10,2	x	***6,0***	25,5	***4,2***	***3,4***
29	Commerce de gros	0,6	0,7	0,9	7,3	1,2	***2,6***
30	Commerce de détail	***0,8***	4,1	***1,9***	3,4	4,7	***1,8***
31	Transport et entreposage	***– 2,7***	– 3,1	5,7	3,6	2,7	***7,0***
32	Industrie de l'information et industrie culturelle	***3,7***	6,1	1,5	6,8	6,3	***2,8***
33	Finance et assurances, services immobiliers et de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises	5,2	5,2	***2,6***	4,2	4,0	***2,9***
34	Services professionnels, scientifiques et techniques	– 2,0	– 3,3	***1,3***	—	0,4	***2,9***
35	Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	9,9	0,3	6,7	1,0	1,2	***4,3***
36	Services d'enseignement	***– 1,0***	***– 2,6***	***– 1,5***	***– 1,1***	***– 2,0***	***– 1,0***
37	Soins de santé et assistance sociale	***2,5***	***2,2***	***2,7***	***1,7***	***2,1***	***2,8***
38	Arts, spectacles et loisirs	3,6	– 0,9	***0,4***	5,8	– 2,2	***5,5***
39	Hébergement et services de restauration	***1,9***	0,6	***1,4***	– 0,3	0,7	***1,7***
40	Autres services, sauf les administrations publiques	0,5	0,8	1,4	1,6	0,3	***2,0***
41	Administrations publiques	1,4	0,7	***1,0***	0,6	—	***1,9***
42	**Ensemble des industries**	**0,7**	**1,7**	**1,2**	**2,0**	**1,9**	**2,9**

1. La croissance annuelle régionale du PIB d'une industrie considérée comme une base économique d'une région est indiquée en caractères gras et italiques.

Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire; Pêches et Océans Canada; Revenu Québec et Statistique Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Outaouais	Abitibi-Témiscamingue	Côte-Nord	Nord-du-Québec	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	Chaudière-Appalaches	Laval	Lanaudière	Laurentides	Montérégie	Centre-du-Québec	
					%						
3,2	**6,3**	1,1	**7,4**	**21,4**	**4,6**	x	**3,1**	– 3,9	**– 6,1**	**0,3**	1
x	x	38,0	x	**23,2**	**3,9**	0,4	**2,9**	– 11,4	**– 9,1**	**– 2,0**	2
7,3	**8,2**	**– 14,7**	**4,7**	**12,4**	**5,9**	x	x	**x**	x	x	3
x	x	**59,8**	**x**	**24,2**	1,7	x	x	x	x	x	4
17,2	**14,0**	– 40,3	14,5	**16,7**	**12,3**	– 2,7	21,8	**11,7**	**13,9**	**16,1**	5
– 13,8	**– 0,7**	**– 1,1**	**18,0**	– 8,9	– 16,3	x	– 16,8	– 11,2	– 17,6	– 11,3	6
– 0,8	**0,9**	**4,4**	**2,7**	**– 1,3**	4,4	1,9	– 3,8	– 0,8	1,8	**– 0,6**	7
9,7	**11,6**	**– 20,6**	**23,9**	**44,6**	**– 6,6**	– 4,5	**2,4**	**– 2,2**	—	– 17,0	8
3,0	2,9	2,5	13,4	7,7	**7,5**	5,1	4,2	**4,3**	**4,5**	**5,3**	9
20,7	x	x	x	22,4	**12,3**	14,8	12,5	7,8	**10,6**	**9,6**	10
x	x	x	x	x	6,4	x	1,6	2,9	4,9	x	11
x	x	x	x	x	**x**	x	x	x	**0,6**	**x**	12
x	x	x	x	x	x	7,0	x	x	4,2	5,6	13
6,4	**6,2**	2,4	**8,9**	**16,5**	**7,1**	1,9	**– 2,7**	**5,4**	1,5	**4,8**	14
1,0	**x**	**x**	x	x	x	5,1	**x**	x	6,4	**3,6**	15
– 8,7	– 13,1	x	x	x	**x**	**x**	x	– 5,6	**– 2,9**	0,2	16
x	2,2	x	x	x	**x**	x	2,2	x	2,2	**x**	17
x	x	x	x	x	x	**4,5**	3,2	**– 2,9**	**3,4**	**5,0**	18
x	13,7	x	x	x	**5,6**	**3,1**	**5,0**	1,5	**4,4**	6,2	19
– 5,5	x	27,2	x	x	**x**	2,9	**4,6**	**– 4,4**	**3,3**	x	20
x	x	**x**	x	x	x	x	1,5	1,5	**1,5**	**1,5**	21
– 13,9	– 4,2	6,3	x	x	**6,3**	**4,0**	**5,7**	3,0	**2,7**	**6,3**	22
x	0,1	14,6	x	**x**	**6,2**	– 2,2	1,8	– 4,0	**0,7**	**4,6**	23
7,0	– 5,5	x	x	x	– 2,2	– 2,4	x	**– 0,8**	**– 3,6**	x	24
x	**x**	x	x	x	x	– 10,9	x	**– 8,4**	**– 12,5**	– 11,4	25
x	**x**	x	x	x	**x**	12,5	x	**10,4**	**10,8**	30,7	26
x	– 0,8	x	x	x	**x**	**0,5**	**2,1**	0,5	**1,4**	**2,0**	27
7,1	– 0,4	x	x	x	x	**4,1**	**0,5**	– 2,0	**3,2**	1,9	28
3,6	– 0,6	9,3	4,6	1,4	0,3	**1,4**	0,3	– 2,7	**1,0**	**2,8**	29
5,7	**3,8**	– 0,2	5,5	3,0	3,3	**3,5**	5,1	1,7	1,8	– 1,6	30
2,7	3,3	**1,5**	2,1	– 2,8	5,3	3,3	6,4	5,5	4,8	3,3	31
1,3	2,3	– 0,1	14,7	0,8	– 0,5	– 1,8	4,9	– 2,9	2,5	4,6	32
3,3	3,0	3,3	1,0	1,4	**3,5**	**4,1**	**4,0**	**3,8**	**3,7**	4,5	33
0,3	– 4,1	– 10,1	– 14,4	– 4,8	1,7	**4,0**	3,7	1,2	2,1	2,5	34
– 1,1	– 13,7	10,7	– 0,5	– 0,8	4,9	**1,9**	**1,6**	– 2,7	1,8	1,1	35
– 0,1	**– 0,7**	– 1,3	**– 1,4**	– 2,5	– 1,1	0,3	0,9	– 2,4	– 1,0	– 0,2	36
2,2	1,9	3,0	**7,2**	**– 1,0**	2,1	3,5	4,3	1,3	1,8	4,4	37
3,8	– 4,5	– 4,5	– 4,1	– 3,6	2,4	0,9	3,7	**1,8**	1,2	4,3	38
0,8	**0,3**	**5,2**	3,8	**0,9**	0,1	2,0	3,5	– 0,1	1,4	– 0,5	39
– 0,4	—	6,9	2,2	– 6,3	1,4	**2,2**	**3,6**	**– 1,6**	**0,9**	2,3	40
0,1	0,3	**1,8**	**– 1,2**	– 0,6	3,7	2,2	3,0	– 0,9	1,5	4,9	41
2,1	**1,7**	**– 3,1**	**12,1**	**6,1**	**3,0**	**2,6**	**3,4**	**1,0**	**2,1**	**1,6**	**42**

Tableau 6.1.4

Croissance annuelle du PIB aux prix de base selon l'industrie, ensemble du Québec, 2013 et 2014

Industrie	2013	2014
	%	
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	6,4	1,0
Cultures agricoles et élevage	4,5	– 2,2
Foresterie et exploitation forestière	14,2	5,5
Pêche, chasse et piégeage	3,1	28,4
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie	7,1	9,0
Extraction minière, exploitation en carrière et extraction de pétrole et de gaz	0,7	2,3
Services publics	15,9	2,0
Construction	– 5,2	– 2,0
Fabrication	– 0,3	4,7
Fabrication d'aliments	– 2,6	11,8
Fabrication de boissons et de produits du tabac	0,5	3,2
Usines de textiles et de produits textiles	– 8,2	7,9
Fabrication de vêtements et de produits en cuir et de produits analogues	– 14,7	7,1
Fabrication de produits en bois	15,0	6,2
Fabrication du papier	0,8	4,4
Impression et activités connexes de soutien	– 4,9	– 2,6
Fabrication de produit du pétrole et du charbon	– 7,4	2,2
Fabrication de produits chimiques	2,2	4,2
Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc	0,9	4,6
Fabrication de produits minéraux non métalliques	– 18,7	3,3
Première transformation des métaux	– 4,6	1,5
Fabrication de produits métalliques	– 5,3	4,0
Fabrication de machines	– 2,9	– 0,3
Fabrication de produits informatiques et électroniques	– 4,1	– 2,6
Fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques	9,1	– 11,4
Fabrication de matériel de transport	6,8	12,0
Fabrication de meubles et de produits connexes	7,3	0,6
Activités diverses de fabrication	3,5	3,9
Commerce de gros	2,9	1,7
Commerce de détail	1,1	2,4
Transport et entreposage	– 2,1	5,2
Industrie de l'information et industrie culturelle	1,4	2,6
Finance et assurances, services immobiliers et de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises	2,6	3,4
Services professionnels, scientifiques et techniques	1,3	2,1
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	2,8	3,0
Services d'enseignement	2,9	– 1,1
Soins de santé et assistance sociale	2,3	2,5
Arts, spectacles et loisirs	2,9	3,4
Hébergement et services de restauration	1,7	1,3
Autres services, sauf les administrations publiques	2,8	1,4
Administrations publiques	2,5	1,2
Ensemble des industries	**1,7**	**2,3**

Sources : Institut de la statistique du Québec et Statistique Canada.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

6.2 Revenu disponible par habitant

par Stéphane Ladouceur, Direction des statistiques sectorielles et du développement durable

Le revenu disponible est un agrégat du secteur des ménages du *Système des comptes macroéconomiques* qui permet de mieux saisir la situation économique et le niveau de richesse d'un territoire. Cet agrégat a fait l'objet de modifications conceptuelles et méthodologiques majeures, dont les principaux changements sont énoncés dans l'encadré de la page 2 du *Bulletin Flash – Revenu disponible, édition 2015*, réalisé par l'Institut de la statistique du Québec.

Le revenu disponible par habitant correspond à la somme de tous les revenus reçus par les résidents d'un territoire donné, auxquels sont soustraits les transferts payés par ceux-ci aux secteurs institutionnels, dont l'impôt sur le revenu des particuliers et les cotisations payées par les employés à un régime de retraite, divisée par la population totale du territoire. Il représente donc le montant moyen qui reste à la disposition des particuliers pour la consommation finale de biens et de services ainsi que pour l'épargne.

En plus de comparer les données de 2013 avec celles de 2014, afin de mieux cerner l'évolution récente du revenu disponible par habitant, la présente section met en évidence les différences de revenu des 17 régions administratives du Québec. L'analyse ne se limite pas à la seule comparaison du revenu disponible par habitant. Le texte s'attarde également aux prestations et crédits d'impôt remboursables versés par les différents ordres de gouvernement, lesquels représentent la principale source de revenus des particuliers après la rémunération des salariés.

Le pouvoir d'achat des Québécois stagne

Selon les données provisoires les plus récentes, le revenu disponible par habitant a progressé au Québec, en dollars courants, de 1,5 % en 2014. Dans le même temps, l'indice implicite de prix des dépenses de consommation finale des ménages a augmenté de 1,4 %. En conséquence, le pouvoir d'achat des Québécois, mesuré par le revenu réel disponible par habitant, s'est accru d'à peine 0,1 %, soit la plus faible croissance des neuf dernières années. Ce ralentissement s'explique essentiellement par la faible progression de la rémunération des salariés et des transferts gouvernementaux aux particuliers, ainsi que par la hausse marquée des cotisations payées par les employés à un régime de retraite.

Rebond du revenu disponible à Montréal

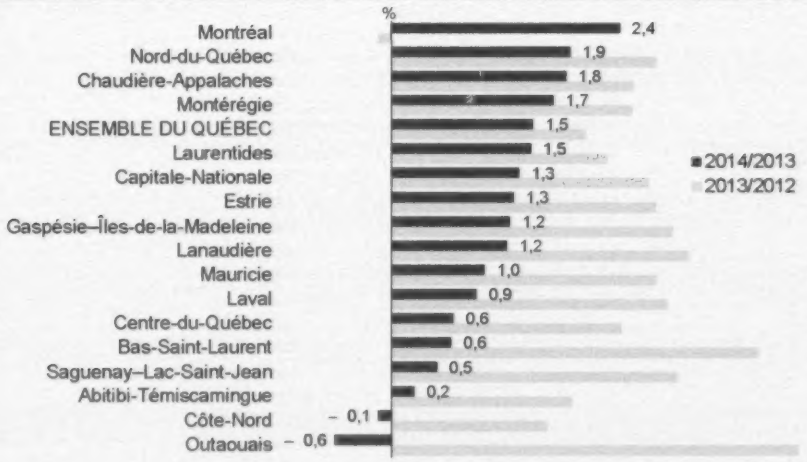
À l'échelle des régions administratives, le revenu disponible par habitant évolue en 2014 de manière contrastée. La plus forte augmentation, en dollars courants[1], a été enregistrée à Montréal. Après avoir subi une baisse en 2013, le revenu disponible par habitant de la région montréalaise connaît une progression de 2,4 % en 2014. Ce revirement de situation s'explique essentiellement par le redressement des revenus nets de la propriété et par l'accélération de la croissance de la rémunération des salariés.

Bien qu'elle ait ralenti, la croissance du revenu disponible demeure plus élevée qu'ailleurs dans les régions du Nord-du-Québec (+ 1,9 %), de Chaudière-Appalaches (+ 1,8 %) et de la Montérégie (+ 1,7 %). En effet, ces trois régions sont les seules, avec Montréal, à connaître en 2014 une hausse supérieure à celle observée au Québec (+ 1,5 %). Dans le cas de Chaudière-Appalaches et de la Montérégie, l'accroissement du revenu disponible en 2014 provient principalement de la rémunération des salariés ainsi que des revenus nets de propriété. Quant au Nord-du-Québec, la progression est attribuable, en bonne partie, à la hausse des transferts en provenance de l'administration publique provinciale et de la rémunération des salariés.

1. Étant donné qu'il n'existe pas d'indice implicite de prix à l'échelle infraprovinciale, il n'est pas possible de calculer un taux de croissance annuel du revenu disponible en termes réels par région administrative.

Figure 6.2.1

Taux de croissance du revenu disponible par habitant, en dollars courants, régions administratives et ensemble du Québec, 2013/2012 et 2014/2013



Sources : Institut de la statistique du Québec; Affaires autochtones et du Nord Canada; ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire; ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche; Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris; Régie des rentes du Québec; Revenu Québec; Société de l'assurance automobile du Québec et Statistique Canada.

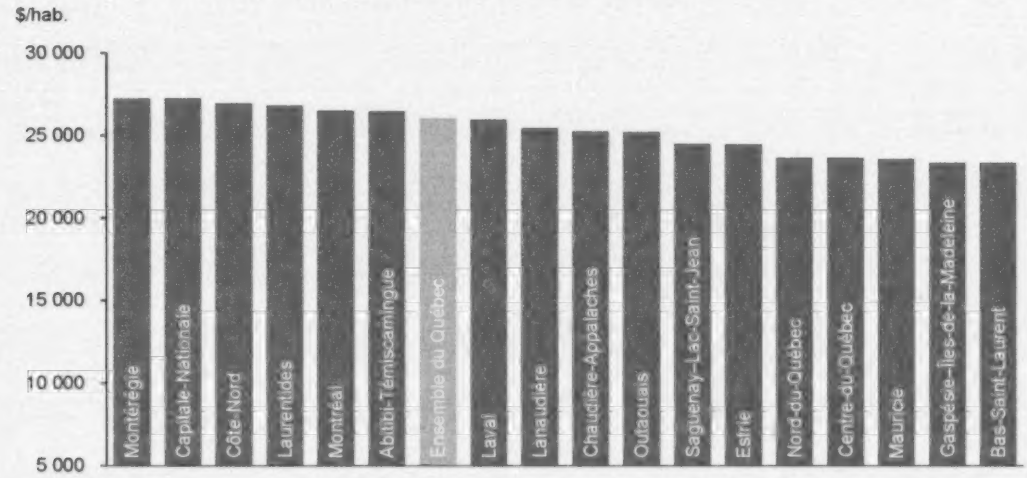
À l'inverse, deux régions administratives subissent une baisse du revenu disponible par habitant entre 2013 et 2014, à savoir la Côte-Nord et l'Outaouais. Dans cette dernière région, la baisse de 0,6 % enregistrée en 2014 fait contraste avec la hausse marquée de 4,3 % observée un an plus tôt. Ce repli est attribuable, en bonne partie, au fléchissement de la rémunération des salariés. Quant à la Côte-Nord, le revenu disponible diminue de 0,1 % en 2014, sous l'effet de la baisse des revenus nets des entreprises individuelles ainsi que de la rémunération des salariés. Il faut dire que les investissements miniers et la valeur des livraisons minérales sont en net recul dans cette région, affectant ainsi la croissance des revenus de travail.

La Montérégie en première position

Forte d'une croissance soutenue au cours des dernières années, la Montérégie affiche, pour la première fois depuis 2011, le revenu disponible le plus élevé parmi les régions administratives, celui-ci s'établissant à 27 246 $ en 2014. Vient immédiatement ensuite, avec un revenu disponible de 27 219 $ par habitant, la Capitale-Nationale. Le niveau de revenu élevé dans ces deux régions est attribuable à la forte activité sur le marché du travail et à une rémunération des salariés qui sont parmi les plus élevées du Québec.

En dépit d'une baisse enregistrée en 2014, la Côte-Nord continue de se classer dans le peloton de tête des régions administratives. Grâce à un revenu disponible de 26 917 $ par habitant, cette région côtière se classe au troisième rang. Les salaires élevés versés dans le secteur minier et les services publics sont les principaux facteurs qui expliquent un tel niveau de revenu.

Figure 6.2.2
Revenu disponible par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2014



Sources : Institut de la statistique du Québec; Affaires autochtones et du Nord Canada; ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire; ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche; Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris; Régie des rentes du Québec; Revenu Québec; Société de l'assurance automobile du Québec et Statistique Canada.

À l'autre bout du spectre, les régions du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et de la Mauricie continuent de se situer au bas de l'échelle, en raison d'un revenu disponible de 23 317 $, de 23 324 $ et de 23 555 $ respectivement. Le faible niveau de revenu dans ces régions s'explique, en grande partie, par le fait que le taux d'emploi, la rémunération des salariés et le revenu net de la propriété sont largement plus bas que dans le reste de la province.

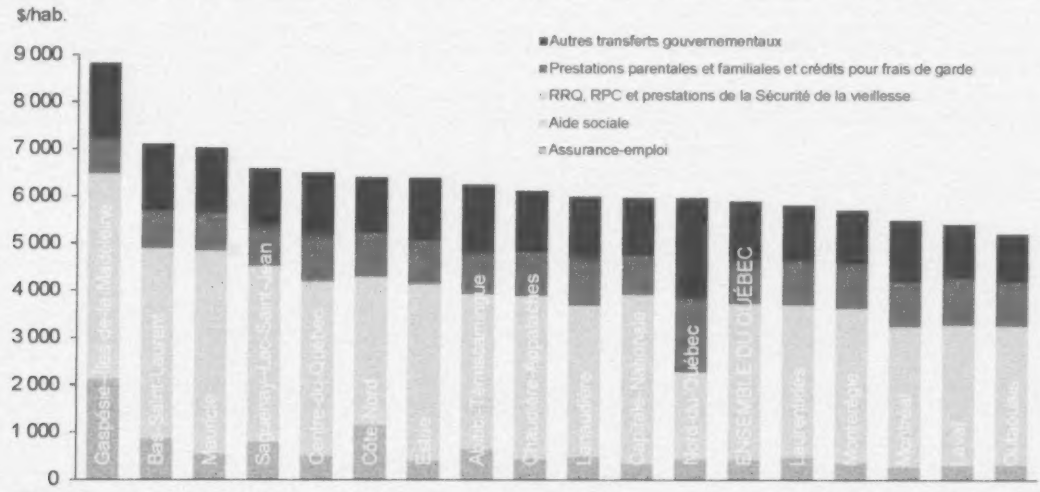
Transferts gouvernementaux par habitant

Les différents ordres de gouvernement ont versé en transferts courants plus de 48 milliards de dollars aux Québécois en 2014. Par habitant, cela représente 5 890 $. Ces transferts gouvernementaux constituent la seconde source de revenus en importance pour les particuliers. Les principaux transferts versés aux particuliers sont les prestations de la Régie des rentes du Québec (RRQ) et du Régime de pensions du Canada (RPC) (1 509 $/hab.) ainsi que celles de la Sécurité de la vieillesse (1 428 $/hab.), de l'assurance-emploi (430 $/hab.), de l'aide sociale (351 $/hab.), les prestations fiscales canadiennes pour enfants, incluant les allocations familiales (287 $/hab.) et les prestations du programme Soutien aux enfants (268 $/hab.).

À l'échelle régionale, ce sont les résidents de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine qui reçoivent le plus en transferts des administrations publiques : ils ont reçu, en moyenne, plus de 8 800 $ en prestations et crédits d'impôt remboursables. En raison d'un taux de chômage supérieur à celui observé au Québec, les habitants de cette région maritime ont davantage recours aux prestations d'assurance-emploi et d'aide sociale. De plus, les prestations de la Sécurité de la vieillesse et de la RRQ sont particulièrement importantes en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, étant donné que la population y est relativement âgée.

Figure 6.2.3

Transferts gouvernementaux par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2014



Sources : Institut de la statistique du Québec; Affaires autochtones et du Nord Canada; ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire; ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche; Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris; Régie des rentes du Québec; Revenu Québec; Société de l'assurance automobile du Québec et Statistique Canada.

Après les résidents de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, ce sont ceux du Bas-Saint-Laurent et de la Mauricie qui reçoivent, en moyenne, le plus en transferts des administrations publiques, soit plus de 7 000 $ par habitant. D'ailleurs, en raison du vieillissement accéléré de leur population, les prestations des régimes de retraite publics occupent une part de plus en plus importante dans le revenu des particuliers de ces deux régions.

En revanche, les régions de l'Outaouais (5 205 $) et de Laval (5 398 $) sont celles qui reçoivent le moins en transferts gouvernementaux par habitant. Les résidents de ces régions ont moins recours aux prestations d'assurance-emploi et d'aide sociale que ceux du reste du Québec, étant donné qu'ils sont proportionnellement plus nombreux à travailler. Ayant une population relativement plus jeune, l'Outaouais et Laval reçoivent également moins en prestations de la Sécurité de la vieillesse, de la RRQ et du RPC.

Évolution des transferts gouvernementaux dans les régions

Selon les données provisoires, les transferts gouvernementaux par habitant sont en hausse dans toutes les régions du Québec entre 2013 et 2014, à l'exception de Montréal où ils baissent de 0,2 % en raison, notamment, de la légère diminution des prestations d'aide sociale, du programme Soutien aux enfants et des allocations familiales fédérales.

Les régions de la Capitale-Nationale, de la Côte-Nord et de la Montérégie sont celles qui ont connu les plus fortes hausses en 2014; les transferts gouvernementaux par habitant ayant augmenté entre 3,0 % et 3,1 %, soit près du double du taux de croissance observé dans l'ensemble du Québec (+ 1,6 %). Ces augmentations proviennent principalement des prestations de la Sécurité de la vieillesse et de la RRQ.

Informations statistiques complémentaires

Des données détaillées sur le revenu disponible pour le Québec, les régions administratives, les MRC et les régions métropolitaines de recensement sont disponibles sur le site Web de l'Institut.

Tableau 6.2.1

Revenu disponible et ses composantes par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2010-2014

Région administrative et composante du revenu	2010r	2011r	2012r	2013r	2014p
			$/hab.		
Bas-Saint-Laurent					
Revenu primaire	**21 991**	**22 892**	**23 709**	**24 402**	**24 747**
Rémunération des salariés	17 609	18 520	19 412	19 921	20 221
Revenu mixte net	2 591	2 590	2 492	2 472	2 478
Revenu net de la propriété	1 792	1 782	1 805	2 009	2 049
Plus :					
Transferts courants reçus	**8 079**	**8 431**	**8 843**	**9 184**	**9 392**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	64	61	53	59	60
Des sociétés financières	1 715	1 854	2 014	2 134	2 228
Des administrations publiques	6 295	6 511	6 771	6 986	7 099
Des non-résidents	5	5	5	5	5
Moins :					
Transferts courants payés	**8 997**	**9 719**	**10 235**	**10 414**	**10 822**
Égal :					
Revenu disponible	**21 074**	**21 604**	**22 317**	**23 172**	**23 317**
Saguenay–Lac-Saint-Jean					
Revenu primaire	**24 734**	**26 050**	**27 011**	**27 511**	**27 698**
Rémunération des salariés	20 708	21 787	22 740	23 239	23 168
Revenu mixte net	2 442	2 592	2 585	2 566	2 623
Revenu net de la propriété	1 583	1 670	1 686	1 707	1 906
Plus :					
Transferts courants reçus	**7 854**	**8 145**	**8 614**	**9 038**	**9 285**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	54	53	49	52	53
Des sociétés financières	1 966	2 118	2 350	2 508	2 650
Des administrations publiques	5 828	5 969	6 212	6 474	6 577
Des non-résidents	5	5	5	5	5
Moins :					
Transferts courants payés	**10 513**	**11 387**	**11 966**	**12 182**	**12 499**
Égal :					
Revenu disponible	**22 075**	**22 808**	**23 660**	**24 367**	**24 483**
Capitale-Nationale					
Revenu primaire	**29 987**	**31 111**	**32 161**	**32 772**	**33 289**
Rémunération des salariés	23 604	24 447	25 263	26 057	26 417
Revenu mixte net	3 603	3 733	3 730	3 729	3 684
Revenu net de la propriété	2 781	2 930	3 168	2 986	3 187
Plus :					
Transferts courants reçus	**7 736**	**8 041**	**8 413**	**8 816**	**9 133**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	86	88	79	84	85
Des sociétés financières	2 373	2 554	2 742	2 915	3 051
Des administrations publiques	5 254	5 377	5 569	5 792	5 971
Des non-résidents	22	22	23	24	26
Moins :					
Transferts courants payés	**13 008**	**13 827**	**14 418**	**14 727**	**15 203**
Égal :					
Revenu disponible	**24 716**	**25 325**	**26 157**	**26 861**	**27 219**

Tableau 6.2.1 (suite)

Revenu disponible et ses composantes par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2010-2014

Région administrative et composante du revenu	2010r	2011r	2012r	2013r	2014p
	$/hab.				
Mauricie					
Revenu primaire	**22 687**	**23 485**	**24 173**	**24 525**	**24 929**
Rémunération des salariés	18 169	18 800	19 479	19 922	20 216
Revenu mixte net	2 436	2 469	2 481	2 403	2 340
Revenu net de la propriété	2 082	2 216	2 213	2 199	2 374
Plus :					
Transferts courants reçus	**8 300**	**8 650**	**9 178**	**9 572**	**9 786**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	58	56	51	55	56
Des sociétés financières	2 034	2 193	2 428	2 570	2 701
Des administrations publiques	6 197	6 391	6 688	6 937	7 018
Des non-résidents	10	10	10	11	11
Moins :					
Transferts courants payés	**9 608**	**10 179**	**10 647**	**10 769**	**11 160**
Égal :					
Revenu disponible	**21 379**	**21 956**	**22 704**	**23 328**	**23 555**
Estrie					
Revenu primaire	**24 312**	**25 300**	**26 375**	**26 922**	**27 466**
Rémunération des salariés	18 393	19 272	20 104	20 680	21 051
Revenu mixte net	3 313	3 295	3 398	3 428	3 472
Revenu net de la propriété	2 605	2 733	2 873	2 814	2 943
Plus :					
Transferts courants reçus	**7 607**	**7 844**	**8 227**	**8 567**	**8 754**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	91	82	74	82	83
Des sociétés financières	1 755	1 873	2 033	2 128	2 252
Des administrations publiques	5 732	5 860	6 091	6 327	6 387
Des non-résidents	29	29	29	30	31
Moins :					
Transferts courants payés	**9 854**	**10 535**	**11 115**	**11 355**	**11 777**
Égal :					
Revenu disponible	**22 065**	**22 609**	**23 487**	**24 135**	**24 443**
Montréal					
Revenu primaire	**29 561**	**30 992**	**31 961**	**31 945**	**33 053**
Rémunération des salariés	21 310	22 242	22 993	23 442	23 992
Revenu mixte net	4 231	4 348	4 372	4 431	4 438
Revenu net de la propriété	4 020	4 402	4 596	4 072	4 624
Plus :					
Transferts courants reçus	**7 001**	**7 122**	**7 324**	**7 552**	**7 615**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	213	213	236	221	223
Des sociétés financières	1 477	1 552	1 606	1 667	1 731
Des administrations publiques	5 140	5 188	5 314	5 493	5 484
Des non-résidents	171	168	168	172	176
Moins :					
Transferts courants payés	**12 209**	**12 891**	**13 385**	**13 634**	**14 187**
Égal :					
Revenu disponible	**24 353**	**25 222**	**25 900**	**25 863**	**26 481**

Tableau 6.2.1 (suite)

Revenu disponible et ses composantes par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2010-2014

Région administrative et composante du revenu	2010r	2011r	2012r	2013r	2014p
			$/hab.		
Outaouais					
Revenu primaire	**30 127**	**31 295**	**31 222**	**32 275**	**32 048**
Rémunération des salariés	25 100	26 131	26 043	26 946	26 534
Revenu mixte net	3 284	3 323	3 303	3 338	3 409
Revenu net de la propriété	1 743	1 841	1 876	1 991	2 104
Plus :					
Transferts courants reçus	**6 632**	**6 853**	**7 231**	**7 633**	**7 873**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	81	82	72	78	79
Des sociétés financières	1 922	2 075	2 230	2 402	2 549
Des administrations publiques	4 591	4 659	4 893	5 115	5 205
Des non-résidents	37	36	37	38	39
Moins :					
Transferts courants payés	**13 002**	**14 125**	**14 134**	**14 554**	**14 718**
Égal :					
Revenu disponible	**23 757**	**24 022**	**24 319**	**25 354**	**25 202**
Abitibi-Témiscamingue					
Revenu primaire	**27 566**	**30 076**	**31 700**	**32 111**	**32 343**
Rémunération des salariés	23 293	25 278	27 098	27 500	27 586
Revenu mixte net	2 440	2 447	2 540	2 474	2 493
Revenu net de la propriété	1 833	2 351	2 062	2 137	2 264
Plus :					
Transferts courants reçus	**7 065**	**7 254**	**7 596**	**7 870**	**8 104**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	48	57	44	50	50
Des sociétés financières	1 324	1 418	1 576	1 690	1 810
Des administrations publiques	5 687	5 773	5 969	6 124	6 238
Des non-résidents	6	6	6	6	6
Moins :					
Transferts courants payés	**11 229**	**12 443**	**13 395**	**13 593**	**13 996**
Égal :					
Revenu disponible	**23 402**	**24 887**	**25 901**	**26 388**	**26 451**
Côte-Nord					
Revenu primaire	**29 076**	**30 731**	**32 744**	**33 041**	**33 044**
Rémunération des salariés	25 948	27 432	29 204	29 499	29 218
Revenu mixte net	1 812	1 942	2 109	2 103	2 138
Revenu net de la propriété	1 316	1 356	1 431	1 438	1 688
Plus :					
Transferts courants reçus	**7 264**	**7 530**	**7 942**	**8 239**	**8 604**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	43	43	41	42	43
Des sociétés financières	1 564	1 688	1 857	1 983	2 156
Des administrations publiques	5 652	5 795	6 039	6 210	6 400
Des non-résidents	5	5	5	5	5
Moins :					
Transferts courants payés	**12 089**	**13 163**	**14 161**	**14 324**	**14 731**
Égal :					
Revenu disponible	**24 251**	**25 098**	**26 525**	**26 956**	**26 917**

Tableau 6.2.1 (suite)

Revenu disponible et ses composantes par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2010-2014

Région administrative et composante du revenu	2010r	2011r	2012r	2013r	2014p
			$/hab.		
Nord-du-Québec					
Revenu primaire	**21 910**	**22 795**	**24 004**	**24 622**	**25 043**
Rémunération des salariés	19 925	20 772	21 970	22 447	22 864
Revenu mixte net	1 310	1 318	1 351	1 400	1 462
Revenu net de la propriété	675	705	683	775	718
Plus :					
Transferts courants reçus	**5 787**	**5 944**	**6 465**	**6 600**	**6 778**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	55	59	49	55	55
Des sociétés financières	491	540	657	685	754
Des administrations publiques	5 238	5 342	5 756	5 856	5 965
Des non-résidents	3	3	3	3	3
Moins :					
Transferts courants payés	**7 040**	**7 437**	**7 898**	**8 027**	**8 193**
Égal :					
Revenu disponible	**20 657**	**21 301**	**22 571**	**23 194**	**23 628**
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine					
Revenu primaire	**18 712**	**20 079**	**21 155**	**21 595**	**22 071**
Rémunération des salariés	15 320	16 430	17 422	17 735	18 002
Revenu mixte net	2 139	2 245	2 294	2 315	2 432
Revenu net de la propriété	1 253	1 405	1 439	1 544	1 636
Plus :					
Transferts courants reçus	**9 539**	**9 854**	**10 372**	**10 679**	**10 860**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	44	46	43	45	45
Des sociétés financières	1 536	1 636	1 788	1 886	1 983
Des administrations publiques	7 955	8 167	8 537	8 745	8 828
Des non-résidents	4	4	4	4	4
Moins :					
Transferts courants payés	**7 738**	**8 571**	**9 146**	**9 235**	**9 608**
Égal :					
Revenu disponible	**20 513**	**21 362**	**22 381**	**23 039**	**23 324**
Chaudière-Appalaches					
Revenu primaire	**26 393**	**27 324**	**28 616**	**29 132**	**29 831**
Rémunération des salariés	21 017	21 856	22 814	23 626	24 063
Revenu mixte net	2 838	2 835	2 874	2 908	2 936
Revenu net de la propriété	2 538	2 634	2 929	2 598	2 832
Plus :					
Transferts courants reçus	**7 026**	**7 265**	**7 693**	**8 044**	**8 293**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	60	61	56	59	60
Des sociétés financières	1 588	1 726	1 900	2 014	2 115
Des administrations publiques	5 371	5 471	5 731	5 964	6 112
Des non-résidents	6	6	6	6	6
Moins :					
Transferts courants payés	**10 760**	**11 452**	**12 153**	**12 410**	**12 905**
Égal :					
Revenu disponible	**22 659**	**23 137**	**24 157**	**24 766**	**25 218**

Tableau 6.2.1 (suite)

Revenu disponible et ses composantes par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2010-2014

Région administrative et composante du revenu	2010r	2011r	2012r	2013r	2014p
	$/hab.				
Laval					
Revenu primaire	**29 720**	**30 852**	**31 496**	**32 191**	**32 691**
Rémunération des salariés	23 726	24 620	25 264	25 870	26 177
Revenu mixte net	3 142	3 263	3 304	3 365	3 362
Revenu net de la propriété	2 851	2 969	2 928	2 957	3 153
Plus :					
Transferts courants reçus	**6 721**	**6 820**	**7 080**	**7 368**	**7 524**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	75	75	89	80	81
Des sociétés financières	1 594	1 678	1 754	1 859	1 949
Des administrations publiques	4 954	4 973	5 145	5 335	5 398
Des non-résidents	98	94	93	94	96
Moins :					
Transferts courants payés	**12 438**	**13 101**	**13 573**	**13 835**	**14 262**
Égal :					
Revenu disponible	**24 002**	**24 571**	**25 004**	**25 724**	**25 952**
Lanaudière					
Revenu primaire	**27 300**	**28 344**	**29 108**	**29 731**	**30 248**
Rémunération des salariés	22 296	23 105	23 908	24 549	24 911
Revenu mixte net	2 897	2 954	2 981	2 982	3 007
Revenu net de la propriété	2 107	2 286	2 219	2 200	2 330
Plus :					
Transferts courants reçus	**6 879**	**7 134**	**7 521**	**7 882**	**8 132**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	44	46	42	44	45
Des sociétés financières	1 570	1 700	1 838	1 971	2 083
Des administrations publiques	5 252	5 374	5 627	5 853	5 991
Des non-résidents	14	14	14	14	14
Moins :					
Transferts courants payés	**11 089**	**11 774**	**12 268**	**12 496**	**12 959**
Égal :					
Revenu disponible	**23 090**	**23 704**	**24 361**	**25 117**	**25 420**
Laurentides					
Revenu primaire	**29 389**	**30 307**	**31 433**	**31 902**	**32 489**
Rémunération des salariés	22 781	23 686	24 790	25 204	25 617
Revenu mixte net	3 633	3 647	3 663	3 710	3 703
Revenu net de la propriété	2 975	2 974	2 981	2 988	3 169
Plus :					
Transferts courants reçus	**6 885**	**7 089**	**7 525**	**7 860**	**8 127**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	56	63	69	63	64
Des sociétés financières	1 695	1 814	1 979	2 104	2 239
Des administrations publiques	5 116	5 194	5 460	5 676	5 808
Des non-résidents	18	17	17	17	17
Moins :					
Transferts courants payés	**11 818**	**12 506**	**13 115**	**13 338**	**13 807**
Égal :					
Revenu disponible	**24 456**	**24 890**	**25 843**	**26 423**	**26 809**

Tableau 6.2.1 (suite)

Revenu disponible et ses composantes par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2010-2014

Région administrative et composante du revenu	2010r	2011r	2012r	2013r	2014p
			$/hab.		
Montérégie					
Revenu primaire	**30 488**	**31 709**	**32 603**	**33 186**	**33 875**
Rémunération des salariés	24 179	25 229	26 027	26 652	27 117
Revenu mixte net	3 399	3 478	3 504	3 522	3 524
Revenu net de la propriété	2 910	3 003	3 072	3 012	3 233
Plus :					
Transferts courants reçus	**6 843**	**7 047**	**7 426**	**7 796**	**8 084**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	79	80	75	78	79
Des sociétés financières	1 760	1 886	2 020	2 149	2 268
Des administrations publiques	4 967	5 045	5 296	5 532	5 700
Des non-résidents	37	36	36	36	37
Moins :					
Transferts courants payés	**12 571**	**13 365**	**13 893**	**14 189**	**14 713**
Égal :					
Revenu disponible	**24 761**	**25 392**	**26 136**	**26 792**	**27 246**
Centre-du-Québec					
Revenu primaire	**23 378**	**24 099**	**25 270**	**25 697**	**26 067**
Rémunération des salariés	18 217	18 957	19 847	20 465	20 885
Revenu mixte net	2 577	2 533	2 594	2 514	2 489
Revenu net de la propriété	2 584	2 609	2 829	2 718	2 694
Plus :					
Transferts courants reçus	**7 223**	**7 484**	**7 934**	**8 237**	**8 390**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	61	59	56	58	59
Des sociétés financières	1 376	1 481	1 647	1 737	1 822
Des administrations publiques	5 774	5 932	6 219	6 429	6 495
Des non-résidents	13	12	12	13	13
Moins :					
Transferts courants payés	**9 150**	**9 705**	**10 292**	**10 472**	**10 843**
Égal :					
Revenu disponible	**21 451**	**21 878**	**22 912**	**23 462**	**23 614**
Ensemble du Québec					
Revenu primaire	**28 301**	**29 503**	**30 448**	**30 892**	**31 537**
Rémunération des salariés	22 071	23 026	23 842	24 421	24 790
Revenu mixte net	3 379	3 453	3 480	3 503	3 513
Revenu net de la propriété	2 851	3 023	3 126	2 968	3 234
Plus :					
Transferts courants reçus	**7 151**	**7 359**	**7 707**	**8 031**	**8 235**
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	104	104	107	105	107
Des sociétés financières	1 705	1 823	1 955	2 069	2 175
Des administrations publiques	5 281	5 371	5 585	5 795	5 890
Des non-résidents	61	60	60	62	63
Moins :					
Transferts courants payés	**11 715**	**12 468**	**12 999**	**13 256**	**13 726**
Égal :					
Revenu disponible	**23 738**	**24 393**	**25 156**	**25 666**	**26 046**

Sources : Institut de la statistique du Québec; Affaires autochtones et du Nord Canada; ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire; ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche; Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris; Régie des rentes du Québec; Revenu Québec; Société de l'assurance automobile du Québec; Statistique Canada.

7. Investissements et permis de bâtir

par Guillaume Marchand, Direction des statistiques économiques

7.1 Investissements

L'*Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations : réelles, provisoires, perspectives* de Statistique Canada a connu un remaniement majeur qui affecte la disponibilité et la présentation des données à partir de l'année de référence 2013. **Les composantes du logement, des logiciels et de la prospection pétrolière, minière et gazière ne sont plus incluses dans le total des dépenses en immobilisation.** Les logiciels et la prospection pétrolière, minière et gazière sont dorénavant classés comme produits de propriété intellectuelle (et non plus comme machines et matériel) et sont diffusés distinctement sur le site Web de l'Institut de la statistique du Québec. De plus, les données ne sont plus ajustées pour répondre au concept de formation brute de capital fixe selon la comptabilité nationale. Enfin, depuis l'année de référence 2013, les compagnies détenant des contrats de crédit-bail ne déclarent plus la valeur de ces dépenses.

Pour l'ensemble du Québec, les données historiques des dépenses en immobilisation ont été estimées à nouveau pour la période 2006 à 2012 à l'aide d'une technique d'extrapolation rétrospective, rendant impossible la comparaison de ces données avec les anciennes séries de données. Les schémas de confidentialité ont été réutilisés sur les nouvelles estimations.

Au moment de la rédaction du présent chapitre, les données sur les dépenses en immobilisation par région administrative étaient disponibles pour les années 2006 à 2015. Elles correspondent aux données équivalentes sur l'ensemble du Québec diffusées par Statistique Canada en juillet 2015. Aux fins de cohérence, la présente analyse exclut la mise à jour des données de 2014 à 2016 sur l'ensemble du Québec diffusées par Statistique Canada en avril 2016.

Toutes les données sont exprimées aux prix courants, c'est-à-dire sans correction pour l'inflation.

Selon les perspectives 2015[1], les investissements devraient atteindre 37,3 milliards de dollars (G$) au Québec, ce qui représente une hausse de 2,7 % par rapport aux données provisoires de 2014 (36,3 G$), à la suite des baisses de 5,3 % en 2014 et de 4,5 % en 2013. Les investissements en 2015 seraient ainsi inférieurs de 2,9 G$ au sommet de 40,2 G$ atteint en 2012. Par type de ventilation, les investissements en construction sont en croissance de 2,7 % et s'établissent à 23,9 G$, alors que ceux en matériel et outillage augmentent de 2,8 % et atteignent 13,5 G$. Les investissements des industries productrices de biens se replient, pour une troisième année consécutive, de 0,5 % et affichent 14,3 G$ et ceux des industries produisant des services progressent de 4,8 % jusqu'à 23,0 G$. Les investissements dans le secteur privé baissent, pour une troisième année consécutive, de 2,4 % et se chiffrent à 18,1 G$, tandis que ceux dans le secteur public s'amplifient de 8,0 % et s'élèvent à 19,2 G$.

Les investissements de 10 des 17 régions administratives sont en croissance selon les perspectives 2015. La croissance est la plus prononcée dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue (+ 34,3 %), suivie des régions du Saguenay–Lac-Saint-Jean (+ 24,0 %), de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (+ 20,6 %), de la Mauricie (+ 9,5 %), de Laval (+ 8,1 %), de la Capitale-Nationale (+ 7,6 %), de la Montérégie (+ 7,0 %), de Lanaudière (+ 4,4 %), de Chaudière-Appalaches (+ 4,3 %) et de Montréal (+ 4,2 %).

La région du Bas-Saint-Laurent est celle qui subit le plus fort repli (– 21,6 %), suivie par celles du Nord-du-Québec (– 16,8 %), de la Côte-Nord (– 15,6 %), de l'Estrie (– 11,6 %), de l'Outaouais (– 5,1 %), du Centre-du-Québec (– 2,3 %) et des Laurentides (– 0,1 %). Parmi ces sept régions, seuls l'Outaouais et le Nord-du-Québec ont connu une hausse en 2014.

1. Les données relatives aux intentions de 2015 ont été recueillies d'octobre 2014 à janvier 2015.

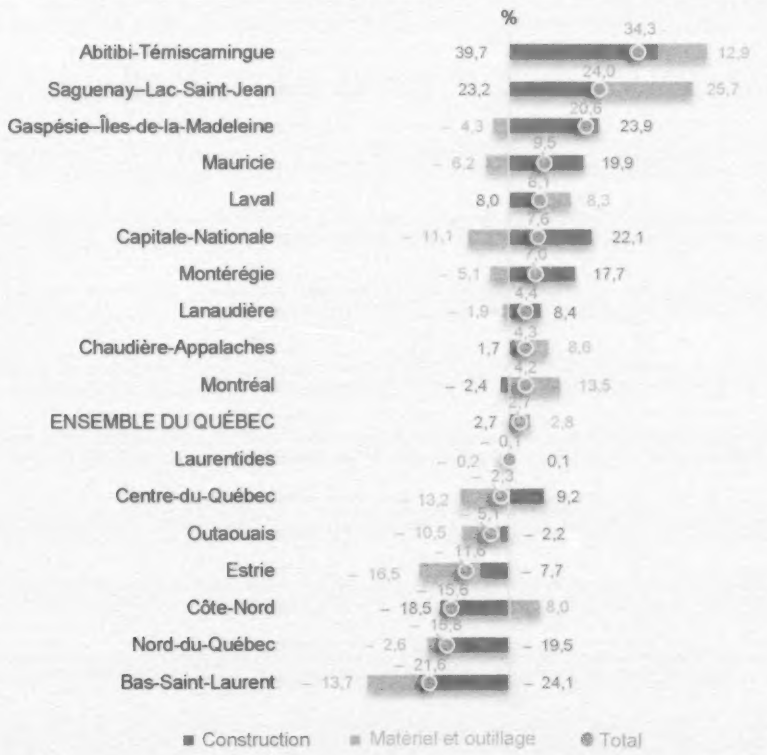
Investissements en construction et en matériel et outillage

Les investissements en construction, en hausse de 2,7 %, accaparent 64,0 % (23,9 G$) de l'ensemble des investissements au Québec en 2015, après les reculs de 8,5 % en 2014 et de 1,2 % en 2013. La région de Montréal est celle qui a dépensé le plus en construction avec 6,3 G$ en 2015. Aussi en augmentation de 2,8 % en 2015 au Québec à la suite du gain de 1,0 % en 2014 et de la baisse de 10,5 % en 2013, le matériel et l'outillage représentent 36,0 % des investissements totaux (13,5 G$) en 2015 et se concentrent également en grande partie dans la région de Montréal (5,3 G$).

Entre 2014 et 2015, il y a une hausse des investissements en construction dans 11 des 17 régions administratives. Les plus fortes croissances se situent dans les régions de l'Abitibi-Témiscamingue (+ 39,7 %), de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (+ 23,9 %), du Saguenay–Lac-Saint-Jean (+ 23,2 %) et de la Capitale-Nationale (+ 22,1 %); et les plus forts reculs dans la région du Bas-Saint-Laurent (– 24,1 %), du Nord-du-Québec (– 19,5 %) et de la Côte-Nord (– 18,5 %). Le matériel et l'outillage sont en décroissance dans 11 régions. Les plus fortes diminutions se retrouvent en Estrie (– 16,5 %), au Bas-Saint-Laurent (– 13,7 %) et au Centre-du-Québec (– 13,2 %). Le Saguenay–Lac-Saint-Jean est la région qui enregistre les plus importants gains (+ 25,7 %), suivi de Montréal (+ 13,5 %) et de l'Abitibi-Témiscamingue (+ 12,9 %).

Figure 7.1.1

Variation annuelle des dépenses en immobilisation selon l'actif, régions administratives et ensemble du Québec, perspectives 2015



Sources : Institut de la statistique du Québec.
Statistique Canada, *Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations : réelles, provisoires, perspectives (EDIR)*.

Investissements des industries de biens et de services

Les industries productrices de biens au Québec voient leurs investissements diminuer pour une troisième année de suite (– 1,8 % en 2013, – 9,9 % en 2014 et – 0,5 % en 2015) pour se situer à 14,3 G$. À l'inverse, les industries productrices de services sont en croissance en 2015 de 4,8 % avec 23,0 G$, à la suite de baisses de 2,0 % en 2014 et de 6,4 % en 2013.

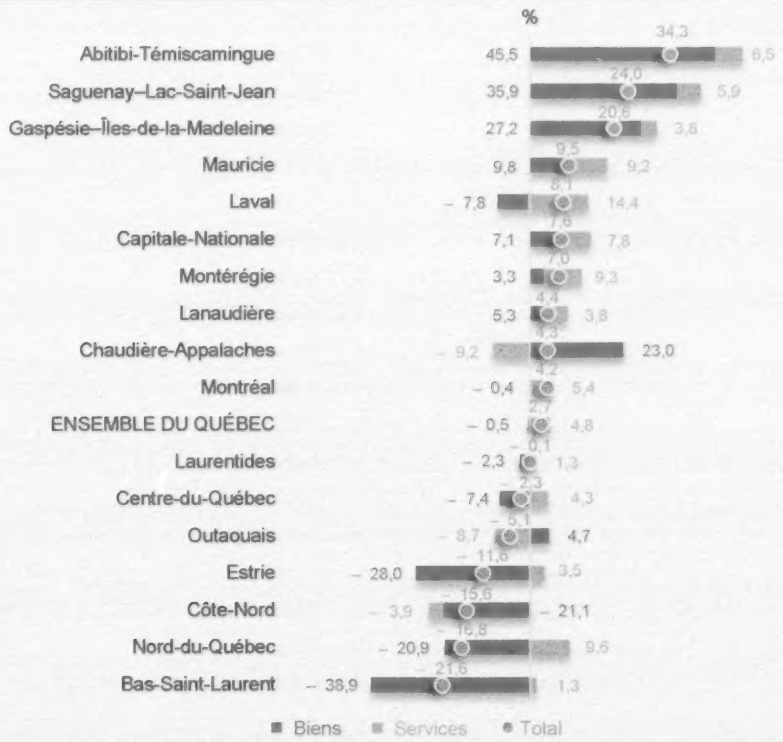
Entre 2013 et 2015, la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine se démarque dans les investissements des industries de biens avec des progressions de 126,9 % en 2014 et de 27,2 % en 2015 pour atteindre 731,3 M$. Ces fortes poussées proviennent principalement des industries de la fabrication. Les industries productrices de biens sont également un moteur de croissance pour les investissements de la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean : ils ont augmenté de 32,2 % en 2014 et de 35,9 % en 2015 pour se chiffrer à 1,0 G$. Cette hausse est essentiellement attribuable à l'industrie des services publics.

Pour les régions de la Côte-Nord et du Bas-Saint-Laurent, les investissements des industries de biens sont en perte de vitesse. En 2014, ils sont en déclin de 46,4 % et 5,6 % respectivement et en 2015 de 21,1 % et de 38,9 % respectivement. Pour la Côte-Nord, cette tendance est causée notamment par l'industrie de l'extraction minière et de l'exploitation en carrière, alors que pour le Bas-Saint-Laurent, il s'agit plutôt de l'industrie des services publics.

Les industries de services connaissent une croissance remarquable de leurs investissements entre 2013 et 2015 dans les régions du Nord-du-Québec (+ 41,6 % en 2014 et + 9,6 % en 2015, principalement les services d'enseignement), de la Côte-Nord (+ 36,2 % en 2014 et – 3,9 % en 2015, surtout les services d'enseignement) et de l'Abitibi-Témiscamingue (+ 20,9 % en 2014 et + 6,5 % en 2015, notamment l'administration publique provinciale). Quant aux diminutions les plus marquées sur la même période, elles s'observent au Bas-Saint-Laurent (– 26,0 % en 2014 et + 1,3 % en 2015, particulièrement le transport et l'entreposage), dans les Laurentides (– 25,7 % en 2014 et + 1,3 % en 2015) et en Estrie (– 25,3 % en 2014 et + 3,5 % en 2015).

Figure 7.1.2

Variation annuelle des dépenses en immobilisation selon l'industrie, régions administratives et ensemble du Québec, perspectives 2015



Sources : Institut de la statistique du Québec.
Statistique Canada, *Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations : réelles, provisoires, perspectives (EDIR)*.

Investissements privés et publics

En 2015, les investissements du secteur public représentent 19,2 G$, soit 51,5 % de l'ensemble des investissements au Québec. Après de légères baisses de 0,2 % en 2013 et en 2014, ils remontent de 8,0 % en 2015. Pour leur part, à la suite de trois reculs consécutifs en 2013 (– 8,0 %), en 2014 (– 9,7 %) et en 2015 (– 2,4 %), les investissements du secteur privé se chiffrent à 18,1 G$, soit 48,5 % du total.

La croissance entre 2013 et 2015 des investissements du secteur public est la plus forte en Montérégie (+ 5,9 % et + 24,2 %), en Mauricie (+ 12,2 % et + 15,9 %) et dans la Capitale-Nationale (+ 5,5 % et + 22,5 %). Ces hausses proviennent principalement du secteur des administrations publiques. Les plus importantes diminutions pour les mêmes années se retrouvent dans les régions de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (– 28,3 % et + 5,4 %), de l'Estrie (– 23,9 % et + 2,9 %, surtout les administrations publiques et les services d'enseignement) et de la Côte-Nord (0,0 % et – 16,1 %).

Du côté du secteur privé, les plus forts gains entre 2013 et 2015 concernent la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (+ 195,4 % et + 26,8 %, principalement la fabrication), le Saguenay–Lac-Saint-Jean (+ 31,0 % et + 31,6 %) et l'Abitibi-Témiscamingue (– 5,6 % et + 58,6 %, surtout l'extraction minière et l'exploitation en carrière). Alors que les reculs marqués se manifestent dans la Côte-Nord (– 71,1 % et – 13,8 %, notamment l'extraction minière et l'exploitation en carrière), le Bas-Saint-Laurent (– 15,8 % et – 40,0 %) et la Capitale-Nationale (– 35,0 % et – 12,3 %).

Figure 7.1.3

Variation annuelle des dépenses en immobilisation selon le secteur, régions administratives et ensemble du Québec, perspectives 2015

Sources : Institut de la statistique du Québec.
Statistique Canada, *Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations : réelles, provisoires, perspectives (EDIR)*.

Informations statistiques complémentaires

Des données détaillées les investissements pour le Québec et les régions administratives sont disponibles sur le site Web de l'Institut.

Tableau 7.1.1

Dépenses totales en immobilisation, régions administratives et ensemble du Québec, 2011-2015

Région administrative	Unité	2011	2012	2013	2014[p]	2015[pr]
Bas-Saint-Laurent	M$	896,7	1 043,7	1 318,2	1 112,0	872,1
	Part relative dans le Québec (%)	2,4	2,6	3,4	3,1	2,3
	Variation annuelle (%)	3,9	16,4	26,3	– 15,6	– 21,6
Saguenay–Lac-Saint-Jean	M$	1 871,6	1 852,7	1 135,5	1 274,1	1 580,0
	Part relative dans le Québec (%)	5,1	4,6	3,0	3,5	4,2
	Variation annuelle (%)	53,8	– 1,0	– 38,7	12,2	24,0
Capitale-Nationale	M$	3 235,6	3 355,3	3 927,5	3 274,0	3 524,0
	Part relative dans le Québec (%)	8,7	8,3	10,2	9,0	9,4
	Variation annuelle (%)	-9,5	3,7	17,1	– 16,6	7,6
Mauricie	M$	782,3	805,2	747,7	765,9	838,3
	Part relative dans le Québec (%)	2,1	2,0	1,9	2,1	2,2
	Variation annuelle (%)	-18,8	2,9	– 7,1	2,4	9,5
Estrie	M$	1 097,9	1 194,2	999,3	918,4	811,8
	Part relative dans le Québec (%)	3,0	3,0	2,6	2,5	2,2
	Variation annuelle (%)	-4,3	8,8	– 16,3	– 8,1	– 11,6
Montréal	M$	9 485,3	9 899,8	10 841,7	11 109,9	11 581,6
	Part relative dans le Québec (%)	25,6	24,6	28,3	30,6	31,0
	Variation annuelle (%)	27,9	4,4	9,5	2,5	4,2
Outaouais	M$	1 450,0	1 605,4	819,1	972,8	923,4
	Part relative dans le Québec (%)	3,9	4,0	2,1	2,7	2,5
	Variation annuelle (%)	-11,9	10,7	– 49,0	18,8	– 5,1
Abitibi-Témiscamingue	M$	1 359,3	1 588,6	1 204,4	1 258,4	1 690,7
	Part relative dans le Québec (%)	3,7	4,0	3,1	3,5	4,5
	Variation annuelle (%)	-17,1	16,9	– 24,2	4,5	34,3
Côte-Nord	M$	2 435,4	3 903,4	4 076,0	2 714,4	2 291,2
	Part relative dans le Québec (%)	6,6	9,7	10,6	7,5	6,1
	Variation annuelle (%)	31,6	60,3	4,4	– 33,4	– 15,6
Nord-du-Québec	M$	2 053,1	2 347,2	2 010,6	2 189,3	1 821,7
	Part relative dans le Québec (%)	5,5	5,8	5,2	6,0	4,9
	Variation annuelle (%)	-9,1	14,3	– 14,3	8,9	– 16,8
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	M$	865,5	569,6	516,3	800,9	965,6
	Part relative dans le Québec (%)	2,3	1,4	1,3	2,2	2,6
	Variation annuelle (%)	19,6	– 34,2	– 9,3	55,1	20,6
Chaudière-Appalaches	M$	1 889,5	1 860,0	1 885,0	1 517,5	1 582,3
	Part relative dans le Québec (%)	5,1	4,6	4,9	4,2	4,2
	Variation annuelle (%)	24,6	– 1,6	1,3	– 19,5	4,3
Laval	M$	860,5	1 090,6	946,8	847,4	916,3
	Part relative dans le Québec (%)	2,3	2,7	2,5	2,3	2,5
	Variation annuelle (%)	-24,3	26,7	– 13,2	– 10,5	8,1
Lanaudière	M$	1 342,0	1 391,3	1 009,7	973,6	1 016,3
	Part relative dans le Québec (%)	3,6	3,5	2,6	2,7	2,7
	Variation annuelle (%)	47,3	3,7	– 27,4	– 3,6	4,4
Laurentides	M$	1 545,0	1 539,7	1 681,8	1 319,3	1 318,6
	Part relative dans le Québec (%)	4,2	3,8	4,4	3,6	3,5
	Variation annuelle (%)	-4,8	– 0,3	9,2	– 21,6	– 0,1
Montérégie	M$	4 832,0	5 102,4	4 296,0	4 507,6	4 824,5
	Part relative dans le Québec (%)	13,1	12,7	11,2	12,4	12,9
	Variation annuelle (%)	-4,3	5,6	– 15,8	4,9	7,0
Centre-du-Québec	M$	1 008,6	1 042,5	949,0	782,1	764,2
	Part relative dans le Québec (%)	2,7	2,6	2,5	2,2	2,0
	Variation annuelle (%)	-14,7	3,4	– 9,0	– 17,6	– 2,3
Ensemble du Québec	**M$**	**37 010,4**	**40 191,6**	**38 364,7**	**36 337,7**	**37 322,3**
	Part relative dans le Québec (%)	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
	Variation annuelle (%)	**5,5**	**8,6**	**– 4,5**	**– 5,3**	**2,7**

Sources : Institut de la statistique du Québec.
Statistique Canada, *Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations : réelles, provisoires, perspectives (EDIR).*

Tableau 7.1.2

Dépenses en immobilisation par industrie, secteur et actif, régions administratives et ensemble du Québec, perspectives 2015

Région administrative	Unité	Industrie		Secteur		Actif		Total
		Biens	Services	Privé	Public	Construction	Matériel et outillage	
Bas-Saint-Laurent	M$	386,1	486,0	383,5	488,6	638,5	233,6	**872,1**
	Part relative (%)	44,3	55,7	44,0	56,0	73,2	26,8	**100,0**
	Variation 2015/2014 (%)	– 38,9	1,3	– 40,0	3,4	– 24,1	– 13,7	**– 21,6**
	Variation 2014/2013 (%)	– 5,6	– 26,0	– 15,8	– 15,4	– 18,4	– 5,9	**– 15,6**
Saguenay–Lac-Saint-Jean	M$	1 044,1	535,9	1 125,5	454,6	1 071,4	508,6	**1 580,0**
	Part relative (%)	66,1	33,9	71,2	28,8	67,8	32,2	**100,0**
	Variation 2015/2014 (%)	35,9	5,9	31,6	8,5	23,2	25,7	**24,0**
	Variation 2014/2013 (%)	32,2	– 8,7	31,0	– 13,2	0,8	48,3	**12,2**
Capitale-Nationale	M$	766,8	2 757,2	1 226,4	2 297,7	2 254,3	1 269,7	**3 524,0**
	Part relative (%)	21,8	78,2	34,8	65,2	64,0	36,0	**100,0**
	Variation 2015/2014 (%)	7,1	7,8	– 12,3	22,5	22,1	– 11,1	**7,6**
	Variation 2014/2013 (%)	– 32,4	– 10,8	– 35,0	5,5	– 26,2	0,1	**– 16,6**
Mauricie	M$	362,1	476,2	309,8	528,5	550,2	288,1	**838,3**
	Part relative (%)	43,2	56,8	37,0	63,0	65,6	34,4	**100,0**
	Variation 2015/2014 (%)	9,8	9,2	– 0,0	15,9	19,9	– 6,2	**9,5**
	Variation 2014/2013 (%)	9,3	– 2,2	– 9,2	12,2	4,1	0,0	**2,4**
Estrie	M$	317,5	494,3	424,4	387,4	470,4	341,4	**811,8**
	Part relative (%)	39,1	60,9	52,3	47,7	57,9	42,1	**100,0**
	Variation 2015/2014 (%)	– 28,0	3,5	– 21,7	2,9	– 7,7	– 16,5	**– 11,6**
	Variation 2014/2013 (%)	22,3	– 25,3	7,4	– 23,9	– 13,7	– 0,0	**– 8,1**
Montréal	M$	2 148,5	9 433,1	5 585,2	5 996,4	6 309,6	5 272,0	**11 581,6**
	Part relative (%)	18,6	81,4	48,2	51,8	54,5	45,5	**100,0**
	Variation 2015/2014 (%)	– 0,4	5,4	– 2,8	11,8	– 2,4	13,5	**4,2**
	Variation 2014/2013 (%)	3,5	2,2	4,0	0,9	– 2,8	10,8	**2,5**
Outaouais	M$	273,7	649,7	383,6	539,7	622,1	301,3	**923,4**
	Part relative (%)	29,6	70,4	41,5	58,5	67,4	32,6	**100,0**
	Variation 2015/2014 (%)	4,7	– 8,7	– 9,0	– 2,1	– 2,2	– 10,5	**– 5,1**
	Variation 2014/2013 (%)	28,6	15,5	16,9	20,3	18,4	19,5	**18,8**
Abitibi-Témiscamingue	M$	1 306,8	383,9	1 212,2	478,5	1 405,8	284,8	**1 690,7**
	Part relative (%)	77,3	22,7	71,7	28,3	83,2	16,8	**100,0**
	Variation 2015/2014 (%)	45,5	6,5	58,6	– 3,1	39,7	12,9	**34,3**
	Variation 2014/2013 (%)	– 0,9	20,9	– 5,6	25,3	18,4	– 28,8	**4,5**
Côte-Nord	M$	1 454,2	837,0	477,7	1 813,5	1 966,4	324,8	**2 291,2**
	Part relative (%)	63,5	36,5	20,8	79,2	85,8	14,2	**100,0**
	Variation 2015/2014 (%)	– 21,1	– 3,9	– 13,8	– 16,1	– 18,5	8,0	**– 15,6**
	Variation 2014/2013 (%)	– 46,4	36,2	– 71,1	0,0	– 27,7	– 59,1	**– 33,4**
Nord-du-Québec	M$	1 500,3	321,3	990,8	830,9	1 485,1	336,6	**1 821,7**
	Part relative (%)	82,4	17,6	54,4	45,6	81,5	18,5	**100,0**
	Variation 2015/2014 (%)	– 20,9	9,6	– 27,5	1,0	– 19,5	– 2,6	**– 16,8**
	Variation 2014/2013 (%)	5,1	41,6	8,3	9,9	18,2	– 23,4	**8,9**
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	M$	731,3	234,3	720,9	244,7	875,2	90,4	**965,6**
	Part relative (%)	75,7	24,3	74,7	25,3	90,6	9,4	**100,0**
	Variation 2015/2014 (%)	27,2	3,8	26,8	5,4	23,9	– 4,3	**20,6**
	Variation 2014/2013 (%)	126,9	– 14,1	195,4	– 28,3	85,5	5,5	**55,1**
Chaudière-Appalaches	M$	783,1	799,2	908,8	673,5	972,7	609,5	**1 582,3**
	Part relative (%)	49,5	50,5	57,4	42,6	61,5	38,5	**100,0**
	Variation 2015/2014 (%)	23,0	– 9,2	3,7	5,1	1,7	8,6	**4,3**
	Variation 2014/2013 (%)	– 39,7	6,2	– 23,3	– 13,6	– 20,4	– 17,9	**– 19,5**

Tableau 7.1.2 (suite)

Dépenses en immobilisation par industrie, secteur et actif, régions administratives et ensemble du Québec, perspectives 2015

Région administrative	Unité	Industrie		Secteur		Actif		Total
		Biens	Services	Privé	Public	Construction	Matériel et outillage	
Laval	M$	220,8	695,4	455,0	461,2	545,5	370,7	**916,3**
	Part relative (%)	24,1	75,9	49,7	50,3	59,5	40,5	**100,0**
	Variation 2015/2014 (%)	– 7,8	14,4	17,9	– 0,0	8,0	8,3	**8,1**
	Variation 2014/2013 (%)	19,7	– 18,6	– 12,9	– 8,4	– 21,3	12,1	**– 10,5**
Lanaudière	M$	386,4	629,9	504,7	511,6	644,9	371,3	**1 016,3**
	Part relative (%)	38,0	62,0	49,7	50,3	63,5	36,5	**100,0**
	Variation 2015/2014 (%)	5,3	3,8	2,1	6,8	8,4	– 1,9	**4,4**
	Variation 2014/2013 (%)	9,5	– 10,0	– 3,3	– 3,9	– 12,0	13,6	**– 3,6**
Laurentides	M$	486,4	832,2	685,6	633,0	820,0	498,6	**1 318,6**
	Part relative (%)	36,9	63,1	52,0	48,0	62,2	37,8	**100,0**
	Variation 2015/2014 (%)	– 2,3	1,3	– 1,1	1,1	0,1	– 0,2	**– 0,1**
	Variation 2014/2013 (%)	– 13,6	– 25,7	– 31,2	– 7,1	– 21,7	– 21,3	**– 21,6**
Montérégie	M$	1 767,5	3 057,0	2 260,2	2 564,2	2 823,8	2 000,7	**4 824,5**
	Part relative (%)	36,6	63,4	46,8	53,2	58,5	41,5	**100,0**
	Variation 2015/2014 (%)	3,3	9,3	– 7,5	24,2	17,7	– 5,1	**7,0**
	Variation 2014/2013 (%)	5,8	4,4	4,2	5,9	– 2,0	14,1	**4,9**
Centre-du-Québec	M$	406,5	357,7	433,0	331,2	416,1	348,1	**764,2**
	Part relative (%)	53,2	46,8	56,7	43,3	54,5	45,5	**100,0**
	Variation 2015/2014 (%)	– 7,4	4,3	– 8,5	7,2	9,2	– 13,2	**– 2,3**
	Variation 2014/2013 (%)	**– 20,8**	**– 13,1**	**– 21,3**	**– 11,2**	**– 37,1**	**16,9**	**– 17,6**
Ensemble du Québec	**M$**	**14 342,1**	**22 980,2**	**18 087,2**	**19 235,2**	**23 872,1**	**13 450,3**	**37 322,3**
	Part relative (%)	**38,4**	**61,6**	**48,5**	**51,5**	**64,0**	**36,0**	**100,0**
	Variation 2015/2014 (%)	**– 0,5**	**4,8**	**– 2,4**	**8,0**	**2,7**	**2,8**	**2,7**
	Variation 2014/2013 (%)	**– 9,9**	**– 2,0**	**– 9,7**	**– 0,2**	**– 8,5**	**1,0**	**– 5,3**

Sources : Institut de la statistique du Québec.
Statistique Canada, *Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations : réelles, provisoires, perspectives (EDIR).*

7.2 Permis de bâtir

Délivrés par les municipalités, les permis de bâtir octroient le droit de construire ou de rénover. L'obtention de permis de bâtir constitue habituellement l'une des premières étapes dans la réalisation d'un projet. Ainsi, la valeur des permis de bâtir révèle l'ampleur et le lieu des intentions de construction et de rénovation. Elle peut donc être considérée comme un indicateur précurseur de l'activité dans le secteur de la construction.

Méthodologie

En 2015, l'*Enquête des permis de bâtir* couvre 631 municipalités sur les 1 288 municipalités, communautés autochtones et territoires non organisés que compte le Québec. La population des municipalités répondantes à l'enquête représente 94,6 % de la population québécoise. Cette sous-couverture provient essentiellement de municipalités qui ne délivrent pas de permis de bâtir ou qui n'ont pas répondu à l'enquête.

Aucune estimation n'est produite pour les municipalités non répondantes et les travaux clandestins. De plus, aucune correction n'est faite pour les permis annulés ou périmés. La valeur des travaux est probablement sous-estimée par rapport à leur valeur réelle puisque le mode de tarification des permis est établi en fonction de la valeur déclarée.

Un indicateur de représentativité a été calculé pour les données régionales. Il mesure le ratio entre la population des municipalités répondantes à l'*Enquête des permis de bâtir* et la population totale pour une région administrative donnée. Une mention est faite lorsque ce ratio représente moins de 90 %.

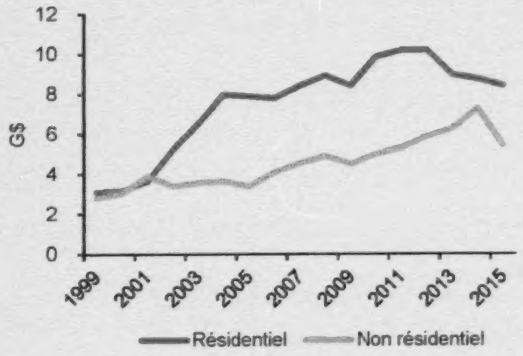
Les données sur la valeur des permis de bâtir proviennent de données nominales, c'est-à-dire qu'elles n'ont pas été corrigées pour l'inflation.

Ensemble des secteurs

La valeur totale des permis de bâtir émis par les municipalités québécoises en 2015 atteint 13,8 G$, en décroissance de 2,2 G$ (– 13,6 %) par rapport à 2014 et de 1,9 G$ (– 11,8 %) comparativement à la moyenne des années 2011 à 2014, ces dernières constituant les quatre meilleures depuis le début de l'enquête. Il s'agit aussi d'une baisse de 13,8 % en regard du sommet historique de 16,1 G$ en 2012. En 2015, la valeur des permis de bâtir du secteur institutionnel chute de 52,3 % et s'établit à 1,6 G$, à la suite du ralentissement d'octroi de permis dans le cadre des grands chantiers dans la région de Montréal. Les secteurs industriel et résidentiel diminuent également de 8,0 % et 3,8 % respectivement. Il s'agit d'un troisième recul annuel dans le cas du secteur résidentiel. Seule la valeur des permis de bâtir commerciaux augmente de 1,0 %.

Figure 7.2.1

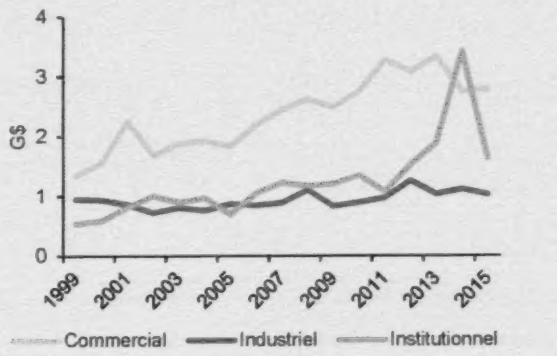
Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, ensemble du Québec, 1999 à 2015



Source : Statistique Canada, *Enquête des permis de bâtir*, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Figure 7.2.2

Valeur des permis de bâtir non résidentiels selon le type de construction, ensemble du Québec, 1999 à 2015



Source : Statistique Canada, *Enquête des permis de bâtir*, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Seules trois régions enregistrent une croissance de la valeur des permis de bâtir en 2015 par rapport à la valeur moyenne des années 2011 à 2014, soit Laval (+ 17,7 %, notamment le secteur commercial), Centre-du-Québec (+ 12,5 %, surtout le secteur industriel) et Chaudière-Appalaches (+ 1,6 %, en particulier le secteur institutionnel). Par contre, les régions affichant la plus faible valeur en 2015 par rapport aux années précédentes sont la Côte-Nord (– 40,3 %, en premier lieu le secteur industriel) et le Nord-du-Québec (– 35,0 %, principalement le secteur industriel).

Secteur résidentiel

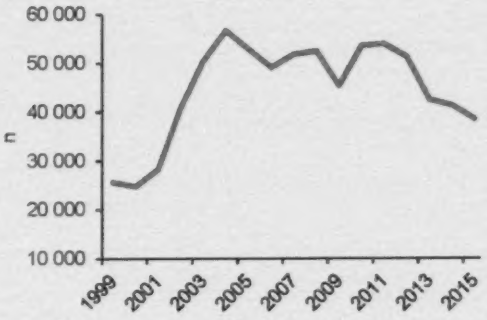
En baisse pour une troisième année de suite (– 12,2 % en 2013, – 2,3 % en 2014 et – 3,8 % en 2015), la valeur des permis de bâtir résidentiels émis au Québec en 2015 atteint 8,4 G$, en retrait de 11,7 % par rapport à la moyenne 2011-2014 (9,5 G$). Avec 20,0 % du total de la valeur émise au Québec, Montréal est la région administrative la plus importante pour la valeur des permis de bâtir résidentiels. Se chiffrant à 1,7 G$ en 2015, cette valeur est en perte de vitesse de 1,7 % comparativement à 2014. Elle est également inférieure à la moyenne annuelle entre 2011 et 2014 (1,8 G$). La région de la Montérégie arrive au deuxième rang à l'échelle des régions administratives, avec 1,6 G$ de valeur émise, soit 19,2 % du total québécois. Elle est en augmentation de 4,4 % en 2015 et se situe en dessous de la moyenne 2011-2014 (1,9 G$). Viennent ensuite les régions des Laurentides (906,6 M$, en décroissance de 13,5 % en 2015 et au-dessous de la moyenne annuelle 2011-2014 : 1,0 G$) et de la Capitale-Nationale (841,6 M$, en recul de 9,4 % en 2015 et sous la moyenne 2011-2014 : 964,2 M$). Toutes les régions connaissent en 2015 des résultats inférieurs à la moyenne des quatre années précédentes. Cependant, les régions suivantes enregistrent une hausse en 2015 en regard de 2014 : Laval (+ 24,5 %), Bas-Saint-Laurent (+ 8,0 %), Estrie (+ 6,7 %), Montérégie (+ 4,4 %), Abitibi-Témiscamingue (+ 2,6 %) et Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (+ 0,5 %).

Nombre d'unités de logement

Dans l'ensemble du Québec, les permis de bâtir émis en 2015 dans le secteur résidentiel autorisent la création de 38 485 unités de logement, en décroissance pour une quatrième année consécutive (– 4,9 % en 2012, – 17,1 % en 2013, – 2,8 % en 2014 et – 6,8 % en 2015). Pour cette dernière année, toutes les régions se situent en dessous de leurs moyennes 2011-2014. Les reculs les plus prononcés en 2015 par rapport à 2014 se trouvent dans les régions de la Côte-Nord (– 45,1 %), de la Mauricie (– 29,8 %), du Saguenay–Lac-Saint-Jean (– 25,5 %), du Centre-du-Québec (– 20,9 %) et des Laurentides (– 20,1 %). Les nombres d'unités de logement en 2015 sont les plus bas en regard de leurs moyennes de la période 2011 à 2015 dans les régions de la Côte-Nord, du Nord-du-Québec, du Saguenay–Lac-Saint-Jean, de la Mauricie et de l'Outaouais. Notons également que le Saguenay–Lac-Saint-Jean est en baisse pour une troisième année de suite. Dans la région de Montréal, ce sont 7 280 nouvelles unités qui ont été autorisées en 2015, comparativement aux 8 670 unités octroyées en 2014. Les régions de Laval (+ 50,8 %), du Nord-du-Québec (+ 33,3 %), du Bas-Saint-Laurent (+ 32,0 %) et de la Montérégie (+ 10,9 %) connaissent les plus fortes hausses en 2015.

Figure 7.2.3

Unités de logement, ensemble du Québec, 1999 à 2015



Source : Statistique Canada, *Enquête des permis de bâtir*, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Secteurs non résidentiels

Au Québec, la valeur des permis de bâtir non résidentiels émis en 2015 par les municipalités s'amoindrit de 25,4 % par rapport à 2014 pour atteindre 5,4 G$, à la suite de cinq années consécutives de croissance. Ce déclin est attribuable au très fort recul de 52,3 % du secteur institutionnel qui s'établit à 1,6 G$ en 2015 (moyenne 2011-2014 : 2,0 G$). La diminution en valeur du secteur institutionnel en 2015 se chiffre à 1,8 G$ dans l'ensemble du Québec, à 2,0 G$ à Montréal et à 123,1 M$ en Montérégie alors que la valeur des permis dans la Capitale-Nationale et Lanaudière augmente de 118,8 M$ et 83,5 M$ respectivement. Le

secteur industriel baisse aussi de 8,0 % et atteint 1,0 G$ en 2015 (moyenne 2011-2014 : 1,1 G$), alors que le secteur commercial monte de 1,0 % et s'élève à 2,8 G$ (moyenne 2011-2014 : 3,1 G$). En valeur, la décroissance du secteur industriel est de 88,7 M$ dans l'ensemble du Québec, de 183,6 M$ en Montérégie et de 51,9 $ à Laval, alors qu'on remarque des progressions de 44,8 M$ en Outaouais, de 37,4 M$ à Montréal et de 33,0 M$ au Centre-du-Québec. La hausse de 27,6 M$ dans le secteur commercial recouvre des fluctuations diverses par régions : Laval (+ 204,1 M$), Centre-du-Québec (+ 37,6 M$), Montréal (– 95,6 M$) et Outaouais (– 48,6 M$).

La valeur des permis non résidentiels dans la région de Montréal est de 1,5 G$ en 2015. Elle représente 27,9 % du total québécois. Elle chute de 57,0 % par rapport à 2014, à la suite principalement de la résorption du boom qu'a connu le secteur institutionnel, ce dernier passant d'une valeur des permis de 2,3 G$ en 2014 à 388,8 M$ en 2015 (– 83,4 %). La valeur des permis du secteur commercial en 2015 est de 894,7 M$ (– 9,7 %) et celle du secteur industriel est de 232,7 M$ (+ 19,2 %).

La région de la Montérégie est également une région importante pour la valeur des permis de bâtir non résidentiels. Elle s'élève en 2015 à 871,8 M$, soit une diminution de 25,5 % en regard de 2014 et une baisse de 9,8 % par rapport à la moyenne de 2011 à 2014. Après trois années consécutives de croissance, les secteurs industriel et institutionnel déclinent respectivement de 46,1 % et 36,9 % en 2015. En effet, la valeur des permis industriels s'établit à 214,9 M$ et celle des permis institutionnels à 210,7 M$. Par contre, la valeur des permis commerciaux augmente de 1,9 % à 446,3 M$, demeurant toutefois sous la moyenne de 467,1 M$ des années 2011 à 2014.

Après avoir chuté en 2014, la valeur des permis de bâtir non résidentiels dans la Capitale-Nationale remonte à 508,5 M$ (+ 50,6 %) en 2015, tout juste au-dessus de sa moyenne entre 2011 et 2014. En effet, la valeur des permis institutionnels bondit de 89,5 M$ en 2014 à 208,4 M$ en 2015 (+ 132,7 %). Les secteurs commercial et industriel affichent aussi des gains respectifs de 14,4 % et 72,1 % pour atteindre 251,6 M$ et 48,6 M$ respectivement.

Outre Montréal et la Montérégie, les régions du Bas-Saint-Laurent, de la Côte-Nord, du Nord-du-Québec et de l'Outaouais affichent un recul important en 2015 et se situent au-dessous de leurs moyennes 2011-2014. En revanche, à l'instar de la Capitale-Nationale, la valeur des permis de bâtir non résidentiels de quatre régions augmente fortement en 2015, tout en étant au-dessus de leurs moyennes 2011-2014 : le Centre-du-Québec, Lanaudière, Laval et la Mauricie.

Informations statistiques complémentaires

Des données détaillées sur la valeur des permis de bâtir pour le Québec et les régions administratives sont disponibles sur le site Web de l'Institut.

Tableau 7.2.1

Valeur des permis de bâtir selon le type de construction, régions administratives et ensemble du Québec, 2011-2015

Région administrative	Résidentiel										
	Valeur des permis de bâtir						Variation annuelle				
	2011	2012	2013	2014	2015	Moyenne 2011-2014	2011 /2010	2012 /2011	2013 /2012	2014 /2013	2015 /2014
	M$						%				
Bas-Saint-Laurent[1]	201,5	184,7	161,1	142,0	153,3	172,3	9,5	– 8,3	– 12,8	– 11,9	8,0
Saguenay–Lac-Saint-Jean	329,1	392,0	319,7	286,5	227,2	331,8	18,9	19,1	– 18,4	– 10,4	– 20,7
Capitale-Nationale	996,0	1 101,7	829,7	929,3	841,6	964,2	– 6,7	10,6	– 24,7	12,0	– 9,4
Mauricie	309,5	299,7	310,0	317,6	260,8	309,2	– 13,8	– 3,2	3,4	2,5	– 17,9
Estrie	396,4	409,2	391,1	337,7	360,3	383,6	1,4	3,2	– 4,4	– 13,7	6,7
Montréal	1 811,5	1 712,6	1 828,4	1 710,0	1 681,3	1 765,6	46,6	– 5,5	6,8	– 6,5	– 1,7
Outaouais	484,7	523,8	388,2	421,3	372,2	454,5	0,4	8,1	– 25,9	8,5	– 11,7
Abitibi-Témiscamingue[1]	178,2	169,2	195,1	155,5	159,7	174,5	27,7	– 5,0	15,3	– 20,3	2,6
Côte-Nord[1]	75,4	106,0	63,2	60,6	47,3	76,3	4,9	40,7	– 40,4	– 4,1	– 22,0
Nord-du-Québec[2,3]	19,0	15,1	18,6	13,6	12,8	16,6	62,5	– 20,2	22,6	– 26,6	– 6,2
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine[1]	63,8	68,6	76,6	64,5	64,9	68,4	– 5,7	7,6	11,7	– 15,8	0,5
Chaudière-Appalaches[1]	494,8	480,0	463,3	487,0	443,2	481,3	– 3,2	– 3,0	– 3,5	5,1	– 9,0
Laval	635,3	673,4	467,1	426,3	530,7	550,5	– 1,3	6,0	– 30,6	– 8,7	24,5
Lanaudière	773,3	685,3	540,1	555,0	512,8	638,5	– 8,1	– 11,4	– 21,2	2,8	– 7,6
Laurentides	975,2	1 029,1	1 015,2	1 048,1	906,6	1 016,9	– 11,1	5,5	– 1,3	3,2	– 13,5
Montérégie	2 166,4	2 084,4	1 638,8	1 547,6	1 615,9	1 859,3	– 1,1	– 3,8	– 21,4	– 5,6	4,4
Centre-du-Québec[1]	264,8	261,1	244,2	241,2	216,7	252,8	– 3,8	– 1,4	– 6,5	– 1,2	– 10,2
Ensemble du Québec	**10 174,7**	**10 196,1**	**8 950,4**	**8 744,0**	**8 407,4**	**9 516,3**	**3,3**	**0,2**	**– 12,2**	**– 2,3**	**– 3,8**

	Commercial										
	Valeur des permis de bâtir						Variation annuelle				
	2011	2012	2013	2014	2015	Moyenne 2011-2014	2011 /2010	2012 /2011	2013 /2012	2014 /2013	2015 /2014
	M$						%				
Bas-Saint-Laurent[1]	71,5	42,9	62,0	65,7	47,9	60,5	– 12,2	– 39,9	44,4	5,9	– 27,0
Saguenay–Lac-Saint-Jean	83,0	83,5	61,0	56,0	68,7	70,9	– 9,6	0,6	– 27,0	– 8,3	22,8
Capitale-Nationale	319,6	284,5	509,2	219,9	251,6	333,3	8,8	– 11,0	79,0	– 56,8	14,4
Mauricie	64,2	71,3	76,0	53,7	43,7	66,3	14,0	11,2	6,5	– 29,3	– 18,6
Estrie	59,2	134,7	96,9	89,6	75,3	95,1	– 64,8	127,4	– 28,0	– 7,5	– 16,0
Montréal	1 243,4	1 005,4	1 116,8	990,6	894,7	1 089,1	101,8	– 19,1	11,1	– 11,3	– 9,7
Outaouais	116,3	152,6	151,1	153,0	104,4	143,2	– 61,9	31,2	– 1,0	1,3	– 31,8
Abitibi-Témiscamingue[1]	45,0	47,3	36,9	50,5	36,5	44,9	– 8,6	5,2	– 22,1	37,1	– 27,8
Côte-Nord[1]	27,4	31,5	26,7	26,5	17,5	28,0	16,3	15,1	– 15,2	– 1,0	– 33,8
Nord-du-Québec[2,3]	1,9	3,4	3,6	4,0	4,1	3,2	– 77,3	74,9	6,3	11,2	3,5
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine[1]	16,1	29,3	20,9	25,3	24,3	22,9	– 36,6	82,0	– 28,8	21,2	– 3,9
Chaudière-Appalaches[1]	185,1	150,2	114,0	176,6	166,5	156,5	59,2	– 18,9	– 24,1	55,0	– 5,7
Laval	113,9	207,5	107,6	84,8	288,9	128,5	15,6	82,1	– 48,2	– 21,2	240,7
Lanaudière	313,9	98,4	119,5	121,5	96,9	163,3	245,2	– 68,6	21,4	1,6	– 20,3
Laurentides	150,9	114,6	282,4	139,3	117,5	171,8	– 16,9	– 24,0	146,4	– 50,7	– 15,7
Montérégie	410,7	549,2	470,6	437,8	446,3	467,1	– 6,0	33,7	– 14,3	– 7,0	1,9
Centre-du-Québec[1]	53,7	77,9	81,3	56,7	94,3	67,4	– 53,2	45,0	4,4	– 30,2	66,3
Ensemble du Québec	**3 275,8**	**3 084,3**	**3 336,5**	**2 751,4**	**2 779,0**	**3 112,0**	**18,8**	**– 5,8**	**8,2**	**– 17,5**	**1,0**

Tableau 7.2.1 (suite)

Valeur des permis de bâtir selon le type de construction, régions administratives et ensemble du Québec, 2011-2015

Région administrative	Industriel										
	Valeur des permis de bâtir						Variation annuelle				
	2011	2012	2013	2014	2015	Moyenne 2011-2014	2011 /2010	2012 /2011	2013 /2012	2014 /2013	2015 /2014
	M$						%				
Bas-Saint-Laurent[1]	25,7	45,6	18,0	18,1	13,2	26,8	– 20,0	77,5	– 60,6	0,9	– 27,1
Saguenay–Lac-Saint-Jean	48,7	38,8	40,3	36,8	38,9	41,1	33,1	– 20,4	3,9	– 8,6	5,7
Capitale-Nationale	86,8	58,0	98,7	28,2	48,6	68,0	– 23,5	– 33,2	70,1	– 71,4	72,1
Mauricie	26,7	22,0	24,6	18,7	25,6	23,0	– 17,9	– 17,6	11,8	– 24,1	36,8
Estrie	45,2	24,1	56,1	38,2	36,5	40,9	11,1	– 46,7	132,3	– 31,8	– 4,4
Montréal	183,0	252,7	122,6	195,2	232,7	188,4	180,7	38,1	– 51,5	59,2	19,2
Outaouais	23,8	19,2	11,3	17,1	61,8	17,9	– 29,4	– 19,2	– 41,1	50,7	262,2
Abitibi-Témiscamingue[1]	53,9	26,2	22,2	14,7	20,7	29,3	134,9	– 51,4	– 15,4	– 33,6	40,6
Côte-Nord[1]	10,8	233,9	12,1	9,4	18,3	66,6	– 68,0	2 062,5	– 94,8	– 22,2	93,6
Nord-du-Québec[2, 3]	2,3	27,2	0,9	2,0	1,0	8,1	– 87,2	1 079,3	– 96,7	128,0	– 48,6
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine[1]	9,4	14,3	6,3	6,5	5,5	9,1	137,8	51,2	– 56,0	3,4	– 15,5
Chaudière-Appalaches[1]	80,0	53,1	44,5	68,0	65,3	61,4	60,0	– 33,7	– 16,2	52,8	– 3,9
Laval	24,1	54,1	57,4	72,4	20,5	52,0	– 11,2	124,6	6,1	26,0	– 71,7
Lanaudière	45,8	43,4	29,7	39,3	32,7	39,5	14,2	– 5,2	– 31,7	32,5	– 16,7
Laurentides	55,2	88,5	190,0	53,4	56,6	96,8	– 37,6	60,3	114,6	– 71,9	10,0
Montérégie	149,3	187,5	246,1	398,4	214,9	245,3	– 32,0	25,6	31,2	61,9	– 46,1
Centre-du-Québec[1]	95,8	65,7	48,3	96,6	129,6	76,6	201,0	– 31,4	– 26,5	100,0	34,1
Ensemble du Québec	**966,7**	**1 254,3**	**1 029,0**	**1 113,2**	**1 024,5**	**1 090,8**	**8,6**	**29,8**	**– 18,0**	**8,2**	**– 8,0**

	Institutionnel										
	Valeur des permis de bâtir						Variation annuelle				
	2011	2012	2013	2014	2015	Moyenne 2011-2014	2011 /2010	2012 /2011	2013 /2012	2014 /2013	2015 /2014
	M$						%				
Bas-Saint-Laurent[1]	27,9	27,5	47,4	28,0	27,6	32,7	– 31,9	– 1,3	72,4	– 40,9	– 1,4
Saguenay–Lac-Saint-Jean	50,1	150,8	40,1	67,0	65,9	77,0	– 7,7	201,1	– 73,4	67,2	– 1,6
Capitale-Nationale	43,6	125,2	160,7	89,5	208,4	104,8	– 65,1	187,3	28,3	– 44,3	132,7
Mauricie	29,8	39,4	26,8	19,5	73,7	28,9	– 5,4	32,5	– 32,0	– 27,3	277,9
Estrie	53,7	70,5	55,4	68,4	80,7	62,0	– 32,9	31,2	– 21,4	23,6	17,9
Montréal	402,5	442,1	962,3	2 343,7	388,8	1 037,6	– 18,4	9,9	117,7	143,5	– 83,4
Outaouais	45,4	37,0	60,6	80,1	40,1	55,8	16,7	– 18,6	64,0	32,2	– 49,9
Abitibi-Témiscamingue[1]	18,2	25,8	26,2	14,9	22,7	21,3	– 60,0	42,1	1,5	– 43,3	52,8
Côte-Nord[1]	10,2	20,2	26,6	75,3	38,7	33,1	– 39,1	98,6	32,0	183,0	– 48,6
Nord-du-Québec[2, 3]	7,7	2,8	3,4	10,0	4,1	6,0	125,5	– 63,1	19,3	194,7	– 59,3
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine[1]	4,1	20,3	3,5	12,8	11,0	10,2	– 87,0	399,8	– 82,9	269,3	– 14,1
Chaudière-Appalaches[1]	60,4	34,6	59,5	45,3	85,6	49,9	34,5	– 42,8	72,2	– 23,9	89,2
Laval	25,0	67,3	41,8	57,3	76,3	47,8	– 43,1	169,6	– 37,9	37,2	33,2
Lanaudière	40,0	73,2	65,6	57,4	140,9	59,0	0,9	83,0	– 10,4	– 12,5	145,5
Laurentides	74,2	113,3	29,6	85,4	127,4	75,6	129,5	52,7	– 73,9	188,4	49,3
Montérégie	166,4	251,4	264,1	333,8	210,7	253,9	– 19,3	51,1	5,1	26,4	– 36,9
Centre-du-Québec[1]	13,5	26,4	14,1	33,9	30,8	22,0	– 32,4	95,5	– 46,9	141,5	– 9,2
Ensemble du Québec	**1 072,4**	**1 527,8**	**1 887,6**	**3 422,3**	**1 633,4**	**1 977,5**	**– 20,4**	**42,5**	**23,6**	**81,3**	**– 52,3**

Tableau 7.2.1 (suite)

Valeur des permis de bâtir selon le type de construction, régions administratives et ensemble du Québec, 2011-2015

Région administrative	Total									
	Valeur des permis de bâtir						Variation annuelle			
	2011	2012	2013	2014	2015	Moyenne 2011-2014	2011 /2010	2012 /2011	2013 /2012	2014 /2013	2015 /2014
	M$						%				
Bas-Saint-Laurent[1]	326,5	300,7	288,4	253,8	242,0	292,4	– 3,5	– 7,9	– 4,1	– 12,0	– 4,6
Saguenay–Lac-Saint-Jean	510,8	665,1	461,1	446,3	400,7	520,8	11,2	30,2	– 30,7	– 3,2	– 10,2
Capitale-Nationale	1 446,0	1 569,5	1 598,3	1 267,0	1 350,1	1 470,2	– 9,6	8,5	1,8	– 20,7	6,6
Mauricie	430,2	432,5	437,4	409,5	403,7	427,4	– 10,3	0,5	1,1	– 6,4	– 1,4
Estrie	554,5	638,4	599,5	533,9	552,8	581,6	– 18,4	15,1	– 6,1	– 10,9	3,5
Montréal	3 640,4	3 412,9	4 030,2	5 239,5	3 197,5	4 080,7	51,0	– 6,2	18,1	30,0	– 39,0
Outaouais	670,2	732,6	611,2	671,5	578,6	671,4	– 22,2	9,3	– 16,6	9,9	– 13,8
Abitibi-Témiscamingue[1]	295,2	268,6	280,3	235,7	239,6	270,0	14,9	– 9,0	4,4	– 15,9	1,6
Côte-Nord[1]	123,7	391,6	128,7	171,8	121,8	204,0	– 15,2	216,5	– 67,1	33,6	– 29,1
Nord-du-Québec[2, 3]	30,9	48,5	26,4	29,6	22,0	33,8	– 25,7	57,0	– 45,6	12,2	– 25,7
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine[1]	93,4	132,5	107,2	109,1	105,7	110,6	– 27,2	42,0	– 19,1	1,7	– 3,1
Chaudière-Appalaches[1]	820,3	717,8	681,2	776,9	760,7	749,0	13,6	– 12,5	– 5,1	14,0	– 2,1
Laval	798,3	1 002,3	673,9	640,7	916,4	778,8	– 1,9	25,6	– 32,8	– 4,9	43,0
Lanaudière	1 173,0	900,4	754,9	773,2	783,3	900,4	15,9	– 23,2	– 16,2	2,4	1,3
Laurentides	1 255,5	1 345,6	1 517,3	1 326,2	1 210,3	1 361,1	– 10,3	7,2	12,8	– 12,6	– 8,7
Montérégie	2 892,8	3 072,5	2 619,6	2 717,7	2 487,8	2 825,7	– 5,2	6,2	– 14,7	3,7	– 8,5
Centre-du-Québec[1]	427,8	431,1	387,9	428,5	471,4	418,8	– 3,2	0,8	– 10,0	10,5	10,0
Ensemble du Québec	**15 489,6**	**16 062,5**	**15 203,6**	**16 030,9**	**13 844,3**	**15 696,6**	**4,4**	**3,7**	**– 5,3**	**5,4**	**– 13,6**

1. La population des municipalités répondantes à l'*Enquête des permis de bâtir* représente entre 50 % et 90 % de la population totale du territoire donné.
2. Seules les municipalités de Lebel-sur-Quévillon, Chapais, Matagami et Chibougamau (Jamésie) ont été enquêtées.
3. La population des municipalités répondantes à l'*Enquête des permis de bâtir* représente moins de 50 % de la population totale du territoire donné.

Source : Statistique Canada, *Enquête des permis de bâtir*, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 7.2.2

Unités de logement, régions administratives et ensemble du Québec, 2011-2015

	Unités de logement						Variation annuelle				
	2011	2012	2013	2014	2015	Moyenne 2011-2014	2011 /2010	2012 /2011	2013 /2012	2014 /2013	2015 /2014
	n						%				
Bas-Saint-Laurent[1]	1 162	759	676	403	532	750	21,2	– 34,7	– 10,9	– 40,4	32,0
Saguenay–Lac-Saint-Jean	1 602	2 123	1 426	1 139	849	1 573	6,5	32,5	– 32,8	– 20,1	– 25,5
Capitale-Nationale	5 438	6 864	4 492	4 890	4 948	5 421	– 19,7	26,2	– 34,6	8,9	1,2
Mauricie	1 588	1 517	1 395	1 421	997	1 480	– 24,5	– 4,5	– 8,0	1,9	– 29,8
Estrie	2 203	2 258	2 268	1 676	1 732	2 101	– 6,2	2,5	0,4	– 26,1	3,3
Montréal	10 698	8 862	8 576	8 670	7 280	9 252	51,9	– 18,7	– 3,2	1,1	– 16,0
Outaouais	3 359	3 238	2 204	2 346	1 910	2 787	– 0,6	– 3,6	– 31,9	6,4	– 18,6
Abitibi-Témiscamingue[1]	851	636	934	555	559	744	44,0	– 25,3	46,9	– 40,6	0,7
Côte-Nord[1]	248	413	156	195	107	253	9,3	66,5	– 62,2	25,0	– 45,1
Nord-du-Québec[2, 3]	54	32	44	12	16	36	125,0	– 40,7	37,5	– 72,7	33,3
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine[1]	294	284	301	236	235	279	3,5	– 3,4	6,0	– 21,6	– 0,4
Chaudière-Appalaches[1]	2 382	2 237	2 121	2 300	1 975	2 260	– 8,4	– 6,1	– 5,2	8,4	– 14,1
Laval	2 566	2 401	1 846	1 330	2 006	2 036	– 6,0	– 6,4	– 23,1	– 28,0	50,8
Lanaudière	4 213	3 724	2 549	2 743	2 438	3 307	– 12,1	– 11,6	– 31,6	7,6	– 11,1
Laurentides	4 787	4 830	4 792	4 960	3 962	4 842	– 10,1	0,9	– 0,8	3,5	– 20,1
Montérégie	10 630	9 674	7 510	7 155	7 935	8 742	– 2,6	– 9,0	– 22,4	– 4,7	10,9
Centre-du-Québec[1]	1 615	1 410	1 203	1 269	1 004	1 374	– 13,0	– 12,7	– 14,7	5,5	– 20,9
Ensemble du Québec	**53 890**	**51 262**	**42 493**	**41 300**	**38 485**	**47 236**	**0,6**	**– 4,9**	**– 17,1**	**– 2,8**	**– 6,8**

1. La population des municipalités répondantes à l'*Enquête des permis de bâtir* représente entre 50 % et 90 % de la population totale du territoire donné.
2. Seules les municipalités de Lebel-sur-Quévillon, Chapais, Matagami et Chibougamau (Jamésie) ont été enquêtées.
3. La population des municipalités répondantes à l'*Enquête des permis de bâtir* représente moins de 50 % de la population totale du territoire donné.

Source : Statistique Canada, *Enquête des permis de bâtir*, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

8. Mines

par Louis Madore et Geneviève Caron, Direction des statistiques sectorielles et du développement durable

Le secteur minier joue un rôle important dans l'économie québécoise et, plus particulièrement, dans les trois régions minières que sont le Nord-du-Québec, l'Abitibi-Témiscamingue et la Côte-Nord. Aussi, plusieurs usines de transformation de métaux et de minéraux non métalliques se situent dans la région de la Montérégie.

L'économie du secteur minier s'articule autour de deux pôles, soit l'investissement minier et la production minérale.

L'investissement minier comprend les dépenses en travaux pour l'aménagement d'un site minier et pour le renouvellement des réserves de minerai. Les dépenses pour la construction d'infrastructures et l'acquisition d'équipement et de machinerie liés au complexe minier sont incluses. L'investissement minier comprend aussi l'ensemble des dépenses en travaux d'exploration et de mise en valeur d'un gîte minéral.

La production minérale du Québec provient de 25 mines actives en 2015 ainsi que de plusieurs sites d'extraction de substances minérales de surface (carrières, sablières et tourbières). Les principales substances métalliques extraites du sol québécois sont l'or, le fer, le titane, le cuivre, le nickel, le zinc et le niobium. À cela s'ajoutent plusieurs substances secondaires dont l'argent, l'antimoine, le cadmium, le bismuth, le cobalt, le palladium, le platine et le rhodium. De plus, les fonderies et affineries présentes sur le territoire québécois produisent des substances accessoires comme le soufre, le tellure et le sélénium lors du processus de traitement du minerai. Les substances non métalliques extraites des mines québécoises sont le feldspath, l'ilménite, le graphite, le mica, le sel et la silice, alors que les sites d'extraction de substances minérales de surface fournissent la pierre, le sable, le gravier, la tourbe et le talc ainsi que les substances nécessaires à la production de la chaux, du ciment et de produits d'argile.

Ce document présente les données finales de 2014 ainsi que les données provisoires de 2015. Il présente également les intentions d'investissement exprimées par les compagnies minières ainsi que les prévisions exprimées par les exploitants miniers pour 2016.

La valeur des livraisons est estimée en fonction des prix courants des métaux pour l'année de l'enquête ou selon les évaluations fournies par les producteurs miniers.

L'activité minière au Québec

Les dépenses en investissement minier effectuées au Québec en 2015 ont atteint 2,3 G$, soit à peu près le même niveau qu'en 2009. Le bilan provisoire de 2015 se traduit par une baisse de l'investissement minier de 22,7 % par rapport à l'année précédente et de 55,2 % par rapport au sommet de 2012. Mais, selon les intentions exprimées par les compagnies minières, le niveau d'investissement devrait arrêter de chuter, voire augmenter de 21,1 % en 2016 pour atteindre 2,8 G$.

Pour leur part, les livraisons minérales sont passées sous la barre des 8 G$ pour la première fois depuis 2010, s'établissant à 7,7 G$ en 2015. Cela représente une diminution de 9,7 % par rapport à 2014. Selon les prévisions exprimées par les compagnies minières, au prix des substances minérales de 2015, la valeur des livraisons minérales devrait s'établir à 7,1 G$ en 2016, en baisse de 6,7 % par rapport à 2015.

Selon les données provisoires de 2015, le Nord-du-Québec (886 M$), l'Abitibi-Témiscamingue (750 M$) et la Côte-Nord (580 M$) se partagent 96,4 % de l'investissement minier total du Québec (figure 8.1). Par ailleurs, le Nord-du-Québec (2,3 G$), l'Abitibi-Témiscamingue (1,8 G$), la Côte-Nord (1,3 G$) et la Montérégie (1,1 G$) accaparent 85,2 % de la valeur totale des livraisons minérales québécoises (figure 8.2).

L'activité minière dans le Nord-du-Québec

Avec des dépenses qui atteignent 886 M$ en 2015, le Nord-du-Québec occupe le premier rang des régions administratives en termes d'investissement minier, soit 38,5 % de l'investissement minier du Québec. La région a néanmoins vu ses dépenses à ce chapitre diminuer de 29,8 % par rapport à 2014.

Le Nord-du-Québec occupe aussi le premier rang des régions administratives pour la valeur des livraisons minérales en 2015. Celle-ci atteint 2,3 G$, soit 29,5 % de la valeur totale des livraisons minérales québécoises. Il s'agit d'une augmentation de la valeur des livraisons de 23,6 % par rapport à 2014. Selon les prévisions exprimées par les sociétés minières en exploitation dans cette région, au prix des substances minérales de 2015, la valeur de ces livraisons devrait s'établir à 2,2 G$ en 2016, en baisse de 4,5 % par rapport à 2015.

En 2015, trois mines d'or, deux mines de nickel et cuivre ainsi que deux mines de zinc et cuivre étaient en exploitation dans le Nord-du-Québec. De ces mines de métaux sont aussi extraites plusieurs substances secondaires telles que l'argent, le cadmium, le cobalt, l'iridium, le palladium, le platine, le rhodium et le ruthénium. Du sable et du gravier sont extraits de sablières et de gravières présentes sur le territoire du Nord-du-Québec. Une mine de diamant est par ailleurs en construction au cœur de la région. Les premiers minerais devraient être livrés à l'usine à la fin de septembre 2016, et la production commerciale est prévue pour le 31 décembre 2016 (Stornoway Diamond Corporation, communiqué de presse, 31 mars 2016). La région du Nord-du-Québec compte un peu plus d'une dizaine de projets de mise en valeur de gîtes pour le fer, le fer-titane-vanadium, l'or, le lithium et les terres rares.

Tableau 8.1

Mines en exploitation et en construction, Nord-du-Québec, 2015

Nom de la mine	Propriétaire	Substance(s) principale(s)	Substance(s) secondaire(s)
		En exploitation	
Éléonore	Goldcorp	Or	Argent
Casa Berardi	Hecla Mining Company	Or	Argent
Lac Bachelor	Ressources Métanor	Or	Argent
Raglan	Glencore Canada Corporation	Nickel, cuivre	Argent, cobalt, or, éléments du groupe du platine
Nunavik Nickel	Jilin Jien Nickel Industry Co	Nickel, cuivre	Argent, cobalt, or, éléments du groupe du platine
Langlois	Nyrstar Canada Resources	Zinc, cuivre	Argent, cadmium, or
Bracemac-McLeod	Glencore Canada Corporation	Zinc, cuivre	Argent, cadmium, or
		En construction	
Renard	Stornoway Diamond Corporation	Diamant	-

Source : Institut de la statistique du Québec, *Recensement annuel des mines, des carrières et des sablières.*

L'activité minière en Abitibi-Témiscamingue

Avec des dépenses de 750 M$ en 2015, l'Abitibi-Témiscamingue occupe le second rang des régions administratives en termes d'investissement minier, soit 32,6 % de l'investissement minier total du Québec. La région, dont les activités sont surtout axées sur les mines d'or, a été épargnée par la baisse de l'investissement minier qu'a connue le Québec en 2015, n'accusant qu'un léger recul de 0,5 %.

L'Abitibi-Témiscamingue occupe aussi le second rang des régions administratives pour la valeur des livraisons minérales en 2015. Celle-ci atteint 1,8 G$, soit 23,7 % de la valeur totale des livraisons minérales québécoises. Il s'agit d'une augmentation de la valeur des livraisons de 7,2 % par rapport à 2014. Selon les prévisions exprimées par les sociétés minières en exploitation en Abitibi-Témiscamingue, au prix des substances minérales de 2015, la valeur des livraisons devrait s'établir à 1,7 G$ en 2016, en baisse de 4,2 % par rapport à 2015.

En 2015, l'Abitibi-Témiscamingue comptait neuf mines d'or qui ont été en exploitation pour au moins une partie de l'année, les activités minières à la fosse Monique (Mines Richmont) ayant cessé en janvier 2015 et la mine du lac Herbin ayant été exploitée de façon sporadique depuis mars 2015. La mine Elder (Mines Abcourt) a pour sa part été exploitée sur une base non commerciale en 2015. Plusieurs substances secondaires telles que l'antimoine, l'argent, le bismuth, le cadmium, le cuivre et le zinc ont aussi été extraites des mines d'or en exploitation sur le territoire de l'Abitibi-Témiscamingue. De plus, la fonderie Horne présente sur le territoire a produit des substances accessoires comme le soufre, le tellure et le sélénium lors du processus de traitement du minerai. De la pierre, du sable et du gravier ainsi que de la tourbe sont extraits de sites d'extraction de substances minérales de surface présents en Abitibi-Témiscamingue. Cette région compte près d'une dizaine de projets de mise en valeur de gîtes pour le nickel, l'or et les terres rares.

Tableau 8.2

Mines en exploitation, en exploitation sporadique et fermée, Abitibi-Témiscamingue, 2015

Nom de la mine	Propriétaire	Substance(s) principale(s)	Substance(s) secondaire(s)
		En exploitation	
Westwood	IAMGOLD Corporation	Or	Argent
LaRonde	Mines Agnico Eagle	Or	Antimoine, argent, bismuth, cadmium, cuivre, zinc
Lapa	Mines Agnico Eagle	Or	Argent
Goldex	Mines Agnico Eagle	Or	Argent
Canadian Malartic	Mines Agnico Eagle / Yamana Gold	Or	Argent
Beaufor	Mines Richmont	Or	Argent
Elder	Mines Abcourt	Or	Argent
		En exploitation sporadique	
Lac Herbin	QMX Gold Corporation	Or	Argent
		Fermée	
Monique	Mines Richmont	Or	Argent

Source : Institut de la statistique du Québec, *Recensement annuel des mines, des carrières et des sablières*.

L'activité minière sur la Côte-Nord

Avec des dépenses de 580 M$ en 2015, la Côte-Nord occupe le troisième rang des régions administratives en termes d'investissement minier, soit 25,2 % de l'investissement minier total du Québec. La région, durement touchée par la baisse du prix du fer, a vu ses dépenses en investissement minier diminuer de 30,7 % par rapport à 2014.

La Côte-Nord occupe aussi le troisième rang des régions administratives pour la valeur des livraisons minérales en 2015. Celle-ci atteint 1,3 G$, soit 17,6 % de la valeur totale des livraisons minérales québécoises. Il s'agit d'une diminution importante de la valeur des livraisons de 45,9 % par rapport à 2014. Selon les prévisions exprimées par les sociétés minières en exploitation sur la Côte-Nord, au prix des substances minérales de 2015, la valeur des livraisons devrait s'établir à 1,0 G$ en 2016, en baisse de 23,0 % par rapport à 2015.

En 2015, la Côte-Nord comptait trois installations minières en exploitation, soit la mine du Mont Wright et la fosse de Fire Lake d'où est extrait du minerai de fer, l'usine de bouletage de minerai de fer de Port-Cartier ainsi que la mine de fer, titane et ilménite du lac Tio. De ces installations sont extraits le minerai de fer et l'ilménite. C'est en décembre 2014 que la mine de fer du lac Bloom, alors propriété de Cliffs Natural Resources, a cessé ses opérations minières et au début de 2015 que les dernières livraisons minérales ont été effectuées. Les installations minières du lac Bloom, nouvellement acquises par Champion Iron, sont actuellement en mode de surveillance et entretien, en prévision d'une reprise des opérations. De la pierre, du sable et du gravier, de la silice ainsi que de la tourbe sont extraits de sites d'extraction de substances minérales de surface présents sur la Côte-Nord.

Tableau 8.3

Mines en exploitation et fermée, Côte-Nord, 2015

Nom de la mine	Propriétaire	Substance(s) principale(s)	Substance(s) secondaire(s)
	En exploitation		
Mont Wright	ArcelorMittal Exploitation Minière Canada	Minerai de fer	-
Fire Lake	ArcelorMittal Exploitation Minière Canada	Minerai de fer	-
Lac Tio	Rio Tinto Fer et Titane	Ilménite	-
	Fermée		
Lac Bloom	Champion Iron	Minerai de fer	-

Source : Institut de la statistique du Québec, *Recensement annuel des mines, des carrières et des sablières*.

L'activité minière en Montérégie

Dans les régions minières que sont le Nord-du-Québec, l'Abitibi-Témiscamingue et la Côte-Nord, les livraisons minérales proviennent presque exclusivement de l'extraction de métaux du sous-sol sous forme de concentré ou de lingot, à hauteur de plus de 98 % de la valeur totale des livraisons minérales pour chacune de ces trois régions. Pour la Montérégie, les livraisons minérales proviennent surtout de minéraux extraits du sous-sol québécois qui sont transformés dans des usines de première transformation des métaux et des usines de fabrication de produits minéraux non métalliques. Ces produits transformés comptent pour 85,5 % de la valeur totale des livraisons minérales de cette région. Le reste provient de sites d'extraction de substances minérales de surface présents sur le territoire.

Les dépenses en investissement minier faites en Montérégie sont négligeables puisque les usines de première transformation des métaux et les usines de fabrication de produits minéraux non métalliques ne sont pas comptabilisées dans le secteur minier mais plutôt dans le secteur manufacturier. La Montérégie occupe néanmoins le quatrième rang des régions administratives pour la valeur des livraisons minérales en 2015. Celle-ci atteint 1,1 G$, soit 14,4 % de la valeur totale des livraisons minérales québécoises. Il s'agit d'une diminution de la valeur des livraisons de 17,0 % par rapport à 2014. Selon les prévisions exprimées par les sociétés qui exploitent les usines de transformation de substances minérales en Montérégie, au prix des substances minérales de 2015, la valeur des livraisons devrait se maintenir aux alentours de 1,1 G en 2016 avec une légère baisse appréhendée de 3,9 % par rapport à 2015.

En 2015, la Montérégie comptait deux usines de première transformation des métaux d'où sont produits du fer de refonte, du dioxyde de titane et du soufre, cette dernière substance étant un produit accessoire provenant du processus de traitement du minerai. La Montérégie comptait aussi trois usines de fabrication de produits minéraux non métalliques qui ont fabriqué du ciment, de la chaux et de la brique (produit d'argile). De la pierre ainsi que du sable et du gravier sont extraits de carrières sablières et gravières présentes sur le territoire.

Tableau 8.4

Usines de traitement de minéraux en opération, Montérégie, 2015

Nom de l'usine	Propriétaire	Substance(s) produite(s)
	Usine de première transformation des métaux	
CEZinc	Fonds de revenu Noranda / Glencore Canada Corporation	Zinc, cuivre, acide sulfurique
Complexe métallurgique Sorel-Tracy	Rio Tinto Fer et Titane	Dioxyde de titane, fer de refonte, billettes d'acier, poudres métalliques
	Usine de fabrication de produits minéraux non métalliques	
Usine de Saint-Constant	Lafarge Canada	Agrégat, ciment, béton
Usine de Bedford	Graymont	Chaux, calcaire pulvérisé
Briqueterie Saint-Laurent	Forterra Bricks (Briques Hanson)	Briques (produit d'argile)

Source : Institut de la statistique du Québec, *Recensement annuel des mines, des carrières et des sablières.*

L'emploi dans le secteur minier

En 2015, le secteur minier au Québec comptait 15 934 emplois (en équivalent personne-année), une diminution de 9,9 % (− 1 753 emplois) par rapport à 2014. Les activités liées à l'extraction minérale génèrent 11 568 emplois tandis que les entreprises de forage carottier en génèrent 593 pour un total de 12 161 emplois primaires du secteur minier. La fabrication de produits minéraux non métalliques et la première transformation des métaux ont pour leur part fourni 3 773 emplois secondaires.

Les régions minières du Québec, soit l'Abitibi-Témiscamingue (3 420 emplois; − 11,5 % par rapport à 2014), le Nord-du-Québec (3 015 emplois; + 4,7 % par rapport à 2014) et la Côte-Nord (2 799 emplois; − 19,2 % par rapport à 2014) pourvoient 60,2 % du total des emplois miniers au Québec, lesquels sont principalement des emplois primaires du secteur. La Montérégie, avec ses 2 836 emplois, en pourvoit 18,5 % qui sont surtout des emplois secondaires. En 2015, le salaire moyen payé pour un emploi minier est de 49,81 $/heure en Abitibi-Témiscamingue, de 54,67 $/heure dans le Nord-du-Québec et de 68,00 $/heure sur la Côte-Nord. Il est à noter que, sur la Côte-Nord, les sociétés minières ont réduit leurs activités ou fermé leurs installations et des montants forfaitaires ont été versés aux employés mis à pied. Ces montants influencent à la hausse les salaires et les heures payés en 2015. En Montérégie, le salaire moyen payé pour un emploi minier se situe à 37,57 $/heure.

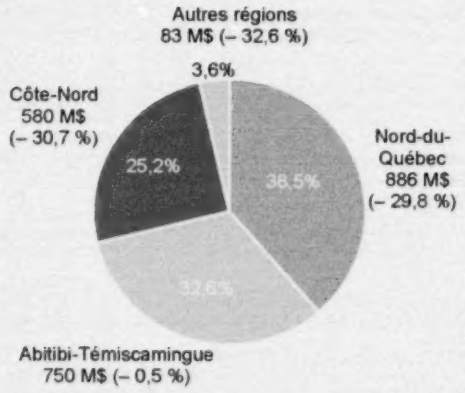
Les données sur l'emploi portent sur les mines et les sites d'extraction de substances minérales de surface en exploitation sur le territoire québécois ainsi que sur les compagnies de forage carottier, les usines de première transformation des métaux et les usines de fabrication de produits minéraux non métalliques actives au Québec. Ces données excluent les activités des sociétés d'exploration minière de même que les mines en construction ou en mode de surveillance et entretien et n'ayant déclaré aucune livraison au cours de l'année de l'enquête. Le nombre d'emplois est estimé à partir des heures payées déclarées par chacune des sociétés lors du *Recensement annuel des mines, des carrières et des sablières*. Pour des raisons statistiques, chaque emploi équivaut à un employé à temps plein, dont les heures payées déclarées se situent entre 40 et 60 par semaine. En raison des arrondissements, certains emplois peuvent cependant correspondre à moins de 40 heures/semaine.

Informations statistiques complémentaires

Des données détaillées du secteur minier sont disponibles sur le site Web de l'ISQ.

Figure 8.1

Répartition de l'investissement minier, régions administratives, 2015



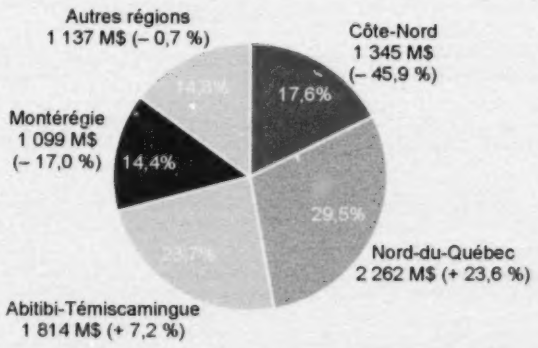
Ensemble du Québec 2015 : 2 299 M$ (– 22,7 %)

(+ – %) : Variation par rapport à 2014

Source : Institut de la statistique du Québec, *Relevé des dépenses d'exploration minière, de mise en valeur et d'aménagement des complexes miniers.*

Figure 8.2

Répartition des livraisons minérales, régions administratives, 2015



Ensemble du Québec 2015 : 7 656 M$ (– 9,7 %)

(+ – %) : Variation par rapport à 2014

Source : Institut de la statistique du Québec, *Recensement annuel des mines, des carrières et des sablières.*

Tableau 8.5

Distribution de l'investissement minier, régions administratives, 2015[1]

	Exploration et mise en valeur		Aménagement des complexes miniers			Total
	Travaux sur site minier	Travaux hors site minier	Travaux	Immobilisation[2]	Réparation et entretien[2]	
	k$					
Bas-Saint-Laurent	-	509	-	-	-	509
Saguenay–Lac-Saint-Jean	x	x	x	x	x	56 101
Capitale-Nationale	x	x	-	-	-	3 025
Mauricie	-	156	x	-	-	x
Estrie	-	51	-	-	-	51
Montréal	-	-	-	-	-	-
Outaouais	-	1 951	-	-	-	1 951
Abitibi-Témiscamingue	11 898	56 863	423 813	138 968	118 418	749 960
Côte-Nord	-	19 287	x	213 336	x	580 215
Nord-du-Québec	10 527	106 793	423 729	198 832	145 948	885 830
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	-	x	x	x	x	12 501
Chaudière-Appalaches	-	703	-	-	-	703
Laval	-	-	-	-	-	-
Lanaudière	-	x	-	-	-	x
Laurentides	-	x	x	-	x	3 971
Montérégie	-	-	-	x	x	x
Centre-du-Québec	-	-	-	-	-	-
Total par type de travaux	**22 545**	**197 604**	**869 429**	**586 098**	**623 100**	**2 298 776**

1. 2015 : données provisoires.
2. Cette catégorie inclut les dépenses en immobilisation, réparation et entretien rapportées à l'exploration et la mise en valeur hors d'un site minier.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Relevé des dépenses d'exploration minière, de mise en valeur et d'aménagement des complexes miniers.*

Tableau 8.6

Volume et valeur des livraisons minérales par substance, régions administratives et ensemble du Québec, 2014-2016[1]

Région administrative et substance	Unité	Volume			Unité	Valeur		
		2014	2015[p]	2016[pr]		2014	2015[p]	2016[pr]
Bas-Saint-Laurent		...	...	...	$	**53 728 878**	**56 312 982**	**53 008 570**
Chaux	t	x	x	x	$	x	x	x
Pierre	t	1 030 332	1 128 332	825 791	$	18 932 732	20 309 328	17 850 384
Sable et gravier	t	894 067	691 096	615 446	$	x	x	x
Tourbe	s[2]	4 491 151	4 427 287	4 447 774	$	29 981 321	31 711 216	31 225 371
Saguenay–Lac-Saint-Jean		...	...	...	$	**276 594 832**	**290 483 308**	**333 280 272**
Ferro-niobium	kg	5 774 344	5 753 397	6 500 000	$	x	x	x
Pierre	t	813 931	691 713	735 903	$	15 055 307	13 886 225	14 202 362
Sable et gravier	t	1 985 493	1 441 613	1 506 815	$	6 845 788	5 238 047	5 148 910
Tourbe	s[2]	x	x	x	$	x	x	x
Capitale-Nationale		...	...	...	$	**165 641 469**	**175 753 561**	**176 538 846**
Ciment	t	x	x	x	$	x	x	x
Pierre	t	4 784 084	4 248 056	4 228 838	$	54 615 686	52 037 634	51 915 634
Sable et gravier	t	2 060 006	1 759 485	1 741 815	$	14 557 568	11 530 395	11 597 680
Silice	t	x	x	x	$	x	x	x
Tourbe	s[2]	-	-	-	$	-		
Mauricie		...	...	...	$	**32 152 467**	**33 843 663**	**36 081 425**
Mica	t	x	22 071	23 280	$	x	x	x
Pierre	t	765 375	775 979	804 177	$	8 396 168	8 352 600	8 859 366
Sable et gravier	t	1 713 783	1 737 244	1 622 010	$	7 134 723	6 753 528	6 329 677
Silice	t	x	62 557	65 685	$	x	x	x
Estrie		...	...	...	$	**83 389 285**	**84 191 697**	**77 267 212**
Chaux	t	x	232 800	210 542	$	x	x	x
Pierre	t	2 477 838	2 609 137	2 576 317	$	31 482 524	29 961 909	27 669 718
Sable et gravier	t	1 310 230	1 408 716	1 350 809	$	x	x	x
Silice	t	-	-	-	$	-	-	-
Montréal		...	...	...	$	**x**	**x**	**x**
Pierre	t	x	x	x	$	x	x	x
Sable et gravier	t	x	x	x	$	x	x	x
Outaouais		...	...	...	$	**21 142 223**	**18 872 617**	**18 931 291**
Pierre	t	1 244 749	1 700 000	1 800 000	$	12 752 014	12 691 549	12 853 475
Sable et gravier	t	1 190 002	90 301	200	$	8 390 209	6 181 068	6 077 816
Abitibi-Témiscamingue		...	...	...	$	**1 691 240 715**	**1 813 832 349**	**1 737 002 292**
Antimoine	kg	x	x	-	$	x	x	-
Argent	g	66 779 806	51 727 442	45 242 965	$	45 271 299	33 582 282	29 372 457
Bismuth	kg	x	x	-	$	x	x	-
Cadmium	kg	x	x	-	$	x	x	-
Cuivre	kg	x	x	x	$	x	x	x
Lithium	t	x	-	-	$	x	-	-
Or	g	34 635 480	35 872 734	34 638 568	$	1 558 804 414	1 712 887 176	1 653 956 983
Pierre		x	x	x		x	x	x
Plomb	kg	-	-	-	$	-	-	-
Sable et gravier	t	977 025	1 151 494	948 579	$	6 911 164	7 729 388	6 054 614
Silice	t	-	-	-	$	-	-	-
Soufre	t	x	x	x	$	x	x	x
Sélénium	kg	x	x	x	$	x	x	x
Tellure	kg	x	x	x	$	x	x	x
Tourbe	s[2]	x	x	x	$	x	x	x
Zinc	kg	x	x	x	$	x	x	x

Tableau 8.6 (suite)

Volume et valeur des livraisons minérales par substance, régions administratives et ensemble du Québec, 2014-2016[1]

Région administrative et substance	Unité	Volume			Unité	Valeur		
		2014	2015[p]	2016[pr]		2014	2015[p]	2016[pr]
Côte-Nord		...	...	...	$	**2 485 448 712**	**1 344 993 196**	**1 035 251 730**
Ilménite	t	x	x	x	$	x	x	x
Minerai de fer	t	28 134 326	25 679 557	x	$	2 459 989 367	1 318 726 865	x
Pierre	t	x	x	x	$	x	x	x
Sable et gravier	t	577 865	552 730	556 040	$	4 584 620	4 521 861	4 530 798
Silice	t	x	x	x	$	x	x	x
Tourbe	s[2]	1 181 553	1 991 275	1 749 996	$	10 489 091	15 322 801	11 953 444
Nord-du-Québec		...	...	...	$	**1 829 621 839**	**2 261 699 266**	**2 160 191 042**
Argent	g	29 940 620	26 858 674	25 413 548	$	20 297 017	17 437 080	16 498 882
Cadmium	kg	x	x	-	$	x	x	-
Cobalt	kg	901 959	1 066 042	959 262	$	31 824 721	39 288 978	35 353 601
Cuivre	kg	x	x	x	$	x	x	x
Iridium		x	-	-		x	-	-
Nickel	kg	42 974 220	53 451 858	47 688 690	$	801 297 307	850 151 801	758 488 614
Or	g	6 717 126	13 843 772	14 817 884	$	302 310 972	661 026 267	707 539 143
Palladium	g	x	x	x	$	x	x	x
Pierre	t	x	x	x	$	x	x	x
Platine	g	x	x	x	$	x	x	x
Rhodium	g	x	x	x	$	x	x	x
Ruthénium		x	-	-		x	-	-
Sable et gravier	t	127 128	163 988	162 509	$	618 398	1 459 082	1 049 200
Zinc	kg	x	x	x	$	x	x	x
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine		...	...	...	$	**67 408 920**	**91 387 194**	**73 672 173**
Pierre	t	331 904	317 642	278 000	$	4 704 783	3 969 454	3 630 500
Sable et gravier	t	285 415	374 775	328 025	$	2 035 595	2 351 251	1 942 529
Sel	t	x	x	x	$	x	x	x
Tourbe	s[2]	x	x	x	$	x	x	x
Chaudière-Appalaches		...	...	...	$	**50 961 090**	**42 265 425**	**37 371 780**
Pierre	t	3 774 789	3 575 308	3 104 589	$	35 232 164	33 833 240	28 658 019
Sable et gravier	t	2 488 310	1 209 701	1 188 441	$	14 208 552	6 409 927	6 487 170
Talc	t	x	x	x	$	x	x	x
Tourbe	s[2]	x	x	x	$	x	x	x
Laval		...	...	...	$	x	x	x
Ciment	t	-	-	-	$	-	-	-
Pierre	t	x	x	x	$	x	x	x
Lanaudière		...	...	...	$	**197 988 723**	**174 534 457**	**174 456 654**
Chaux	t	x	x	x	$	x	x	x
Ciment	t	x	x	x	$	x	x	x
Pierre	t	1 957 232	742 746	782 820	$	16 226 751	7 896 700	8 342 800
Sable et gravier	t	3 014 421	3 019 140	3 203 668	$	16 561 532	16 667 037	17 259 618
Laurentides		...	...	...	$	**104 075 555**	**91 930 245**	**96 182 316**
Ciment		x	x	x		x	x	x
Graphite	t	x	x	x	$	x	x	x
Pierre	t	4 559 893	3 394 684	3 740 720	$	48 406 691	37 276 100	40 889 255
Sable et gravier	t	1 780 501	1 298 286	1 304 088	$	12 669 714	10 112 917	10 234 401
Silice	t	x	x	x	$	x	x	x

Tableau 8.6 (suite)

Volume et valeur des livraisons minérales par substance, régions administratives et ensemble du Québec, 2014-2016[1]

Région administrative et substance	Unité	Volume			Unité	Valeur		
		2014	2015[p]	2016[pr]		2014	2015[p]	2016[pr]
Montérégie		...	...	...	$	**1 324 222 191**	**1 098 760 412**	**1 056 386 507**
Chaux	t	x	x	x	$	x	x	x
Ciment	t	x	x	x	$	x	x	x
Fer de refonte	t	x	x	x	$	x	x	x
Pierre	t	12 591 793	12 212 284	11 536 935	$	149 137 815	150 429 583	145 105 975
Produits d'argile (briques)	unité	x	x	x	$	x	x	x
Sable et gravier	t	1 595 470	1 449 277	1 506 818	$	9 417 043	8 385 789	8 927 923
Soufre	t	x	x	x	$	x	x	x
Titane (bioxyde)	t	x	x	x	$	x	x	x
Tourbe	s[2]	x	-	-	$	x	-	-
Centre-du-Québec		...	...	...	$	**31 637 041**	**31 404 808**	**33 688 968**
Pierre	t	1 044 142	1 012 943	986 775	$	11 482 595	10 744 534	10 504 700
Sable et gravier	t	284 651	231 900	256 605	$	x	x	x
Sel	t	-	-	-	$	-	-	
Tourbe	s[2]	x	x	x	$	x	x	x
Ensemble du Québec		...	...	...	$	**8 475 088 920**	**7 656 144 631**	**7 146 197 113**

1. 2014 : données finales; 2015 : données provisoires; 2016 : prévisions.
2. Exprimé en sacs de 170 dm³.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Recensement annuel des mines, des carrières et des sablières.*

Tableau 8.7

Personne-année, salaire et heures payées par substance, régions administratives et ensemble du Québec, 2014-2015[1]

Région administrative et substance	Personne-année		Salaire		Heures payées	
	2014	2015[p]	2014	2015[p]	2014	2015[p]
	n		$		n	
Bas-Saint-Laurent	**494**	**443**	**20 301 523**	**19 385 693**	**978 294**	**900 510**
Chaux	x	x	x	x	x	x
Pierre	180	178	7 428 929	7 697 714	358 017	366 746
Sable et gravier	x	x	x	x	x	x
Tourbe	265	231	11 114 427	10 382 618	546 565	480 335
Saguenay–Lac-Saint-Jean	**694**	**522**	**67 072 269**	**48 738 840**	**1 473 744**	**1 068 834**
Ferro-niobium	x	x	x	x	x	x
Pierre	74	62	3 468 984	3 036 765	154 878	134 845
Sable et gravier	73	54	2 472 804	1 908 910	119 073	96 304
Tourbe	x	x	x	x	x	x
Capitale-Nationale	**512**	**426**	**27 321 558**	**25 886 583**	**1 006 095**	**879 519**
Ciment	x	x	x	x	x	x
Pierre	243	158	11 449 971	9 384 272	481 696	328 186
Sable et gravier	60	46	1 787 211	1 966 282	90 528	88 960
Silice	x	x	x	x	x	x
Tourbe	-	-	-	-	-	-
Mauricie	**73**	**62**	**2 724 974**	**2 768 543**	**123 073**	**118 018**
Pierre	39	33	1 750 832	1 802 470	75 536	69 429
Sable et gravier	x	x	x	x	x	x
Silice	x	x	x	x	x	x
Estrie	**227**	**227**	**16 024 764**	**17 470 711**	**460 024**	**456 202**
Chaux	x	x	x	x	x	x
Pierre	88	81	4 931 335	4 668 959	179 877	162 982
Sable et gravier	x	x	x	x	x	x

Tableau 8.7 (suite)

Personne-année, salaire et heures payées par substance, régions administratives et ensemble du Québec, 2014-2015[1]

Région administrative et substance	Personne-année		Salaire		Heures payées	
	2014	2015[p]	2014	2015[p]	2014	2015[p]
	n		$		n	
Montréal	**x**	**x**	**x**	**x**	**x**	**x**
Fonderies et affineries	x	x	x	x	x	x
Pierre	x	x	x	x	x	x
Sable et gravier	-	-	-	-	-	-
Outaouais	**75**	**60**	**3 018 464**	**2 896 109**	**129 770**	**122 428**
Pierre	38	36	1 814 228	1 903 393	75 010	79 075
Sable et gravier	37	24	1 204 236	992 716	54 760	43 353
Abitibi-Témiscamingue	**3 866**	**3 420**	**383 670 303**	**374 426 911**	**8 214 697**	**7 516 917**
Fonderies et affineries	x	x	x	x	x	x
Lithium	x	-	x	-	x	-
Or	2 987	2 825	312 503 661	314 289 813	6 331 894	6 270 053
Pierre	x	x	x	x	x	x
Sable et gravier	34	46	1 201 201	2 486 068	49 902	86 486
Silice	x	-	x	-	x	-
Tourbe	x	x	x	x	x	x
Côte-Nord	**3 463**	**2 799**	**456 443 238**	**436 022 089**	**8 397 793**	**6 412 321**
Ilménite	x	x	x	x	x	x
Minerai de fer	3 058	2 454	416 229 856	407 161 025	7 541 496	5 696 081
Pierre	x	x	x	x	x	x
Sable et gravier	x	x	x	x	x	x
Silice	x	x	x	x	x	x
Tourbe	66	62	2 842 654	2 352 687	137 523	130 973
Nord-du-Québec	**2 880**	**3 015**	**348 079 565**	**348 812 150**	**6 187 167**	**6 380 575**
Nickel	x	x	x	x	x	x
Or	1 227	1 313	140 755 181	148 030 828	x	x
Pierre	x	x	x	x	x	x
Sable et gravier	x	x	x	x	x	x
Zinc	x	x	x	x	x	x
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	**197**	**170**	**11 271 618**	**9 804 126**	**367 107**	**342 841**
Pierre	22	13	769 898	515 620	32 132	23 730
Sable et gravier	22	14	458 700	453 836	21 399	22 456
Sel	x	x	x	x	x	x
Tourbe	x	x	x	x	x	x
Chaudière-Appalaches	**175**	**140**	**6 788 657**	**6 159 518**	**295 811**	**269 990**
Pierre	77	65	3 618 055	3 445 179	141 106	134 620
Sable et gravier	74	55	2 368 297	1 986 246	108 391	93 609
Talc	x	x	x	x	x	x
Tourbe	x	x	x	x	x	x
Laval	**x**	**x**	**x**	**x**	**x**	**x**
Ciment	-	-	-	-	-	-
Pierre	x	x	x	x	x	x
Lanaudière	**296**	**223**	**28 521 845**	**21 051 422**	**614 188**	**462 763**
Chaux	x	x	x	x	x	x
Ciment	x	x	x	x	x	x
Pierre	40	15	3 022 217	833 310	78 545	30 257
Sable et gravier	82	68	4 774 989	3 353 425	165 965	142 836

Tableau 8.7 (suite)

Personne-année, salaire et heures payées par substance, régions administratives et ensemble du Québec, 2014-2015[1]

Région administrative et substance	Personne-année		Salaire		Heures payées	
	2014	2015[p]	2014	2015[p]	2014	2015[p]
	n		$		n	
Laurentides	**355**	**299**	**21 215 045**	**19 151 255**	**732 670**	**616 438**
Ciment	x	x	x	x	x	x
Graphite	x	x	x	x	x	x
Pierre	173	125	10 515 049	8 790 845	357 201	257 141
Sable et gravier	73	75	3 053 887	3 166 767	140 388	153 391
Silice	x	x	x	x	x	x
Montérégie	**2 987**	**2 836**	**239 229 811**	**225 892 236**	**6 372 260**	**6 012 981**
Chaux	x	x	x	x	x	x
Ciment	x	x	x	x	x	x
Fonderies et affineries	x	x	x	x	x	x
Mica	x	x	x	x	x	x
Pierre	516	452	29 687 465	25 583 840	1 056 291	963 622
Produit d'argile (briques)	x	x	x	x	x	x
Sable et gravier	90	66	2 822 401	2 526 102	133 506	120 090
Tourbe	x	x	x	x	x	x
Centre-du-Québec	**157**	**121**	**7 361 438**	**6 146 980**	**299 484**	**243 980**
Pierre	19	14	566 956	584 442	26 058	25 804
Sable et gravier	x	x	x	x	x	x
Sel	-	-	-	-	-	-
Tourbe	x	x	x	x	x	x
Région indéterminée : forage au diamant[2]	**593**	**593**	**37 835 406**	**37 835 406**	**1 445 190**	**1 445 190**
Ensemble du Québec	**17 687**	**15 934**	**1 726 633 544**	**1 656 973 344**	**38 406 850**	**34 457 058**

1. 2014 : données finales; 2015 : données provisoires.
2. Montant non disponible pour les données préliminaires de 2015, imputé du *Relevé annuel sur les opérations de forage au diamant* de 2014.
Source : Institut de la statistique du Québec, *Recensement annuel des mines, des carrières et des sablières.*

9. Tourisme

par Sylvain Prévost-Dallaire, Direction des statistiques sectorielles et du développement durable

Le présent chapitre expose les données tirées de l'*Enquête sur la fréquentation des établissements d'hébergement*, réalisée par l'Institut de la statistique du Québec pour l'année 2015. Cette enquête mesure la performance des établissements hôteliers et des résidences de tourisme répartis selon les 22 régions touristiques du Québec. Afin d'obtenir une telle mesure, les données sur les unités d'hébergement et les revenus de location sont recueillies mensuellement auprès d'un échantillon d'environ 1 600 établissements du Québec. La hausse du nombre d'établissements présents dans l'échantillon est attribuable au fait que plus de régions sont recensées par rapport à 2014. Seuls ceux offrant quatre unités de location ou plus sont admissibles à l'enquête.

Le découpage géographique des régions touristiques diffère de celui des régions administratives par l'ajout de neuf territoires. La région administrative du Bas-Saint-Laurent se divise ainsi en deux régions touristiques, soit celle de la Gaspésie et celle du Bas-Saint-Laurent. La Capitale-Nationale, quant à elle, comprend les régions de Québec et de Charlevoix. La Côte-Nord est constituée des régions de Duplessis et de Manicouagan. La région administrative de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine est divisée en deux régions touristiques, soit la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine. Le Nord-du-Québec, pour sa part, en regroupe trois, soit la Baie-James, le Nunavik et Eeyou Istchee. Enfin, la région touristique des Cantons-de-l'Est est composée d'une partie de la Montérégie et de l'Estrie.

Précautions dans la lecture des résultats

Dans le cadre de cette analyse, il faut préciser que le total de l'ensemble du Québec ne correspond pas nécessairement à la somme des régions touristiques. Le Québec et ses régions sont étudiés de manière indépendante pour des raisons de précision statistique. De plus, nous traitons uniquement des différences entre les estimations qui sont statistiquement significatives à un niveau de confiance de 95 %.

L'hébergement au Québec

En 2015, le nombre d'établissements d'hébergement du Québec admissibles à l'enquête est de 1 878, ce qui représente une baisse de 0,8 % par rapport à 2014. Le nombre de résidences de tourisme augmente de 7,9 %, pour s'établir à 327, et le nombre d'hôtels diminue de 2,5 % et se fixe à 1 551 (tableau 9.1).

À l'échelle régionale, les régions touristiques où l'on observe les hausses les plus élevées du nombre d'établissements sont les Îles-de-la-Madeleine (+ 7,7 %), Lanaudière (+ 2,9 %) et Montréal (+ 2,7 %). Des baisses notables sont observées dans les régions de l'Outaouais (− 10,6 %), de la Baie-James (− 10,5 %) et de Duplessis (− 5,1 %).

Par ailleurs, les régions qui totalisent le plus grand nombre d'établissements d'hébergement restent les mêmes qu'en 2014. Québec et Montréal occupent les deux premiers rangs avec 204 et 192 établissements, respectivement. Au troisième rang, on retrouve la Gaspésie, qui en compte 183 et les Laurentides, au quatrième rang, avec 169 établissements.

Stabilité de l'offre en 2015

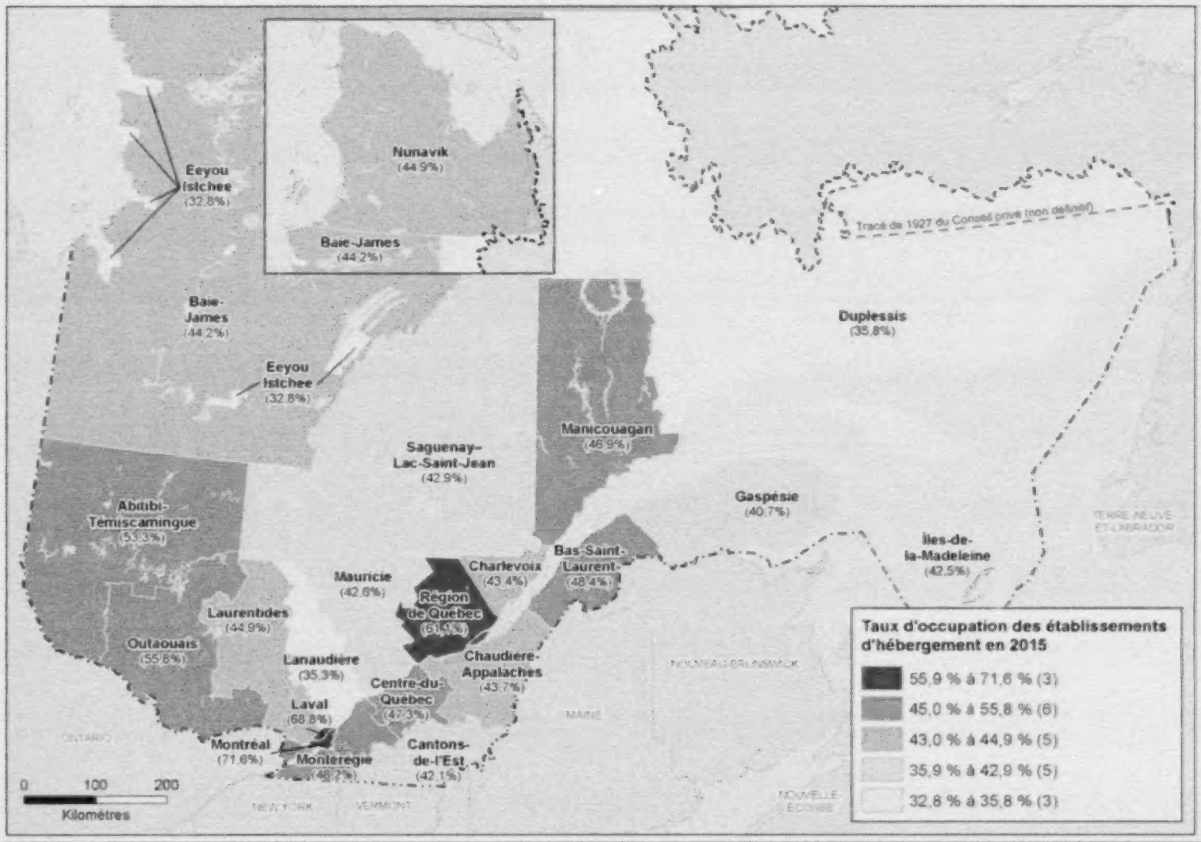
En 2015, l'offre d'unités d'hébergement dans l'ensemble du Québec demeure stable et s'élève à 25,2 M (tableau 9.2).

À l'échelle régionale, on note une hausse du nombre d'unités disponibles de 4,8 % dans Nunavik en 2015.

Après les régions de Montréal (7,1 M d'unités disponibles) et de Québec (4,0 M d'unités), qui prédominent dans l'offre d'hébergement, celle des Laurentides se positionne au troisième rang, avec 1,9 M d'unités. La Montérégie, qui compte 1,5 M d'unités disponibles, se classe au quatrième rang. La région des Cantons-de-l'Est, quant à elle, se trouve au cinquième rang, avec 1,3 M d'unités disponibles.

Carte 9.1

Taux d'occupation des établissements d'hébergement, régions touristiques du Québec, 2015



Sources :
Données sur le taux d'occupation des établissements : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur la fréquentation des établissements d'hébergement*.
Données sur les limites des régions touristiques : ministère du Tourisme, 2013, harmonisé avec la géographie provinciale de 2015 par l'Institut de la statistique du Québec.
Données sur l'hydrographie : ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles.

Une demande qui varie selon les régions

En 2015, la demande d'hébergement au Québec, mesurée par le nombre d'unités louées, s'établit à 14,1 M. On observe une hausse du nombre d'unités louées de 24,5 % dans la région de Chaudière-Appalaches en 2015.

Les deux principales régions touristiques du Québec s'approprient plus de la moitié de l'achalandage total annuel. En 2015, Montréal accapare 5,1 M d'unités louées, tandis que Québec en compte 2,4 M. Quant aux régions où la demande est moins forte, ce sont les Laurentides et la Montérégie qui dominent le classement, avec 867,2 k et 741,5 k d'unités, respectivement.

Un taux d'occupation toujours en hausse

Le taux d'occupation provincial est en contante progression durant la période 2011-2015. En ordre d'importance, Montréal, Laval et Québec occupent les trois premiers rangs, avec des taux d'occupation de 71,6 %, 68,8 % et 61,1 %, respectivement, en 2015.

Une hausse des revenus et du prix moyen de location

Suivant une tendance à la hausse depuis quelques années, les revenus de location des établissements d'hébergement touristique pour l'ensemble du Québec totalisent 1,9 G$ en 2015. Ce mouvement s'explique par une croissance soutenue du prix moyen de location.

On observe des hausses des revenus de location dans la région de Chaudière-Appalaches (+ 27,7 %) et de Charlevoix (+ 8,0 %) en 2015 (tableau 9.4).

En excluant Montréal (782,1 M$) et Québec (340,5 M$), qui absorbent plus de la moitié (59,5 %) des revenus de location de l'ensemble de la province, les trois régions ayant les revenus les plus élevés sont, dans l'ordre, les Laurentides, avec 128,5 M$, la Montérégie et l'Outaouais (76,3 M$ et 75,0 M$, respectivement).

En 2015, le prix moyen de location au Québec atteint 134 $. Il s'inscrit aussi dans une tendance à la hausse depuis 2010. Cette évolution est explicable en partie par une décroissance de l'offre dans l'ensemble du Québec.

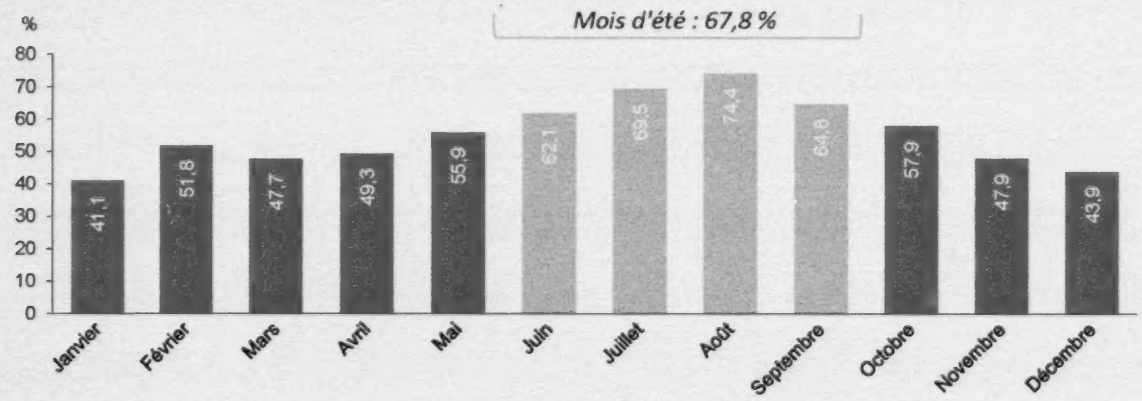
On remarque des écarts importants quant au prix moyen de location d'une région à l'autre, allant de 196 $ pour le Nunavik à 92 $ pour Chaudière-Appalaches. Outre le Nunavik, ce sont les régions de Montréal (153 $) et de Eeyou Istchee (151 $) qui présentent les prix les plus élevés.

La saison estivale

Au Québec, la saison estivale, qui couvre les mois de juin à septembre, représente près de 42,6 % de l'achalandage annuel mesuré par les unités occupées. Durant cette période en 2015, le taux d'occupation s'est accru de 18,3 points de pourcentage, passant de 49,5 % durant la basse saison à 67,8 % durant la haute saison.

En 2015, l'achalandage estival a été plus vigoureux (+ 2,6 %) qu'en 2014, et ce, dans l'ensemble du Québec. On observe des hausses pour trois des quatre mois de cette haute saison. On remarque ainsi une augmentation de 6,9 % en septembre, de 4,5 % en juillet et de 2,6 % en juin, comparativement à une baisse de 2,4 % en août.

Figure 9.1
Taux d'occupation selon le mois, ensemble du Québec, 2015



Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur la fréquentation des établissements d'hébergement*, 2015.

Il faut noter que certaines régions dépendent en grande partie de la période estivale pour amasser des recettes touristiques satisfaisantes. En portant une attention particulière au taux d'occupation des Îles-de-la-Madeleine, de la Gaspésie et du Bas-Saint-Laurent, on peut constater l'importance de cette saison dans ces régions. En effet, les Îles-de-la-Madeleine affichent un écart remarquable allant de 26,4 % à 57,3 % entre la basse saison et la haute saison pour 2015. En Gaspésie, le taux d'occupation s'élève à 53,8 % en été, comparativement à 29,4 % durant la basse saison. Enfin, le Bas-Saint-Laurent présente un gain énorme de 24,7 points de pourcentage durant l'été, pour atteindre un taux de 63,2 %, en moyenne.

Tableau 9.1

Répartition des résidences de tourisme et des établissements hôteliers, régions touristiques et ensemble du Québec, 2014-2015

Région touristique	Résidences de tourisme		Établissements hôteliers		Total		Variation 2015/2014		
	2014	2015	2014	2015	2014	2015	Résidences de tourisme	Établissements hôteliers	Total
	n						%		
Îles-de-la-Madeleine	14	16	12	12	26	28	14,3	0,0	7,7
Gaspésie	40	41	143	142	183	183	2,5	– 0,7	0,0
Bas-Saint-Laurent	22	25	94	92	116	117	13,6	– 2,1	0,9
Québec	25	26	181	178	206	204	4,0	– 1,7	– 1,0
Charlevoix	21	24	73	71	94	95	14,3	– 2,7	1,1
Chaudière-Appalaches	11	13	82	78	93	91	18,2	– 4,9	– 2,2
Mauricie	14	16	66	65	80	81	14,3	– 1,5	1,3
Cantons-de-l'Est	18	22	115	114	133	136	22,2	– 0,9	2,3
Montérégie	1	1	100	100	101	101	0,0	0,0	0,0
Lanaudière	17	18	53	54	70	72	5,9	1,9	2,9
Laurentides	34	33	142	136	176	169	– 2,9	– 4,2	– 4,0
Montréal	16	21	171	171	187	192	31,3	0,0	2,7
Outaouais	16	14	69	62	85	76	– 12,5	– 10,1	– 10,6
Abitibi-Témiscamingue	3	3	46	45	49	48	0,0	– 2,2	– 2,0
Saguenay–Lac-Saint-Jean	33	33	77	74	110	107	0,0	– 3,9	– 2,7
Manicouagan	11	12	43	40	54	52	9,1	– 7,0	– 3,7
Duplessis	4	4	35	33	39	37	0,0	– 5,7	– 5,1
Baie-James	1	2	18	15	19	17	100,0	– 16,7	– 10,5
Laval	-	-	16	16	16	16	–	0,0	0,0
Centre-du-Québec	2	3	29	28	31	31	50,0	– 3,4	0,0
Nunavik	-	-	18	18	20	18	–	0,0	– 10,0
Eeyou Istchee	-	-	7	7	7	7	–	0,0	0,0
Ensemble du Québec	**303**	**327**	**1 590**	**1 551**	**1 893**	**1 878**	**7,9**	**– 2,5**	**– 0,8**

Source : Tourisme Québec, Données administratives, mars 2014 et mars 2015.

Tableau 9.2

Unités d'hébergement disponibles et louées, régions touristiques et ensemble du Québec, 2011-2015

Région touristique	2011	2012	2013	2014	2015	Variation 2015/2014
	Unités disponibles					
	k					%
Îles-de-la-Madeleine	102,1	99,1	x	x	99,1*	x
Gaspésie	936,5	944,2	x	x	890,4	x
Bas-Saint-Laurent	839,1	815,3	821,2	825,9	840,9	1,8
Québec	4 275,3	4 264,8	4 091,6	3 930,1	4 009,1	2,0
Charlevoix	780,1	783,6	761,9	707,5	711,5	0,6
Chaudière-Appalaches	883,3	868,2	831,5	780,8	798,3	2,2
Mauricie	922,1	917,3	882,2	861,7	834,0	– 3,2
Cantons-de-l'Est	1 343,2	1 308,0	1 297,1	1 285,8	1 290,8	0,4
Montérégie	1 740,6	1 713,0	1 695,1	1 533,0	1 539,4	0,4
Lanaudière	544,7	572,9	557,5	561,2	544,2	– 3,0
Laurentides	2 472,6	2 371,9	2 260,0	1 968,3	1 930,5	– 1,9
Montréal	7 758,8	7 905,8	7 867,5	7 350,6	7 117,7	– 3,2
Outaouais	1 083,1	1 080,6	1 029,2	1 029,4	1 016,1	– 1,3
Abitibi-Témiscamingue	549,3	544,2	516,9	523,0	519,1	– 0,7
Saguenay–Lac-Saint-Jean	1 073,9	1 060,7	1 078,4	1 049,1	998,1	– 4,9
Manicouagan	415,0	403,5	373,2	373,3	376,2	0,8
Duplessis	414,4	395,0	378,5	366,9	370,8	1,1
Baie-James	196,6	201,4	168,4	164,0	142,3	– 13,2
Laval	562,9	556,5	553,4	551,3	544,0	– 1,3
Centre-du-Québec	444,0	463,9	461,2	465,9	475,6	2,1
Nunavik	90,7	116,2	109,6	115,3	120,8	4,8†
Eeyou Istchee	42,9	41,7	43,4	43,7	46,1	5,5
Ensemble du Québec	**27 451,4**	**27 425,2**	**26 868,8**	**25 571,8**	**25 243,5**	**– 1,3**
	Unités louées					
Îles-de-la-Madeleine	39,5	40,1	x	x	42,1*	x
Gaspésie	373,4	402,1	x	x	362,6	x
Bas-Saint-Laurent	370,9	363,5	351,1	357,2	406,6	13,8
Québec	2 454,2	2 460,5	2 382,4	2 425,4	2 447,6	0,9
Charlevoix	315,1	327,2	327,0	301,4	308,9	2,5
Chaudière-Appalaches	350,9	358,0	294,0*	280,1*	348,6	24,5†
Mauricie	371,4	381,3	348,6	356,7	355,1	– 0,4
Cantons-de-l'Est	485,5	500,9	522,5	511,0	543,2	6,3
Montérégie	788,7	771,5	736,4	743,6	741,5	– 0,3
Lanaudière	192,6	203,8	196,7	202,9	191,9	– 5,4
Laurentides	957,5	944,0	946,2	851,1	867,2	1,9
Montréal	5 028,7	5 218,8	5 317,0	5 140,4	5 098,4	– 0,8
Outaouais	507,1	528,8	540,8	562,1	567,2	0,9
Abitibi-Témiscamingue	277,8	304,8	298,8	294,8	276,8	– 6,1
Saguenay–Lac-Saint-Jean	413,1	405,8	411,6	415,5	427,7	2,9
Manicouagan	212,9	209,2	175,9	180,1	176,5	– 2,0
Duplessis	212,4	220,1*	192,6*	149,1*	132,8	– 10,9
Baie-James	83,3	81,4*	73,8*	70,3*	62,9	– 10,5
Laval	367,9	380,2	372,1	379,2	374,3	– 1,3
Centre-du-Québec	202,6	211,1	198,7	213,1	224,9	5,5
Nunavik	50,0	54,4	46,9	50,5	54,2	7,3
Eeyou Istchee	20,5	17,6	17,8	15,8	15,1*	– 4,4
Ensemble du Québec	**14 091,9**	**14 407,9**	**14 257,0**	**14 093,1**	**14 119,2**	**0,2**

* : Coefficient de variation se situant entre 15 % et 25 % : interpréter avec prudence.
† : La différence entre 2015 et 2014 est statistiquement significative au seuil de 5 %.
Source : Intitut de la statistique du Québec, *Enquête sur la fréquentation des établissements d'hébergement*, 2011-2015.

Tableau 9.3

Taux d'occupation des établissements d'hébergement, régions touristiques et ensemble du Québec, 2011-2015

Région touristique	2010	2012	2013	2014	2015	Écart 2015-2014
			%			points de pourcentage
Îles-de-la-Madeleine	38,7	40,5	x	x	42,5*	x
Gaspésie	39,9	42,6	x	x	40,7	x
Bas-Saint-Laurent	44,2	44,6	42,8	43,2	48,4	5,1
Québec	57,4	57,7	58,2	61,7	61,1	– 0,7
Charlevoix	40,4	41,8	42,9	42,6	43,4	0,8
Chaudière-Appalaches	39,7	41,2	35,4*	35,9	43,7	7,8
Mauricie	40,3*	41,6	39,5	41,4	42,6	1,2
Cantons-de-l'Est	36,1	38,3	40,3	39,7	42,1	2,3
Montérégie	45,3	45,0	43,4	48,5	48,2	– 0,3
Lanaudière	35,4	35,6	35,3	36,2	35,3	– 0,9
Laurentides	38,7	39,8	41,9	43,2	44,9	1,7
Montréal	64,8	66,0	67,6	69,9	71,6	1,7
Outaouais	46,8	48,9	52,5	54,6	55,8	1,2
Abitibi-Témiscamingue	50,6	56,0	57,8	56,4	53,3	– 3,0
Saguenay–Lac-Saint-Jean	38,5	38,3	38,2	39,6	42,9	3,2
Manicouagan	51,3	51,8	47,1	48,2	46,9	– 1,3
Duplessis	51,3	55,7*	50,9*	40,6	35,8	– 4,8
Baie-James	42,4	40,4*	43,8*	42,9	44,2	1,3
Laval	65,4	68,3	67,2	68,8	68,8	0,0
Centre-du-Québec	45,6	45,5	43,1	45,7	47,3	1,5
Nunavik	55,1	46,8	42,8	43,8	44,9	1,1
Eeyou Istchee	47,8	42,2	41,0*	36,2	32,8*	– 3,4
Ensemble du Québec	**51,3**	**52,5**	**53,1**	**55,1**	**55,9**	**0,8**

* : Coefficient de variation se situant entre 15 % et 25 % : interpréter avec prudence.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur la fréquentation des établissements d'hébergement*, 2011-2015.

Tableau 9.4

Revenus de location, régions touristiques et ensemble du Québec, 2011-2015

Région touristique	2011	2012	2013	2014	2015	Variation 2015/2014
			k$			%
Îles-de-la-Madeleine	3 656,8	4 012,8	x	x	4 425,2*	x
Gaspésie	31 641,9	36 715,8	x	x	36 150,1	x
Bas-Saint-Laurent	34 070,4	36 149,4	36 714,2*	35 627,6	42 925,5	20,5
Québec	317 296,2	326 533,3	314 143,2	331 715,1	340 535,3	2,7
Charlevoix	36 868,0	38 849,3	40 378,5	38 504,6	41 578,2	8,0†
Chaudière-Appalaches	33 468,5*	33 197,9*	26 479,3*	25 126,2	32 076,1	27,7†
Mauricie	41 052,5**	45 923,2	40 768,5*	36 522,1	38 126,1	4,4
Cantons-de-l'Est	55 748,2	57 943,6	58 677,9	57 273,7	64 610,8	12,8
Montérégie	77 753,1	72 553,3	67 375,1	71 457,3	76 282,8	6,8
Lanaudière	18 367,6	19 239,5	19 377,7	19 978,4	19 277,6	– 3,5
Laurentides	135 747,8	136 226,6	135 557,6	125 496,2	128 511,3	2,4
Montréal	649 041,1	685 406,6	701 328,2	745 297,7	782 108,5	4,9
Outaouais	62 107,3	65 883,5*	71 032,5	72 867,7	74 965,6	2,9
Abitibi-Témiscamingue	23 966,7	30 047,2*	32 361,9*	33 667,0	31 693,7	– 5,9
Saguenay–Lac-Saint-Jean	38 924,6	39 643,2	40 705,8	42 190,2	44 753,1	6,1
Manicouagan	18 347,3	19 122,2	16 543,5	17 908,7	18 429,3	2,9
Duplessis	18 098,0	20 211,3*	19 698,0	16 705,6	14 642,8	– 12,3
Baie-James	7 273,3*	6 667,0*	7 398,3*	7 443,1	6 996,4	– 6,0
Laval	39 044,1	39 535,5	39 173,9	41 065,7	41 227,8	0,4
Centre-du-Québec	18 686,6	18 553,0	21 357,0*	24 023,2*	24 137,0	0,5
Nunavik	9 379,7	10 572,1	9 150,8	9 954,0	10 646,0	7,0
Eeyou Istchee	2 451,1	1 989,2*	2 159,2	2 187,6	2 264,6*	3,5
Ensemble du Québec	**1 670 835,0**	**1 747 629,0**	**1 757 953,0**	**1 826 216,0**	**1 886 964,0**	**3,3**

* : Coefficient de variation se situant entre 15% et 25% : interpréter avec prudence.
**: Coefficient de variation supérieur à 25 %; estimation imprécise, fournie à titre indicatif seulement.
† : La différence entre 2015 et 2014 est statistiquement significative au seuil de 5 %.
Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur la fréquentation des établissements d'hébergement*, 2011-2015.

Tableau 9.5

Prix moyen de location, régions touristiques et ensemble du Québec, 2011-2015

Région touristique	2011	2012	2013	2014	2015	Variation 2015/2014
			$			%
Îles-de-la-Madeleine	93	100	x	x	105**	x
Gaspésie	85*	91*	x	x	100	x
Bas-Saint-Laurent	92*	100*	105*	100	106	5,8
Québec	129	133	132	137	139	1,7
Charlevoix	117	119	124	128	135	5,4
Chaudière-Appalaches	95*	93**	90*	90	92	2,6
Mauricie	111**	120*	117*	102*	107	4,9
Cantons-de-l'Est	115	116*	112*	112	119	6,1
Montérégie	99	94	92	96	103	7,1
Lanaudière	95	94	99	99	101	2,0
Laurentides	142	144	143	148	148	0,5
Montréal	129	131	132	145	153	5,8
Outaouais	123	125*	131	130	132	2,0
Abitibi-Témiscamingue	86*	99*	108*	114	115	0,3
Saguenay–Lac-Saint-Jean	94	98	99	102	105	3,1
Manicouagan	86	91*	94	100	104	4,9
Duplessis	85	92**	102*	112	110	– 1,5
Baie-James	87*	82**	100**	106	111*	5,1
Laval	106	104	105	108	110	1,8
Centre-du-Québec	92	88*	108*	113*	107	– 4,8
Nunavik	188	194	195	197	196	– 0,3
Eeyou Istchee	119	113*	122*	139	151*	8,4
Ensemble du Québec	**119**	**121**	**123**	**130**	**134**	**3,1**

* : Coefficient de variation se situant entre 15 % et 25 % : interpréter avec prudence.
** : Coefficient de variation supérieur à 25 %; estimation imprécise, fournie à titre indicatif seulement.
Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur la fréquentation des établissements d'hébergement*, 2011-2015.

10. Culture et communications

Par Gaëtane Dubé et Christine Routhier, Observatoire de la culture et des communications du Québec

Les statistiques présentées dans cette section portent sur la fréquentation des institutions muséales dans les différentes régions du Québec. Elles proviennent de l'*Enquête sur la fréquentation des institutions muséales* réalisée par l'Observatoire de la culture et des communications du Québec. Chaque trimestre depuis 2003, l'Observatoire recueille auprès des musées, des lieux d'interprétation et des centres d'exposition du Québec participant à l'enquête le nombre de visiteurs qu'ils ont accueillis. Dans le texte qui suit, nous examinons l'évolution de la fréquentation muséale entre 2011 et 2015. Dans les tableaux et graphiques, les 17 régions du Québec ont été regroupées en quatre blocs régionaux[1], en fonction de leur emplacement géographique par rapport aux villes de Montréal et de Québec : les régions centrales, les régions périphériques, les régions intermédiaires et les régions éloignées.

Plusieurs facteurs peuvent expliquer des disparités régionales en matière de fréquentation muséale. Le premier facteur responsable des différences entre les régions est l'offre muséale en elle-même; le nombre d'institutions muséales varie en effet considérablement d'une région à l'autre. Le second facteur concerne les caractéristiques des institutions muséales : une institution muséale peut être petite, moyenne ou grande; elle peut présenter des expositions permanentes ou temporaires; elle peut traiter de sciences, d'art ou d'histoire; elle peut présenter une ou plusieurs expositions à la fois; elle peut offrir ou non un programme d'activités culturelles en plus des expositions, etc. Par ailleurs, pour bien saisir la dynamique de fréquentation des institutions muséales, il est à noter que les visiteurs sont des personnes qui habitent la région de même que des personnes qui viennent d'ailleurs. Les touristes peuvent représenter une part notable du public visiteur, surtout l'été.

Évolution de la fréquentation des institutions muséales

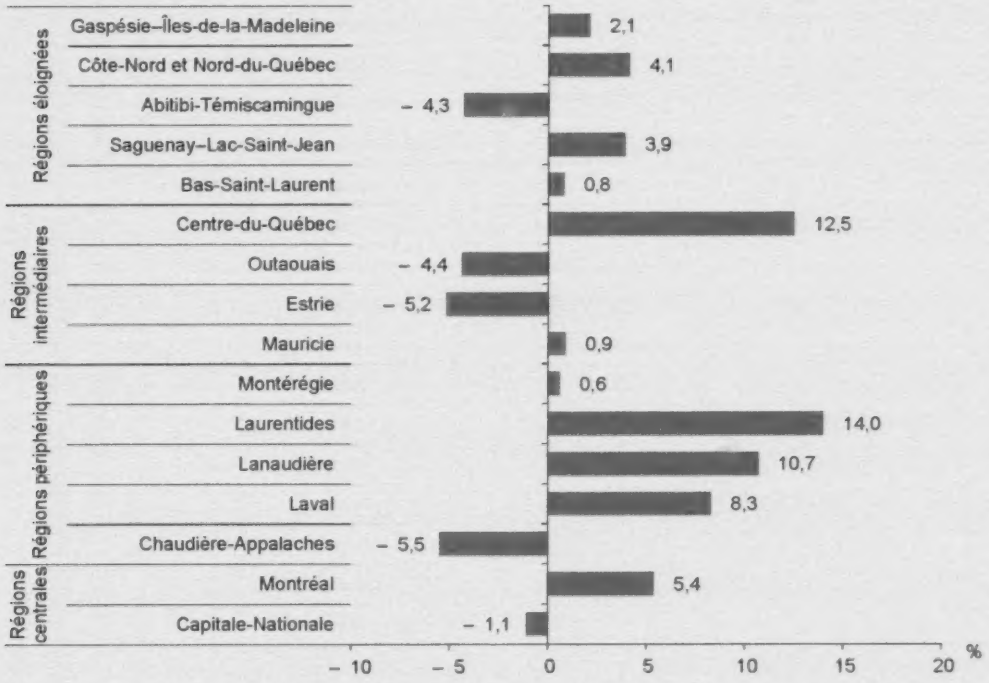
Entre 2011 et 2015, la fréquentation annuelle de l'ensemble des institutions muséales du Québec fluctue entre 12,6 et 14 millions d'entrées par année, pour une moyenne annuelle de 13,6 millions de visiteurs et un taux de croissance annuel moyen (TCAM) de 2,6 % sur la période étudiée. Trois régions se démarquent par une croissance annuelle moyenne relativement forte : Laurentides, Centre-du-Québec et Lanaudière (figure 10.1). Quatre régions présentent au contraire une décroissance annuelle moyenne autour de 5 % : Chaudière-Appalaches, Estrie, Outaouais et Abitibi-Témiscamingue.

En 2015, le tiers des institutions muséales répondantes sont regroupées dans les deux régions centrales que sont Montréal et la Capitale-Nationale. Cette concentration de 124 institutions représente à elle seule 9 millions d'entrées ou 65 % de la fréquentation muséale totale du Québec (tableau 10.1). Les institutions muséales répondantes des autres régions enregistrent 5 millions d'entrées. La région administrative de Montréal (67 institutions muséales) se positionne au premier rang quant au nombre d'entrées enregistré au cours de l'année 2015 (6,9 millions de visiteurs). Les 57 institutions muséales de la région de la Capitale-Nationale totalisent 2,1 millions d'entrées. Deux autres régions administratives dépassent la borne du million d'entrées pour l'année 2015 : la région de la Montérégie avec 1,4 million d'entrées et la région de l'Outaouais avec 1,1 million d'entrées.

1. HARVEY, Fernand et Andrée FORTIN (1995). *La nouvelle culture régionale*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, p. 29-32.

Figure 10.1

Taux de croissance annuel moyen de la fréquentation des institutions muséales[1], régions administratives, 2011-2015



1. Comprend les musées, les lieux d'interprétation et les centres d'exposition.
Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

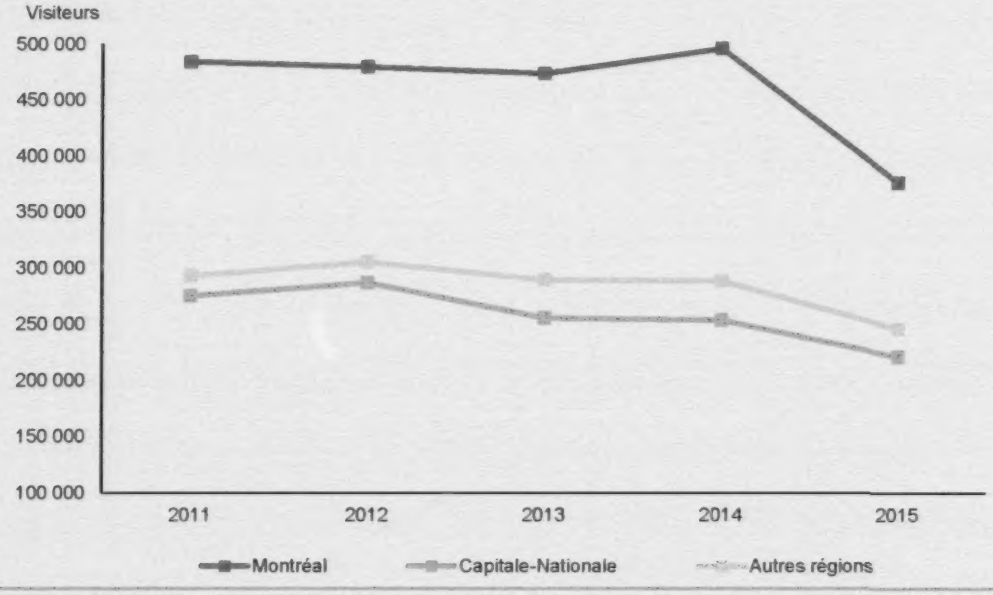
La clientèle scolaire

Trois catégories de visiteurs sont distinguées dans les statistiques de l'Observatoire de la culture et des communications : les visiteurs individuels, les visiteurs en groupes organisés et la clientèle scolaire. Cette dernière catégorie inclut les élèves de la prématernelle, de la maternelle, du primaire et du secondaire, avec leurs enseignants ou accompagnateurs. Sur la période de cinq ans étudiée, la clientèle scolaire représente en moyenne 7,4 % de la fréquentation muséale totale du Québec. Comme le montre la figure 10.2, la fréquentation muséale par la clientèle scolaire a diminué au cours de la période étudiée, plus particulièrement en 2015.

La décroissance du nombre de visiteurs scolaires en 2015 touche l'ensemble des régions administratives, à l'exception de la région de Lanaudière. Depuis 2011, on remarque une diminution particulièrement forte de la fréquentation scolaire dans les régions regroupées de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec et dans la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (tableau 10.2). Des changements dans les programmes de sorties culturelles des écoles ou encore la fermeture d'institutions muséales dans certaines régions pourraient expliquer la baisse de la fréquentation des institutions muséales québécoises par la clientèle scolaire entre 2011 et 2015.

Figure 10.2

Fréquentation des institutions muséales[1] par la clientèle scolaire[2], Montréal, Capitale-Nationale et autres régions, 2011-2015



1. Comprend les musées, les lieux d'interprétation et les centres d'exposition.
2. Élèves de la prématernelle, de la maternelle, du primaire et du secondaire, avec leurs enseignants ou accompagnateurs.
Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

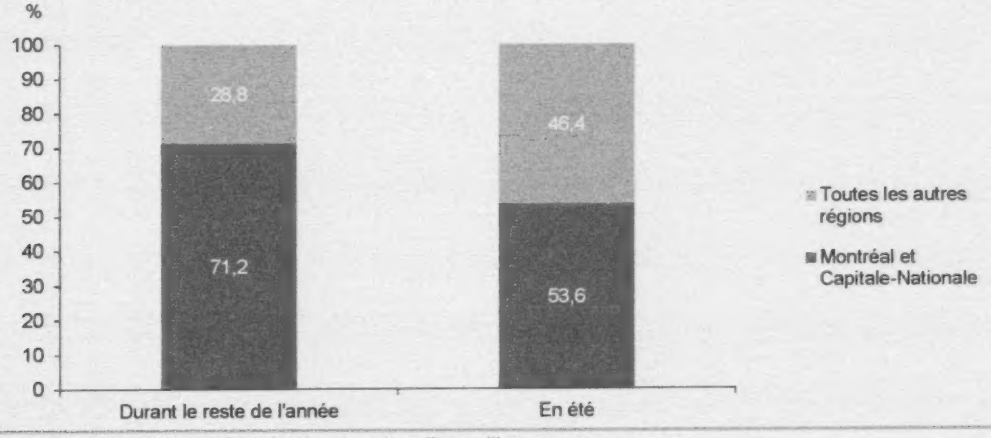
Poids de la saison estivale

Chaque année, les résultats du troisième trimestre démontrent que, pour les institutions muséales, l'été est une période florissante[2], particulièrement pour les régions non centrales. Sur l'ensemble de la période 2011-2015, la part des régions non centrales dans la fréquentation totale des institutions muséales du Québec[3] est de 46,4 % durant l'été alors qu'elle représente 28,8 % durant le reste de l'année (figure 10.3). Par ailleurs, la part que représente l'été dans la fréquentation annuelle est particulièrement élevée dans les régions de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (78,3 %), de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec regroupés (77,7 %) et du Bas-Saint-Laurent (72,2 %) (figure 10.4). Dans les régions centrales de la Capitale-Nationale et de Montréal, la part de l'été est établie à 42,1 % et 31,2 % respectivement. Il est à noter que plusieurs institutions muséales québécoises n'ouvrent leurs portes au public que durant l'été, particulièrement dans les régions non centrales.

2. Trimestre d'été : juillet, août et septembre.
3. Nombres moyens d'entrées des cinq dernières années.

Figure 10.3

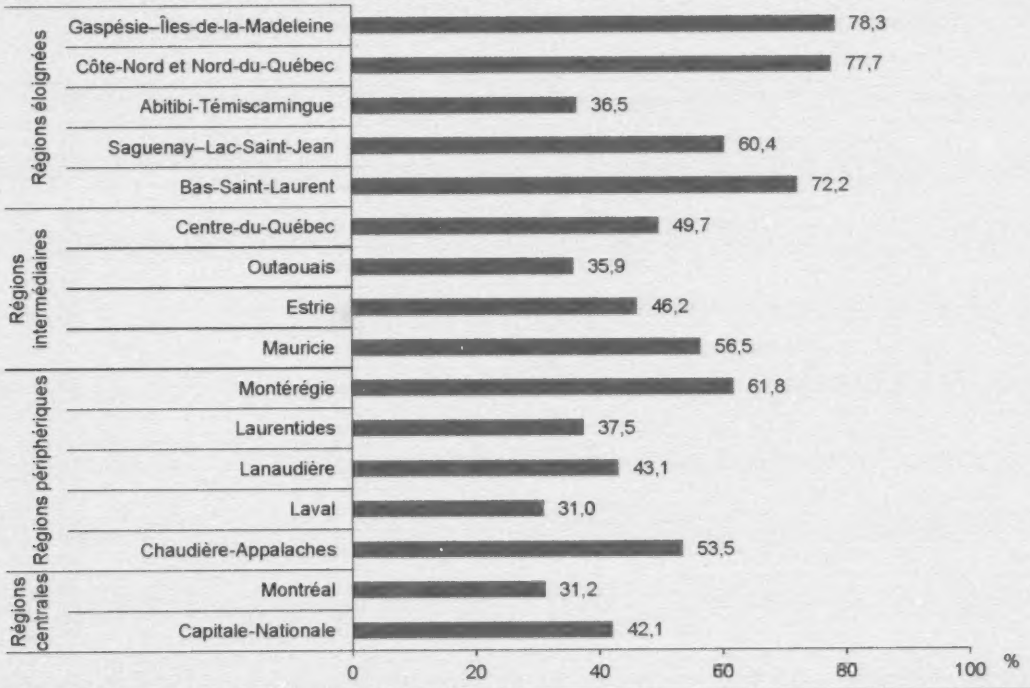
Répartition régionale de la fréquentation muséale[1] selon la période de l'année, ensemble du Québec, 2011-2015



1. Fréquentation des musées, lieux d'interprétation et centres d'exposition.
Source: Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Figure 10.4

Poids de la saison estivale dans la fréquentation annuelle des institutions muséales[1], régions administratives, 2011-2015



1. Comprend les musées, les lieux d'interprétation et les centres d'exposition.
Source: Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec

Enfin, les données cumulées pour l'ensemble du Québec sur la période 2011 à 2015 montrent une croissance annuelle moyenne de la fréquentation estivale de 1,7 % sur la période de cinq ans étudiée (tableau 10.3). Elles révèlent également un accroissement des visiteurs d'été particulièrement fort dans les régions du Centre-du-Québec (+ 7,7 %) et du Saguenay–Lac-Saint-Jean (+ 6,7 %). À l'inverse de ces régions, celle de Chaudière-Appalaches affiche une décroissance annuelle moyenne de 7,8 % sur la période étudiée.

Tableau 10.1

Fréquentation des institutions muséales[1], régions administratives et ensemble du Québec, 2011 à 2015

	2011	2012	2013	2014	2015	Institutions muséales répondantes 2015	2011-2015	
							TCAM	Moyenne annuelle
			n			n	%	n
Régions centrales								
Capitale-Nationale	2 246 299	2 238 225	2 335 791	2 332 108	2 149 077	57	– 1,1	2 260 300
Montréal	5 583 318	6 179 130	6 956 558	6 596 744	6 903 010	67	5,4	6 443 752
Régions périphériques								
Chaudière-Appalaches	163 585	142 238	143 014	141 867	130 709	23	– 5,5	144 283
Laval	x	175 992	163 639	211 901	223 740	5	8,3[2]	193 818[3]
Lanaudière	72 371	70 605	79 930	77 098	108 593	14	10,7	81 719
Laurentides	71 462	89 525	94 425	93 975	120 583	11	14,0	93 994
Montérégie	1 330 851	1 378 219	1 416 186	1 398 858	1 365 770	45	0,6	1 377 977
Régions intermédiaires								
Mauricie	296 421	306 968	309 362	291 606	307 066	20	0,9	302 265
Estrie	222 649	212 879	198 155	190 826	179 551	25	– 5,2	200 812
Outaouais	x	1 305 798	1 229 761	1 104 015	1 139 861	12	– 4,4[2]	1 194 859[3]
Centre-du-Québec	173 275	204 479	232 844	272 759	277 241	14	12,5	232 120
Régions éloignées								
Bas-Saint-Laurent	192 172	207 857	179 629	198 177	198 248	32	0,8	195 217
Saguenay–Lac-Saint-Jean	338 281	353 803	355 914	363 341	393 818	20	3,9	361 031
Abitibi-Témiscamingue	131 123	138 686	133 251	103 081	110 011	20	– 4,3	123 230
Côte-Nord et Nord-du-Québec	116 891	112 975	112 978	135 041	137 111	23	4,1	122 999
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	238 703	240 658	250 081	264 012	259 824	34	2,1	250 656
Ensemble du Québec	**12 622 883**	**13 358 037**	**14 191 518**	**13 775 409**	**14 004 213**	**422**	**2,6**	**13 590 412**
Toutes les régions sauf les deux régions centrales	4 793 266	4 940 682	4 899 169	4 846 557	4 952 126	298	0,8	4 886 360
					%			
Part des régions non centrales dans le total québécois	38,0	37,0	34,5	35,2	35,4	70,6	...	36,0

1. Musées, lieux d'interprétation et centres d'exposition.
2. Le taux de croissance annuel moyen (TCAM) est calculé sur 4 ans, soit de 2012 à 2015.
3. La moyenne annuelle est calculée sur 4 ans, soit de 2012 à 2015.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 10.2

Fréquentation des institutions muséales[1] par la clientèle scolaire[2], régions administratives et ensemble du Québec, 2011-2015

	2011	2012	2013	2014	2015	2011-2015 TCAM	2011-2015 Moyenne annuelle
			n			%	n
Régions centrales							
Capitale-Nationale	275 325	287 123	255 785	253 906	221 083	– 5,3	258 644
Montréal	484 154	479 500	473 627	495 976	376 006	– 6,1	461 853
Régions périphériques							
Chaudière-Appalaches	14 387	15 133	12 802	13 389	12 272	– 3,9	13 597
Laval	x	30 881	27 584	30 614	26 400	– 5,1[3]	28 870[4]
Lanaudière	6 810	7 530	6 275	4 745	5 240	– 6,3	6 120
Laurentides	11 535	9 859	10 972	11 254	9 606	– 4,5	10 645
Montérégie	58 825	65 060	59 727	54 516	48 426	– 4,7	57 311
Régions intermédiaires							
Mauricie	26 897	28 465	30 766	28 907	24 166	– 2,6	27 840
Estrie	27 006	26 696	23 903	23 896	21 182	– 5,9	24 537
Outaouais	x	38 918	44 405	46 194	32 791	– 5,6[3]	40 577[4]
Centre-du-Québec	17 017	17 819	16 996	21 514	18 490	2,1	18 367
Régions éloignées							
Bas-Saint-Laurent	5 703	6 834	4 623	5 094	4 638	– 5,0	5 378
Saguenay–Lac-Saint-Jean	21 316	24 082	19 009	17 545	16 764	– 5,8	19 743
Abitibi-Témiscamingue	22 236	22 291	23 283	21 250	18 777	– 4,1	21 567
Côte-Nord et Nord-du-Québec	7 322	6 743	4 937	5 597	3 085	– 19,4	5 537
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	7 159	5 149	4 448	4 194	4 193	– 12,5	5 029
Ensemble du Québec	**1 052 828**	**1 072 083**	**1 019 142**	**1 038 591**	**843 119**	**– 5,4**	**1 005 153**
Toutes les régions sauf les deux régions centrales	293 349	305 460	289 730	288 709	246 030	– 4,3	284 656

1. Musées, lieux d'interprétation et centres d'exposition.
2. Élèves de la prématernelle, de la maternelle, du primaire et du secondaire, avec leurs enseignants ou accompagnateurs.
3. Le taux de croissance annuel moyen (TCAM) a été calculé sur 4 ans, soit de 2012 à 2015.
4. La moyenne annuelle a été calculée sur 4 ans, soit de 2012 à 2015.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Tableau 10.3

Fréquentation estivale[1] des institutions muséales[2], régions administratives et ensemble du Québec, 2011 à 2015

	2011	2012	2013	2014	2015	2011-2015 TCAM	2011-2015 Moyenne annuelle	2011-2015 Part de l'été dans la fréquentation annuelle
	n					%	n	%
Régions centrales								
Capitale-Nationale	955 118	954 591	1 045 368	936 820	861 324	– 2,6	950 644	42,1
Montréal	1 811 731	1 804 948	2 414 173	1 862 504	2 148 126	4,3	2 008 296	31,2
Régions périphériques								
Chaudière-Appalaches	96 222	76 864	71 276	72 038	69 596	– 7,8	77 199	53,5
Laval	51 980	62 355	60 926	64 374	60 358	3,8	59 999	31,0
Lanaudière	36 555	32 737	35 891	34 386	36 577	0,0	35 229	43,1
Laurentides	30 520	51 796	29 095	35 857	28 930	– 1,3	35 240	37,5
Montérégie	845 186	810 031	890 376	845 563	867 048	0,6	851 641	61,8
Régions intermédiaires								
Mauricie	166 064	174 899	171 912	154 099	186 334	2,9	170 662	56,5
Estrie	100 642	94 261	91 207	90 215	87 549	– 3,4	92 775	46,2
Outaouais	447 903	451 069	404 808	393 002	450 164	0,1	429 389	35,9
Centre-du-Québec	93 639	113 858	120 268	123 279	125 966	7,7	115 402	49,7
Régions éloignées								
Bas-Saint-Laurent	145 431	154 143	127 181	139 669	137 823	– 1,3	140 849	72,2
Saguenay–Lac-Saint-Jean	194 170	208 441	209 056	227 136	252 107	6,7	218 182	60,4
Abitibi-Témiscamingue	42 593	63 126	46 077	36 693	36 198	– 4,0	44 937	36,5
Côte-Nord et Nord-du-Québec	92 209	86 059	84 272	106 732	108 614	4,2	95 577	77,7
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	186 798	187 645	191 842	216 175	198 767	1,6	196 245	78,3
Ensemble du Québec	**5 296 761**	**5 326 823**	**5 993 728**	**5 338 542**	**5 655 481**	**1,7**	**5 522 267**	**40,6**
Toutes les régions sauf les deux régions centrales	2 529 912	2 567 284	2 534 187	2 539 218	2 646 031	1,1	2 563 326	52,5
	%							
Part des régions non centrales dans le total québécois	47,8	48,2	42,3	47,6	46,8	...	46,4	...

1. Entrées enregistrées en juillet, août et septembre.
2. Musées, lieux d'interprétation et centres d'exposition.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

11. Transport - Véhicules électriques

Par Sophie Brehain, Direction des statistiques sectorielles et du développement durable, et Olivier Dominic Galarneau, Direction de la planification, ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports du Québec

L'électrification des transports est l'un des moyens privilégiés par le gouvernement du Québec pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre (GES) et ainsi lutter contre les changements climatiques. Au Québec, la principale source d'émission de GES provient du secteur des transports (43,0 %)[1]. Le transport routier de véhicules légers compte, à lui seul, pour 22,6 %[2] de l'ensemble des émissions. Ce chapitre analyse les données récentes d'immatriculation des véhicules électriques au Québec, qu'ils soient tout électriques ou hybrides rechargeables à partir d'une source externe d'électricité. Ces données sont comparées à la population de 15 ans et plus, ainsi qu'à l'ensemble du parc de véhicules légers.

Les données présentées dans ce chapitre comprennent les véhicules légers de promenade (privés) et les véhicules légers institutionnels, professionnels et commerciaux. Elles incluent également les taxis.

Les véhicules légers sont constitués des automobiles et des camions légers. Une automobile est un véhicule routier de 3 000 kg ou moins dont la fonction principale est le transport de passagers et dont la construction n'est pas sur un châssis de camion. On entend par camion léger un véhicule routier de 4 000 kg ou moins, de type fourgonnette, camionnette ou véhicule tout usage (4 x 4).

Seuls les véhicules entièrement électriques et les véhicules hybrides rechargeables sont inclus dans ce chapitre. Les véhicules hybrides non rechargeables à partir d'une source externe d'électricité sont exclus.

Les données d'immatriculation des véhicules électriques sont extraites en date du 31 mars de chaque année.

Tableau 11.1

Nombre de véhicules électriques immatriculés, régions administratives et ensemble du Québec, 2014 à 2016

Région administrative	31 mars 2014	31 mars 2015	31 mars 2016	Variation 2016/2015
	n			%
Bas-Saint-Laurent	104	114	174	52,6
Saguenay–Lac-Saint-Jean	65	92	155	68,5
Capitale-Nationale	435	781	1171	49,9
Mauricie	101	201	346	72,1
Estrie	107	245	445	81,6
Montréal	450	853	1562	83,1
Outaouais	93	172	282	64,0
Abitibi-Témiscamingue	38	70	99	41,4
Côte-Nord	15	28	40	42,9
Nord-du-Québec	–	–	5	...
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	–	13	21	61,5
Chaudière-Appalaches	93	185	313	69,2
Laval	143	292	478	63,7
Lanaudière	171	511	954	86,7
Laurentides	324	542	901	66,2
Montérégie	672	1 390	2 314	66,5
Centre-du-Québec	84	161	268	66,5
Indéterminée[1]	20	31	22	-29,0
Ensemble du Québec	**2 919**	**5 684**	**9 550**	**68,1**

1. La région est indéterminée notamment lorsque le véhicule est immatriculé au Québec mais acheté par un individu ou une entreprise établi à l'extérieur de la province.

Source : Société de l'assurance automobile du Québec.

1. MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES. 2016. Inventaire québécois des émissions de gaz à effet de serre en 2013 et leur évolution depuis 1990.
2. Ibid.

Le nombre de véhicules électriques est en hausse dans toutes les régions

Le parc de véhicules électriques immatriculés au Québec, qu'ils soient tout électriques ou hybrides rechargeables, est en nette augmentation au cours des dernières années. Il est passé de 2 919 véhicules en 2014 à 5 684 en 2015, soit une hausse de 94,7 %, puis à 9 550 véhicules en 2016, une croissance de 68,1 %.

En 2016, on retrouve des véhicules électriques immatriculés dans l'ensemble des régions administratives du Québec. Celles-ci ont toutes connu une augmentation d'au moins 40 % par rapport à 2015. C'est en Montérégie que sont immatriculés le plus grand nombre de véhicules électriques (2 314 en 2016), et ce, pour chaque année analysée. La région de Montréal se place au second rang, suivie de la Capitale-Nationale.

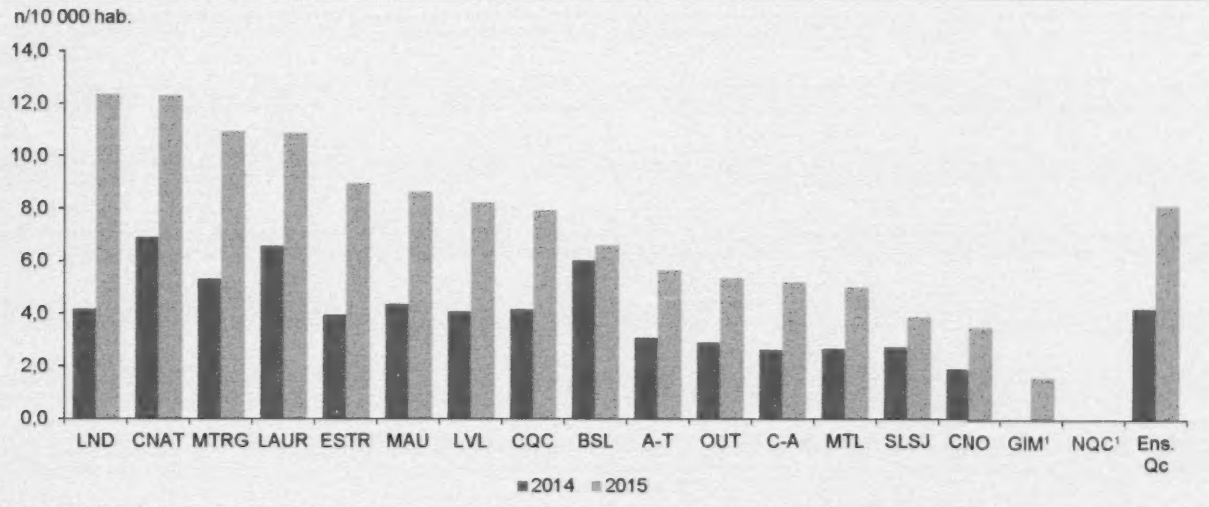
Nombre de véhicules électriques par rapport à la population de 15 ans et plus

Lorsque le nombre de véhicules électriques est rapporté à la population de 15 ans et plus, on dénombre en moyenne 8,1 véhicules par 10 000 habitants en 2015. Ce résultat est pratiquement le double de celui de 2014, qui était de 4,2 véhicules électriques par 10 000 habitants. Les régions de la Capitale-Nationale et de Lanaudière se démarquent avec un ratio de 12,3 véhicules par 10 000 habitants en 2015. Les régions des Laurentides et de la Montérégie suivent avec 10,9 véhicules électriques par 10 000 habitants. Avec 5,0 véhicules électriques par 10 000 habitants, Montréal se situe en queue de peloton. Les régions les moins populeuses sont aussi celles qui présentent les plus faibles ratios.

En termes d'évolution, le Bas-Saint-Laurent est la seule région dont la croissance soit modeste, passant de 6,0 véhicules par 10 000 habitants de 15 ans et plus en 2014 à 6,6 en 2015. Puisque la population de 15 ans et plus de cette région est restée stable, on peut conclure que c'est le faible nombre de nouveaux véhicules électriques (+ 10) qui explique ce résultat.

Figure 11.1

Nombre de véhicules électriques par 10 000 habitants de 15 ans et plus, régions administratives et ensemble du Québec, 2014-2015



1. Les données du Nord-du-Québec et de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (2014) n'apparaissent pas parce qu'elles sont infimes.
Sources : Institut de la statistique du Québec et Société de l'assurance automobile du Québec.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

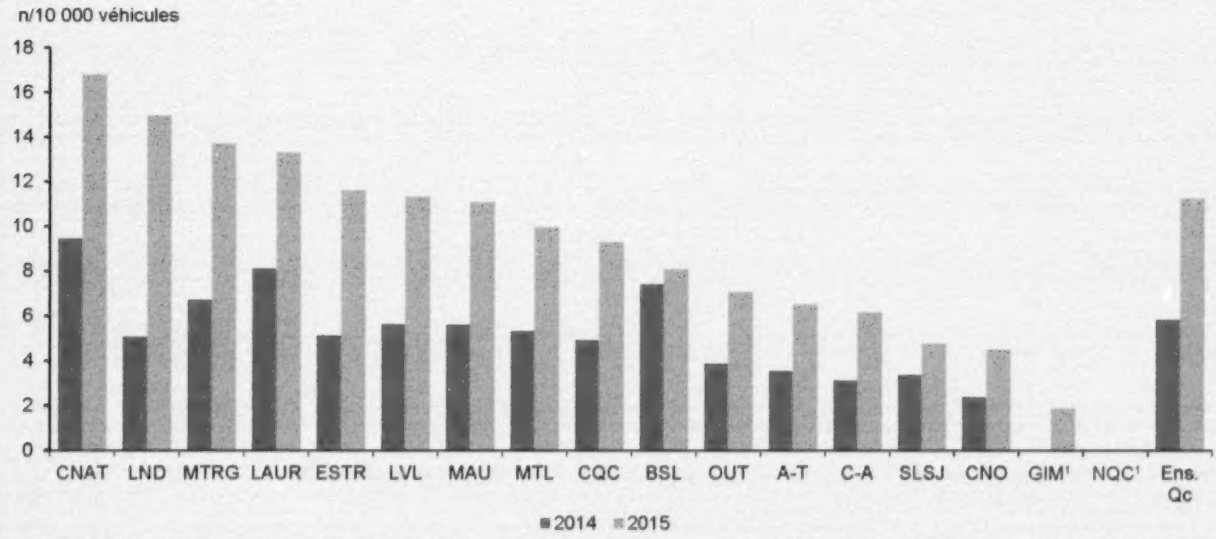
Nombre de véhicules électriques par rapport au parc de véhicules légers

Il est intéressant d'examiner la part des véhicules électriques dans l'ensemble du parc de véhicules légers immatriculés au Québec. Pour ce faire, le nombre de véhicules électriques est comparé au parc de véhicules légers de promenade, institutionnels, professionnels et commerciaux ainsi qu'aux taxis immatriculés au Québec en date du 31 décembre de chaque année. Bien qu'un écart temporel existe entre les deux jeux de données[3], celui-ci n'altère pas l'analyse, vu la part marginale des véhicules électriques dans l'ensemble du parc de véhicules légers (0,1 % sur plus de 5 millions de véhicules légers en 2015). Entre 2014 et 2015, celui-ci a connu une croissance de 1,1 %, tandis que le nombre de véhicules électriques a augmenté de 94,7 %.

Selon les données de 2015 pour l'ensemble de la province, on compte 11,2 véhicules électriques pour 10 000 véhicules légers immatriculés au Québec. Les régions qui dépassent le ratio provincial sont la Capitale-Nationale (16,8), Lanaudière (14,9), la Montérégie (13,7), les Laurentides (13,3), l'Estrie (11,6) et Laval (11,3).

Figure 11.2

Nombre de véhicules électriques par 10 000 véhicules légers, régions administratives et ensemble du Québec, 2014-2015



1. Les données du Nord-du-Québec et de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (2014) n'apparaissent pas parce qu'elles sont infimes.
Source : Société de l'assurance automobile du Québec.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

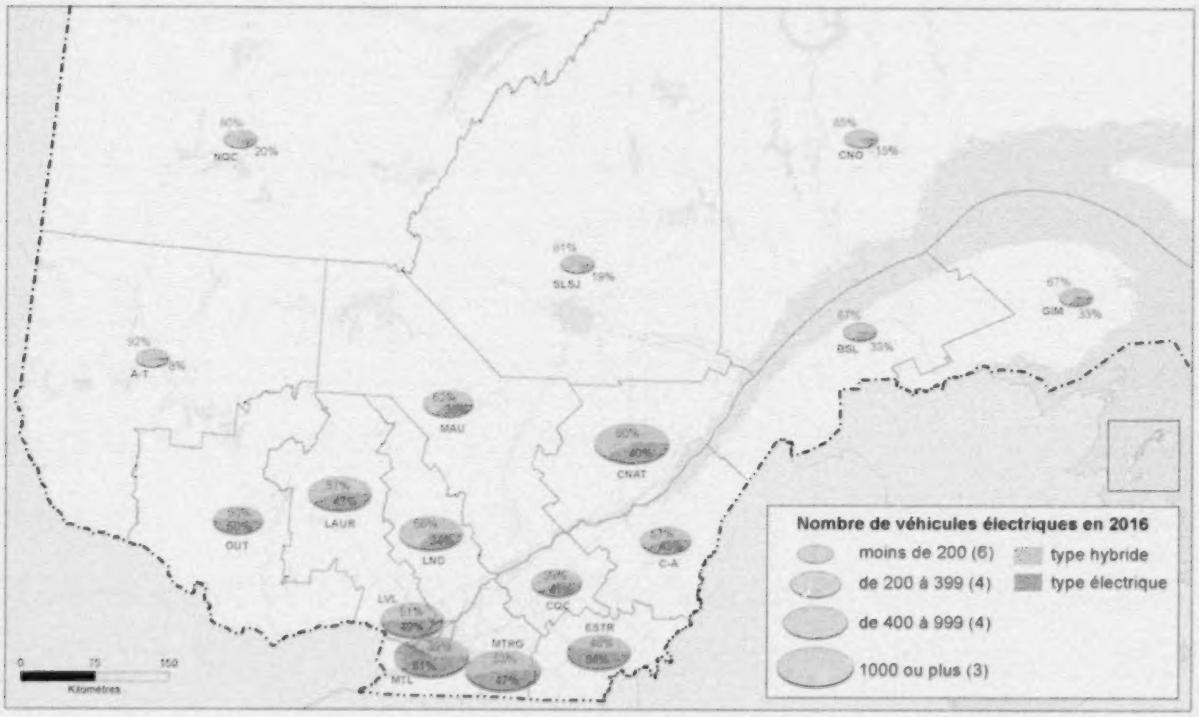
Types de véhicules électriques : les hybrides rechargeables toujours en tête

Le Québec détient une proportion plus élevée de véhicules hybrides rechargeables que de véhicules tout électriques. Cependant, les deux proportions tendent à se rejoindre. En effet, si la province comptait 64 % de véhicules hybrides rechargeables en 2014, ils ne représentent plus que 55 % des immatriculations de véhicules électriques en 2016. À l'exception de Montréal, et tout récemment de l'Estrie et de l'Outaouais, toutes les régions présentent la même prédominance des véhicules hybrides rechargeables. Les régions pour lesquelles on observe les plus grands changements entre 2014 et 2016 sont l'Estrie, Chaudière-Appalaches, le Centre-du-Québec, la Mauricie, l'Outaouais et la Montérégie. Les régions où la répartition est restée la plus stable sont le Saguenay–Lac-Saint-Jean, Lanaudière et le Bas-Saint-Laurent.

3. Les données sur le nombre de véhicules électriques réfèrent au nombre de véhicules immatriculés au 31 mars de chaque année tandis que celles sur le parc de véhicules légers portent sur la situation au 31 décembre de chaque année.

Carte 11.1

Répartition du nombre de véhicules électriques, selon le type de véhicule électrique, régions administratives d'immatriculation, 31 mars 2016



Sources : Données sur le nombre de véhicules électriques : Société de l'assurance automobile du Québec. Compilation : Institut de la statistique du Québec.
Données sur l'hydrographie et les limites administratives : ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, Système sur les découpages administratifs (SDA), janvier 2016.

En 2016, c'est en Abitibi-Témiscamingue que la proportion de véhicules hybrides rechargeables est la plus élevée (92 %), suivie par la Côte-Nord (85 %) et le Saguenay–Lac-Saint-Jean (81 %). Ces régions sont aussi parmi celles qui comptent le moins de véhicules électriques, peu importe le type.

En Montérégie, région qui détient le plus grand nombre de véhicules électriques immatriculés, la part de véhicules hybrides rechargeables est de 53 %. La Capitale-Nationale en dénombre 60 %. À l'inverse, Montréal et l'Estrie présentent une répartition favorable aux véhicules tout électriques, soit respectivement 61 % et 54 % de leurs immatriculations de véhicules électriques. En Outaouais, les deux types sont à égalité.

12. Statistiques par MRC

Ce chapitre du *Panorama des régions du Québec* offre une analyse à l'échelle des municipalités régionales de comté (MRC). Au Québec, le territoire se divise en 104 MRC géographiques. La version géographique des MRC comprend les MRC au sens juridique et les territoires équivalents (TE) à une MRC, de même que les communautés amérindiennes et les villages nordiques situés dans le périmètre des MRC ou qui constituent des TE. L'accent de ce chapitre a été mis sur l'étude de trois thématiques interreliées, soit la démographie, le revenu disponible et le taux de travailleurs.

Il est à noter que pour la MRC d'Eeyou Istchee, le toponyme est provisoire et désigne un espace géostatistique pour les Cris dans le Nord-du-Québec[1]; conséquemment, un nouveau toponyme officiel est à venir. Également, il importe de mentionner le cas unique des régions administratives de Montréal et Laval qui sont respectivement composées d'une MRC identique au territoire régional.

Par ailleurs, les variables sont analysées suivant le découpage géographique et la dénomination au 1er juillet 2015 pour la démographie, tandis que, pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, l'analyse est faite selon le découpage géographique et la dénomination au 31 décembre 2014. Fait à noter, dans la région administrative du Nord-du-Québec, le nom de la MRC de Kativik a changé pour celui de la MRC de l'Administration régionale Kativik, à partir du 1er janvier 2014, date d'entrée en vigueur de ce changement.

L'intérêt d'une analyse à l'échelle supralocale réside dans la comparaison qui est effectuée entre des territoires d'une même région ou d'une région limitrophe. En effet, la conception de ce type d'étude permet, par exemple, d'apporter des nuances au portrait d'une région administrative, ou bien même de faire ressortir les territoires supralocaux qui se démarquent de par leur situation.

12.1 Démographie

par Anne Binette Charbonneau, Direction des statistiques sociodémographiques

La dynamique démographique varie grandement d'une région administrative à l'autre, mais également à l'intérieur de chaque région. Pour illustrer ces contrastes, la carte 12.1.1 présente les taux d'accroissement annuels moyens des MRC au cours de la période 2011-2015. Le tableau 12.1.1 contient quant à lui les données détaillées de chaque MRC pour les périodes 2001-2006, 2006-2011 et 2011-2015.

Entre 2011 et 2015, cinq MRC ont enregistré une croissance supérieure ou égale à 15 pour mille (ou 1,5 %). Trois de ces MRC à forte croissance sont regroupées dans une zone au nord de Montréal, soit Mirabel et La Rivière-du-Nord, dans la région des Laurentides, ainsi que Montcalm, dans Lanaudière. Précisons que la MRC de Mirabel affiche la croissance annuelle moyenne la plus élevée du Québec, avec un taux de 34,7 pour mille au cours de la période 2011-2015, selon les données provisoires. Les autres MRC dont la croissance est supérieure à 15 pour mille sont La Jacques-Cartier, dans la région de la Capitale-Nationale et l'Administration régionale Kativik, dans le Nord-du-Québec.

D'autre part, 14 des MRC du Québec ont connu une croissance soutenue, se situant entre 10 et 14,9 pour mille. Parmi celles-ci se trouvent les MRC de Montréal, Laval, Longueuil et Sherbrooke, qui comprennent les municipalités du même nom, ainsi que plusieurs des MRC situées à proximité. De ce groupe, seulement deux MRC se trouvent dans des régions éloignées des principaux grands centres urbains, soit Eeyou Istchee, dans le Nord-du-Québec et Le Fjord-du-Saguenay, au Saguenay–Lac-Saint-Jean.

Toutes les régions administratives comptent au moins une MRC dont la population s'est réduite entre 2011 et 2015 (excluant les régions de Montréal et de Laval dont le territoire est composé d'une seule MRC). Si l'on se concentre toutefois sur les

1. Ce territoire géostatistique comprend les réserves autochtones cries (Terres réservées aux Cris) et les municipalités de village cri (VC), ainsi que l'établissement amérindien d'Oujé-Bougoumou.

21 MRC ayant enregistré les déclins de population les plus marqués, on constate qu'elles se situent principalement dans l'est du Québec. Parmi ces MRC, quatre sont sur la Côte-Nord (Le Golfe-du-Saint-Laurent, La Haute-Côte-Nord, Caniapiscau et Manicouagan), quatre en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (Le Rocher-Percé, Les Îles-de-la-Madeleine, La Haute-Gaspésie et La Côte-de-Gaspé) et six dans le Bas-Saint-Laurent (Les Basques, La Matapédia, La Mitis, Kamouraska, Témiscouata et La Matanie). Les autres MRC qui connaissent des pertes substantielles se trouvent dans la Capitale-Nationale (L'Île-d'Orléans et Charlevoix-Est), en Mauricie (Mékinac et Shawinigan), dans Chaudière-Appalaches (Les Etchemins), en Estrie (Les Sources) et en Outaouais (Pontiac). Soulignons que dans les régions de la Côte-Nord et de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, toutes les MRC ont vu leur population diminuer entre 2011 et 2015, selon les données provisoires.

Le cycle de production des estimations démographiques : prudence avec les données provisoires

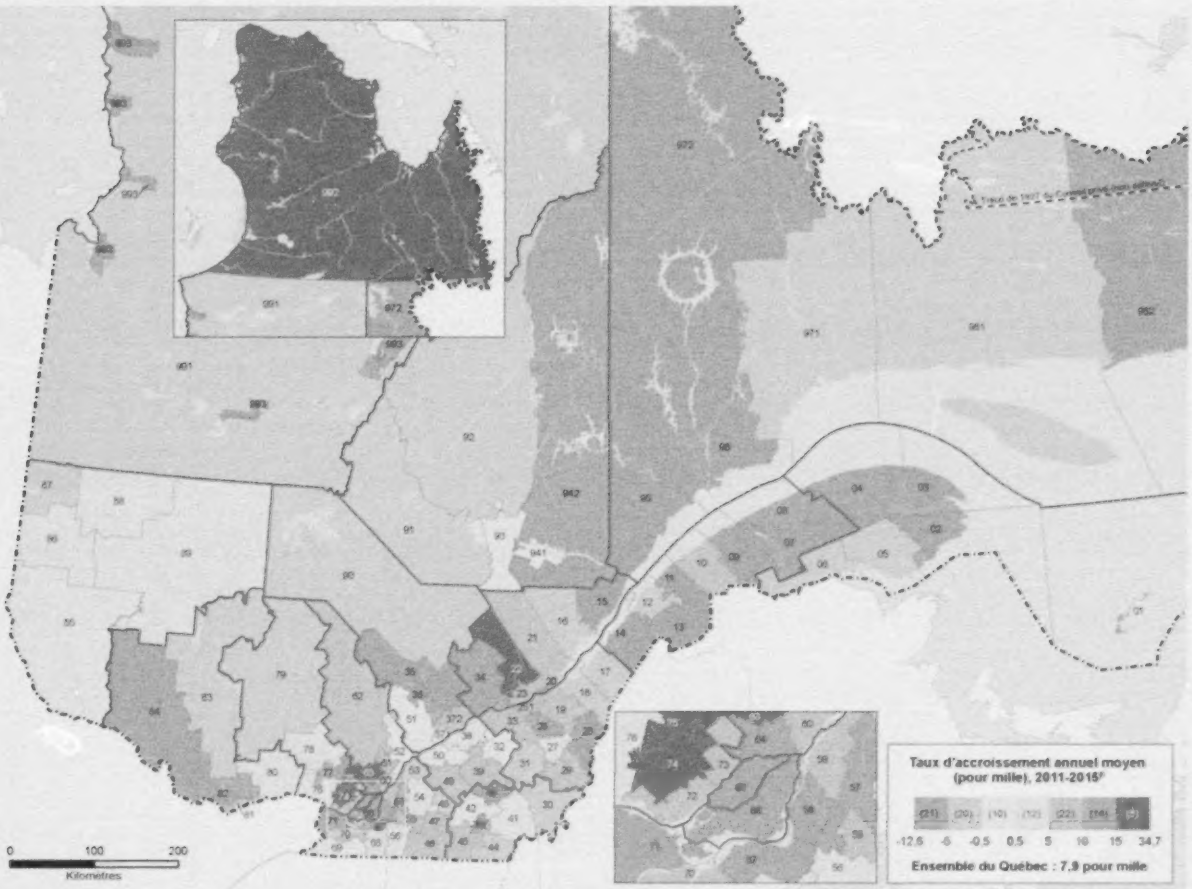
Les estimations de population ont comme point d'ancrage les comptes du recensement le plus récent[2], rajustés pour le sous-dénombrement net et les réserves indiennes partiellement sous-dénombrées. Entre deux recensements, les données disponibles sur les différentes composantes du bilan démographique (naissances, décès et mouvements migratoires) sont ajoutées pour produire les estimations de population annuelles. Les estimations produites par cette méthode dite des composantes font l'objet d'une révision importante tous les cinq ans pour s'arrimer aux comptes de population du nouveau recensement corrigés du sous-dénombrement net.

Actuellement, les données antérieures à 2011 peuvent être considérées comme finales[3]. Les estimations de 2011 à 2015 sont quant à elles basées sur les comptes du Recensement de mai 2011 et ne sont pas définitives : elles feront l'objet d'une révision lorsque les données du Recensement de mai 2016 seront disponibles. Par conséquent, une certaine prudence est de mise dans l'analyse de l'évolution récente de la population. De fait, la révision des données entraîne parfois des changements non négligeables pour certains territoires. Par exemple, les données provisoires de la période 2006-2011 (avant la révision qui a suivi le Recensement de 2011) avaient grandement surestimé la croissance démographique de Montréal. Pour plus d'information sur la révision des données de 2006 à 2011, veuillez consulter l'édition 2014 du Panorama des régions du Québec (p. 15-16).

2. Le recensement de la population est réalisé tous les cinq ans par Statistique Canada.
3. Les révisions ultérieures que pourrait faire Statistique Canada ne devraient avoir que des répercussions mineures sur les données de cette période.

Carte 12.1.1

Taux d'accroissement annuel moyen de la population, MRC du Québec, 2011-2015



Note : La correspondance entre les codes de MRC et les noms de MRC se trouve dans le tableau 12.1.1.

Sources :

Données sur la démographie : Statistique Canada, *Estimations démographiques* (série de février 2016), adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Données sur l'hydrographie et les limites administratives : ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, Système sur les découpages administratifs (SDA), janvier 2016.

Tableau 12.1.1

Population totale et taux d'accroissement annuel moyen, MRC, régions administratives et ensemble du Québec, 2001-2015

Code	MRC[1] par région administrative	Population au 1er juillet				Taux d'accroissement annuel moyen[2]		
		2001	2006	2011	2015[p]	2001-2006	2006-2011	2011-2015[p]
		n				pour 1 000		
01	**Bas-Saint-Laurent**	**204 296**	**201 600**	**201 184**	**199 577**	**– 2,7**	**– 0,4**	**– 2,0**
7	La Matapédia	20 271	19 257	18 653	18 013	– 10,3	– 6,4	– 8,7
8	La Matanie	22 905	22 344	21 891	21 423	– 5,0	– 4,1	– 5,4
9	La Mitis	19 669	19 383	19 032	18 452	– 2,9	– 3,7	– 7,7
10	Rimouski-Neigette	53 288	53 539	55 593	57 191	0,9	7,5	7,1
11	Les Basques	10 003	9 481	9 155	8 799	– 10,7	– 7,0	– 9,9
12	Rivière-du-Loup	32 434	33 578	34 664	34 523	6,9	6,4	– 1,0
13	Témiscouata	22 813	21 843	20 626	20 184	– 8,7	– 11,5	– 5,4
14	Kamouraska	22 913	22 175	21 570	20 992	– 6,5	– 5,5	– 6,8
02	**Saguenay–Lac-Saint-Jean**	**283 304**	**274 286**	**277 249**	**277 209**	**– 6,5**	**2,1**	**0,0**
91	Le Domaine-du-Roy	33 442	32 151	32 063	31 811	– 7,9	– 0,5	– 2,0
92	Maria-Chapdelaine	27 374	25 928	25 395	24 955	– 10,9	– 4,2	– 4,4
93	Lac-Saint-Jean-Est	52 700	51 512	52 939	52 936	– 4,6	5,5	0,0
941	Saguenay	149 757	144 532	146 033	145 745	– 7,1	2,1	– 0,5
942	Le Fjord-du-Saguenay	20 031	20 163	20 819	21 762	1,3	6,4	11,1
03	**Capitale-Nationale**	**651 583**	**668 948**	**710 861**	**737 455**	**5,3**	**12,2**	**9,2**
15	Charlevoix-Est	16 929	16 443	16 337	15 987	– 5,8	– 1,3	– 5,4
16	Charlevoix	13 419	13 225	13 400	13 315	– 2,9	2,6	– 1,6
20	L'Île-d'Orléans	6 904	6 869	6 743	6 544	– 1,0	– 3,7	– 7,5
21	La Côte-de-Beaupré	21 413	23 263	26 408	27 246	16,6	25,3	7,8
22	La Jacques-Cartier	27 016	30 254	37 494	41 494	22,6	42,7	25,3
23	Québec	520 072	532 102	560 659	580 639	4,6	10,5	8,8
34	Portneuf	45 830	46 792	49 820	52 230	4,2	12,5	11,8
04	**Mauricie**	**260 048**	**260 407**	**265 557**	**266 907**	**0,3**	**3,9**	**1,3**
35	Mékinac	13 044	12 698	12 962	12 589	– 5,4	4,1	– 7,3
36	Shawinigan	52 997	52 050	50 263	49 042	– 3,6	– 7,0	– 6,1
371	Trois-Rivières	124 719	127 292	132 592	134 971	4,1	8,2	4,4
372	Les Chenaux	17 500	17 039	17 998	18 720	– 5,3	10,9	9,8
51	Maskinongé	35 644	35 799	36 528	36 486	0,9	4,0	– 0,3
90	La Tuque	16 144	15 529	15 214	15 099	– 7,8	– 4,1	– 1,9
05	**Estrie**	**291 389**	**301 058**	**313 582**	**322 099**	**6,5**	**8,2**	**6,7**
30	Le Granit	22 199	22 481	22 305	22 174	2,5	– 1,6	– 1,5
40	Les Sources	14 813	14 499	14 822	14 402	– 4,3	4,4	– 7,2
41	Le Haut-Saint-François	21 815	21 724	22 194	22 161	– 0,8	4,3	– 0,4
42	Le Val-Saint-François	28 920	29 240	29 838	29 841	2,2	4,0	0,0
43	Sherbrooke	141 684	148 952	156 759	164 666	10,0	10,2	12,3
44	Coaticook	18 773	18 592	18 949	18 839	– 1,9	3,8	– 1,5
45	Memphrémagog	43 185	45 570	48 715	50 016	10,7	13,3	6,6
06	**Montréal**	**1 850 357**	**1 872 136**	**1 915 617**	**1 999 795**	**2,3**	**4,6**	**10,7**
66	Montréal	1 850 357	1 872 136	1 915 617	1 999 795	2,3	4,6	10,7
07	**Outaouais**	**322 967**	**345 027**	**373 905**	**385 579**	**13,2**	**16,1**	**7,7**
80	Papineau	20 797	21 987	22 756	22 828	11,1	6,9	0,8
81	Gatineau	231 356	244 868	268 838	278 780	11,3	18,7	9,1
82	Les Collines-de-l'Outaouais	36 012	42 470	46 910	49 321	32,9	19,9	12,5
83	La Vallée-de-la-Gatineau	19 980	20 933	20 935	20 662	9,3	0,0	– 3,3
84	Pontiac	14 822	14 769	14 466	13 988	– 0,7	– 4,1	– 8,4

Tableau 12.1.1 (suite)

Population totale et taux d'accroissement annuel moyen, MRC, régions administratives et ensemble du Québec, 2001-2015

Code	MRC[1] par région administrative	Population au 1er juillet				Taux d'accroissement annuel moyen[2]		
		2001	2006	2011	2015p	2001-2006	2006-2011	2011-2015p
		n				pour 1 000		
08	**Abitibi-Témiscamingue**	**148 564**	**144 887**	**146 683**	**147 700**	**– 5,0**	**2,5**	**1,7**
85	Témiscamingue	17 813	17 081	16 279	16 302	– 8,4	– 9,6	0,4
86	Rouyn-Noranda	40 323	40 264	41 439	41 927	– 0,3	5,8	2,9
87	Abitibi-Ouest	22 327	20 902	21 131	20 841	– 13,2	2,2	– 3,5
88	Abitibi	25 033	24 433	24 551	24 855	– 4,9	1,0	3,1
89	La Vallée-de-l'Or	43 068	42 207	43 283	43 775	– 4,0	5,0	2,8
09	**Côte-Nord**	**99 484**	**96 569**	**95 688**	**93 932**	**– 5,9**	**– 1,8**	**– 4,6**
95	La Haute-Côte-Nord	13 133	12 352	11 607	11 187	– 12,3	– 12,4	– 9,2
96	Manicouagan	34 191	33 250	32 339	31 611	– 5,6	– 5,6	– 5,7
971	Sept-Rivières	35 381	35 012	35 628	35 466	– 2,1	3,5	– 1,1
972	Caniapiscau	4 241	3 996	4 298	4 173	– 11,9	14,6	– 7,4
981	Minganie	6 829	6 414	6 655	6 588	– 12,5	7,4	– 2,5
982	Le Golfe-du-Saint-Laurent	5 709	5 545	5 161	4 907	– 5,8	– 14,3	– 12,6
10	**Nord-du-Québec**	**39 327**	**40 291**	**43 023**	**44 769**	**4,8**	**13,1**	**9,9**
991	Jamésie	16 576	14 946	14 284	14 097	– 20,7	– 9,1	– 3,3
992	Administration régionale Kativik	9 834	10 978	12 211	13 204	22,0	21,3	19,5
993	Eeyou Istchee[3]	12 917	14 367	16 528	17 468	21,3	28,0	13,8
11	**Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine**	**98 589**	**95 206**	**94 473**	**91 786**	**– 7,0**	**– 1,5**	**– 7,2**
1	Les Îles-de-la-Madeleine	13 055	13 165	12 844	12 344	1,7	– 4,9	– 9,9
2	Le Rocher-Percé	19 605	18 474	18 037	17 224	– 11,9	– 4,8	– 11,5
3	La Côte-de-Gaspé	18 854	17 953	18 076	17 676	– 9,8	1,4	– 5,6
4	La Haute-Gaspésie	12 934	12 361	12 130	11 665	– 9,1	– 3,8	– 9,8
5	Bonaventure	18 597	17 997	18 068	17 727	– 6,6	0,8	– 4,8
6	Avignon	15 544	15 256	15 318	15 150	– 3,7	0,8	– 2,8
12	**Chaudière-Appalaches**	**390 856**	**397 133**	**414 427**	**421 832**	**3,2**	**8,5**	**4,4**
17	L'Islet	19 726	18 956	18 609	18 326	– 8,0	– 3,7	– 3,8
18	Montmagny	23 864	23 296	23 052	22 715	– 4,8	– 2,1	– 3,7
19	Bellechasse	33 991	33 700	35 627	36 741	– 1,7	11,1	7,7
251	Lévis	124 524	131 498	140 137	144 040	10,9	12,7	6,9
26	La Nouvelle-Beauce	31 296	31 799	35 473	36 929	3,2	21,8	10,1
27	Robert-Cliche	19 147	18 935	19 422	19 493	– 2,2	5,1	0,9
28	Les Etchemins	18 069	17 676	17 338	16 761	– 4,4	– 3,9	– 8,5
29	Beauce-Sartigan	48 837	50 095	51 505	52 850	5,1	5,6	6,4
31	Les Appalaches	44 045	43 527	43 342	42 856	– 2,4	– 0,9	– 2,8
33	Lotbinière	27 357	27 651	29 922	31 121	2,1	15,8	9,8
13	**Laval**	**350 332**	**372 495**	**406 098**	**425 225**	**12,3**	**17,3**	**11,5**
65	Laval	350 332	372 495	406 098	425 225	12,3	17,3	11,5
14	**Lanaudière**	**396 378**	**433 901**	**476 937**	**496 086**	**18,1**	**18,9**	**9,8**
52	D'Autray	39 177	40 662	41 941	41 866	7,4	6,2	– 0,4
60	L'Assomption	105 969	110 832	120 983	124 248	9,0	17,5	6,7
61	Joliette	55 277	58 831	64 174	66 724	12,5	17,4	9,7
62	Matawinie	44 042	49 911	50 210	51 676	25,0	1,2	7,2
63	Montcalm	39 520	43 135	48 918	52 474	17,5	25,1	17,5
64	Les Moulins	112 393	130 530	150 711	159 098	29,9	28,7	13,5

Tableau 12.1.1 (suite)

Population totale et taux d'accroissement annuel moyen, MRC, régions administratives et ensemble du Québec, 2001-2015

Code	MRC[1] par région administrative	Population au 1er juillet				Taux d'accroissement annuel moyen[2]		
		2001	2006	2011	2015p	2001-2006	2006-2011	2011-2015p
		n				pour 1 000		
15	**Laurentides**	**472 932**	**518 664**	**566 683**	**592 683**	**18,4**	**17,7**	**11,2**
72	Deux-Montagnes	84 409	89 759	98 219	101 043	12,3	18,0	7,1
73	Thérèse-De Blainville	133 461	144 977	155 543	159 210	16,5	14,1	5,8
74	Mirabel	27 992	35 342	42 607	48 954	46,4	37,3	34,7
75	La Rivière-du-Nord	92 337	102 741	116 626	127 225	21,3	25,3	21,7
76	Argenteuil	29 501	30 210	32 353	32 803	4,7	13,7	3,5
77	Les Pays-d'en-Haut	31 656	36 791	40 547	42 351	30,0	19,4	10,9
78	Les Laurentides	39 445	43 215	45 441	46 112	18,2	10,0	3,7
79	Antoine-Labelle	34 131	35 629	35 347	34 985	8,6	– 1,6	– 2,6
16	**Montérégie**	**1 313 263**	**1 383 294**	**1 469 505**	**1 520 094**	**10,4**	**12,1**	**8,5**
46	Brome-Missisquoi	52 741	53 099	55 985	57 419	1,4	10,6	6,3
47	La Haute-Yamaska	75 064	80 180	85 839	88 069	13,2	13,6	6,4
48	Acton	15 457	15 414	15 486	15 443	– 0,6	0,9	– 0,7
53	Pierre-De Saurel	50 982	50 165	51 244	51 088	– 3,2	4,3	– 0,8
54	Les Maskoutains	80 487	81 403	85 012	86 201	2,3	8,7	3,5
55	Rouville	30 555	31 743	36 079	36 857	7,6	25,6	5,3
56	Le Haut-Richelieu	102 786	109 942	115 375	117 639	13,5	9,6	4,9
57	La Vallée-du-Richelieu	98 100	107 981	117 877	122 912	19,2	17,5	10,5
58	Longueuil	379 401	388 756	403 342	421 342	4,9	7,4	10,9
59	Marguerite-D'Youville	65 368	70 676	75 124	77 440	15,6	12,2	7,6
67	Roussillon	149 413	161 170	173 856	182 051	15,1	15,1	11,5
68	Les Jardins-de-Napierville	23 279	24 421	26 496	26 891	9,6	16,3	3,7
69	Le Haut-Saint-Laurent	24 926	25 026	24 486	24 495	0,8	– 4,4	0,1
70	Beauharnois-Salaberry	60 296	61 171	62 485	63 926	2,9	4,3	5,7
71	Vaudreuil-Soulanges	104 408	122 147	140 819	148 321	31,3	28,4	13,0
17	**Centre-du-Québec**	**222 746**	**225 971**	**236 184**	**240 872**	**2,9**	**8,8**	**4,9**
32	L'Érable	24 459	23 265	23 499	23 486	– 10,0	2,0	– 0,1
38	Bécancour	19 429	18 926	20 241	20 346	– 5,2	13,4	1,3
39	Arthabaska	65 335	66 778	69 841	71 354	4,4	9,0	5,4
49	Drummond	89 591	93 885	99 674	102 797	9,4	12,0	7,7
50	Nicolet-Yamaska	23 932	23 117	22 929	22 889	– 6,9	– 1,6	– 0,4
	Ensemble du Québec	**7 396 415**	**7 631 873**	**8 007 656**	**8 263 600**	**6,3**	**9,6**	**7,9**

1. Selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er juillet 2015.
2. Calculé par rapport à la population moyenne de la période.
3. Nouveau toponyme officiel à venir.

Notes : Les taux de la période 2011-2015 couvrent une période de quatre ans, alors que l'amplitude des deux périodes précédentes est de cinq ans. Les taux d'accroissement sont toutefois annualisés, ce qui permet la comparaison du rythme de la croissance d'une période à l'autre.

Les périodes sont définies en fonction des années de recensement qui balisent les estimations de population utilisées.

Les estimations actuellement disponibles pour les années 2011 à 2015 ne sont pas définitives. Elles feront l'objet d'une révision à la suite du Recensement de 2016. Une certaine prudence est de mise dans l'analyse de l'évolution de la population des régions au cours de cette période.

Lorsque nécessaire, les estimations par division de recensement produites par Statistique Canada ont été adaptées au découpage géographique des MRC du Québec par l'Institut de la statistique du Québec.

Source: Statistique Canada, *Estimations démographiques* (série de février 2016), adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

12.2 Revenu disponible par habitant

par Stéphane Ladouceur, Direction des statistiques sectorielles et du développement durable

Au chapitre 6.2, il est question de l'évolution récente du revenu disponible par habitant des 17 régions administratives. Afin d'obtenir un portrait plus complet, la présente section traite de cet agrégat macroéconomique à une échelle géographique plus fine, soit les MRC. En plus de faire ressortir les points saillants des données provisoires de 2014 sur le revenu disponible par habitant, la présente section met en relief les disparités qui subsistent entre les MRC de certaines régions administratives.

Hausse dans la plupart des MRC

Selon les données provisoires de 2014, le revenu disponible par habitant s'accroît dans la vaste majorité des MRC, bien qu'à des degrés divers. Sur les 104 MRC qui composent le Québec, 89 connaissent une hausse par rapport à 2013. La MRC de Beauce-Sartigan est celle qui enregistre la croissance la plus élevée, soit une hausse de 5,7 %. Cela constitue un net revirement par rapport à la baisse de 1,8 % observée un an plus tôt. Le rebond du revenu disponible dans cette MRC de la région de Chaudière-Appalaches s'explique principalement par le redressement marqué du revenu net de la propriété et, dans une moindre mesure, par l'accroissement de la rémunération des salariés, principale composante du revenu des particuliers.

Outre Beauce-Sartigan, 46 territoires supralocaux connaissent un taux de croissance supérieur à celui observé au Québec (+ 1,5 %). Parmi ceux-ci, Eeyou Istchee, Memphrémagog, Le Granit, L'Érable, La Vallée-de-la-Gatineau et Pontiac se distinguent en affichant une augmentation deux fois plus rapide que celle de la province. En revanche, 15 MRC subissent une diminution du revenu disponible par habitant en 2014, dont Manicouagan (– 3,0 %), Gatineau (– 1,2 %), Minganie (– 1,0 %), Le Fjord-du-Saguenay (– 0,6 %) et Arthabaska (– 0,4 %).

Notons que les MRC, dont l'économie repose, en bonne partie, sur l'exploitation et la mise en valeur des ressources minérales, connaissent, pour la plupart, une croissance faible ou nulle, voire négative. C'est le cas notamment de La Vallée-de-l'Or (+ 0,7 %), de Rouyn-Noranda (+ 0,1 %), de Jamésie (0,0 %), et de Caniapiscau (– 0,1 %). Cette dernière MRC connaît d'ailleurs une troisième baisse annuelle consécutive, ce qui contraste avec les hausses importantes enregistrées au tournant des années 2010.

Caniapiscau toujours en tête du classement

Malgré un léger recul, la MRC de Caniapiscau, située sur la Côte-Nord et dont la principale municipalité est Fermont, affiche, pour une septième année d'affilée, le revenu disponible le plus élevé au Québec, celui-ci s'établissant à 34 725 $ par habitant en 2014. Elle est suivie, comme en 2013, par Les Pays-d'en-Haut (31 727 $), L'Île-d'Orléans (31 465 $) et La Jacques-Cartier (31 349 $). D'ailleurs, comme l'illustre la carte 12.2.1, les MRC à hauts revenus se concentrent essentiellement en périphérie de Montréal, de Québec et de Gatineau ainsi que dans les régions minières de la Côte-Nord et de l'Abitibi-Témiscamingue.

En revanche, aucune MRC des régions du Bas-Saint-Laurent, du Saguenay–Lac-Saint-Jean, de la Mauricie, de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et du Centre-du-Québec ne présente un revenu disponible supérieur à la moyenne québécoise (26 046 $). Les MRC qui se situent dans le bas du classement, en 2014, sont l'Administration régionale Kativik (19 208 $), La Haute-Gaspésie (20 611 $), Le Haut-Saint-Laurent (21 385 $), Témiscouata (21 508 $) et La Tuque (21 539 $). Au total, 77 territoires supralocaux présentent un revenu disponible par habitant inférieur à celui de l'ensemble Québec.

Tableau 12.2.1

Les MRC présentant les revenus disponibles par habitant les plus élevés et les plus faibles, 2014

MRC	Région administrative	Revenu disponible $/hab.	MRC	Région administrative	Revenu disponible $/hab.
Les plus élevés			Les plus faibles		
Caniapiscau	CNO	34 725	Administration régionale Kativik	NQC	19 208
Les Pays-d'en-Haut	LAUR	31 727	La Haute-Gaspésie	GIM	20 611
L'Île-d'Orléans	CNAT	31 465	Le Haut-Saint-Laurent	MTRG	21 385
La Jacques-Cartier	CNAT	31 349	Témiscouata	BSL	21 508
La Vallée-du-Richelieu	MTRG	30 670	La Tuque	MAU	21 539
Memphrémagog	ESTR	30 595	La Matapédia	BSL	21 559
La Côte-de-Beaupré	CNAT	29 808	Le Haut-Saint-François	ESTR	21 644
Thérèse-De Blainville	LAUR	29 508	Pontiac	OUT	21 740
Sept-Rivières	CNO	29 052	Les Sources	ESTR	21 772
Les Collines-de-l'Outaouais	OUT	28 892	La Mitis	BSL	22 022

Sources : Institut de la statistique du Québec; Affaires autochtones et du Nord Canada; ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire; ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche; Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris; Régie des rentes du Québec; Revenu Québec; Société de l'assurance automobile du Québec; Statistique Canada.

Les écarts de revenu demeurent importants à l'intérieur de certaines régions

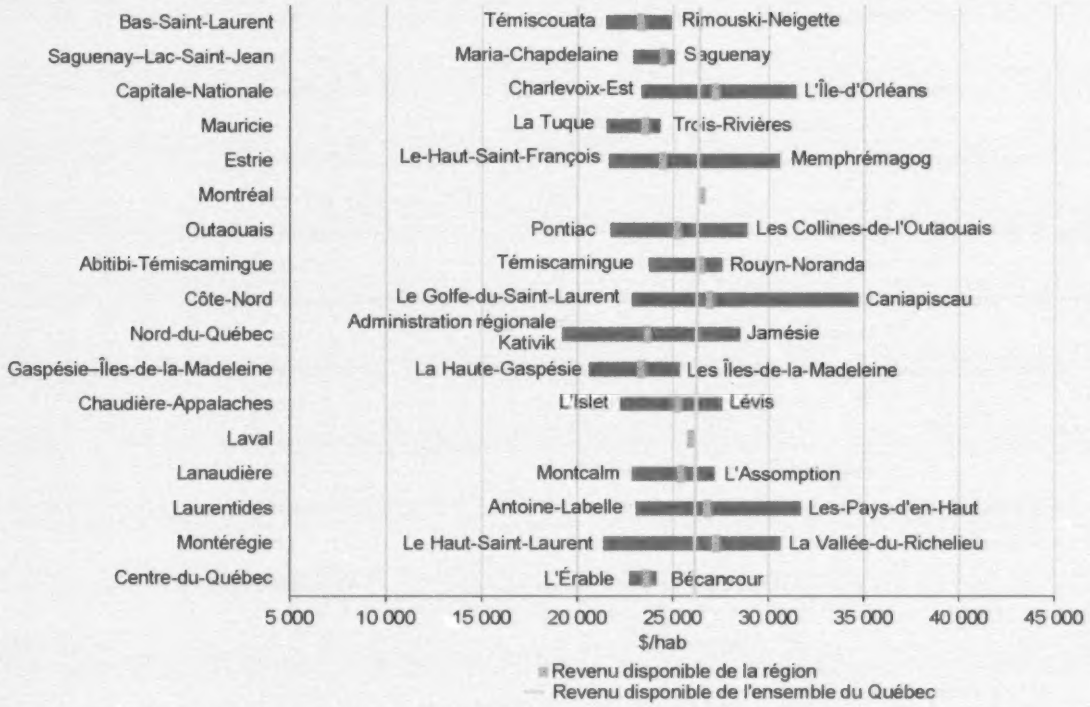
Les différences de revenu entre les MRC varient considérablement d'une région à l'autre comme en témoigne la figure 12.2.1. L'écart le plus important entre les territoires supralocaux d'une même région est observé encore une fois sur la Côte-Nord. Dans cette région côtière, la différence est de plus de 11 800 $ entre la MRC qui présente le revenu disponible le plus élevé, Caniapiscau, et celle présentant le revenu le plus faible, Le Golfe-du-Saint-Laurent. Néanmoins, l'écart de revenu tend à s'estomper depuis les trois dernières années entre ces deux MRC.

Le Nord-du-Québec se caractérise également par des disparités de revenu importantes entre les trois territoires supralocaux qui le composent. À preuve, le revenu disponible par habitant de Jamésie est supérieur de 9 343 $ à celui de l'Administration régionale Kativik et de 5 666 $ à celui d'Eeyou Istchee. Le retard historique de ces deux dernières MRC nordiques est attribuable à la rémunération des salariés, au revenu net de la propriété et aux transferts en provenance des sociétés financières qui sont nettement moindres que dans la Jamésie.

Les régions des Laurentides et de la Montérégie continuent, elles aussi, à être marquées par un clivage territorial important. Dans les Laurentides, le revenu disponible des résidents des Pays-d'en-Haut est supérieur de 8 657 $, en moyenne, à celui des habitants de la MRC d'Antoine-Labelle, située à l'extrême nord de la région et qui est marquée par un taux de travailleurs des 25-64 ans parmi les plus faibles du Québec. Quant à la Montérégie, les différences de revenu demeurent importantes, notamment entre les territoires supralocaux situés à proximité de l'île de Montréal, comme Vaudreuil-Soulanges (28 518 $), Marguerite-D'Youville (28 886 $) ainsi que La Vallée-du-Richelieu (30 670 $) et les MRC les plus éloignées, telles que Le Haut-Saint-Laurent (21 385 $) et Acton (22 828 $).

Figure 12.2.1

Écarts entre les MRC affichant le revenu disponible par habitant le plus élevé et le plus faible pour chacune des régions administratives, 2014



Sources : Institut de la statistique du Québec; Affaires autochtones et du Nord Canada; ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire; ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche; Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris; Régie des rentes du Québec; Revenu Québec; Société de l'assurance automobile du Québec; Statistique Canada.

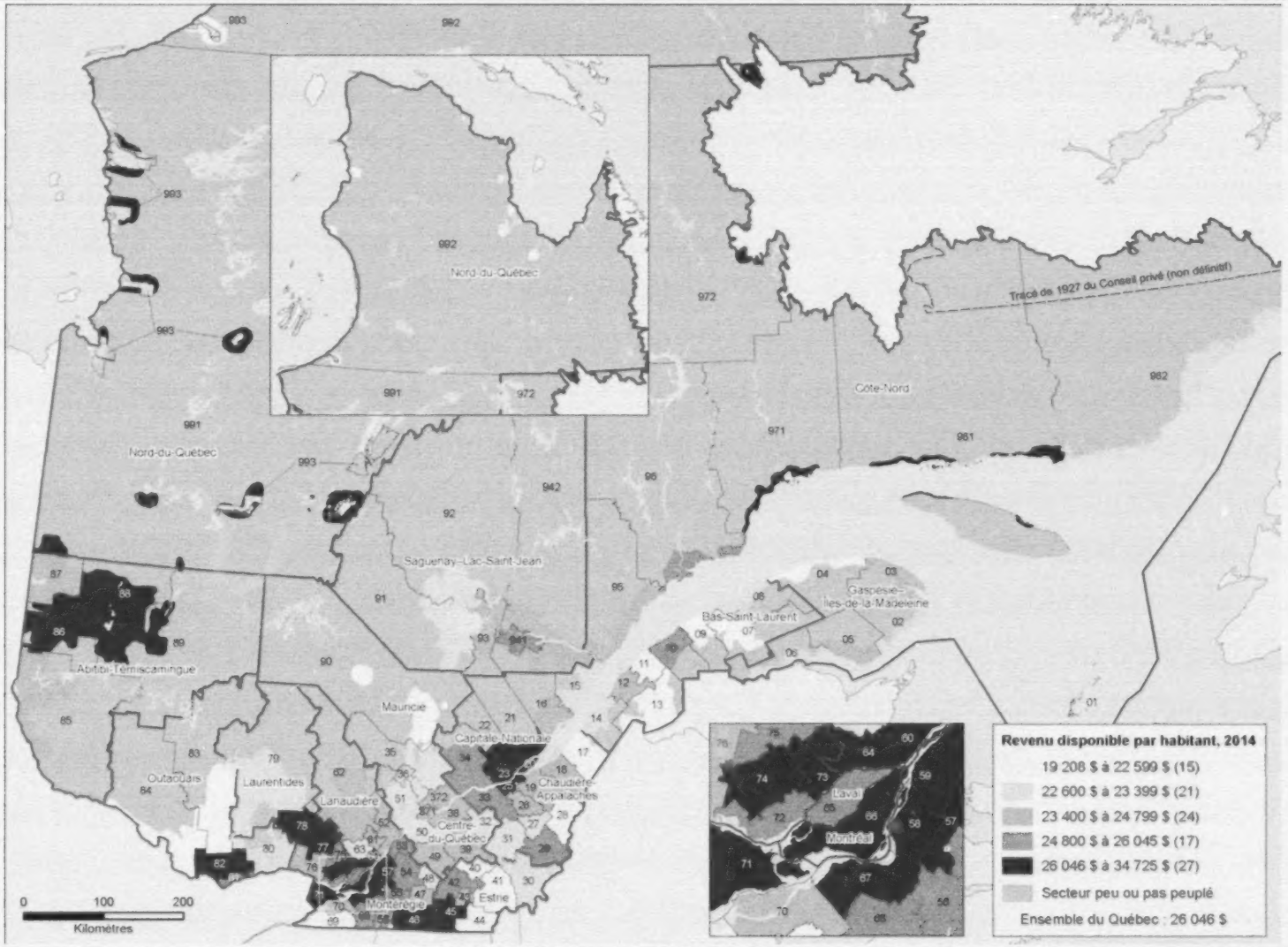
Les inégalités de revenu sont aussi relativement fortes entre les territoires supralocaux de l'Estrie; la différence s'élève à plus de 8 900 $ entre Memphrémagog, qui est en tête dans la région, et Le Haut-Saint-François, qui se situe au bas de l'échelle. En fait, la MRC de Memphrémagog fait figure d'exception dans la région de l'Estrie, puisqu'elle continue d'être la seule à présenter un revenu disponible par habitant supérieur à celui du Québec. L'avance de ce territoire supralocal par rapport à la moyenne québécoise est attribuable essentiellement au revenu net de la propriété, lequel représente la différente entre les revenus de placement reçus et payés par les particuliers. Selon les données provisoires de 2014, le revenu net de la propriété s'établit à plus de 5 700 $ par habitant dans Memphrémagog, soit un montant nettement supérieur à celui de l'ensemble du Québec (3 234 $).

À l'opposé, les régions du Centre-du-Québec, du Saguenay–Lac-Saint-Jean et de la Mauricie continuent de se caractériser par un niveau de revenu relativement homogène. Dans chacune de ces trois régions, l'écart de revenu est de moins de 3 000 $ entre la MRC affichant la valeur la plus élevée et celle présentant la valeur la plus faible.

Informations statistiques complémentaires

Des données détaillées sur le revenu disponible pour le Québec, les régions administratives, les MRC et les régions métropolitaines de recensement sont disponibles sur le site Web de l'Institut.

Revenu disponible par habitant selon les limites de l'écoumène, MRC du Québec, 2014



Sources :

Données sur le revenu : Institut de la statistique du Québec; Affaires autochtones et du Nord Canada; ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire; ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche; Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris; Régie des rentes du Québec; Revenu Québec; Société de l'assurance automobile du Québec; Statistique Canada.

Données sur l'hydrographie et les limites administratives : ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, Système sur les découpages administratifs (SDA), janvier 2015.

Écoumène de la population : Statistique Canada, écoumène de 2011 au 1 : 20 000 000, modifié par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 12.2.2

Revenu disponible par habitant, MRC[1], régions administratives et ensemble du Québec, 2010-2014

Code	MRC par région administrative	2010[r]	2011[r]	2012[r]	2013[r]	2014[p]	Classement des MRC en 2014[2]	Variation 2014/2013
		$/hab.					rang	%
01	**Bas-Saint-Laurent**	**21 074**	**21 604**	**22 317**	**23 172**	**23 317**	**...**	**0,6**
07	La Matapédia	18 808	19 478	20 411	21 204	21 559	99	1,7
08	La Matanie	21 136	21 604	22 194	22 712	22 843	81	0,6
09	La Mitis	19 823	20 293	21 093	21 645	22 022	95	1,7
10	Rimouski-Neigette	22 652	23 437	24 071	24 990	24 938	41	-0,2
11	Les Basques	19 752	20 497	20 973	21 882	22 284	92	1,8
12	Rivière-du-Loup	22 107	22 355	23 118	24 223	24 233	52	0,0
13	Témiscouata	19 383	19 602	20 182	21 174	21 508	101	1,6
14	Kamouraska	20 620	21 051	21 908	22 607	22 736	87	0,6
02	**Saguenay–Lac-Saint-Jean**	**22 075**	**22 808**	**23 660**	**24 367**	**24 483**	**...**	**0,5**
91	Le Domaine-du-Roy	21 045	21 793	22 737	22 985	23 359	70	1,6
92	Maria-Chapdelaine	19 889	21 061	21 837	22 449	22 933	77	2,2
93	Lac-Saint-Jean-Est	21 795	22 331	23 250	24 112	24 326	50	0,9
941	Saguenay	22 909	23 493	24 329	25 082	25 080	39	0,0
942	Le Fjord-du-Saguenay	21 237	22 915	23 635	24 430	24 294	51	-0,6
03	**Capitale-Nationale**	**24 716**	**25 325**	**26 157**	**26 861**	**27 219**	**...**	**1,3**
15	Charlevoix-Est	21 050	21 647	22 485	23 379	23 359	69	-0,1
16	Charlevoix	22 037	22 247	23 726	23 979	23 931	59	-0,2
20	L'Île-d'Orléans	30 033	30 227	32 400	31 352	31 465	3	0,4
21	La Côte-de-Beaupré	24 991	26 153	27 440	29 121	29 808	7	2,4
22	La Jacques-Cartier	27 676	28 808	29 198	30 937	31 349	4	1,3
23	Québec	24 842	25 350	26 128	26 732	27 087	21	1,3
34	Portneuf	22 197	23 357	24 501	25 256	25 608	30	1,4
04	**Mauricie**	**21 379**	**21 956**	**22 704**	**23 328**	**23 555**	**...**	**1,0**
35	Mékinac	20 153	20 526	21 581	22 290	22 711	88	1,9
36	Shawinigan	20 577	21 212	22 006	22 556	22 622	89	0,3
371	Trois-Rivières	22 205	22 820	23 401	24 094	24 357	49	1,1
372	Les Chenaux	21 474	21 905	23 138	23 240	23 543	65	1,3
51	Maskinongé	20 851	21 304	22 181	22 872	23 000	75	0,6
90	La Tuque	19 107	19 724	20 570	21 195	21 539	100	1,6
05	**Estrie**	**22 065**	**22 609**	**23 487**	**24 135**	**24 443**	**...**	**1,3**
30	Le Granit	20 622	21 082	21 622	22 048	22 753	85	3,2
40	Les Sources	19 320	19 817	20 860	21 307	21 772	96	2,2
41	Le Haut-Saint-François	19 028	19 488	20 678	21 448	21 644	98	0,9
42	Le Val-Saint-François	22 124	22 807	24 016	24 640	25 178	36	2,2
43	Sherbrooke	21 768	22 380	23 033	23 541	23 529	66	-0,1
44	Coaticook	20 028	20 064	21 021	22 069	22 296	91	1,0
45	Memphrémagog	26 690	27 184	28 510	29 558	30 595	6	3,5
06	**Montréal**	**24 353**	**25 222**	**25 900**	**25 863**	**26 481**	**...**	**2,4**
66	Montréal	24 353	25 222	25 900	25 863	26 481	25	2,4
07	**Outaouais**	**23 757**	**24 022**	**24 319**	**25 354**	**25 202**	**...**	**-0,6**
80	Papineau	20 880	21 303	22 126	23 142	23 331	72	0,8
81	Gatineau	24 093	24 243	24 414	25 417	25 103	38	-1,2
82	Les Collines-de-l'Outaouais	26 571	27 122	27 635	28 922	28 892	10	-0,1
83	La Vallée-de-la-Gatineau	19 788	20 347	20 844	21 569	22 217	93	3,0
84	Pontiac	18 951	19 465	20 021	21 110	21 740	97	3,0

Tableau 12.2.2 (suite)

Revenu disponible par habitant, MRC[1], régions administratives et ensemble du Québec, 2010-2014

Code	MRC par région administrative	2010[r]	2011[r]	2012[r]	2013[r]	2014[p]	Classement des MRC en 2014[2]	Variation 2014/2013
		$/hab.					rang	%
08	**Abitibi-Témiscamingue**	**23 402**	**24 887**	**25 901**	**26 388**	**26 451**	**...**	**0,2**
85	Témiscamingue	20 981	22 332	23 278	23 747	23 740	61	0,0
86	Rouyn-Noranda	24 699	26 758	26 867	27 577	27 605	17	0,1
87	Abitibi-Ouest	20 867	22 082	23 613	24 192	24 098	55	– 0,4
88	Abitibi	23 248	24 367	25 776	26 767	26 804	22	0,1
89	La Vallée-de-l'Or	24 414	25 721	27 136	27 085	27 277	19	0,7
09	**Côte-Nord**	**24 251**	**25 098**	**26 525**	**26 956**	**26 917**	**...**	**– 0,1**
95	La Haute-Côte-Nord	20 875	21 653	22 845	23 147	23 509	67	1,6
96	Manicouagan	23 636	24 274	25 400	25 810	25 031	40	– 3,0
971	Sept-Rivières	25 720	26 463	28 171	28 609	29 052	9	1,5
972	Caniapiscau	33 286	35 435	34 842	34 757	34 725	1	– 0,1
981	Minganie	24 910	26 285	27 759	28 534	28 248	16	– 1,0
982	Le Golfe-du-Saint-Laurent	17 822	18 439	21 634	22 264	22 852	80	2,6
10	**Nord-du-Québec**	**20 657**	**21 301**	**22 571**	**23 194**	**23 628**	**...**	**1,9**
991	Jamésie	24 111	25 970	27 638	28 554	28 551	12	0,0
992	Administration régionale Kativik	16 941	17 527	18 091	18 740	19 208	104	2,5
993	Eeyou Istchee[3]	20 293	20 054	21 577	22 019	22 885	78	3,9
11	**Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine**	**20 513**	**21 362**	**22 381**	**23 039**	**23 324**	**...**	**1,2**
01	Les Îles-de-la-Madeleine	22 464	23 321	24 143	24 864	25 366	33	2,0
02	Le Rocher-Percé	19 813	20 574	21 826	22 511	22 810	84	1,3
03	La Côte-de-Gaspé	21 292	22 342	23 089	23 983	24 157	54	0,7
04	La Haute-Gaspésie	18 473	19 146	20 071	20 282	20 611	103	1,6
05	Bonaventure	20 883	21 811	22 807	23 556	23 656	62	0,4
06	Avignon	19 947	20 717	22 033	22 570	22 974	76	1,8
12	**Chaudière-Appalaches**	**22 659**	**23 137**	**24 157**	**24 766**	**25 218**	**...**	**1,8**
17	L'Islet	20 161	20 224	21 084	21 660	22 211	94	2,5
18	Montmagny	20 559	21 285	22 189	23 121	23 483	68	1,6
19	Bellechasse	22 117	22 611	23 416	24 641	24 699	46	0,2
251	Lévis	24 981	25 663	26 536	27 240	27 577	18	1,2
26	La Nouvelle-Beauce	22 396	22 707	23 929	24 420	24 659	47	1,0
27	Robert-Cliche	20 708	21 220	22 574	22 576	23 019	74	2,0
28	Les Etchemins	19 600	19 518	21 021	21 887	22 343	90	2,1
29	Beauce-Sartigan	22 276	22 741	24 353	23 916	25 287	35	5,7
31	Les Appalaches	20 599	21 014	21 726	22 592	22 819	83	1,0
33	Lotbinière	22 697	22 775	23 504	24 426	24 820	44	1,6
13	**Laval**	**24 002**	**24 571**	**25 004**	**25 724**	**25 952**	**...**	**0,9**
65	Laval	24 002	24 571	25 004	25 724	25 952	28	0,9
14	**Lanaudière**	**23 090**	**23 704**	**24 361**	**25 117**	**25 420**	**...**	**1,2**
52	D'Autray	21 201	21 909	22 877	23 588	24 058	57	2,0
60	L'Assomption	24 877	25 449	26 265	26 969	27 189	20	0,8
61	Joliette	22 622	22 934	23 335	23 974	24 094	56	0,5
62	Matawinie	21 308	22 201	22 587	23 412	23 974	58	2,4
63	Montcalm	20 105	20 720	21 359	22 314	22 855	79	2,4
64	Les Moulins	23 956	24 599	25 251	26 018	26 267	26	1,0

Tableau 12.2.2 (suite)

Revenu disponible par habitant, MRC[1], régions administratives et ensemble du Québec, 2010-2014

Code	MRC par région administrative	2010r	2011r	2012r	2013r	2014p	Classement des MRC en 2014[2]	Variation 2014/2013
		$/hab.					rang	%
15	**Laurentides**	**24 456**	**24 890**	**25 843**	**26 423**	**26 809**	**...**	**1,5**
72	Deux-Montagnes	23 306	23 706	24 488	25 223	25 558	32	1,3
73	Thérèse-De Blainville	26 985	27 441	28 923	28 996	29 508	8	1,8
74	Mirabel	23 336	24 160	24 962	26 131	26 762	23	2,4
75	La Rivière-du-Nord	22 541	23 065	23 736	24 673	24 867	43	0,8
76	Argenteuil	21 034	21 571	22 224	23 052	23 545	64	2,1
77	Les Pays-d'en-Haut	30 741	30 324	31 413	31 490	31 727	2	0,8
78	Les Laurentides	24 181	24 639	25 351	25 961	26 224	27	1,0
79	Antoine-Labelle	20 390	20 984	21 687	22 491	23 070	73	2,6
16	**Montérégie**	**24 761**	**25 392**	**26 136**	**26 792**	**27 246**	**...**	**1,7**
46	Brome-Missisquoi	24 636	25 829	26 543	27 592	28 369	15	2,8
47	La Haute-Yamaska	22 394	22 749	23 437	24 445	24 725	45	1,1
48	Acton	20 546	20 815	21 361	22 275	22 828	82	2,5
53	Pierre-De Saurel	22 555	23 257	24 029	24 885	24 905	42	0,1
54	Les Maskoutains	22 808	23 563	24 263	24 768	25 166	37	1,6
55	Rouville	23 272	23 575	24 515	25 464	25 625	29	0,6
56	Le Haut-Richelieu	23 518	23 807	24 653	25 378	25 585	31	0,8
57	La Vallée-du-Richelieu	27 528	28 448	29 278	30 085	30 670	5	1,9
58	Longueuil	26 367	27 002	27 608	28 041	28 506	14	1,7
59	Marguerite-D'Youville	26 349	26 688	27 892	28 397	28 886	11	1,7
67	Roussillon	23 914	24 471	25 254	25 992	26 613	24	2,4
68	Les Jardins-de-Napierville	22 482	23 498	24 199	25 153	25 306	34	0,6
69	Le Haut-Saint-Laurent	19 286	19 971	20 648	20 866	21 385	102	2,5
70	Beauharnois-Salaberry	22 068	22 575	23 509	24 434	24 621	48	0,8
71	Vaudreuil-Soulanges	26 008	26 799	27 400	27 880	28 518	13	2,3
17	**Centre-du-Québec**	**21 451**	**21 878**	**22 912**	**23 462**	**23 614**	**...**	**0,6**
32	L'Érable	20 284	20 670	21 130	22 070	22 747	86	3,1
38	Bécancour	21 994	22 528	23 860	24 010	24 177	53	0,7
39	Arthabaska	22 018	22 292	23 331	23 933	23 833	60	– 0,4
49	Drummond	21 273	21 755	22 907	23 390	23 605	63	0,9
50	Nicolet-Yamaska	21 227	21 812	22 640	23 260	23 355	71	0,4
	Ensemble du Québec	**23 738**	**24 393**	**25 156**	**25 666**	**26 046**	**...**	**1,5**

1. Selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2014.
2. Les 104 MRC du Québec sont classées par ordre décroissant du revenu disponible par habitant de 2014.
3. Nouveau toponyme officiel à venir.

Sources : Institut de la statistique du Québec; Affaires autochtones et du Nord Canada; ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire; ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche; Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris; Régie des rentes du Québec; Revenu Québec; Société de l'assurance automobile du Québec; Statistique Canada.

12.3 Taux de travailleurs

par Marie-Hélène Provençal, Direction des statistiques sectorielles et du développement durable

Le taux de travailleurs des 25-64 ans est un indicateur développé par l'Institut de la statistique du Québec qui permet de percevoir l'évolution du marché du travail à une échelle aussi fine que les municipalités régionales de comté (MRC). Cet indicateur correspond au rapport entre le nombre de travailleurs, c'est-à-dire le nombre de particuliers ayant déclaré des revenus d'emploi ou d'entreprise, et le nombre de particuliers ayant produit une déclaration de revenus à Revenu Québec[4]. Cette section présente un aperçu de la situation du marché du travail dans les 104 MRC du Québec en 2014, de son évolution par rapport à 2013 et des principales différences qui s'en dégagent entre les MRC. Il est à noter que la méthode de calcul a été améliorée afin de produire des estimations plus précises. Pour des explications détaillées sur la méthodologie et la révision de la méthode d'estimation du taux de travailleurs, veuillez consulter l'édition d'avril 2016 du *Bulletin Flash. Évolution du marché du travail dans les MRC*, produit par l'ISQ (p. 8-11).

Amélioration modeste du taux de travailleurs

En 2014, le taux de travailleurs de 25 à 64 ans augmente de 0,2 point de pourcentage dans l'ensemble du Québec pour culminer à un sommet historique de 75,9 %. On note toutefois un essoufflement de la croissance puisqu'il s'agit de la plus faible augmentation depuis 2011.

La majorité des MRC profite de cette croissance bien qu'aucune d'entre elles n'affiche de hausse spectaculaire de son taux de travailleurs, les augmentations ne dépassant pas 1,2 point de pourcentage. Des 18 MRC qui enregistrent les plus fortes croissances, 14 se caractérisent par un déclin de la population déclarante : c'est ce qui est observé dans les MRC de L'Islet (+ 1,2 point) dans Chaudière-Appalaches, de Maskinongé (+ 1,1 point) dans la Mauricie, de Témiscouata (+ 1,0 point) et de La Matapédia (+ 1,0 point) dans le Bas-Saint-Laurent. La Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine est la seule région administrative où le taux de travailleurs s'est accru dans toutes les MRC et cette situation est en grande partie attribuable à une forte diminution du nombre de déclarants. Par contre, certaines MRC doivent leur croissance à une augmentation significative du nombre de travailleurs; Mirabel, La Jacques-Cartier, Les Jardins-de-Napierville et La Nouvelle-Beauce en sont de bons exemples.

À l'inverse, dans 26 des 104 MRC du Québec, le taux de travailleurs se contracte en 2014. C'est le cas notamment de Manicouagan et de l'Administration régionale Kativik où il fléchit de 1,6 et 1,5 point de pourcentage, respectivement, par rapport à 2013. Dans Manicouagan, après une diminution lente et constante du nombre de travailleurs depuis 2004, celui-ci chute drastiquement en 2014. Pour ce qui est de l'Administration régionale Kativik, la décroissance s'explique par une augmentation plus rapide du nombre de déclarants que du nombre de travailleurs.

Clivage entre la périphérie et l'éloignement des centres urbains

Selon les données provisoires de 2014, 35 MRC présentent un taux de travailleurs supérieur à celui enregistré pour le Québec. De façon plus marquée, dans 16 MRC dont la plupart sont situées autour des centres urbains de Montréal et Québec, le taux de travailleurs dépasse 80 % (carte 12.3.1). Neuf de ces territoires sont localisés dans les couronnes nord et sud de Montréal, soit Mirabel, Thérèse-De Blainville et Les Moulins dans la couronne nord et Vaudreuil-Soulanges, Les Jardins-de-Napierville, Longueuil, Rouville, La Vallée-du-Richelieu et Marguerite-D'Youville dans la Montérégie. Près de Québec, les MRC de La Jacques-Cartier, L'Île-d'Orléans, Lévis, La Nouvelle-Beauce et Bellechasse font également partie des territoires où l'on relève les plus hauts taux de travailleurs.

Parmi les dix MRC ayant les plus hauts taux de travailleurs, seulement deux sont situées dans une région éloignée des grands centres urbains, soit l'Administration régionale Kativik, dans le Nord-du-Québec, et Caniapiscau, sur la Côte-Nord (tableau 12.3.1). Cette dernière domine le classement avec 85,2 %, et ce, pour une cinquième année consécutive. Avec une

4. Voir la section *Concepts et définition*, à la fin de ce document.

croissance égale à celle de l'ensemble du Québec en 2014, le résultat observé sur ce territoire, dont une grande part de l'économie repose sur l'exploitation des ressources minières, connaît un certain regain après le repli de 2013. Pourtant, le nombre de travailleurs est en baisse, mais il diminue moins rapidement que le nombre de déclarants.

Par contraste, dans plusieurs autres territoires de régions ressources, la situation est plus critique. Les MRC qui présentent les taux de travailleurs les plus faibles se répartissent principalement dans la péninsule gaspésienne, incluant Les Îles-de-la-Madeleine, et dans les portions septentrionales des régions administratives périphériques de Montréal, comme le montre la carte 12.3.1. Shawinigan, dans la Mauricie, et Le Golfe-du-Saint-Laurent, sur la Côte-Nord, figurent également au classement des MRC les moins performantes.

À l'échelle des régions administratives, on constate que l'ensemble des MRC de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, du Bas-Saint-Laurent, du Saguenay–Lac-Saint-Jean et de la Mauricie affichent un taux de travailleurs en deçà du taux de l'ensemble du Québec. De surcroît, des dix MRC ayant le plus faible taux de travailleurs, sept sont situées dans l'une de ces régions. D'ailleurs, bien que le taux de travailleurs tende à s'accroître dans ces territoires par un effet du déclin de la population déclarante, le marché du travail continue d'accuser un retard considérable par rapport à l'ensemble du Québec.

Tableau 12.3.1

Les MRC ayant les plus hauts et les plus bas taux de travailleurs de 25-64 ans, 2014

MRC	Région administrative	Taux de travailleurs %	MRC	Région administrative	Taux de travailleurs %
Les plus hauts			Les plus bas		
Caniapiscau	CNO	85,2	Le Rocher-Percé	GIM	53,8
La Jacques-Cartier	CNAT	84,4	La Haute-Gaspésie	GIM	53,9
Mirabel	LAUR	83,8	Avignon	GIM	60,5
Marguerite-D'Youville	MTRG	83,3	Le Golfe-du-Saint-Laurent	CNO	61,3
La Vallée-du-Richelieu	MTRG	83,2	Bonaventure	GIM	62,4
Administration régionale Kativik	NQC	83,1	La Vallée-de-la-Gatineau	OUT	62,4
La Nouvelle-Beauce	C-A	82,9	Antoine-Labelle	LAUR	63,2
Les Jardins-de-Napierville	MTRG	82,1	Pontiac	OUT	63,2
Vaudreuil-Soulanges	MTRG	82,0	Les Îles-de-la-Madeleine	GIM	63,5
Lévis	C-A	81,9	Shawinigan	MAU	63,6

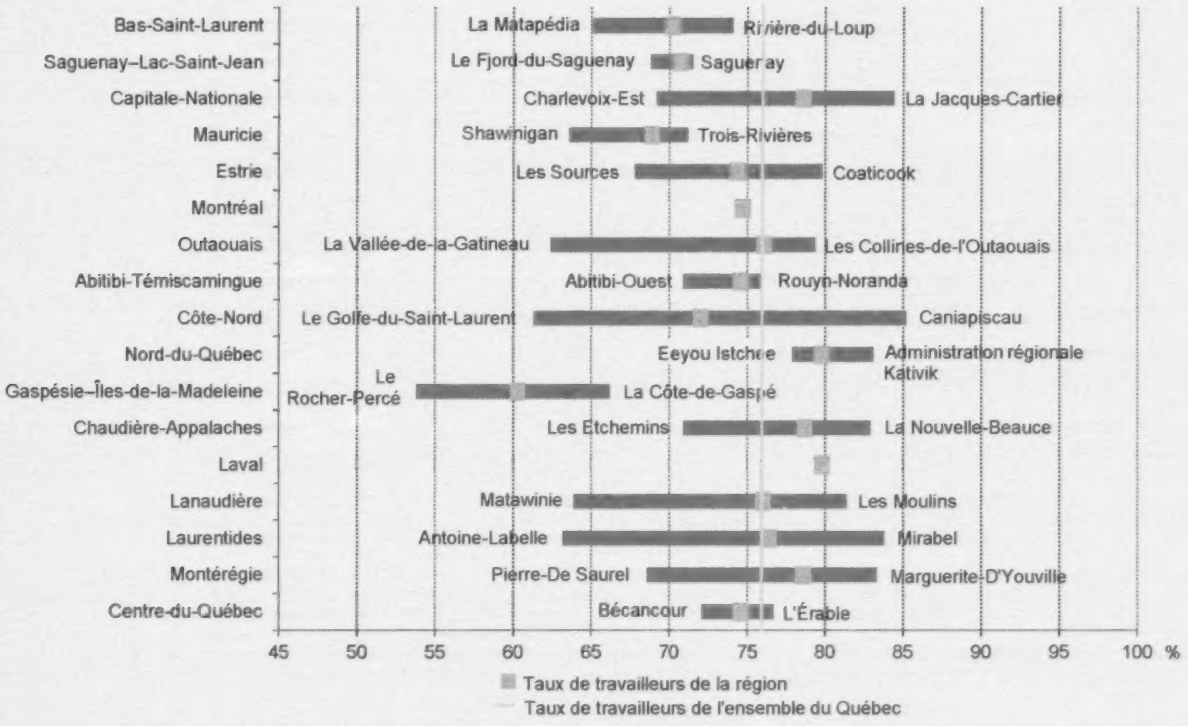
Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation des données fiscales des particuliers de Revenu Québec.

Si le marché de l'emploi révèle d'importantes différences régionales, des disparités existent également entre les territoires supralocaux d'une région administrative. L'écart le plus prononcé entre les performances des MRC d'une région est observé dans la région de la Côte-Nord; la MRC de Caniapiscau, où se trouve la ville minière de Fermont, compte un taux de travailleurs de 85,2 % qui contraste avec celui de 61,3 % pour la MRC du Golfe-du-Saint-Laurent (figure 12.3.1). Une différence de 23,9 points de pourcentage sépare ces deux MRC qui, par ailleurs, figurent au classement des records, soit celui des plus hauts taux de travailleurs pour la première et celui des plus faibles pour la deuxième (tableau 12.3.1). D'importantes disparités sont également enregistrées dans les régions de la couronne nord de Montréal : les Laurentides (20,6 points d'écart) et Lanaudière (17,5 points), de même que dans l'Outaouais (17,0 points).

À l'inverse, la région de Saguenay–Lac-Saint-Jean est celle où il existe le moins d'écart entre la MRC ayant le plus haut taux de travailleurs, Saguenay (71,5 %) et celle où il est le plus faible, Le Fjord-du-Saguenay (68,8 %). La différence n'excède pas 3 points de pourcentage. Le Centre-du-Québec, l'Abitibi-Témiscamingue et le Nord-du-Québec sont d'autres régions où les disparités infrarégionales sont relativement faibles.

Figure 12.3.1

Écarts entre les MRC affichant le plus haut et le plus bas taux de travailleurs de 25 à 64 ans pour chacune des régions administratives, 2014



Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation des données fiscales des particuliers de Revenu Québec.

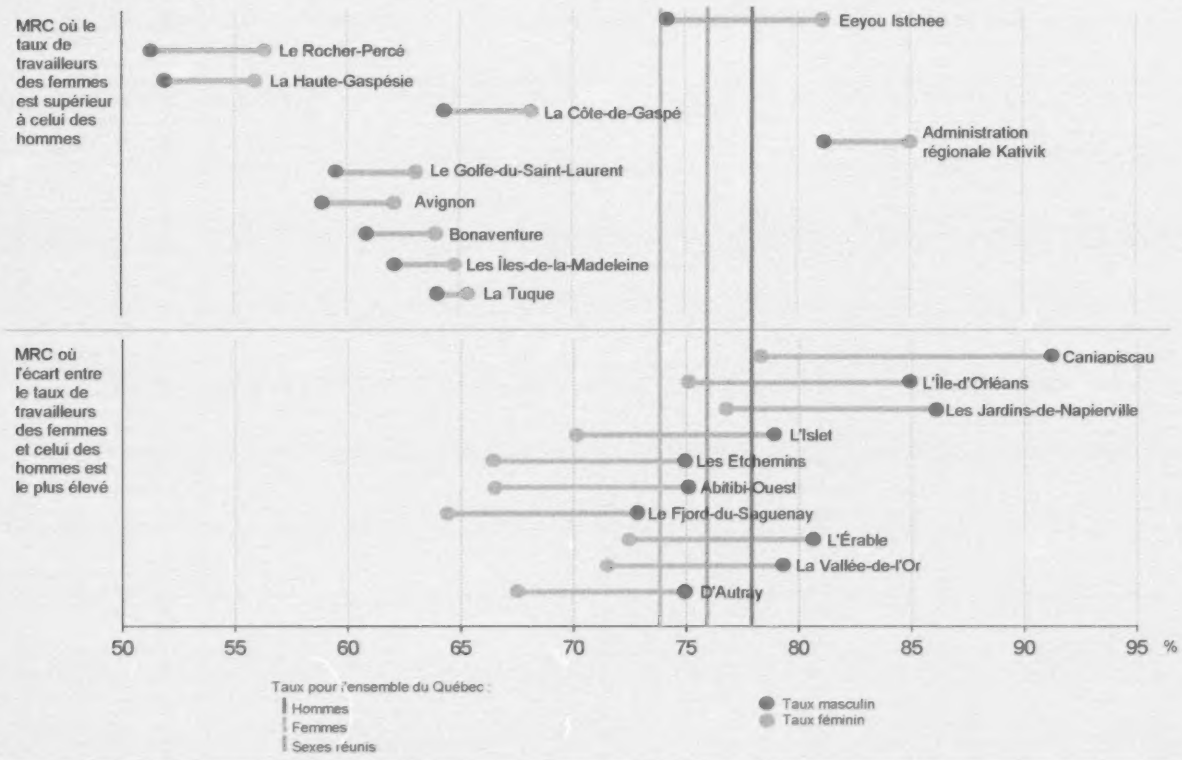
Les écarts entre les hommes et les femmes tendent à s'estomper

Au Québec, en 2014, le taux de travailleurs de sexe féminin a augmenté de 0,3 point de pourcentage par rapport à 2013 pour s'établir à 73,8 %, un sommet historique, alors que chez les hommes, le taux est stable à 77,9 %. À l'échelle des territoires supralocaux, le taux s'est accru chez les femmes dans 89 MRC sur 104, alors que chez les hommes, il a progressé dans 49 MRC. La plus forte croissance chez les femmes est enregistrée dans La Matapédia et, pour les hommes, dans L'Île-d'Orléans (1,7 point dans les deux cas). À l'inverse, le taux de travailleurs a reculé chez les femmes dans 10 MRC, principalement dans l'Administration régionale Kativik (– 1,0 point), et chez les hommes dans 49 MRC, les plus fortes baisses étant survenues à Manicouagan (– 3,0 points) et dans l'Administration régionale Kativik (– 2,0 points).

Dans 10 MRC, majoritairement situées dans des régions éloignées des grands centres urbains comme la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, la Côte-Nord et le Nord-du-Québec, le taux de travailleurs chez les femmes dépasse celui des hommes (figure 12.3.2). Le plus haut taux de travailleuses est relevé dans l'Administration régionale Kativik (84,7 %), suivie de La Jacques-Cartier (83,9 %). Chez les travailleurs de sexe masculin, les taux les plus élevés sont enregistrés dans Caniapiscau et Les Jardins-de-Napierville (90,9 % et 85,8 %, respectivement). D'ailleurs, ces deux territoires comptent parmi ceux qui montrent les plus grandes disparités entre les hommes et les femmes, soit des écarts pouvant atteindre 12,3 points de pourcentage dans le cas de Caniapiscau. Toutefois, depuis cinq ans, la disparité entre les sexes en regard du taux de travailleurs s'est estompée dans 74 MRC, et plus particulièrement dans Caniapiscau où le taux de travailleuses s'est accru plus rapidement que celui des hommes.

Figure 12.3.2

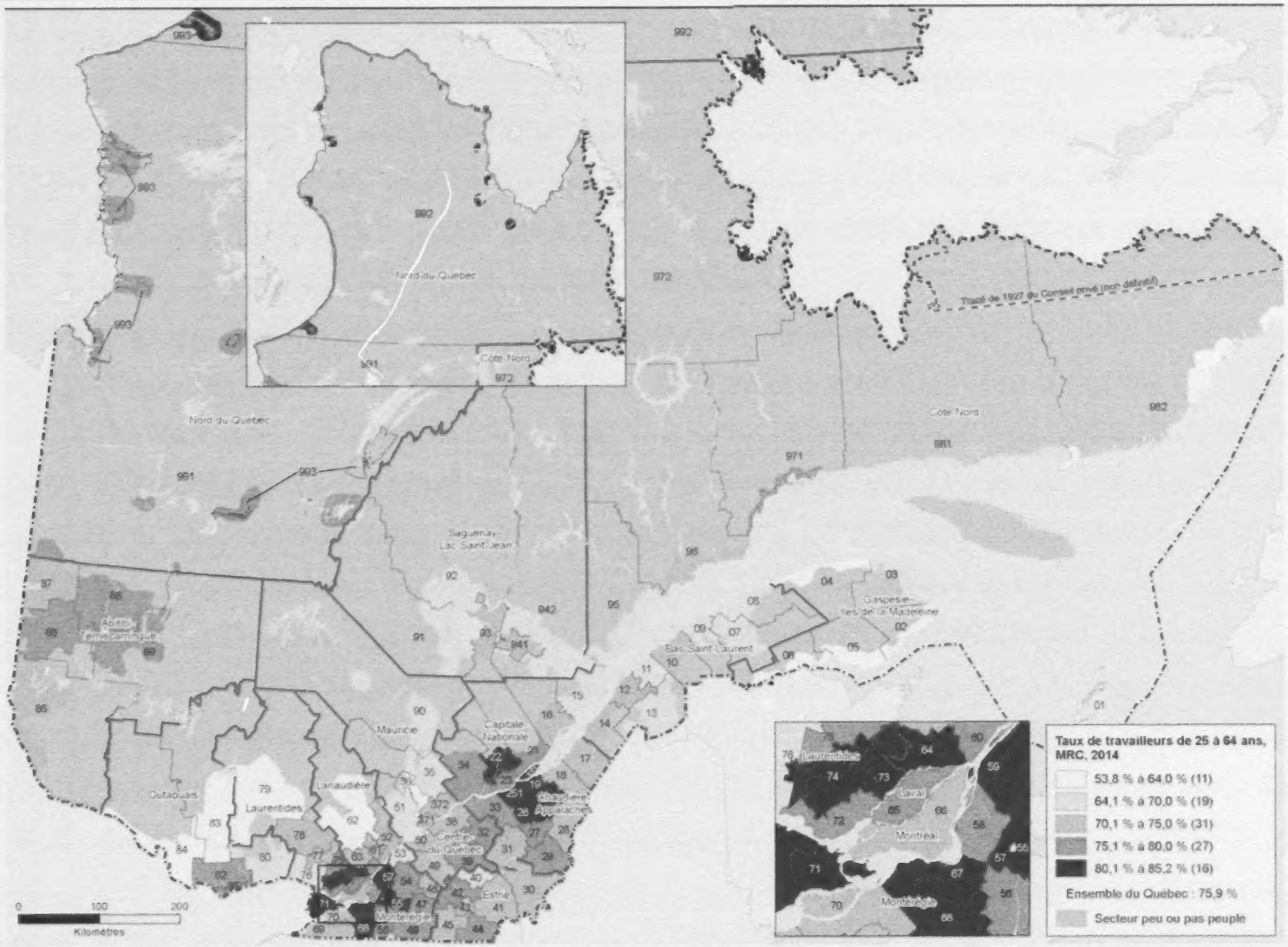
Écarts entre les taux de travailleurs de 25-64 ans masculins et féminins pour certaines MRC, 2014



Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation des données fiscales des particuliers de Revenu Québec.

Carte 12.3.1

Taux de travailleurs de 25-64 ans selon les limites de l'écoumène, MRC[1] du Québec, 2014



1. La correspondance entre les codes géographiques des MRC et leurs noms se trouve au tableau 12.3.2.

Sources :

Taux de travailleurs : Institut de la statistique du Québec, exploitation des données fiscales des particuliers de Revenu Québec.

Données sur l'hydrographie et les limites administratives : ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, Système sur les découpages administratifs (SDA), janvier 2015.

Écoumène de la population : Statistique Canada, écoumène de 2011 au 1 : 20 000 000, modifié par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 12.3.2

Taux de travailleurs de 25-64 ans, selon le sexe, MRC et ensemble du Québec, 2010-2014

Code	MRC par région administrative	2010[r]	2011[r]	2012[r]	2013[r]	2014[p]	Classement des MRC en 2014[2]	Écart 2014-2013
		%					rang	points de %
01	**Bas-Saint-Laurent**							
07	La Matapédia	61,1	62,0	63,4	64,1	65,1	91	1,0
	Hommes	61,8	62,4	64,1	65,7	65,8	91	0,1
	Femmes	60,3	61,6	62,6	62,5	64,2	93	1,7
08	La Matanie	62,2	64,1	64,5	64,9	65,4	90	0,5
	Hommes	64,5	66,2	66,5	66,3	66,4	90	0,1
	Femmes	60,0	62,0	62,5	63,5	64,3	91	0,8
09	La Mitis	63,3	64,6	65,4	66,3	67,0	85	0,7
	Hommes	65,0	66,2	66,8	67,7	68,0	86	0,3
	Femmes	61,4	62,9	63,9	64,9	66,0	83	1,1
10	Rimouski-Neigette	71,2	71,8	72,4	72,8	73,0	55	0,2
	Hommes	72,3	72,8	73,7	73,8	74,1	59	0,3
	Femmes	70,2	70,7	71,2	71,9	72,0	48	0,1
11	Les Basques	63,4	64,5	65,1	65,9	66,8	87	0,9
	Hommes	65,9	66,5	67,1	68,2	68,5	83	0,3
	Femmes	60,8	62,4	62,9	63,5	65,1	86	1,6
12	Rivière-du-Loup	72,1	72,8	73,3	73,9	74,1	49	0,2
	Hommes	75,3	76,0	76,4	76,6	76,7	48	0,1
	Femmes	68,9	69,6	70,1	71,2	71,5	50	0,3
13	Témiscouata	63,4	63,8	65,1	66,4	67,4	84	1,0
	Hommes	65,5	65,2	66,2	67,2	68,0	86	0,8
	Femmes	61,2	62,4	63,9	65,4	66,7	80	1,3
14	Kamouraska	69,7	70,1	71,5	72,6	72,4	57	– 0,2
	Hommes	73,0	73,2	75,1	75,9	74,7	54	– 1,2
	Femmes	66,4	67,0	67,9	69,3	70,1	58	0,8
02	**Saguenay–Lac-Saint-Jean**							
91	Le Domaine-du-Roy	66,4	67,5	67,9	69,3	69,9	75	0,6
	Hommes	69,5	70,5	70,2	71,4	71,8	74	0,4
	Femmes	63,3	64,5	65,5	67,0	67,8	72	0,8
92	Maria-Chapdelaine	64,7	66,5	67,3	68,6	69,3	77	0,7
	Hommes	67,7	69,1	70,0	70,9	71,2	78	0,3
	Femmes	61,5	63,7	64,4	66,0	67,4	76	1,4
93	Lac-Saint-Jean-Est	68,3	69,4	69,9	70,0	70,3	74	0,3
	Hommes	72,5	73,1	73,4	73,2	72,7	71	– 0,5
	Femmes	63,8	65,4	66,2	66,6	67,7	74	1,1
941	Saguenay	69,7	71,1	71,7	71,7	71,5	63	– 0,2
	Hommes	73,8	75,2	75,5	74,7	74,1	59	– 0,6
	Femmes	65,4	66,9	67,7	68,5	68,8	68	0,3
942	Le Fjord-du-Saguenay	64,9	66,5	67,9	68,2	68,8	79	0,6
	Hommes	70,7	71,9	73,0	72,8	72,5	72	– 0,3
	Femmes	58,5	60,4	62,2	63,1	64,7	88	1,6

Tableau 12.3.2 (suite)

Taux de travailleurs de 25-64 ans, selon le sexe, MRC et ensemble du Québec, 2010-2014

Code	MRC par région administrative	2010[r]	2011[r]	2012[r]	2013[r]	2014[p]	Classement des MRC en 2014[2]	Écart 2014-2013
		%					rang	points de %
03	**Capitale-Nationale**							
15	Charlevoix-Est	66,0	66,8	67,8	69,2	69,2	78	0,0
	Hommes	69,5	69,8	70,5	71,4	71,1	79	– 0,3
	Femmes	62,5	63,8	65,0	66,8	67,4	76	0,6
16	Charlevoix	70,7	71,1	71,7	73,2	73,3	53	0,1
	Hommes	72,8	72,9	73,8	74,8	74,3	58	– 0,5
	Femmes	68,6	69,1	69,5	71,6	72,2	45	0,6
20	L'Île-d'Orléans	77,2	77,9	78,5	79,4	80,6	15	1,2
	Hommes	81,3	81,9	82,5	82,9	84,6	6	1,7
	Femmes	72,5	73,2	73,6	75,2	75,4	30	0,2
21	La Côte-de-Beaupré	75,8	77,0	77,2	78,3	78,5	26	0,2
	Hommes	76,8	78,2	78,5	79,2	79,0	32	– 0,2
	Femmes	74,7	75,7	75,9	77,3	78,0	17	0,7
22	La Jacques-Cartier	82,7	83,5	83,8	84,2	84,4	2	0,2
	Hommes	84,1	84,7	84,8	85,0	84,8	5	– 0,2
	Femmes	81,1	82,2	82,7	83,3	83,9	2	0,6
23	Québec	77,1	77,8	78,1	78,5	78,7	24	0,2
	Hommes	78,9	79,5	79,9	80,3	80,3	24	0,0
	Femmes	75,2	76,0	76,3	76,8	77,1	21	0,3
34	Portneuf	72,6	74,0	74,4	75,5	75,8	37	0,3
	Hommes	74,8	76,3	76,7	77,7	77,7	40	0,0
	Femmes	70,2	71,4	72,0	73,0	73,7	34	0,7
04	**Mauricie**							
35	Mékinac	62,6	63,6	64,3	65,3	66,2	88	0,9
	Hommes	65,7	66,3	66,9	67,7	68,0	86	0,3
	Femmes	59,3	60,8	61,5	62,8	64,3	91	1,5
36	Shawinigan	61,5	62,4	62,8	63,0	63,6	95	0,6
	Hommes	63,6	64,1	64,7	64,2	64,3	95	0,1
	Femmes	59,4	60,7	61,0	61,9	62,9	95	1,0
371	Trois-Rivières	69,4	69,9	70,2	70,6	71,2	65	0,6
	Hommes	71,9	72,1	72,3	72,4	72,8	70	0,4
	Femmes	66,9	67,8	68,2	68,7	69,5	63	0,8
372	Les Chenaux	69,4	69,9	70,2	70,7	71,2	65	0,5
	Hommes	71,8	71,9	72,1	72,6	72,9	69	0,3
	Femmes	66,8	67,6	68,0	68,8	69,3	66	0,5
51	Maskinongé	67,4	67,7	68,1	68,4	69,5	76	1,1
	Hommes	70,7	70,7	70,0	70,1	71,3	77	1,2
	Femmes	63,8	64,5	66,0	66,5	67,6	75	1,1
90	La Tuque	63,5	64,7	65,4	65,2	64,7	92	– 0,5
	Hommes	64,1	66,5	66,2	65,6	64,3	95	– 1,3
	Femmes	62,9	62,8	64,5	64,8	65,1	86	0,3

Tableau 12.3.2 (suite)

Taux de travailleurs de 25-64 ans, selon le sexe, MRC et ensemble du Québec, 2010-2014

Code	MRC par région administrative	2010[r]	2011[r]	2012[r]	2013[r]	2014[p]	Classement des MRC en 2014[2]	Écart 2014-2013
		%					rang	points de %
05	**Estrie**							
30	Le Granit	71,7	73,1	72,9	73,6	74,0	51	0,4
	Hommes	74,5	75,3	75,6	76,5	76,6	49	0,1
	Femmes	68,7	70,7	70,0	70,4	71,1	53	0,7
40	Les Sources	64,3	65,4	66,3	67,3	67,8	82	0,5
	Hommes	67,8	68,9	69,5	70,4	70,8	81	0,4
	Femmes	60,6	61,7	63,0	64,0	64,6	89	0,6
41	Le Haut-Saint-François	68,9	70,5	70,6	71,8	72,0	59	0,2
	Hommes	70,8	72,1	72,1	73,6	73,0	68	– 0,6
	Femmes	66,9	68,8	69,0	70,0	71,0	54	1,0
42	Le Val-Saint-François	73,1	74,8	75,2	76,1	76,9	33	0,8
	Hommes	75,6	77,0	77,4	77,9	78,3	36	0,4
	Femmes	70,4	72,3	72,9	74,2	75,5	27	1,3
43	Sherbrooke	73,2	74,3	74,3	74,8	74,8	45	0,0
	Hommes	74,5	76,2	75,9	76,2	76,0	52	– 0,2
	Femmes	71,8	72,5	72,8	73,5	73,6	35	0,1
44	Coaticook	75,9	77,1	78,1	78,8	79,8	19	1,0
	Hommes	77,8	79,1	80,2	81,2	81,9	17	0,7
	Femmes	73,8	75,0	75,8	76,2	77,5	20	1,3
45	Memphrémagog	69,9	70,9	70,9	71,8	72,6	56	0,8
	Hommes	71,7	72,8	72,6	73,2	73,9	61	0,7
	Femmes	68,1	69,0	69,3	70,5	71,3	51	0,8
06	**Montréal**							
66	Montréal	72,2	73,5	74,1	74,5	74,7	46	0,2
	Hommes	74,5	76,1	76,7	77,0	77,3	43	0,3
	Femmes	69,9	70,9	71,6	72,1	72,2	45	0,1
07	**Outaouais**							
80	Papineau	64,4	65,6	65,6	66,7	66,9	86	0,2
	Hommes	66,2	67,8	68,1	68,8	68,2	84	– 0,6
	Femmes	62,5	63,4	63,0	64,5	65,5	84	1,0
81	Gatineau	78,4	78,7	78,4	78,0	77,9	27	– 0,1
	Hommes	79,8	80,1	79,8	79,6	79,5	28	– 0,1
	Femmes	77,1	77,4	77,0	76,5	76,4	25	– 0,1
82	Les Collines-de-l'Outaouais	80,2	80,3	80,0	79,6	79,4	21	– 0,2
	Hommes	80,3	80,5	80,1	79,9	79,3	31	– 0,6
	Femmes	80,0	80,1	79,8	79,3	79,4	11	0,1
83	La Vallée-de-la-Gatineau	60,4	60,7	60,6	61,6	62,4	99	0,8
	Hommes	61,3	61,5	61,7	62,4	63,3	98	0,9
	Femmes	59,4	59,9	59,4	60,7	61,6	102	0,9
84	Pontiac	61,4	62,4	62,1	62,9	63,2	97	0,3
	Hommes	62,2	63,0	63,2	63,9	64,4	94	0,5
	Femmes	60,6	61,9	61,1	61,9	61,9	100	0,0

Tableau 12.3.2 (suite)

Taux de travailleurs de 25-64 ans, selon le sexe, MRC et ensemble du Québec, 2010-2014

Code	MRC par région administrative	2010[r]	2011[r]	2012[r]	2013[r]	2014[p]	Classement des MRC en 2014[2]	Écart 2014-2013
		%					rang	points de %
08	**Abitibi-Témiscamingue**							
85	Témiscamingue	68,5	70,3	71,7	71,9	71,8	61	– 0,1
	Hommes	70,6	72,7	74,3	73,9	73,7	64	– 0,2
	Femmes	66,2	67,8	69,0	69,8	69,9	61	0,1
86	Rouyn-Noranda	74,0	75,4	76,1	76,2	75,9	36	– 0,3
	Hommes	76,9	78,7	79,3	78,9	78,3	36	– 0,6
	Femmes	70,9	72,1	72,8	73,4	73,4	37	0,0
87	Abitibi-Ouest	66,9	68,9	70,2	71,1	70,9	67	– 0,2
	Hommes	70,9	73,2	74,8	75,5	74,8	53	– 0,7
	Femmes	62,5	64,3	65,3	66,3	66,8	79	0,5
88	Abitibi	72,5	74,0	74,8	75,5	75,5	40	0,0
	Hommes	76,0	76,8	77,5	78,2	77,9	39	– 0,3
	Femmes	68,9	71,0	72,0	72,7	72,8	42	0,1
89	La Vallée-de-l'Or	73,1	74,4	75,1	75,3	75,5	40	0,2
	Hommes	76,9	78,1	78,8	78,8	79,0	32	0,2
	Femmes	69,0	70,4	71,2	71,6	71,8	49	0,2
09	**Côte-Nord**							
95	La Haute-Côte-Nord	61,4	62,7	63,8	64,4	64,7	92	0,3
	Hommes	65,9	67,1	68,4	68,1	67,4	89	– 0,7
	Femmes	56,5	58,0	58,9	60,6	62,0	99	1,4
96	Manicouagan	71,8	72,2	72,7	72,2	70,6	71	– 1,6
	Hommes	75,7	75,7	75,9	74,8	71,8	74	– 3,0
	Femmes	67,6	68,6	69,3	69,4	69,4	65	0,0
971	Sept-Rivières	74,6	75,4	76,5	77,0	76,3	35	– 0,7
	Hommes	79,0	79,3	80,6	80,7	79,5	28	– 1,2
	Femmes	69,9	71,2	72,2	73,0	72,9	41	– 0,1
972	Caniapiscau	83,7	84,9	85,9	85,0	85,2	1	0,2
	Hommes	91,7	92,5	92,4	91,6	90,9	1	– 0,7
	Femmes	74,1	76,1	78,3	77,2	78,6	13	1,4
981	Minganie	66,6	67,4	68,8	68,3	67,7	83	– 0,6
	Hommes	66,5	67,3	68,9	68,7	68,1	85	– 0,6
	Femmes	66,7	67,4	68,7	68,0	67,4	76	– 0,6
982	Le Golfe-du-Saint-Laurent	58,2	59,4	59,9	60,6	61,3	101	0,7
	Hommes	56,4	58,1	58,7	59,5	59,8	101	0,3
	Femmes	60,0	60,7	61,0	61,7	62,8	96	1,1
10	**Nord-du-Québec**							
991	Jamésie	75,7	77,0	77,7	78,4	79,1	22	0,7
	Hommes	78,4	79,3	79,8	81,0	81,6	20	0,6
	Femmes	72,7	74,4	75,4	75,4	76,3	26	0,9
992	Kativik	83,1	84,3	84,0	84,6	83,1	6	– 1,5
	Hommes	82,0	83,2	82,9	83,5	81,5	21	– 2,0
	Femmes	84,2	85,4	85,1	85,7	84,7	1	– 1,0
993	Eeyou Istchee[3]	77,1	78,5	78,1	77,3	77,9	27	0,6
	Hommes	73,4	75,3	74,6	73,7	74,5	57	0,8
	Femmes	80,5	81,3	81,1	80,3	80,8	7	0,5

Tableau 12.3.2 (suite)

Taux de travailleurs de 25-64 ans, selon le sexe, MRC et ensemble du Québec, 2010-2014

Code	MRC par région administrative	2010[r]	2011[r]	2012[r]	2013[r]	2014[p]	Classement des MRC en 2014[2]	Écart 2014-2013
		%					rang	points de %
11	**Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine**							
01	Les Îles-de-la-Madeleine	60,6	61,8	62,0	62,8	63,5	96	0,7
	Hommes	60,0	61,7	61,7	61,9	62,4	99	0,5
	Femmes	61,3	61,9	62,3	63,7	64,5	90	0,8
02	Le Rocher-Percé	50,3	51,1	52,7	53,6	53,8	104	0,2
	Hommes	48,6	49,6	51,3	51,9	51,6	104	– 0,3
	Femmes	52,2	52,6	54,2	55,3	56,1	103	0,8
03	La Côte-de-Gaspé	64,0	65,2	65,5	66,0	66,2	88	0,2
	Hommes	62,8	63,9	64,3	64,6	64,6	93	0,0
	Femmes	65,3	66,5	66,8	67,5	67,9	71	0,4
04	La Haute-Gaspésie	51,1	52,4	52,4	53,1	53,9	103	0,8
	Hommes	49,6	51,3	51,4	51,5	52,2	103	0,7
	Femmes	52,6	53,7	53,4	54,7	55,6	104	0,9
05	Bonaventure	59,1	60,5	61,6	61,9	62,4	99	0,5
	Hommes	58,0	59,4	60,3	60,6	61,2	100	0,6
	Femmes	60,1	61,6	63,0	63,3	63,6	94	0,3
06	Avignon	58,2	59,4	59,6	60,3	60,5	102	0,2
	Hommes	57,1	58,4	58,8	59,1	59,2	102	0,1
	Femmes	59,3	60,4	60,4	61,5	61,8	101	0,3
12	**Chaudière-Appalaches**							
17	L'Islet	70,7	72,1	73,0	73,5	74,7	46	1,2
	Hommes	75,1	76,3	77,3	77,4	78,6	35	1,2
	Femmes	65,9	67,4	68,2	69,2	70,4	56	1,2
18	Montmagny	69,9	70,3	71,0	72,6	73,5	52	0,9
	Hommes	72,9	73,1	73,9	75,5	76,2	51	0,7
	Femmes	66,7	67,4	67,9	69,6	70,7	55	1,1
19	Bellechasse	77,1	78,5	79,0	80,1	80,5	16	0,4
	Hommes	80,2	81,1	81,9	82,7	83,0	14	0,3
	Femmes	73,7	75,6	75,9	77,3	77,8	19	0,5
251	Lévis	80,3	81,2	81,6	82,0	81,9	10	– 0,1
	Hommes	82,0	82,9	83,5	83,8	83,6	11	– 0,2
	Femmes	78,7	79,6	79,7	80,2	80,1	8	– 0,1
26	La Nouvelle-Beauce	80,6	81,2	81,9	82,4	82,9	7	0,5
	Hommes	82,8	83,2	83,8	84,2	84,4	8	0,2
	Femmes	78,2	78,9	79,8	80,3	81,2	6	0,9
27	Robert-Cliche	77,0	77,9	78,1	78,0	78,6	25	0,6
	Hommes	80,4	81,1	81,3	81,5	81,8	19	0,3
	Femmes	73,2	74,2	74,5	74,1	75,1	31	1,0
28	Les Etchemins	68,8	68,1	69,7	70,2	70,9	67	0,7
	Hommes	72,0	72,0	73,7	74,3	74,7	54	0,4
	Femmes	65,2	63,9	65,3	65,7	66,7	80	1,0
29	Beauce-Sartigan	75,3	76,0	76,8	77,3	77,2	31	– 0,1
	Hommes	78,9	79,2	80,2	80,6	79,8	27	– 0,8
	Femmes	71,4	72,6	73,2	73,7	74,4	33	0,7
31	Les Appalaches	68,8	69,4	69,2	70,0	70,9	67	0,9
	Hommes	72,1	72,5	71,5	72,5	73,1	67	0,6
	Femmes	65,3	66,2	66,8	67,3	68,6	69	1,3
33	Lotbinière	76,9	78,4	78,9	79,3	80,0	17	0,7
	Hommes	79,7	80,8	80,9	81,1	81,5	21	0,4
	Femmes	73,7	75,7	76,6	77,3	78,4	16	1,1

Tableau 12.3.2 (suite)

Taux de travailleurs de 25-64 ans, selon le sexe, MRC et ensemble du Québec, 2010-2014

Code	MRC par région administrative	2010[r]	2011[r]	2012[r]	2013[r]	2014[p]	Classement des MRC en 2014[2]	Écart 2014-2013
		%					rang	points de %
13	**Laval**							
65	Laval	78,7	79,5	79,8	80,0	79,8	19	– 0,2
	Hommes	81,5	82,4	82,8	82,8	82,6	16	– 0,2
	Femmes	76,0	76,7	77,0	77,3	77,1	21	– 0,2
14	**Lanaudière**							
52	D'Autray	69,3	70,3	70,7	71,2	71,3	64	0,1
	Hommes	73,3	73,8	74,7	74,7	74,6	56	– 0,1
	Femmes	65,1	66,5	66,6	67,6	67,8	72	0,2
60	L'Assomption	78,5	79,3	79,5	79,5	79,1	22	– 0,4
	Hommes	81,2	81,9	82,1	82,1	81,5	21	– 0,6
	Femmes	75,9	76,8	77,0	77,1	76,8	24	– 0,3
61	Joliette	70,5	71,0	70,9	71,4	71,6	62	0,2
	Hommes	73,7	73,8	73,5	74,0	73,8	63	– 0,2
	Femmes	67,4	68,2	68,3	68,9	69,5	63	0,6
62	Matawinie	62,4	63,4	63,3	64,1	63,9	94	– 0,2
	Hommes	64,3	65,5	65,0	65,6	65,1	92	– 0,5
	Femmes	60,3	61,1	61,5	62,5	62,6	98	0,1
63	Montcalm	70,5	71,3	71,9	72,7	73,2	54	0,5
	Hommes	74,4	74,7	75,4	76,3	76,4	50	0,1
	Femmes	66,1	67,5	67,9	68,6	69,7	62	1,1
64	Les Moulins	80,5	81,3	81,5	81,6	81,4	12	– 0,2
	Hommes	83,0	83,8	84,0	84,0	83,5	12	– 0,5
	Femmes	78,1	78,8	79,0	79,2	79,4	11	0,2
15	**Laurentides**							
72	Deux-Montagnes	78,6	79,2	79,4	79,7	79,9	18	0,2
	Hommes	81,1	81,7	81,8	81,9	81,9	17	0,0
	Femmes	76,1	76,7	77,1	77,5	78,0	17	0,5
73	Thérèse-De Blainville	79,9	80,7	80,9	81,1	80,9	13	– 0,2
	Hommes	82,5	83,4	83,5	83,6	83,5	12	– 0,1
	Femmes	77,4	78,1	78,4	78,7	78,5	14	– 0,2
74	Mirabel	82,1	83,2	83,0	83,4	83,8	3	0,4
	Hommes	84,5	85,2	85,2	85,5	85,5	3	0,0
	Femmes	79,6	81,0	80,6	81,3	82,1	3	0,8
75	La Rivière-du-Nord	73,2	74,2	74,7	75,0	75,1	43	0,1
	Hommes	75,6	76,8	77,0	77,0	76,9	45	– 0,1
	Femmes	70,7	71,6	72,3	73,0	73,2	38	0,2
76	Argenteuil	66,7	68,3	68,6	68,3	68,5	81	0,2
	Hommes	69,4	70,8	70,8	70,8	70,5	82	– 0,3
	Femmes	63,9	65,7	66,4	65,8	66,4	82	0,6
77	Les Pays-d'en-Haut	70,4	71,0	70,5	70,6	70,4	73	– 0,2
	Hommes	72,3	73,0	72,1	72,4	72,0	73	– 0,4
	Femmes	68,6	69,1	69,0	69,0	68,9	67	– 0,1
78	Les Laurentides	68,8	69,7	69,7	70,4	70,6	71	0,2
	Hommes	70,0	70,9	70,7	71,0	71,1	79	0,1
	Femmes	67,5	68,5	68,8	69,8	70,1	58	0,3
79	Antoine-Labelle	60,4	60,9	61,3	62,5	63,2	97	0,7
	Hommes	60,5	61,2	61,9	63,0	63,5	97	0,5
	Femmes	60,3	60,6	60,7	62,0	62,8	96	0,8

Tableau 12.3.2 (suite)

Taux de travailleurs de 25-64 ans, selon le sexe, MRC et ensemble du Québec, 2010-2014

Code	MRC par région administrative	2010[r]	2011[r]	2012[r]	2013[r]	2014[p]	Classement des MRC en 2014[2]	Écart 2014-2013
		%					rang	points de %
16	**Montérégie**							
46	Brome-Missisquoi	73,4	74,4	74,9	75,3	75,6	38	0,3
	Hommes	76,0	76,8	77,4	78,0	78,1	38	0,1
	Femmes	70,9	72,0	72,4	72,6	73,0	40	0,4
47	La Haute-Yamaska	74,0	75,2	75,3	75,6	75,6	38	0,0
	Hommes	76,4	77,6	77,6	77,7	77,6	41	– 0,1
	Femmes	71,7	72,7	72,9	73,5	73,6	35	0,1
48	Acton	70,9	72,9	73,3	74,8	74,9	44	0,1
	Hommes	72,9	75,4	75,8	76,5	77,1	44	0,6
	Femmes	68,6	70,1	70,6	73,1	72,5	44	– 0,6
53	Pierre-De Saurel	66,4	67,5	68,0	68,4	68,6	80	0,2
	Hommes	70,6	71,9	72,1	72,4	71,8	74	– 0,6
	Femmes	62,0	63,0	63,8	64,4	65,3	85	0,9
54	Les Maskoutains	75,8	77,1	77,3	77,5	77,5	30	0,0
	Hommes	78,0	79,4	79,7	79,6	79,5	28	– 0,1
	Femmes	73,6	74,7	74,9	75,2	75,5	27	0,3
55	Rouville	78,6	80,0	80,2	80,6	80,9	13	0,3
	Hommes	81,0	82,3	82,5	83,0	83,0	14	0,0
	Femmes	76,0	77,5	77,7	78,0	78,5	14	0,5
56	Le Haut-Richelieu	75,7	76,3	76,7	77,1	77,0	32	– 0,1
	Hommes	77,9	78,5	78,9	79,3	79,0	32	– 0,3
	Femmes	73,5	74,1	74,5	75,0	75,1	31	0,1
57	La Vallée-du-Richelieu	82,0	82,7	83,1	83,3	83,2	5	– 0,1
	Hommes	83,8	84,6	84,8	84,9	84,6	6	– 0,3
	Femmes	80,2	80,9	81,4	81,8	81,9	4	0,1
58	Longueuil	76,3	77,2	77,5	77,8	77,7	29	– 0,1
	Hommes	78,8	80,0	80,1	80,3	80,1	26	– 0,2
	Femmes	73,8	74,6	75,0	75,4	75,5	27	0,1
59	Marguerite-D'Youville	82,4	82,9	83,3	83,4	83,3	4	– 0,1
	Hommes	84,6	85,1	85,3	85,5	85,1	4	– 0,4
	Femmes	80,2	80,7	81,2	81,3	81,5	5	0,2
67	Roussillon	80,2	81,1	81,5	81,8	81,7	11	– 0,1
	Hommes	82,6	83,5	83,8	84,0	83,7	10	– 0,3
	Femmes	77,9	78,7	79,3	79,7	79,7	10	0,0
68	Les Jardins-de-Napierville	78,7	80,1	81,0	81,6	82,1	8	0,5
	Hommes	83,5	84,7	85,5	86,0	85,8	2	– 0,2
	Femmes	72,7	74,2	75,2	75,9	77,1	21	1,2
69	Le Haut-Saint-Laurent	67,7	69,4	69,9	70,4	70,9	67	0,5
	Hommes	70,2	71,7	72,2	72,7	73,2	66	0,5
	Femmes	65,1	67,0	67,4	67,9	68,4	70	0,5
70	Beauharnois-Salaberry	70,1	71,1	71,7	71,8	72,0	59	0,2
	Hommes	72,6	73,5	73,7	74,0	73,9	61	– 0,1
	Femmes	67,6	68,7	69,7	69,7	70,1	58	0,4
71	Vaudreuil-Soulanges	81,0	81,6	81,9	82,0	82,0	9	0,0
	Hommes	83,4	84,0	84,1	84,1	84,0	9	– 0,1
	Femmes	78,6	79,2	79,8	80,0	80,0	9	0,0

Tableau 12.3.2 (suite)

Taux de travailleurs de 25-64 ans, selon le sexe, MRC et ensemble du Québec, 2010-2014

Code	MRC par région administrative	2010[r]	2011[r]	2012[r]	2013[r]	2014[p]	Classement des MRC en 2014[2]	Écart 2014-2013
		%					rang	points de %
17	**Centre-du-Québec**							
32	L'Érable	74,2	74,9	75,5	76,0	76,7	34	0,7
	Hommes	77,9	78,5	79,1	79,8	80,3	24	0,5
	Femmes	70,1	71,0	71,6	72,0	72,8	42	0,8
38	Bécancour	70,8	71,5	72,1	72,2	72,1	58	– 0,1
	Hommes	73,9	74,3	74,5	74,3	73,7	64	– 0,6
	Femmes	67,4	68,6	69,6	69,8	70,3	57	0,5
39	Arthabaska	73,2	74,1	74,4	75,1	75,3	42	0,2
	Hommes	76,1	76,8	76,9	77,3	77,5	42	0,2
	Femmes	70,1	71,4	71,9	72,8	73,1	39	0,3
49	Drummond	71,3	72,2	72,7	73,6	74,1	49	0,5
	Hommes	74,5	75,4	75,6	76,3	76,8	46	0,5
	Femmes	68,0	68,8	69,7	70,8	71,3	51	0,5
50	Nicolet-Yamaska	71,5	72,5	72,8	73,8	74,6	48	0,8
	Hommes	74,3	75,4	75,5	75,7	76,8	46	1,1
	Femmes	68,5	69,4	69,9	71,8	72,2	45	0,4
	Ensemble du Québec	**73,9**	**74,9**	**75,3**	**75,7**	**75,9**	...	**0,2**
	Hommes	**76,3**	**77,3**	**77,7**	**77,9**	**77,9**	...	**0,0**
	Femmes	**71,6**	**72,5**	**73,0**	**73,5**	**73,8**	...	**0,3**

1. Selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2014.
2. Les 104 MRC du Québec sont classées par ordre décroissant du taux de travailleurs de 2014.
3. Nouveau toponyme officiel à venir.

Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation des données fiscales des particuliers de Revenu Québec.

Concepts et définitions

DÉMOGRAPHIE

Âge médian
Âge qui sépare la population en deux groupes d'effectifs égaux.

Âge moyen
Somme des âges des personnes composant une population rapportée à l'effectif total.

Rapport de féminité
Nombre de femmes pour 100 hommes.

Taux d'accroissement annuel moyen
Variation annuelle moyenne de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée rapportée à la population moyenne de la période (exprimée en pour mille).

CONDITIONS DE VIE

Mesure du faible revenu
Mesure dont le seuil représente 50 % du revenu médian québécois après impôt des familles (incluant les personnes hors famille), préalablement ajusté en fonction de la taille et de la composition de la famille à l'aide d'une échelle d'équivalence. Ainsi, une famille est considérée comme à faible revenu lorsque son revenu ajusté est inférieur à ce seuil.

Taux de faible revenu des familles
Il correspond au nombre de familles à faible revenu divisé par le nombre total de familles.

SANTÉ

Niveau d'activité physique
Indice calculé à partir de données basées sur les déclarations concernant l'activité physique pratiquée lors des temps libres et visant à mesurer la dépense énergétique moyenne en tenant compte de trois facteurs faisant l'objet de trois questions :
1) *Au cours des trois derniers mois, avez-vous fait les activités suivantes...* (choix d'une vingtaine d'activités)? Pour chacune des activités pratiquées :
2) *Combien de fois avez-vous pratiqué l'activité x au cours des trois derniers mois?*
3) *À peu près combien de temps en avez-vous fait à chaque fois?* (4 choix de réponse : de 1 à 15 minutes; de 16 à 30 minutes; de 31 minutes à 60 minutes; plus d'une heure).

Médecin de famille
Dans cette étude, un médecin de famille est un omnipraticien, membre en règle du Collège des médecins du Québec, participant au régime d'assurance maladie et pratiquant dans un groupe de médecine de famille (GMF) ou hors GMF. Les médecins de famille exerçant hors GMF pratiquent dans les mêmes milieux que ceux des GMF mais n'ont pas de convention qui les lie à une agence de la santé et des services sociaux pour convenir d'une offre de services médicaux et de ressources selon le modèle des GMF et n'ont pas été accrédités en tant que tel.

Groupe de médecine de famille
Le groupe de médecine de famille (GMF) se définit comme une association composée de médecins de famille travaillant en groupe et en étroite collaboration avec des infirmières pour offrir des services médicaux de première ligne, avec ou sans rendez-vous, et à domicile au besoin. Une convention entre le GMF et l'Agence de la santé et des services sociaux précise notamment l'offre de services médicaux et les ressources financières attribuées. Chaque GMF est accrédité par le ministre de la Santé et des Services sociaux du Québec. Le GMF peut être constitué de médecins de famille provenant de différents milieux (d'une clinique, d'un CLSC ou d'une unité de médecine familiale (UMF)) ou d'une combinaison de ceux-ci.

Médecin omnipraticien
Les omnipraticiens sont des médecins inscrits au tableau du Collège des médecins du Québec qui ont terminé leur formation de base et obtenu leur permis d'exercice après deux années de résidence en médecine familiale (RAMQ, 2004). Dans les statistiques présentées, seuls les médecins ayant reçu de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) au moins un paiement pour des services médicaux rendus durant l'année visée sont pris en compte.

Médecin spécialiste
Les spécialistes sont des médecins qui ont terminé au moins quatre années de résidence et qui sont inscrits au tableau du Collège des médecins du Québec comme spécialistes certifiés. Lorsqu'un médecin compte plus d'une spécialité, seule est retenue celle qui constitue son principal champ d'activité au 31 décembre de l'année de publication des statistiques annuelles (RAMQ, 2004). Dans les statistiques présentées, seuls les médecins ayant reçu de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) au moins un paiement pour des services médicaux rendus durant l'année visée sont pris en compte.

Infirmière
L'infirmière détient un diplôme d'études collégiales en soins infirmiers (DEC) d'une durée de trois ans et un permis d'exercice de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec ou est en attente de le recevoir.

Infirmière clinicienne ou praticienne
L'infirmière clinicienne détient un baccalauréat en sciences infirmières ou un baccalauréat comportant trois certificats admissibles, dont au moins deux certificats reconnus en soins infirmiers. L'infirmière praticienne détient un diplôme de deuxième cycle donnant ouverture au certificat de spécialiste de l'Ordre des infirmières et des infirmiers du Québec (OIIQ) et les attestations de formation prescrites par la réglementation ainsi qu'un certificat de spécialiste de l'OIIQ. Les infirmières cliniciennes et les infirmières praticiennes doivent détenir également un permis d'exercice de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec ou être en attente de le recevoir.

Infirmière auxiliaire
L'infirmière auxiliaire détient le diplôme d'études professionnelles (DEP) décerné pour avoir réussi le programme de formation Santé, assistance et soins infirmiers (SASI) et un permis d'exercice de l'Ordre des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec.

Préposée aux bénéficiaires
La préposée aux bénéficiaires détient un diplôme d'études professionnelles ou une attestation d'études collégiales en assistance à la personne en établissement de santé ou autre formation appropriée.

MARCHÉ DU TRAVAIL

Chômeur
Personne disponible pour travailler, qui est sans emploi et qui se cherche activement un emploi.

Emploi
Ensemble des personnes ayant effectué un travail quelconque contre rémunération ou en vue d'obtenir un bénéfice ainsi que celles absentes de leur travail, mais qui maintiennent un lien d'emploi. Ce terme regroupe les employés, les travailleurs autonomes ainsi que les travailleurs familiaux non rémunérés.

Population active
Population civile de 15 ans et plus, hors institution et hors réserve, en emploi ou en chômage.

Taux d'activité
Nombre de personnes faisant partie de la population active exprimé en pourcentage de la population en âge de travailler.

Taux d'emploi
Nombre de personnes occupées (en emploi) exprimé en pourcentage de la population en âge de travailler.

Taux de chômage
Nombre de personnes au chômage exprimé en pourcentage de la population active.

Taux de travailleurs
Nombre de travailleurs, exprimé en pourcentage du nombre de particuliers ayant produit une déclaration de revenus à Revenu Québec.

Nombre de travailleurs
Il correspond au nombre de salariés et de travailleurs autonomes, lesquels sont estimés en fonction des montants déclarés à Revenu Québec au titre de revenus d'emploi, d'entreprise, d'assurance-emploi, d'aide financière de dernier recours et de retraite. Plus précisément, un travailleur est une unité de décompte qui correspond à la part qu'occupent les revenus d'emploi et d'entreprise déclarés par un particulier sur la somme de ses revenus d'emploi, d'entreprise, d'assurance-emploi ajustés, d'aide financière de dernier recours et de retraite.

COMPTES ÉCONOMIQUES

Base économique
Pour classer une industrie comme base économique, on calcule le quotient de localisation. Si le quotient de localisation normalisé d'une industrie est plus grand que 0 dans une région, cette industrie sera considérée comme base économique de cette région. Les bases économiques sont en fait les activités qui expliquent la croissance ou le déclin d'un territoire. Elles permettent de mieux définir la personnalité économique particulière ou encore la structure d'un territoire. À long terme, au cours du temps, les bases économiques d'un territoire peuvent se modifier.

Produit intérieur brut
Valeur sans double compte des biens et services produits dans le territoire économique d'une région au cours d'une période donnée, sans égard au caractère étranger ou non de la propriété des facteurs de production. Le PIB aux prix de base correspond au PIB calculé aux prix du marché, moins les prélèvements fiscaux applicables aux produits, plus les subventions à la consommation.

Quotient de localisation
Le quotient de localisation est défini comme la fraction de la valeur ajoutée d'une industrie qui est produite dans une région donnée, sur la fraction du PIB du Québec produit dans la même région. Dans certains cas, le quotient de localisation correspond à la fraction de la valeur ajoutée d'une industrie qui est produite dans une région donnée, sur la fraction de la population du Québec dans la même région. Il s'agit des industries dont les biens ou services sont essentiellement achetés par les ménages pour consommation ou par d'autres industries comme intrants intermédiaires dans la production de biens de consommation.

Revenu disponible
Somme de tous les revenus reçus par les résidents d'un territoire donné moins les transferts courants versés par ceux-ci à certains secteurs institutionnels. Plus précisément, le revenu disponible se compose du revenu primaire, des transferts courants que reçoivent les ménages des non-résidents, des sociétés financières, des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) et des administrations publiques moins les transferts courants que les ménages versent aux non-résidents, aux sociétés financières, aux ISBLSM, ainsi qu'aux administrations publiques comme les impôts sur le revenu et les cotisations aux régimes d'assurance sociale. Les transferts sociaux en nature ne sont pas considérés dans le revenu disponible.

Revenu disponible par habitant
Il correspond au revenu disponible d'un territoire donné divisé par la population totale.

Revenu primaire
Les revenus primaires sont les revenus qui échoient aux ménages du fait de leur participation aux processus de production, ou parce qu'ils possèdent les actifs nécessaires pour la production. Les revenus primaires se composent de la rémunération des salariés, du revenu mixte net et du revenu net de la propriété. Les revenus primaires ne comprennent pas les cotisations sociales aux régimes d'assurance sociale, ni les prestations versées à partir de ces régimes, les impôts courants sur le revenu, sur le patrimoine, etc., ni les autres transferts courants.

Rémunération des salariés
Elle se définit comme la rémunération totale, en espèces ou en nature, à verser par une entreprise à un salarié pour le travail effectué par celui-ci durant la période comptable. La rémunération des salariés est enregistrée sur la base des droits et obligations; elle est donc mesurée par la valeur de la rémunération en espèces ou en nature qu'un salarié est en droit de recevoir de la part de son employeur, pour le travail effectué au cours de la période concernée, que la rémunération soit payée à l'avance, au moment où le travail est effectué, ou après. Plus précisément, sont considérés dans la rémunération des salariés, les salaires avant retenues, les pourboires, les commissions, les primes de rendement, les honoraires des directeurs et les allocations pour vacances et congés de maladie, ainsi que le solde et les indemnités militaires.

Revenu mixte net
Il correspond au revenu que les entreprises non constituées en société tirent de la production de biens et de services. On l'appelle revenu mixte parce qu'il inclut à la fois le revenu imputé au facteur capital de la production, ainsi que le revenu imputé au facteur travail de la production (rémunération du travail effectué par le ou les propriétaires). Le revenu mixte net correspond au revenu mixte brut moins la consommation de capital fixe.

Revenu net de la propriété
Il s'obtient en soustrayant le revenu de la propriété payé du revenu de la propriété reçu. Sont considérés dans les revenus de la propriété reçus les dividendes, les intérêts sur les obligations canadiennes, de même que les intérêts sur les dépôts en banque ou en société de fiducie. Les gains en capital y sont exclus.

Transferts courants des administrations publiques
Paiements tels que les prestations fiscales canadiennes pour enfants et les crédits d'impôt pour enfants, les prestations d'assurance-emploi, les pensions de la Sécurité de la vieillesse, les prestations d'aide sociale, les bourses d'études et les subventions de recherche, les prestations d'indemnisation des accidents de travail et les pensions versées en vertu du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec.

Transferts courants des non-résidents
Pensions payées par des administrations publiques étrangères à des résidents canadiens plus les versements faits par des non-résidents à des résidents canadiens.

Transferts courants des ISBLSM
Transferts en espèces reçus, régulièrement ou occasionnellement, par les ménages des ISBLSM.

Transferts courants aux non-résidents
Versements par des résidents canadiens à des non-résidents et retenues d'impôt à la source versées à l'étranger.

Transferts courants aux ISBLSM
Ils consistent en des transferts en espèces reçus, régulièrement ou occasionnellement, par les ISBLSM, sous forme de cotisations, de souscriptions, de dons volontaires, etc. Ces transferts sont destinés à couvrir les coûts de la production non marchande des institutions sans but lucratif au service des ménages, ou à fournir les fonds permettant de financer les transferts courants aux ménages résidents ou non résidents, sous forme de prestations d'assistance sociale.

Transferts courants des ménages aux administrations publiques
Impôts sur le revenu, cotisations aux régimes d'assurance sociale et autres transferts courants.

Transferts courants aux sociétés financières
Contributions des employeurs et des employés à un régime de retraite à cotisation déterminée ou à prestations déterminées.

Transferts courants des sociétés financières
Prestations reçues d'un régime de retraite à cotisation déterminée ou à prestations déterminées.

INVESTISSEMENTS ET PERMIS DE BÂTIR

Investissements
Les investissements sont les dépenses en immobilisation relatives aux constructions nouvelles, aux améliorations importantes apportées à des constructions déjà existantes, ainsi qu'à l'achat de machines, d'outils et d'équipements neufs. Elles excluent l'achat de terrains, de constructions déjà existantes, de machines ou d'équipement d'occasion (à moins qu'ils n'aient été importés). Les dépenses en immobilisation excluent les constructions résidentielles, les logiciels et la prospection pétrolière, minière et gazière.

Investissements du secteur public
Il s'agit de dépenses en immobilisation des administrations, entreprises et organismes publics fédéraux, provinciaux et locaux. Par ailleurs, le secteur public inclut notamment les institutions d'enseignement et les établissements de santé et de services sociaux publics.

Permis de bâtir
Délivrés par les municipalités, les permis de bâtir octroient le droit de construire ou de rénover. Les permis sont délivrés pour des travaux de construction de nouveaux bâtiments, de transformation de logement (gain ou perte d'unités de logement), d'addition, c'est-à-dire d'ajout structurel à un bâtiment existant (garage, piscine, abri, etc.) et de rénovations qui améliorent ou modifient une structure ou un bâtiment existant (fondation, transformation de vocation du bâtiment, chauffage, ascenseurs, etc.). Les travaux de réparation (peinture, réfection de plancher, de toiture, etc.) pour lesquels aucun permis n'est requis et les travaux de génie (barrages, routes, oléoducs, etc.) ne sont pas inclus dans la valeur des permis de bâtir. Également, les permis de bâtir ne nous renseignent pas sur la durée de construction ni sur le moment où le droit de construire sera exercé.

Construction résidentielle
Elle comprend tout bâtiment destiné à l'occupation privée sur une base permanente ou non. Les logements sont regroupés sous les types suivants : logements unifamiliaux, mobiles, chalets, jumelés, en rangée et appartements.

Construction industrielle
Elle englobe tout bâtiment destiné à la fabrication ou à la transformation de produits, au transport, aux communications et aux autres services d'utilité publique, à l'agriculture, à la sylviculture ainsi qu'à l'exploitation minière.

Construction commerciale
Elle comprend tout bâtiment destiné à abriter des activités se rattachant au secteur tertiaire. Par exemple : magasins, entrepôts, garages, immeubles de bureaux, théâtres, hôtels, salons funéraires, salons de beauté.

Construction institutionnelle
Elle comprend les dépenses faites par les collectivités et les administrations publiques pour la construction d'immeubles ou de bâtiments; par exemple, écoles, universités, hôpitaux, cliniques, églises, résidences pour personnes âgées.

Nombre d'unités de logement
Il correspond au nombre de logements indépendants créés lors d'une construction ou d'une transformation de logements. Il ne faut pas confondre avec le nombre de structures ou de bâtiments; ainsi, un immeuble à logements contient plusieurs unités de logement. Il faut éviter de mettre en relation le nombre d'unités de logement avec la valeur des permis de bâtir des constructions résidentielles, car cette dernière inclut des transformations avec pertes d'unités de logement, les additions et les rénovations qui n'ont aucun impact sur le nombre d'unités de logement.

MINES

Investissement minier
L'investissement minier comprend les dépenses en travaux pour l'aménagement d'un site minier et pour le renouvellement des réserves de minerai. Les dépenses pour la construction d'infrastructures et l'acquisition d'équipement et de machinerie liés au complexe minier sont incluses. L'investissement minier comprend aussi l'ensemble des dépenses en travaux d'exploration et de mise en valeur d'un gîte minéral.

Production minérale
La production minérale provient de mines ainsi que de sites d'extraction de substances minérales de surface (carrières, sablières et tourbières). De plus, les fonderies et affineries situées au Québec produisent des substances accessoires lors du processus de traitement du minerai.

Effectif minier
Les données sur l'emploi portent sur les mines et les sites d'extraction de substances minérales de surface (carrières, sablières et tourbières) ainsi que sur les compagnies de forage carottier, les usines de première transformation des métaux et les usines de fabrication de produits minéraux non métalliques actives au Québec. Les données d'emploi incluent tous les employés d'un établissement minier, dont le personnel d'administration. Elles excluent les sociétés d'exploration minière et les mines n'ayant déclaré aucune livraison au cours de l'année de l'enquête. Le nombre d'emplois est estimé à partir des heures payées déclarées par chacune des sociétés lors du Recensement annuel des mines, des carrières et des sablières. Pour des raisons statistiques, chaque emploi équivaut à un employé à temps plein, dont les heures payées déclarées se situent entre 40 et 60 par semaine. En raison des arrondissements, certains emplois peuvent cependant correspondre à moins de 40 heures/semaine.

TOURISME

Établissement d'hébergement
Tout établissement exploité par une personne qui offre en location à des touristes, contre rémunération, au moins une unité d'hébergement pour une période n'excédant pas 31 jours.

Établissement hôtelier
Établissement où est offert de l'hébergement en chambres, suites ou appartements meublés dotés d'un service d'autocuisine, incluant des services hôteliers.

Prix moyen de location
Prix à partir des revenus bruts de location des unités. Cela exclut les revenus découlant du service aux unités de location, la TPS, la TVQ et la taxe sur l'hébergement.

Résidence de tourisme
Établissement où est offert de l'hébergement en appartements, maisons ou chalets meublés, incluant un service d'autocuisine.

Région touristique
Division territoriale établie aux fins de développement d'un produit touristique régional et représentée auprès du ministère du Tourisme par un organisme du milieu.

Revenu de location

Résultat des revenus bruts annuels ou mensuels lié à la location des unités d'hébergement.

Taux d'occupation
Rapport entre le nombre d'unités de location occupées et le nombre d'unités de location disponibles.

Unités disponibles
Estimations d'unités d'hébergement mises annuellement à la disposition de la clientèle des établissements d'hébergement en exploitation.

Unités louées
Unités de location occupées quotidiennement dans les établissements d'hébergement : unités de location louées et celles offertes à titre gracieux.

CULTURE ET COMMUNICATIONS

Fréquentation des institutions muséales
Nombre d'entrées payantes et non payantes comptabilisées par les institutions muséales répondantes au moyen d'un dispositif de comptage automatisé ou par comptage manuel.

Institution muséale
Regroupe les musées, les centres d'exposition et les lieux d'interprétation.

TRANSPORT

Véhicule entièrement électrique
Véhicule léger dont la motorisation est entièrement électrique, qui utilise l'énergie provenant d'une batterie, laquelle doit être rechargée à partir d'une source externe d'électricité.

Véhicule hybride
Véhicule léger dont la motorisation est soit électrique et à essence, soit électrique et au diesel et qui utilise l'énergie provenant d'une batterie, laquelle ne peut pas être rechargée à partir d'une source externe d'électricité.

Véhicule hybride rechargeable
Véhicule léger dont la motorisation est soit électrique et à essence, soit électrique et au diesel et qui utilise l'énergie provenant d'une batterie, laquelle peut être rechargée à partir d'une source externe d'électricité.

Véhicules légers
Les véhicules légers comprennent les véhicules légers de promenade (privés) et les véhicules légers institutionnels, professionnels et commerciaux, incluant les taxis. Ils comprennent les automobiles et les camions légers.

Automobile
Véhicule routier de 3 000 kg ou moins dont la fonction principale est le transport des passagers et dont la construction n'est pas sur un châssis de camion.

Camion léger
Véhicule routier de 4 000 kg ou moins, de type fourgonnette, camionnette ou véhicule tout usage (4 X 4).

Coup d'œil sur le Bas-Saint-Laurent

Superficie en terre ferme (2013) : 22 186 km²

Population (2015ᵖ) : 199 577 habitants

Densité de population : 9,0 hab./km²

Principales municipalités et population (2015ᵖ) :

Rimouski	48 959 hab.
Rivière-du-Loup	19 653 hab.
Matane	14 236 hab.

Principales bases économiques de la région :

Foresterie et exploitation forestière
Fabrication de produits en bois
Cultures agricoles et élevage
Pêche, chasse et piégeage

Statistiques de la région du Bas-Saint-Laurent

	Unité	2011	2012	2013	2014	2015
Population au 1er juillet[1]	n	201 184	201 055ʳ	200 698ʳ	200 166ʳ	199 577ᵖ
Taux de faible revenu des familles	%	5,6	5,3	5,1	..	..
Nombre de médecins	pour 1 000 hab.	2,44	2,50	2,57	2,61	..
Taux d'activité	%	58,7	61,1	57,9	54,8	54,0
Taux d'emploi	%	53,7	56,1	52,1	49,9	49,7
Taux de chômage	%	8,5	8,2	9,9	9,0	8,0
PIB par habitant	$/hab.	31 162ʳ	32 141ʳ	33 435ᵉʳ	33 745ᵉ	..
Revenu disponible par habitant	$/hab.	21 604ʳ	22 317ʳ	23 172ʳ	23 317ᵖ	..
Dépenses en immobilisation[2]	M$	896,7	1 043,7	1 318,2	1 112,0	872,1
Livraisons minérales	M$	58,4	63,8	59,9	53,7	56,3ᵖ
Fréquentation des institutions muséales[3]	n	192 172	207 857	179 629	198 177	198 248

1. Voir l'encadré de la page 19.
2. 2011 à 2013: dépenses réelles; 2014: dépenses réelles provisoires; 2015: perspectives.
3. Musées, lieux d'interprétation et centres d'exposition.

Statistiques des MRC du Bas-Saint-Laurent

	Population au 1er juillet 2015ᵖ		Revenu disponible par habitant 2014ᵖ		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2014ᵖ	
	n	TAAM[1] 2011-2015 pour 1 000	$/hab.	Variation 2014/2013 en %	%	Écart 2014-2013 en points de %
La Matapédia	18 013	– 8,7	21 559	1,7	65,1	1,0
La Matanie	21 423	– 5,4	22 843	0,6	65,4	0,5
La Mitis	18 452	– 7,7	22 022	1,7	67,0	0,7
Rimouski-Neigette	57 191	7,1	24 938	– 0,2	73,0	0,2
Les Basques	8 799	– 9,9	22 284	1,8	66,8	0,9
Rivière-du-Loup	34 523	– 1,0	24 233	0,0	74,1	0,2
Témiscouata	20 184	– 5,4	21 508	1,6	67,4	1,0
Kamouraska	20 992	– 6,8	22 736	0,6	72,4	– 0,2

Note: Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er juillet 2015. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2014.
1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la page 140.

Coup d'œil sur le Saguenay–Lac-Saint-Jean

Superficie en terre ferme (2013) : 95 762 km²

Population (2015ᵖ) : 277 209 habitants

Densité de population : 2,9 hab./km²

Principales municipalités et population (2015ᵖ) :

Saguenay	145 745 hab.
Alma	31 011 hab.
Dolbeau-Mistassini	14 218 hab.

Principales bases économiques de la région :

Première transformation des métaux
Foresterie et exploitation forestière
Fabrication du papier
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie

Statistiques de la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean

	Unité	2011	2012	2013	2014	2015
Population au 1er juillet[1]	n	277 249	277 726ʳ	277 795ʳ	277 641ʳ	277 209ᵖ
Taux de faible revenu des familles	%	5,5	5,0	5,1	..	..
Nombre de médecins	pour 1 000 hab.	2,02	2,07	2,13	2,19	..
Taux d'activité	%	58,3	60,7	60,5	60,7	60,3
Taux d'emploi	%	53,4	55,8	55,0	54,6	55,3
Taux de chômage	%	8,4	8,0	9,0	9,9	8,3
PIB par habitant	$/hab.	37 859ʳ	37 238ʳ	36 591er	37 225ᵉ	..
Revenu disponible par habitant	$/hab.	22 808ʳ	23 660ʳ	24 367ʳ	24 483ᵖ	..
Dépenses en immobilisation[2]	M$	1 871,6	1 852,7	1 135,5	1 274,1	1 580,0
Livraisons minérales	M$	193,7	212,5	211,9	276,6	290,5ᵖ
Fréquentation des institutions muséales[3]	n	338 281	353 803	355 914	363 341	393 818

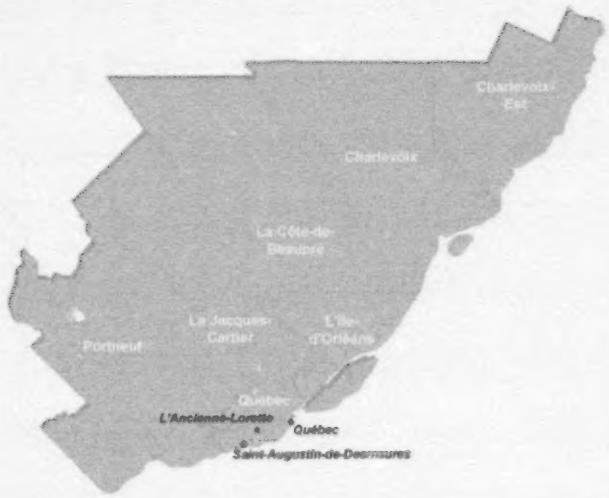
1. Voir l'encadré de la page 19.
2. 2011 à 2013: dépenses réelles; 2014: dépenses réelles provisoires; 2015: perspectives.
3. Musées, lieux d'interprétation et centres d'exposition.

Statistiques des MRC du Saguenay–Lac-Saint-Jean

	Population au 1er juillet 2015ᵖ		Revenu disponible par habitant 2014ᵖ		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2014ᵖ	
	n	TAAM[1] 2011-2015 pour 1 000	$/hab.	Variation 2014/2013 en %	%	Écart 2014-2013 en points de %
Le Domaine-du-Roy	31 811	– 2,0	23 359	1,6	69,9	0,6
Maria-Chapdelaine	24 955	– 4,4	22 933	2,2	69,3	0,7
Lac-Saint-Jean-Est	52 936	0,0	24 326	0,9	70,3	0,3
Saguenay	145 745	– 0,5	25 080	0,0	71,5	– 0,2
Le Fjord-du-Saguenay	21 762	11,1	24 294	– 0,6	68,8	0,6

Note: Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er juillet 2015. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2014.
1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la page 140.

Coup d'œil sur la Capitale-Nationale



Superficie en terre ferme (2013) : 18 644 km²

Population (2015ᵖ) : 737 455 habitants

Densité de population : 39,6 hab./km²

Principales municipalités et population (2015ᵖ) :

Québec	542 047 hab.
Saint-Augustin-de-Desmaures	19 105 hab.
L'Ancienne-Lorette	17 127 hab.

Principales bases économiques de la région :

Administrations publiques
Fabrication de boissons et de produits du tabac
Hébergement et services de restauration

Statistiques de la région de la Capitale-Nationale

	Unité	2011	2012	2013	2014	2015
Population au 1er juillet[1]	n	710 861	718 627ʳ	726 297ʳ	732 777ʳ	737 455ᵖ
Taux de faible revenu des familles	%	5,1	4,9	4,8	..	..
Nombre de médecins	pour 1 000 hab.	2,95	2,96	2,99	3,02	..
Taux d'activité	%	67,4	67,9	66,9	67,1	68,2
Taux d'emploi	%	63,5	64,2	63,6	63,4	65,0
Taux de chômage	%	5,8	5,5	5,1	5,5	4,7
PIB par habitant	$/hab.	44 632ʳ	45 919ʳ	46 646ᵉʳ	46 773ᵉ	..
Revenu disponible par habitant	$/hab.	25 325ʳ	26 157ʳ	26 861ʳ	27 219ᵖ	..
Dépenses en immobilisation[2]	M$	3 235,6	3 355,3	3 927,5	3 274,0	3 524,0
Livraisons minérales	M$	187,6	188,3	163,1	165,6	175,8ᵖ
Fréquentation des institutions muséales[3]	n	2 246 299	2 238 225	2 335 791	2 332 108	2 149 077

1. Voir l'encadré de la page 19.
2. 2011 à 2013: dépenses réelles; 2014: dépenses réelles provisoires; 2015: perspectives.
3. Musées, lieux d'interprétation et centres d'exposition.

Statistiques des MRC de la Capitale-Nationale

	Population au 1er juillet 2015ᵖ		Revenu disponible par habitant 2014ᵖ		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2014ᵖ	
	n	TAAM[1] 2011-2015 pour 1 000	$/hab.	Variation 2014/2013 en %	%	Écart 2014-2013 en points de %
Charlevoix-Est	15 987	– 5,4	23 359	– 0,1	69,2	0,0
Charlevoix	13 315	– 1,6	23 931	– 0,2	73,3	0,1
L'Île-d'Orléans	6 544	– 7,5	31 465	0,4	80,6	1,2
La Côte-de-Beaupré	27 246	7,8	29 808	2,4	78,5	0,2
La Jacques-Cartier	41 494	25,3	31 349	1,3	84,4	0,2
Québec	580 639	8,8	27 087	1,3	78,7	0,2
Portneuf	52 230	11,8	25 608	1,4	75,8	0,3

Note: Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er juillet 2015. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2014.
1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la page 140.

Coup d'œil sur la Mauricie

Superficie en terre ferme (2013) : 35 448 km²

Population (2015ᵖ) : 266 907 habitants

Densité de population : 7,5 hab./km²

Principales municipalités et population (2015ᵖ) :

Trois-Rivières	134 971 hab.
Shawinigan	49 042 hab.
La Tuque	10 960 hab.

Principales bases économiques de la région :

- Fabrication du papier
- Fabrication de meubles et de produits connexes
- Fabrication de produits en bois
- Foresterie et exploitation forestière

Statistiques de la région de la Mauricie

	Unité	2011	2012	2013	2014	2015
Population au 1er juillet[1]	n	265 557	265 993ʳ	266 204ʳ	266 583ʳ	266 907ᵖ
Taux de faible revenu des familles	%	8,3	7,8	8,0	..	..
Nombre de médecins[2]	pour 1 000 hab.	1,82	1,85	1,90	1,94	..
Taux d'activité	%	58,3	56,2	53,3	55,6	56,0
Taux d'emploi	%	53,5	50,8	48,4	50,8	51,6
Taux de chômage	%	8,2	9,6	9,3	8,6	7,9
PIB par habitant	$/hab.	30 477ʳ	30 943ʳ	31 264ᵉʳ	31 850ᵉ	..
Revenu disponible par habitant	$/hab.	21 956ʳ	22 704ʳ	23 328ʳ	23 555ᵖ	..
Dépenses en immobilisation[3]	M$	782,3	805,2	747,7	765,9	838,3
Livraisons minérales	M$	25,3	30,3	31,9	32,2	33,8ᵖ
Fréquentation des institutions muséales[4]	n	296 421	306 968	309 362	291 606	307 066

1. Voir l'encadré de la page 19.
2. Données se rapportant aux régions sociosanitaires de la Mauricie et du Centre-du-Québec.
3. 2011 à 2013: dépenses réelles; 2014: dépenses réelles provisoires; 2015: perspectives.
4. Musées, lieux d'interprétation et centres d'exposition.

Statistiques des MRC de la Mauricie

	Population au 1er juillet 2015ᵖ		Revenu disponible par habitant 2014ᵖ		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2014ᵖ	
	n	TAAM[1] 2011-2015 pour 1 000	$/hab.	Variation 2014/2013 en %	%	Écart 2014-2013 en points de %
Mékinac	12 589	– 7,3	22 711	1,9	66,2	0,9
Shawinigan	49 042	– 6,1	22 622	0,3	63,6	0,6
Trois-Rivières	134 971	4,4	24 357	1,1	71,2	0,6
Les Chenaux	18 720	9,8	23 543	1,3	71,2	0,5
Maskinongé	36 486	– 0,3	23 000	0,6	69,5	1,1
La Tuque	15 099	– 1,9	21 539	1,6	64,7	– 0,5

Note: Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er juillet 2015. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2014.

1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la page 140.

Coup d'œil sur l'Estrie

Superficie en terre ferme (2013) : 10 197 km²

Population (2015ᵖ) : 322 099 habitants

Densité de population : 31,6 hab./km²

Principales municipalités et population (2015ᵖ) :

Sherbrooke	164 666 hab.
Magog	26 464 hab.
Coaticook	9 188 hab.

Principales bases économiques de la région :

Fabrication de machines
Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc
Fabrication du papier
Fabrication de produits en bois

Statistiques de la région de l'Estrie

	Unité	2011	2012	2013	2014	2015
Population au 1er juillet[1]	n	313 582	316 029ʳ	318 424ʳ	320 631ʳ	322 099ᵖ
Taux de faible revenu des familles	%	8,0	7,5	7,2	..	..
Nombre de médecins	pour 1 000 hab.	2,62	2,70	2,70	2,72	..
Taux d'activité	%	63,9	60,5	62,4	62,4	61,0
Taux d'emploi	%	59,5	55,6	58,4	58,2	57,1
Taux de chômage	%	6,9	8,1	6,4	6,8	6,5
PIB par habitant	$/hab.	31 932ʳ	33 068ʳ	33 217ᵉʳ	33 612ᵉ	..
Revenu disponible par habitant	$/hab.	22 609ʳ	23 487ʳ	24 135ʳ	24 443ᵖ	..
Dépenses en immobilisation[2]	M$	1 097,9	1 194,2	999,3	918,4	811,8
Livraisons minérales	M$	83,6	86,4	82,3	83,4	84,2ᵖ
Fréquentation des institutions muséales[3]	n	222 649	212 879	198 155	190 826	179 551

1. Voir l'encadré de la page 19.
2. 2011 à 2013: dépenses réelles; 2014: dépenses réelles provisoires; 2015: perspectives.
3. Musées, lieux d'interprétation et centres d'exposition.

Statistiques des MRC de l'Estrie

	Population au 1er juillet 2015ᵖ		Revenu disponible par habitant 2014ᵖ		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2014ᵖ	
	n	TAAM[1] 2011-2015 pour 1 000	$/hab.	Variation 2014/2013 en %	%	Écart 2014-2013 en points de %
Le Granit	22 174	– 1,5	22 753	3,2	74,0	0,4
Les Sources	14 402	– 7,2	21 772	2,2	67,8	0,5
Le Haut-Saint-François	22 161	– 0,4	21 644	0,9	72,0	0,2
Le Val-Saint-François	29 841	0,0	25 178	2,2	76,9	0,8
Sherbrooke	164 666	12,3	23 529	– 0,1	74,8	0,0
Coaticook	18 639	– 1,5	22 296	1,0	79,8	1,0
Memphrémagog	50 016	6,6	30 595	3,5	72,6	0,8

Note: Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er juillet 2015. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2014.
1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la page 140.

Coup d'œil sur Montréal

Superficie en terre ferme (2013) : 498 km²

Population (2015ᵖ) : 1 999 795 habitants

Densité de population : 4 015,7 hab./km²

Principales municipalités et population (2015ᵖ) :

Montréal	1 754 974 hab.
Dollard-Des Ormeaux	50 826 hab.
Côte-Saint-Luc	33 861 hab.

Principales bases économiques de la région :

Fabrication de vêtements et de produits en cuir et de produits analogues
Fabrication de boissons et de produits du tabac
Arts, spectacles et loisirs
Usines de textiles et de produits textiles

Statistiques de la région de Montréal

	Unité	2011	2012	2013	2014	2015
Population au 1er juillet[1]	n	1 915 617	1 940 683ʳ	1 965 101ʳ	1 985 456ʳ	1 999 795ᵖ
Taux de faible revenu des familles	%	15,8	15,1	14,7	..	..
Nombre de médecins	pour 1 000 hab.	3,20	3,20	3,21	3,22	..
Taux d'activité	%	64,1	63,9	64,9	63,6	65,0
Taux d'emploi	%	57,8	57,5	58,7	57,3	58,2
Taux de chômage	%	9,8	10,1	9,6	9,8	10,5
PIB par habitant	$/hab.	57 841ʳ	58 135ʳ	58 731ᵉʳ	59 821ᵉ	..
Revenu disponible par habitant	$/hab.	25 222ʳ	25 900ʳ	25 863ʳ	26 481ᵖ	..
Dépenses en immobilisation[2]	M$	9 485,3	9 899,8	10 841,7	11 109,9	11 581,6
Livraisons minérales	M$	x	x	x	x	xᵖ
Fréquentation des institutions muséales[3]	n	5 583 318	6 179 130	6 956 558	6 596 744	6 903 010

1. Voir l'encadré de la page 19.
2. 2011 à 2013: dépenses réelles; 2014: dépenses réelles provisoires; 2015: perspectives.
3. Musées, lieux d'interprétation et centres d'exposition.

Coup d'œil sur l'Outaouais

Superficie en terre ferme (2013) : 30 472 km²

Population (2015ᵖ) : 385 579 habitants

Densité de population : 12,7 hab./km²

Principales municipalités et population (2015ᵖ) :

Gatineau	278 780 hab.
Val-des-Monts	11 508 hab.
Cantley	10 802 hab.

Principales bases économiques de la région :

Administrations publiques
Foresterie et exploitation forestière
Fabrication de produits en bois
Fabrication du papier

Statistiques de la région de l'Outaouais

	Unité	2011	2012	2013	2014	2015
Population au 1er juillet[1]	n	373 905	377 755ʳ	380 706ʳ	383 336ʳ	385 579ᵖ
Taux de faible revenu des familles	%	8,1	7,9	7,9	..	..
Nombre de médecins	pour 1 000 hab.	1,56	1,62	1,68	1,72	..
Taux d'activité	%	68,2	67,3	65,8	65,8	67,9
Taux d'emploi	%	62,8	62,9	61,3	60,9	62,9
Taux de chômage	%	7,9	6,5	6,7	7,4	7,4
PIB par habitant	$/hab.	30 668ʳ	30 610ʳ	30 312ᵉʳ	30 722ᵉ	..
Revenu disponible par habitant	$/hab.	24 022ʳ	24 319ʳ	25 354ʳ	25 202ᵖ	..
Dépenses en immobilisation[2]	M$	1 450,0	1 605,4	819,1	972,8	923,4
Livraisons minérales	M$	24,7	23,2	22,9	21,1	18,9ᵖ
Fréquentation des institutions muséales[3]	n	x	1 305 798	1 229 761	1 104 015	1 139 861

1. Voir l'encadré de la page 19.
2. 2011 à 2013: dépenses réelles; 2014: dépenses réelles provisoires; 2015: perspectives.
3. Musées, lieux d'interprétation et centres d'exposition.

Statistiques des MRC de l'Outaouais

	Population au 1er juillet 2015ᵖ		Revenu disponible par habitant 2014ᵖ		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2014ᵖ	
	n	TAAM[1] 2011-2015 pour 1 000	$/hab.	Variation 2014/2013 en %	%	Écart 2014-2013 en points de %
Papineau	22 828	0,8	23 331	0,8	66,9	0,2
Gatineau	278 780	9,1	25 103	– 1,2	77,9	– 0,1
Les Collines-de-l'Outaouais	49 321	12,5	28 892	– 0,1	79,4	– 0,2
La Vallée-de-la-Gatineau	20 662	– 3,3	22 217	3,0	62,4	0,8
Pontiac	13 988	– 8,4	21 740	3,0	63,2	0,3

Note: Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er juillet 2015. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2014.
1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la page 140.

Coup d'œil sur l'Abitibi-Témiscamingue

Superficie en terre ferme (2013) : 57 349 km²

Popu'ation (2015ᵖ) : 147 700 habitants

Densité de population : 2,6 hab./km²

Principales municipalités et population (2015ᵖ) :

Rouyn-Noranda	41 927 hab.
Val-d'Or	32 723 hab.
Amos	12 778 hab.

Principales bases économiques de la région :

Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz
Foresterie et exploitation forestière
Fabrication de produits en bois
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie

Statistiques de la région de l'Abitibi-Témiscamingue

	Unité	2011	2012	2013	2014	2015
Population au 1er juillet[1]	n	146 683	147 325ʳ	147 737ʳ	147 912ʳ	147 700ᵖ
Taux de faible revenu des familles	%	6,4	5,8	5,8	..	..
Nombre de médecins	pour 1 000 hab.	2,28	2,38	2,46	2,49	..
Taux d'activité	%	65,7	63,2	67,2	67,0	63,0
Taux d'emploi	%	60,6	58,9	62,4	62,1	58,6
Taux de chômage	%	7,8	6,8	7,1	7,2	7,0
PIB par habitant	$/hab.	47 004ʳ	45 855ʳ	46 241ᵉʳ	46 958ᵉ	..
Revenu disponible par habitant	$/hab.	24 887ʳ	25 901ʳ	26 388ʳ	26 451ᵖ	..
Dépenses en immobilisation[2]	M$	1 359,3	1 588,6	1 204,4	1 258,4	1 690,7
Livraisons minérales	M$	1 319,5	1 458,5	1 589,0	1 691,2	1 813,8ᵉ
Fréquentation des institutions muséales[3]	n	131 123	138 686	133 251	103 081	110 011

1. Voir l'encadré de la page 19.
2. 2011 à 2013: dépenses réelles; 2014: dépenses réelles provisoires; 2015: perspectives.
3. Musées, lieux d'interprétation et centres d'exposition.

Statistiques des MRC de l'Abitibi-Témiscamingue

	Population au 1er juillet 2015ᵖ		Revenu disponible par habitant 2014ᵖ		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2014ᵖ	
	n	TAAM[1] 2011-2015 pour 1 000	$/hab.	Variation 2014/2013 en %	%	Écart 2014-2013 en points de %
Témiscamingue	16 302	0,4	23 740	0,0	71,8	– 0,1
Rouyn-Noranda	41 927	2,9	27 605	0,1	75,9	– 0,3
Abitibi-Ouest	20 841	– 3,5	24 098	– 0,4	70,9	– 0,2
Abitibi	24 855	3,1	26 804	0,1	75,5	0,0
La Vallée-de-l'Or	43 775	2,8	27 277	0,7	75,5	0,2

Note: Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er juillet 2015. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2014.

1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la page 140.

Coup d'œil sur la Côte-Nord

Superficie en terre ferme (2013) : 236 502 km²

Population (2015ᵖ) : 93 932 habitants

Densité de population : 0,4 hab./km²

Principales municipalités et population (2015ᵖ) :

Sept-Îles	25 671 hab.
Baie-Comeau	21 658 hab.
Port-Cartier	6 640 hab.

Principales bases économiques de la région :

Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz
Pêche, chasse et piégeage
Première transformation des métaux

Statistiques de la région de la Côte-Nord

	Unité	2011	2012	2013	2014	2015
Population au 1er juillet[1]	n	95 688	95 597ʳ	95 593ʳ	95 155ʳ	93 932ᵖ
Taux de faible revenu des familles	%	8,1	7,5	7,5	..	..
Nombre de médecins	pour 1 000 hab.	2,42	2,52	2,56	2,51	..
Taux d'activité[2]	%	62,3	61,0	62,4	58,2	61,0
Taux d'emploi[2]	%	57,3	56,4	57,5	53,1	55,1
Taux de chômage[2]	%	8,0	7,7	7,8	8,8	9,8
PIB par habitant	$/hab.	75 441ʳ	77 551ʳ	77 369ᵉʳ	75 279ᵉ	..
Revenu disponible par habitant	$/hab.	25 098ʳ	26 525ʳ	26 956ʳ	26 917ᵖ	..
Dépenses en immobilisation[3]	M$	2 435,4	3 903,4	4 076,0	2 714,4	2 291,2
Livraisons minérales	M$	3 328,5	2 540,3	2 844,1	2 485,4	1 345,0ᵖ
Fréquentation des institutions muséales[4]	n	116 891	112 975	112 978	135 041	137 111

1. Voir l'encadré de la page 19.
2. Données se rapportant aux régions de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec.
3. 2011 à 2013: dépenses réelles; 2014: dépenses réelles provisoires; 2015: perspectives.
4. Musées, lieux d'interprétation et centres d'exposition.

Statistiques des MRC de la Côte-Nord

	Population au 1er juillet 2015ᵖ		Revenu disponible par habitant 2014ᵖ		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2014ᵖ	
	n	TAAM[1] 2011-2015 pour 1 000	$/hab.	Variation 2014/2013 en %	%	Écart 2014-2013 en points de %
La Haute-Côte-Nord	11 187	– 9,2	23 509	1,6	64,7	0,3
Manicouagan	31 611	– 5,7	25 031	– 3,0	70,6	– 1,6
Sept-Rivières	35 466	– 1,1	29 052	1,5	76,3	– 0,7
Caniapiscau	4 173	– 7,4	34 725	– 0,1	85,2	0,2
Minganie	6 588	– 2,5	28 248	– 1,0	67,7	– 0,6
Le Golfe-du-Saint-Laurent	4 907	– 12,6	22 852	2,6	61,3	0,7

Note: Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er juillet 2015. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2014.
1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la page 140.

Coup d'œil sur le Nord-du-Québec

Superficie en terre ferme (2013) : 707 333 km²

Population (2015ᵖ) : 44 769 habitants

Densité de population : 0,1 hab./km²

Principales municipalités et population (2015ᵖ) :

Chibougamau	7 589 hab.
Chisasibi	4 740 hab.
Mistissini	3 646 hab.

Principales bases économiques de la région :

Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz
Pêche, chasse et piégeage
Foresterie et exploitation forestière

Statistiques de la région du Nord-du-Québec

	Unité	2011	2012	2013	2014	2015
Population au 1er juillet[1]	n	43 023	43 524ʳ	44 064ʳ	44 314ʳ	44 769ᵖ
Taux de faible revenu des familles	%	15,2	14,5	15,2	..	..
Nombre de médecins[2]	pour 1 000 hab.	3,39	3,38	3,27	3,77	..
Taux d'activité[3]	%	62,3	61,0	62,4	58,2	61,0
Taux d'emploi[3]	%	57,3	56,4	57,5	53,1	55,1
Taux de chômage[3]	%	8,0	7,7	7,8	8,8	9,8
PIB par habitant	$/hab.	71 168ʳ	72 891ʳ	77 705ᵉʳ	86 619ᵉ	..
Revenu disponible par habitant	$/hab.	21 301ʳ	22 571ʳ	23 194ʳ	23 628ᵖ	..
Dépenses en immobilisation[4]	M$	2 053,1	2 347,2	2 010,6	2 189,3	1 821,7
Livraisons minérales	M$	1 430,6	1 319,5	1 276,1	1 829,6	2 261,7ᵖ
Fréquentation des institutions muséales[5]	n	116 891	112 975	112 978	135 041	137 111

1. Voir l'encadré de la page 19.
2. Données se rapportant aux régions sociosanitaires du Nord-du-Québec, du Nunavik et des Terres-Cries-de-la-Baie-James.
3. Données se rapportant aux régions de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec.
4. 2011 à 2013: dépenses réelles; 2014: dépenses réelles provisoires; 2015: perspectives.
5. Musées, lieux d'interprétation et centres d'exposition.

Statistiques des MRC du Nord-du-Québec

	Population au 1er juillet 2015ᵖ		Revenu disponible par habitant 2014ᵖ		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2014ᵖ	
	n	TAAM[1] 2011-2015 pour 1 000	$/hab.	Variation 2014/2013 en %	%	Écart 2014-2013 en points de %
Jamésie	14 097	– 3,3	28 551	0,0	79,1	0,7
Administration régionale Kativik	13 204	19,5	19 208	2,5	83,1	– 1,5
Eeyou Istchee[2]	17 468	13,8	22 885	3,9	77,9	0,6

Note: Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er juillet 2015. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2014.
1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la page 140.
2. Nouveau toponyme officiel à venir.

Coup d'œil sur la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine

Superficie en terre ferme (2013) : 20 272 km²

Population (2015ᵖ) : 91 786 habitants

Densité de population : 4,5 hab./km²

Principales municipalités et population (2015ᵖ) :

Gaspé	15 040 hab.
Les Îles-de-la-Madeleine	11 875 hab.
Chandler	7 359 hab.

Principales bases économiques de la région :

Pêche, chasse et piégeage
Foresterie et exploitation forestière
Cultures agricoles et élevage

Statistiques de la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine

	Unité	2011	2012	2013	2014	2015
Population au 1er juillet[1]	n	94 473	93 940ʳ	93 240ʳ	92 336ʳ	91 786ᵖ
Taux de faible revenu des familles	%	8,2	7,5	7,5	..	..
Nombre de médecins	pour 1 000 hab.	3,18	3,29	3,34	3,42	..
Taux d'activité	%	55,3	52,9	54,2	56,6	54,0
Taux d'emploi	%	48,2	46,0	45,6	47,5	46,0
Taux de chômage	%	12,9	12,8	15,8	16,4	14,7
PIB par habitant	$/hab.	28 733ʳ	28 186ʳ	29 017ᵉʳ	31 100ᵉ	..
Revenu disponible par habitant	$/hab.	21 362ʳ	22 381ʳ	23 039ʳ	23 324ᵖ	..
Dépenses en immobilisation[2]	M$	865,5	569,6	516,3	800,9	965,6
Livraisons minérales	M$	64,2	59,0	53,1	67,4	91,4ᵖ
Fréquentation des institutions muséales[3]	n	238 703	240 658	250 081	264 012	259 824

1. Voir l'encadré de la page 19.
2. 2011 à 2013: dépenses réelles; 2014: dépenses réelles provisoires; 2015: perspectives.
3. Musées, lieux d'interprétation et centres d'exposition.

Statistiques des MRC de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine

	Population au 1er juillet 2015ᵖ		Revenu disponible par habitant 2014ᵖ		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2014ᵖ	
	n	TAAM[1] 2011-2015 pour 1 000	$/hab.	Variation 2014/2013 en %	%	Écart 2014-2013 en points de %
Les Îles-de-la-Madeleine	12 344	– 9,9	25 366	2,0	63,5	0,7
Le Rocher-Percé	17 224	– 11,5	22 810	1,3	53,8	0,2
La Côte-de-Gaspé	17 676	– 5,6	24 157	0,7	66,2	0,2
La Haute-Gaspésie	11 665	– 9,8	20 611	1,6	53,9	0,8
Bonaventure	17 727	– 4,8	23 656	0,4	62,4	0,5
Avignon	15 150	– 2,8	22 974	1,8	60,5	0,2

Note: Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er juillet 2015. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2014.

1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la page 140.

Coup d'œil sur Chaudière-Appalaches

Superficie en terre ferme (2013) : 15 073 km²

Population (2015ᵖ) : 421 832 habitants

Densité de population : 28,0 hab./km²

Principales municipalités et population (2015ᵖ) :

Lévis	144 040 hab.
Saint-Georges	32 599 hab.
Thetford Mines	25 554 hab.

Principales bases économiques de la région :

Fabrication de produits du pétrole et du charbon
Fabrication de produits en bois
Fabrication de meubles et de produits connexes

Statistiques de la région de Chaudière-Appalaches

	Unité	2011	2012	2013	2014	2015
Population au 1er juillet[1]	n	414 427	416 409ʳ	418 135ʳ	419 743ʳ	421 832ᵖ
Taux de faible revenu des familles	%	4,4	3,9	3,8	..	..
Nombre de médecins	pour 1 000 hab.	1,73	1,80	1,82	1,83	..
Taux d'activité	%	69,2	66,4	66,7	67,7	66,0
Taux d'emploi	%	65,6	63,4	63,0	64,1	62,6
Taux de chômage	%	5,2	4,6	5,5	5,3	5,0
PIB par habitant	$/hab.	32 992ʳ	34 209ʳ	34 770ᵉʳ	35 692ᵉ	..
Revenu disponible par habitant	$/hab.	23 137ʳ	24 157ʳ	24 766ʳ	25 218ᵖ	..
Dépenses en immobilisation[2]	M$	1 889,5	1 860,0	1 885,0	1 517,5	1 582,3
Livraisons minérales	M$	76,0	64,9	51,7	51,0	42,3ᵖ
Fréquentation des institutions muséales[3]	n	163 585	142 238	143 014	141 867	130 709

1. Voir l'encadré de la page 19.
2. 2011 à 2013: dépenses réelles; 2014: dépenses réelles provisoires; 2015: perspectives.
3. Musées, lieux d'interprétation et centres d'exposition.

Statistiques des MRC de Chaudière-Appalaches

	Population au 1er juillet 2015ᵖ		Revenu disponible par habitant 2014ᵖ		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2014ᵖ	
	n	TAAM[1] 2011-2015 pour 1 000	$/hab.	Variation 2014/2013 en %	%	Écart 2014-2013 en points de %
L'Islet	18 326	– 3,8	22 211	2,5	74,7	1,2
Montmagny	22 715	– 3,7	23 483	1,6	73,5	0,9
Bellechasse	36 741	7,7	24 699	0,2	80,5	0,4
Lévis	144 040	6,9	27 577	1,2	81,9	– 0,1
La Nouvelle-Beauce	36 929	10,1	24 659	1,0	82,9	0,5
Robert-Cliche	19 493	0,9	23 019	2,0	78,6	0,6
Les Etchemins	16 761	– 8,5	22 343	2,1	70,9	0,7
Beauce-Sartigan	52 850	6,4	25 287	5,7	77,2	– 0,1
Les Appalaches	42 856	– 2,8	22 819	1,0	70,9	0,9
Lotbinière	31 121	9,8	24 820	1,6	80,0	0,7

Note: Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er juillet 2015. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2014.
1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la page 140.

Coup d'œil sur Laval

Superficie en terre ferme (2013) : 246 km²

Population (2015ᵖ) : 425 225 habitants

Densité de population : 1 728,6 hab./km²

Principales bases économiques de la région :

Fabrication de produits chimiques
Commerce de gros
Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc
Fabrication de produits métalliques

Statistiques de la région de Laval

	Unité	2011	2012	2013	2014	2015
Population au 1er juillet[1]	n	406 098	412 168ʳ	417 058ʳ	421 733ʳ	425 225ᵖ
Taux de faible revenu des familles	%	7,8	7,5	7,5	..	..
Nombre de médecins	pour 1 000 hab.	1,47	1,49	1,52	1,55	..
Taux d'activité	%	66,1	68,2	68,7	70,2	64,7
Taux d'emploi	%	61,5	62,5	64,2	65,2	59,5
Taux de chômage	%	7,0	8,4	6,6	7,1	8,0
PIB par habitant	$/hab.	31 497ʳ	32 277ʳ	32 263ᵉʳ	32 723ᵉ	..
Revenu disponible par habitant	$/hab.	24 571ʳ	25 004ʳ	25 724ʳ	25 952ᵖ	..
Dépenses en immobilisation[2]	M$	860,5	1 090,6	946,8	847,4	916,3
Livraisons minérales	M$	x	x	x	x	xᵖ
Fréquentation des institutions muséales[3]	n	x	175 992	163 639	211 901	223 740

1. Voir l'encadré de la page 19.
2. 2011 à 2013: dépenses réelles; 2014: dépenses réelles provisoires; 2015: perspectives.
3. Musées, lieux d'interprétation et centres d'exposition.

Coup d'œil sur Lanaudière

Superficie en terre ferme (2013) : 12 309 km²

Population (2015ᵖ) : 496 086 habitants

Densité de population : 40,3 hab./km²

Principales municipalités et population (2015ᵖ) :

Terrebonne	112 214 hab.
Repentigny	83 967 hab.
Mascouche	46 884 hab.

Principales bases économiques de la région :

Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc
Fabrication de produits métalliques
Fabrication de meubles et de produits connexes

Statistiques de la région de Lanaudière

	Unité	2011	2012	2013	2014	2015
Population au 1er juillet[1]	n	476 937	483 006ʳ	488 074ʳ	492 360ʳ	496 086ᵖ
Taux de faible revenu des familles	%	7,0	6,7	6,7	..	..
Nombre de médecins	pour 1 000 hab.	1,33	1,35	1,39	1,47	..
Taux d'activité	%	68,7	65,4	66,2	65,4	67,7
Taux d'emploi	%	63,4	60,3	60,8	60,3	62,0
Taux de chômage	%	7,7	7,7	8,3	7,8	8,4
PIB par habitant	$/hab.	23 590ʳ	24 038ʳ	23 903ᵉʳ	24 498ᵉ	..
Revenu disponible par habitant	$/hab.	23 704ʳ	24 361ʳ	25 117ʳ	25 420ᵖ	..
Dépenses en immobilisation[2]	M$	1 342,0	1 391,3	1 009,7	973,6	1 016,3
Livraisons minérales	M$	201,8	168,9	205,3	198,0	174,5ᵖ
Fréquentation des institutions muséales[3]	n	72 371	70 605	79 930	77 098	108 593

1. Voir l'encadré de la page 19.
2. 2011 à 2013: dépenses réelles; 2014: dépenses réelles provisoires; 2015: perspectives.
3. Musées, lieux d'interprétation et centres d'exposition.

Statistiques des MRC de Lanaudière

	Population au 1er juillet 2015ᵖ		Revenu disponible par habitant 2014ᵖ		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2014ᵖ	
	n	TAAM[1] 2011-2015 pour 1 000	$/hab.	Variation 2014/2013 en %	%	Écart 2014-2013 en points de %
D'Autray	41 866	– 0,4	24 058	2,0	71,3	0,1
L'Assomption	124 248	6,7	27 189	0,8	79,1	– 0,4
Joliette	66 724	9,7	24 094	0,5	71,6	0,2
Matawinie	51 676	7,2	23 974	2,4	63,9	– 0,2
Montcalm	52 474	17,5	22 855	2,4	73,2	0,5
Les Moulins	159 098	13,5	26 267	1,0	81,4	– 0,2

Note: Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er juillet 2015. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2014.
1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la page 140.

Coup d'œil sur les Laurentides

Superficie en terre ferme (2013) : 20 544 km²

Population (2015ᵖ) : 592 683 habitants

Densité de population : 28,8 hab./km²

Principales municipalités et population (2015ᵖ) :

Saint-Jérôme	74 111 hab.
Blainville	56 606 hab.
Mirabel	48 954 hab.

Principales bases économiques de la région :

Fabrication de matériel de transport
Fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques
Fabrication de produits minéraux non métalliques
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie

Statistiques de la région des Laurentides

	Unité	2011	2012	2013	2014	2015
Population au 1er juillet[1]	n	566 683	573 807ʳ	580 134ʳ	586 163ʳ	592 683ᵖ
Taux de faible revenu des familles	%	7,0	6,5	6,4	..	..
Nombre de médecins	pour 1 000 hab.	1,36	1,45	1,50	1,54	..
Taux d'activité	%	67,7	68,1	68,7	65,2	67,4
Taux d'emploi	%	62,0	63,5	63,8	60,6	63,3
Taux de chômage	%	8,4	6,8	7,2	7,1	6,1
PIB par habitant	$/hab.	29 708ʳ	30 473ʳ	30 864ᵉʳ	30 847ᵉ	..
Revenu disponible par habitant	$/hab.	24 890ʳ	25 843ʳ	26 423ʳ	26 809ᵖ	..
Dépenses en immobilisation[2]	M$	1 545,0	1 539,7	1 681,8	1 319,3	1 318,6
Livraisons minérales	M$	98,9	115,9	103,0	104,1	91,9ᵖ
Fréquentation des institutions muséales[3]	n	71 462	89 525	94 425	93 975	120 583

1. Voir l'encadré de la page 19.
2. 2011 à 2013: dépenses réelles; 2014: dépenses réelles provisoires; 2015: perspectives.
3. Musées, lieux d'interprétation et centres d'exposition.

Statistiques des MRC des Laurentides

	Population au 1er juillet 2015ᵖ		Revenu disponible par habitant 2014ᵖ		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2014ᵖ	
	n	TAAM[1] 2011-2015 pour 1 000	$/hab.	Variation 2014/2013 en %	%	Écart 2014-2013 en points de %
Deux-Montagnes	101 043	7,1	25 558	1,3	79,9	0,2
Thérèse-De Blainville	159 210	5,8	29 508	1,8	80,9	– 0,2
Mirabel	48 954	34,7	26 762	2,4	83,8	0,4
La Rivière-du-Nord	127 225	21,7	24 867	0,8	75,1	0,1
Argenteuil	32 803	3,5	23 545	2,1	68,5	0,2
Les Pays-d'en-Haut	42 351	10,9	31 727	0,8	70,4	– 0,2
Les Laurentides	46 112	3,7	26 224	1,0	70,6	0,2
Antoine-Labelle	34 985	– 2,6	23 070	2,6	63,2	0,7

Note: Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er juillet 2015. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2014.
1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la page 140.

Coup d'œil sur la Montérégie

Superficie en terre ferme (2013) : 11 111 km²

Population (2015ᵖ) : 1 520 094 habitants

Densité de population : 136,8 hab./km²

Principales municipalités et population (2015ᵖ) :

Longueuil	243 743 hab.
Saint-Jean-sur-Richelieu	95 227 hab.
Brossard	86 354 hab.

Principales bases économiques de la région :

Première transformation des métaux
Fabrication de produits chimiques
Fabrication d'aliments
Cultures agricoles et élevage
Fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques

Statistiques de la région de la Montérégie

	Unité	2011	2012	2013	2014	2015
Population au 1er juillet[1]	n	1 469 505	1 483 679ʳ	1 496 871ʳ	1 508 811ʳ	1 520 094ᵖ
Taux de faible revenu des familles	%	7,2	6,8	6,8	..	..
Nombre de médecins	pour 1 000 hab.	1,51	1,55	1,61	1,63	..
Taux d'activité	%	65,9	66,8	66,7	67,6	66,0
Taux d'emploi	%	61,3	62,5	62,5	63,2	62,0
Taux de chômage	%	7,1	6,5	6,3	6,5	5,9
PIB par habitant	$/hab.	32 794ʳ	33 387ʳ	33 399ʳ	33 847ᵉ	..
Revenu disponible par habitant	$/hab.	25 392ʳ	26 136ʳ	26 792ʳ	27 246ᵖ	..
Dépenses en immobilisation[2]	M$	4 832,0	5 102,4	4 296,0	4 507,6	4 824,5
Livraisons minérales	M$	1 290,5	1 582,8	1 286,6	1 324,2	1 098,8ᵖ
Fréquentation des institutions muséales[3]	n	1 330 851	1 378 219	1 416 186	1 398 858	1 365 770

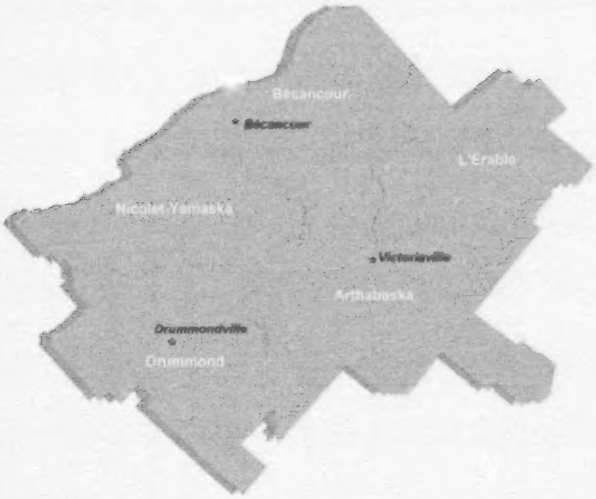
1. Voir l'encadré de la page 19.
2. 2011 à 2013: dépenses réelles; 2014: dépenses réelles provisoires; 2015: perspectives.
3. Musées, lieux d'interprétation et centres d'exposition.

Statistiques des MRC de la Montérégie

	Population au 1er juillet 2015ᵖ		Revenu disponible par habitant 2014ᵖ		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2014ᵖ	
	n	TAAM[1] 2011-2015 pour 1 000	$/hab.	Variation 2014/2013 en %	%	Écart 2014-2013 en points de %
Brome-Missisquoi	57 419	6,3	28 369	2,8	75,6	0,3
La Haute-Yamaska	88 069	6,4	24 725	1,1	75,6	0,0
Acton	15 443	– 0,7	22 828	2,5	74,9	0,1
Pierre-De Saurel	51 088	– 0,8	24 905	0,1	68,6	0,2
Les Maskoutains	86 201	3,5	25 166	1,6	77,5	0,0
Rouville	36 857	5,3	25 625	0,6	80,9	0,3
Le Haut-Richelieu	117 639	4,9	25 585	0,8	77,0	– 0,1
La Vallée-du-Richelieu	122 912	10,5	30 670	1,9	83,2	– 0,1
Longueuil	421 342	10,9	28 506	1,7	77,7	– 0,1
Marguerite-D'Youville	77 440	7,6	28 886	1,7	83,3	– 0,1
Roussillon	182 051	11,5	26 613	2,4	81,7	– 0,1
Les Jardins-de-Napierville	26 891	3,7	25 306	0,6	82,1	0,5
Le Haut-Saint-Laurent	24 495	0,1	21 385	2,5	70,9	0,5
Beauharnois-Salaberry	63 926	5,7	24 621	0,8	72,0	0,2
Vaudreuil-Soulanges	148 321	13,0	28 518	2,3	82,0	0,0

Note: Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er juillet 2015. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2014.
1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la page 140.

Coup d'œil sur le Centre-du-Québec



Superficie en terre ferme (2013) : 6 920 km²

Population (2015ᵖ) : 240 872 habitants

Densité de population : 34,8 hab./km²

Principales municipalités et population (2015ᵖ) :

Drummondville	74 940 hab.
Victoriaville	45 166 hab.
Bécancour	12 849 hab.

Principales bases économiques de la région :

Première transformation des métaux
Fabrication de machines
Cultures agricoles et élevage

Statistiques de la région du Centre-du-Québec

	Unité	2011	2012	2013	2014	2015
Population au 1er juillet[1]	n	236 184	237 445ʳ	238 630ʳ	239 768ʳ	240 872ᵖ
Taux de faible revenu des familles	%	7,2	6,7	6,6	..	..
Nombre de médecins[2]	pour 1 000 hab.	1,82	1,85	1,90	1,94	..
Taux d'activité	%	61,1	59,7	60,8	59,9	62,3
Taux d'emploi	%	56,6	54,7	56,4	55,8	58,1
Taux de chômage	%	7,3	8,2	7,2	6,9	6,7
PIB par habitant	$/hab.	35 297ʳ	35 880ʳ	36 219ᵉʳ	36 619ᵉ	..
Revenu disponible par habitant	$/hab.	21 878ʳ	22 912ʳ	23 462ʳ	23 614ᵖ	..
Dépenses en immobilisation[3]	M$	1 008,6	1 042,5	949,0	782,1	764,2
Livraisons minérales	M$	36,2	40,7	33,3	31,6	31,4ᵖ
Fréquentation des institutions muséales[4]	n	173 275	204 479	232 844	272 759	277 241

1. Voir l'encadré de la page 19.
2. Données se rapportant aux régions sociosanitaires de la Mauricie et du Centre-du-Québec.
3. 2011 à 2013: dépenses réelles; 2014: dépenses réelles provisoires; 2015: perspectives.
4. Musées, lieux d'interprétation et centres d'exposition.

Statistiques des MRC du Centre-du-Québec

	Population au 1er juillet 2015ᵖ		Revenu disponible par habitant 2014ᵖ		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2014ᵖ	
	n	TAAM[1] 2011-2015 pour 1 000	$/hab.	Variation 2014/2013 en %	%	Écart 2014-2013 en points de %
L'Érable	23 486	– 0,1	22 747	3,1	76,7	0,7
Bécancour	20 346	1,3	24 177	0,7	72,1	– 0,1
Arthabaska	71 354	5,4	23 833	– 0,4	75,3	0,2
Drummond	102 797	7,7	23 605	0,9	74,1	0,5
Nicolet-Yamaska	22 889	– 0,4	23 355	0,4	74,6	0,8

Note: Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er juillet 2015. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2014.
1. Taux d'accroissement annuel moyen, calculé par rapport à la population moyenne de la période. Voir l'encadré de la page 140.

Des statistiques sur le Québec d'hier et d'aujourd'hui pour le Québec de demain

Publié annuellement, le *Panorama des régions du Québec* dresse un portrait socioéconomique des 17 régions administratives et des municipalités régionales de comté (MRC) qui les constituent.

L'édition 2016 contient :

- onze thématiques variées, analysées d'après les plus récentes statistiques : démographie, conditions de vie, santé, éducation, marché du travail, comptes économiques, investissement et permis de bâtir, mines, tourisme, culture et communications ainsi que transport – une nouveauté cette année ;
- une section spéciale consacrée aux statistiques par MRC dans laquelle nous analysons l'évolution de trois indicateurs clés, à savoir la population, le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs ;
- un portrait statistique de chaque région administrative disponible en un coup d'œil.

Avec la huitième édition de cette publication, l'Institut continue à offrir un ouvrage de référence en matière d'analyses statistiques régionales et supralocales au Québec et un outil d'aide à la prise de décision pour les différents acteurs régionaux.

Institut de la statistique Québec